



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

34^e séance, mardi 22 mai 2007
35^e séance, mercredi 23 mai 2007

► Indépendance et neutralité



M. Jakob Kellenberger reçu par M. le Président Lucien Weiler...

«Agir un maximum, parler un minimum». Telle est, selon le président Jakob Kellenberger, la devise du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Lors d'une visite à Luxembourg en date du 5 juin, dont le but principal était de signer un accord avec le Gouvernement qui entend soutenir l'action du CICR par 24 millions d'euros pendant la période 2007-2010, M. Kellenberger a également été reçu à la Chambre des Députés.

Suite à un entretien en tête à tête avec le Président du Parlement M. Lucien Weiler, le Président du CICR a rencontré une délégation de la Commission des Affaires étrangères qui est également en charge de la politique de coopération au développement et de l'aide humanitaire. Au cours de cette réunion, M. Kellenberger a rappelé le principe fondamental de l'action de son organisation qui est celui de l'impartialité. «Nous insistons tellement sur notre indépendance et notre neutralité puis-

qu'elle nous garantit l'accès à des régions où d'autres organisations n'ont pas d'accès», a dit M. Kellenberger.

Ainsi le CICR refuserait même - lors de ses interventions humanitaires dans des conflits armés - de se faire protéger par des forces militaires ou policières,

pour ne pas pouvoir être accusé de partialité par la partie adverse du conflit.

L'entretien avec le Président du Comité International de la Croix-Rouge a également porté sur la crise au Darfour.

Dans ce contexte M. Kellenberger a cependant souligné que les si-

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions	p. 383
Jeux de hasard	p. 389
Changement climatique	p. 396

tuations en Iraq, en Somalie et, dans une moindre mesure, en Israël et en Palestine, étaient tout aussi préoccupantes.



...et par une délégation de la Commission des Affaires étrangères.

► Énergie, espace rural et environnement



M. Henri Kox et M. Marcel Oberweis ont représenté la Chambre des Députés à la conférence des commissions de l'agriculture.

La conférence «Énergie pour un monde changeant» de la présidence allemande soulignait l'importance que l'Allemagne réserve à ce sujet de taille globale et dont les conséquences du changement climatique vont bouleverser notre comportement énergivore et la qualité de vie de tous les citoyens du monde. La conférence des commissions de l'agriculture des parlements des États membres de l'Union européenne et du Par-

lement européen qui se déroulait à Berlin les 20 et 21 mai 2007 et à laquelle les députés MM. Henri Kox et Marcel Oberweis assistaient, portait sur deux volets essentiels: le potentiel de l'espace rural et l'utilisation énergétique des ressources repoussantes.

En vue de réduire la dépendance croissante en matière des énergies fossiles, l'Union européenne (UE) a décidé entre autres d'accroître

l'efficacité énergétique de 20% jusqu'en 2020. À part cette mesure, l'utilisation des énergies renouvelables et des ressources repoussantes représente un potentiel non négligeable dans la voie souhaitée du développement soutenable. Oui, la question énergétique suscite une préoccupation grandissante en Europe, l'énergie étant indispensable au bon fonctionnement des économies et des sociétés européennes. La raréfaction des ressources d'énergies fossiles et la hausse continue des prix et des risques géopolitiques ont poussé les États membres à repenser sur la question énergétique.

Les régions rurales représentent 92% du territoire de l'Union européenne et 19% de la population européenne habitant dans des zones à prédominance rurale et 37% dans des zones à composante rurale significative. Ces régions produisent 45% de la valeur ajoutée de l'Union européenne et 53% de l'emploi. Suite aux déclarations des sommets de Lisbonne et de Göteborg les zones rurales doivent contribuer activement en termes de compétitivité, de croissance, d'emploi, d'innovation et de développement durable. La diversification économique des zones

rurales représente un maillon essentiel dans nos intentions du développement soutenable. Le développement agricole et le développement rural sont donc complémentaires.

L'agriculture a besoin d'un monde rural moderne et vivant, les ruraux non agricoles comme les urbains ont besoin des agriculteurs pour l'entretien des paysages hérités mais également pour produire une alimentation de qualité ou développer de l'emploi dans l'industrie agro-alimentaire et des services liés à l'agriculture. Le concept de développement rural devra sortir du carcan trop exclusivement réduit à la dimension agricole. La problématique des territoires ruraux ne pourra plus être uniquement liée à l'évolution de l'agriculture. À travers l'attractivité et la compétitivité notre espace rural se verra attribuer des services et des infrastructures favorisant le développement économique souhaité.

À part la production de produits agricoles, l'espace rural devra jouer un rôle important dans le contexte du réchauffement climatique et de la perte de la biodiversité. Les territoires ruraux pourront mettre à disposition les ressources repoussantes dans le

cadre de la demande énergétique croissante. Dans la lutte contre l'effet de serre, étant un facteur majeur de la politique actuelle, l'UE doit investir dans l'avenir de nos paysages, tout en créant de nouvelles possibilités d'emploi et en encourageant la diversification rurale. La conférence de Berlin a bien souligné le rôle que devra jouer l'espace rural notamment dans la production d'énergie autochtone et décentralisée sur base des ressources repoussantes. La production du biogaz, du méthane, de l'hydrogène, de copeaux de bois ou pellets sur base de la biomasse contribue à réduire la dépendance alarmante en matière des énergies fossiles.

À travers les programmes de développement régional, l'UE contribuera à la maîtrise des effets néfastes du changement climatique en respectant ses objectifs fixés par le protocole de Kyoto.

Le Plan du Développement Rural (PDR) en est l'instrument performant permettant la restructuration du secteur agricole, la promotion de la diversification et de l'innovation, ceci tout en respectant les consignes du processus de Lisbonne.

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications
 - Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé
 - Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé
 - Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice
 - Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications
5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek
6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard
7. 5660A - Projet de loi portant modification
 - 1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
 - 2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;
 - 3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

(Rapports de la Commission juridique - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

►►► **M. le Président.** - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Neen, Här President.

1. Communications

►►► **M. le Président.** - Ech hunn der Chamber kuerz dräi Matdeelungen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 11 mai 2007, le projet de règlement grand-ducal 5727 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1973 portant application de la directive 71/316/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique (directive-cadre) telle que cette directive a été modifiée par celle du 19 décembre 1972.

3. Par lettre du 10 mai 2007 Monsieur Claude Meisch a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique familiale et notamment sur les mesures prises et à prendre afin de concilier la vie familiale et la vie professionnelle.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Et ginn dann eng Rei vu Projete vum Rôle gestrach: duerch groussherzoglechen Arrêté vum 8. Mee de Projet de loi iwwert d'Assistants pédagogiques am Secondaire an am Secondaire technique; per Bréif vum 9. Mee vum der Statssekretärin fir d'Relatioun mam Parlament de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Travailleurs désignés, an de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Ausbildung vun den Travailleurs désignés.

Chamber TV *weist all öffentlech Sëtzung live an integral*
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Glécksspiller; de Projet de loi 5660A, eng Direktiv iwwert de Beruff vum Affekot; dann de Projet de loi 5411, eng Direktiv iwwert den Zougang zur Justiz bei grenziwwerschreidenden Affären; a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Aart a Weis wéi den Europadeputéierte Geremek vun de polneschen Autoritéite behandelt gouf.

Muer um hallwer dräi fänke mer u mat enger Konsultatiounsdebatt iwwert de Klimaschutz. Domat gëtt kombinéiert d'Interpellatioun vum Här Robert Mehlen iwwert d'Schuedensbegrenzung am Kader vum Klimawandel. Duerno hu mer de Projet de loi iwwert de Minett-Kompost an eng Motioun vun der Budgetskontrollkommissioun iwwert de System „eGo“.

Wat elo eisen Ordre du jour vun haut ubelaangt, huet d'Regierung gefrot - ech géif bidden opzepassan -, dass mer d'Aktualitéitsstonn iwwert den Europadeputéierten direkt no der Froestonn un d'Regierung géifen huelen.

Ass d'Chamber mat dëser Ëmännerung vun Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froee kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opposition.

Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Roth un den Här Innenminister iwwert d'Genehmegungen um Gebitt vum Plan d'aménagement particulier. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

►►► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, a sengem Avis vum Abrëll 2007 sprécht de Wirtschafts- a Sozialrot sech fir eng grondleeënd Reform vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal aus. Prinzipiell proposéiert de Wirtschafts- a Sozialrot, dëst Gesetz dohigehend ëmzënnere, dass e sougenannte Plan d'aménagement particulier - also e PAP - kann approuvéiert ginn, unni dass de Promoteur am Besëtz vun allen Terrainen ass, déi an dëse PAP falen.

Ob et eng gesond Approche ass, wann e Privatpromoteur iwwer engem seng Terrainen verfügt, unni dass den Eigentümer domadder d'accord ass, sief dohinnergestallt. Interessant ass awer d'Propositioun vum Conseil économique et social fir d'Gemengen ze verflichten, e Register unzeleeën, wou fir all Plan d'aménagement particulier déi eenzel Datumer vun der Genehmigungsprozedur opgeléicht wieren. Dëst géif fir all d'Acteuren zur Transparenz bäidroen, an de Stat hält d'neiwent ee Gesamtiwwerbléck iwwert déi bestehend an zukünfteg Baulandreserven am Land.

Duerfir meng Fro: kéint den Innenminister envisagéieren, iwwert de Wee vun enger Circulaire oder gegebenenfalls enger Gesetzesupassung esou e Register anze-

féieren, wou fir all Plan d'aménagement particulier d'Gesamtfläch opgeléicht wier, d'Unzuel vun de Bauterrainen an de Logementer, déi geplangt sinn, an déi eenzel Datumer, wou de Schäfferot, d'Commission d'aménagement vum Intérieur, de Gemengerot an d'Autorité de tutelle - dat ass den Innenminister, an des Öfteren och den Ëmweltminister - sech an der Genehmigungsprozedur ausgeschwat hunn?

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Ech wëll dem Här Roth a senger Première an der „question time“ hei an der Chamber äntwerten, dass dese selwechte Sozialrot schon esou Froe wéi déi Froen, déi hien hei vum Conseil économique et social opwerft, am Joer 2006 a sengem Rapport gemaach huet, an dass mer eis och vill Gedanken doriwwer maachen, wéi mer am Fong geholl dat Gesetz vun 2004 administrativ méi grëffeg kënnen maachen.

Am Pacte Logement hu mer scho Propositionen un den Här Boden weiderginn, notament wat den Artikel 34 ugeet, wou et ëm d'gratis Ofriede vun Terrainen an d'Gemeng duerch de Promoteur geet. Och hei kënnen d'Gemengen nach just ënner ganz, ganz kloere Bedingungen eng Indemnité compensatoire froen. Och wat d'Phase transitoire ugeet vun eise Bebauungspäng, an där mer elo sinn, hu mer och d'Méiglechkeet gemaach, fir ze derogéieren am PAP par rapport zum PAG ënner ganz spezielles Konditiounen.

Dir gesitt also, mir versichen, dat Ganzt méi grëffeg ze maachen, den administrativen Opwand bei der Erstellung vun den Dossier an och dann eben d'Prozeduren ze erliichteren. Duerfir hate mer och schon zwo Réunionen - zwee Brainstorminge géif ech soen - bei eis am Ministère; notament mat der Aula, der ALOC, dem OAI, der Stad Esch, der Stad Lëtzebuerg an och der Commission d'aménagement. An ech mengen, do kënt eppes derbäi eraus. Ech wäert och Enn des Joers e Gesetzesprojet déposieren.

Är Retissenz, déi Der elo ausgedréckt hutt, fir d'Ofschaf vum der Obligatioun fir de Promoteur iwwer sämtlech Terrainen ze verfüge bei engem PAP, fir dee kënnen ze maachen, fannen ech richtig, well et wier schwéier wann e Promoteur géif iwwer Terrainen verfügen, déi him net géife gehéieren. Do deelen ech Är Meenung ganz kloer.

Och Är Iddi vun där Propositioun vum CES fir am Fong geholl e Register iwwer PAPen ze maachen, schéngt mer interessant ze sinn. Mä wa mer dat op Gemengenniveau maachen, dann hu just si am Fong geholl déi Donnéeën. Mir misste kucken, dass mer déi zentraliséieren. Dat kéinte mer natierlech och maachen, mengen ech, bei eis an der Direction d'aménagement communal, well do kréie mer jo d'Donnéeën iwwert d'Gréisst vun engem Projet oder iwwert d'Zuel vun den Unitéiten, déi gebaut ginn.

Mir maachen dat jo och am Rapport d'activités, deen all Joer erauskënt. Dir kënnt am Rapport d'activités vun 2006 kucken op der Säit 120. Do fannt Der global Aussoen iwwer wivill PAPen an deene sechs Planungsregiounen vum Land gebaut goufen. Also, mir hunn d'Ausgangsbasis, an do kann een dat och noliesen.

De Schäfferot kann och e Rapport maachen iwwert d'Schaf vum Bauland. Dat werft Der jo och op, an dat ass jo och gutt. Mä dat muss hie souwiso all sechs Joer maachen, wann hie säi PAG nei mécht. Do gesäit d'Gesetz jo vir: Bei enger Mise à jour vum Bebauungspäng muss eng Evaluatioun gemaach gi vun de PAPen.

Mä de PAP, op där anerer Säit, ass awer e Cadre réglementaire. Dat heescht, do gëtt een net gewuer, ob do eventuell gebaut gëtt oder net, esou dass ech mer d'Fro stellen: Wa mer dat dote maachen, da wësse mer nach net onbedéngt wivill gebaut gëtt oder wivill net. Dat, mengen ech, misste mer studéieren, well wat sécher ass wa mer dat dote maachen: Dat gëtt nees méi administrativen Opwand. An et muss ee kucken, ob dee sech hei an deem Fall lount oder net. Mir hunn also

eng Relativéierung vun deem Ganzen. Ech géif also mengen, mir sollten dat eng Kéier am Ministère kucken, an da géife mer op Är Propositioun hei reagéieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur un den Här Kommunikationsminister iwwert déi numeresch Décodeuren.

- **Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications**

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Minister, deen huet annoncéiert, dass vum 31. Januar 2008 un nëmmen nach numeresch Televisioun zu Lëtzebuerg ze empfänken ass, an dass mir dann als Lëtzebuerger Land Nummer eent sinn an Europa, wat dee Mode de diffusion ubelaangt. An deem Zesammenhang hätt ech awer eng Rei Froen ze stellen.

Fir numeresch Televisioun kënnen ze empfänken, brauch een en Décodeur. Or, meng Fro ass: Gëtt et genuch Décodeuren um Marché, fir elo a kuerzer Zäit d'Leit esou ze beliwweren, dass och jiddereen iwwerhaupt Accès kann zu engem Décodeur hunn?

Meng zweet Fro ass: Déi Décodeuren, déi elo um Marché sinn, dat sinn der meeschtens nach vun der aler Generatioun. Or, et gëtt eng nei Generatioun vun Décodeuren, déi awer nach net generaliséiert sinn, nämlech mat deenen een Haute définition ka kucken. Or, d'Haute définition ass eppes, wat muer kënt. Riskéiere mer net, dass d'Leit haut en Décodeur kafen, dee muer vereelt ass, well se haut nach kee vun där neier Generatioun kréien an doduerch dann duerno mussen erëm en neien Décodeur kafen?

Ech wollt och froen, wéi déi kleng lokal Gemeinschaftsantennen - an där gëtt et nach am Land; déi mussen jo ëmrëschten - dat technesch a finanziell iwwert d'Bühn kréien.

Da wollt ech finalement de Minister froen: Déi Leit, déi keen Décodeur elo kënnen kafen oder wëlle kafen, kréien déi da vum 31. Januar 2008 u keng Televisioun méi, kënnen déi d'Televisioun dann net méi kucken? Stëmmt et, dass déi da virun engem schwaarzen Écran sëtzen?

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet den Här Kommunikationsminister Jean-Louis Schiltz.

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madame Brasseur Merci, dat si mer déi Fro gestallt huet. Et gëtt mer d'Geleeënheet, an deem Dossier hei Propositioun ze huelen. Ech wëll véier méi generell Observatiounen maachen.

Éischtens hu mer am digitalen Zäitalter méi wéi jee hei zu Lëtzebuerg e Problem mat de Rechter. Mir kucke säit Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg allégrement Televisioun, déi däitsch, déi franséisch, a mir bezuelen op enger ganzer Rei vun deene Programmen iwwerhaupt keng Rechter. Dat ass am digitalen Zäitalter kaum nach dran. Dat heescht, déi Fro vun de Rechter geet Hand an Hand mat der Fro vun der Numérisatioun.

Wann also d'Regierung sech dofir entscheet hätt, fir näischt ze maachen a keng Initiativen ze ënnerstëtzen, hätt mer iwwer kuerz oder laang dee schwaarzen Écran gehat, vun deem schon 2002 Rieds war bei der Fussballweltmeeschterschaft. Also, näischt ze maachen ass keng Alternativ.

Zweete Punkt. Et gëtt eng Rei nei Méiglechkeeten, fir haut a muer Televisioun ze kucken: Télévision numérique terrestre, Satellit, Internettelevisioun, an et gëtt och scheinbar eng Rei Gemengen, déi Initiativen amgang sinn an deem Domän ze huelen. Ech wär deene Gemengen dankbar, wa se och géife sech mat mir concertéieren, wéi eng Rei Gemengen dat maachen. Et ass also kee mat sengem Kabelopérateur bestuet. Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten.

Drëttens hu mer fir de Juni op Demande vum Här Braz eng Question avec débat virgesinn, déi mer erlaabt, dat Ganzt hei a méi wéi dräi Minutte virzedroen.

Véiertens wëll ech soen, dass d'Regierung deen Accord vun de Kabelopérateuren an de Rechthinhaber begleet, a positiv begleet. Et gëtt esou gemaach, wéi wann ech dat alles decidéiert hätt. Mir begleeden déi privat Initiativ. Ech fannen deen Accord gutt. Ech hunn dat och gesot. Duerfir ënnerstëtzen ech e jo och. Duerfir drécken ech jo

och, dass en ëmgesat gëtt. Mä et sinn net ech, deen en imposéiert huet, an och net d'Regierung. Mir wäerten also weider deen Accord ënnerstëtzen. Et ass awer un de Kabelopérateuren en elo ëmzesetzen, an e schnell ëmzesetzen.

D'Regierung wäert hir weider Propositioun en fonction vun deem Rhythmus vun där Ëmsetzung determinéieren, wat eng Form vun Äntwert op Är Fro ass an där kuerzer Zäit, déi mer hei zougemooss gëtt.

Wat d'Fro ubelaangt vun den Décodeuren, ob se a genügender Quantitéit disponibel sinn, sou géif ech lech bieden, déi Fro un d'Kabelopérateuren ze riichten. Et ass un hinne et ëmzesetzen. Meng Informatiounen sinn, dass déi grouss Kabelopérateure keng Problemer domadder hunn.

Wat de Standard vun deenen Décodeuren ubelaangt, esou bieden ech zur Kenntnis ze huelen, dass et eng Rei Décodeure gëtt, an et net un der Regierung hei ze soen ass, wie wat fir een Décodeur ze kafen huet. Wat fir een Décodeur een herno finalement huet, ass och eng Saach vu Coût. Et hënnert keen een drun, haut schon eng Televisioun ze kafen, déi „HD ready“ ass. Ech ginn allerdéngs dovun aus, dass déi Standard-décodeuren, déi mat am globale Pak dra sinn, nach net „HD ready“ sinn.

Ech gesinn dat awer net als dramatesch un an enger éischter Etapp. Et sief dann et wäere Projeten, vun deenen ech keng Kenntnis hätt, fir alles op verschiddene Plaze schon direkt „HD ready“ ze maachen a verschiddene Gemengen. Mä do kënt Dir mer vläicht méi dozou soen.

Et ass also un de Kabelopérateuren deen Accord ëmzesetzen. Ech sinn och der Meenung, dass si missten no bausse kommunizéieren. Mä et ass net un der Regierung dat ze soen. Ech hunn lech virdu gesot, dass et un hinnen ass den Accord ëmzesetzen, dass mir hannendru wäerte weiderdrécken a weider bleiwen, fir ze kucken, dass déi Ëmsetzung och fonctionnéiert, a mir wäerten eis en fonction vun der Evolutioun vun där Ëmsetzung determinéieren. Duerfir schéngt mer de Juni och méi en appropriéierten Datum ze sinn, fir am Detail doriwwer ze diskutéieren wéi vläicht haut, well bis dohinner wäert nach sécherlech vill geschéien.

Här President, ech hunn nach zwo Froen ze beäntweren. Ech weess, dass meng Zäit ofgelaf ass.

» **Une voix.** - Neen!

(Hilarité)

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.** - Wat déi kleng ubelaangt, wëll ech drun erënnere, Madame Brasseur, dass mer et hei mat der Privatinitiativ ze dinn hunn an dass mäi Virgänger am Joer 2001/2002 zwo Journées de la câble-distribution organiséiert huet, wou déi Problematik hei thematiséiert ginn ass. Et sinn der eng Rei, déi hu reagiert, déi hunn operéiert, ëmgerüst, si hu verkaf. Et sinn eng Rei anerer, déi dat net gemaach hunn. Et ass elo un deenen, fir schnellstens Léisungen ze siche mat aneren zesummen - finanziell Léisungen, technesch Léisungen oder no Alternativen ze kucken.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass eng ganz Rei sech op d'Bee gesat hunn 2001/2002 an anerer net. Dat heescht, et sinn der eng Rei, déi gerüst sinn an anerer net.

Véiertens, nach eng Kéier, d'Initiativ läit bei de Kabelopérateuren, d'Regierung ass...

» **M. le Président.** - Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.** - ...hannendru a wäert sech en fonction vun der Ëmsetzung determinéieren.

De President seet mer, meng Zäit wier elo definitiv ofgelaf, duerfir wäert ech lech...

» **Une voix.** - Riedezäit!

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.** - Meng Riedezäit, jo selbstverständlech!

Déi wär elo definitiv ofgelaf, duerfir wäert ech lech méi dozou da soen am Mount Juni.

D'Kabelopérateuren - just dee leschte Saz, Här President - sinn hei déi, déi d'Manetten elo am Grapp hunn, an d'Regierung wäert intervenéieren, wann d'Ëmsetzung vun deem Accord net klavéiert. Mä loosse mer deen Accord emol liewen a loosse mer d'Kabelopérateuren déi Initiativ emol no bausse ausrullen, an da kucke mer.

» **M. le Président.** - Sou, da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vun der honorabelen Här Roger Negri un den Här Gesondheitsminister iwwert d'Fréierkennung vun der Osteoporos. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé**

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Osteoporos ass eng Krankheet, déi virun allem deenen eelere Leit vill Problemer mécht, well hir Schanken net méi esou staark sinn. An där floter Broschür vum Gesondheitsministerium, déi ech hei hunn, do kann ee liesen, dass dat mënschlecht Skelett aus 206 Schanke besteet. An deser Broschür gëtt virun allem dorop sensibiliséiert, vu jonkem Alter u fir spéider staark Schanken ze suergen, wéi zum Beispill duerch genuch Kalzium, deen ënner anerem an de Mëlchprodukter ass, an och duerch vill kierperlech Bewegung, an dat dobaussen am hellen Dag, wou de Kierper Vitamin D ophëlt.

An engem rezenten exzellente Virtrag vum Dokter Hemmer iwwert d'Osteoporos huet den Dokter op eng impressionnant Manéier gesot „qui a cassé, cassera“, fir domat auszudrécken, dass et fir déi méi eeler Matmënsche wichteg ass ze wëssen, wéi et ëm hir Knackkonsistenz bestallt ass. Well wann een d'Indicateurë fir eng Osteoporos kennt, kann ee sech besser dorop astellen, besser oppassen, wann een zum Beispill Trapen erfroget, andeem ee sech ëmmer a ganz fest um Gelänner unhält an esou weider.

Duerfir wollt ech den Här Gesondheitsminister froen, ob et net sennvoll wär, ab engem bestëmmt Alter den Dépistage vun der Osteoporos maachen ze loosse an eng Campagne an deem Sënn ze lancéieren.

Ech soen lech elo scho Merci fir Är Äntwert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol en häerzleche Merci un de Roger Negri fir d'Fro.

Et ass richtig, wéi hie gemengt huet, dass d'Osteoporos ëmmer méi zu engem Problème de santé publique gëtt, haapt-sächlech fir eelere Leit. Eng Fra op dräi ka getraff ginn. Ee Mann op fënnf ka getraff ginn.

Wat heescht konkret Osteoporos? D'Schankemass hëlt of, d'Schanke gi méi sprock, zerbrüche vill méi leicht, a wéi de Roger Negri richtig gesot huet, wa se an där Situatioun bis ufänken ze brieche, da geet et mat enger Kéier net duer - mat all deem, wat domat zesummenhängt.

Mir hunn zënter 2000 e Service am Land, dee vun der Ostéodensimétrie an der Zitha, dee Miessunge ka maachen opgrond vun Indikatiounen fir feststellen, ob een Osteoporos huet oder net. A kloer indizéierte Fäll gëtt dat och rembourséiert. Et ass e kleng Programm, dee virgesäit, dass mer eng Rei vun agréierten Dokteren hunn, déi déi dote Miessunge kënnen maachen. Dat ass déi éischt Phas. Mir hunn also d'Apparatur, déi mer brauchen, fir déi Miessungen ze maachen. Et gëtt och nach aner Méiglechkeeten, fir et ze maachen, mä dat hei ass déi, déi eigentlech am beschten indizéiert ass an am beschte passt.

Derniewent hu mer 2005 eng Preventiounscampagne ageleet, déi sech un déi méi jonk Leit richt, well wéi bei villen anere Problemer mat der Gesondheet kann ee preventiv wierken. Et kann ee säi Schankkapital oder d'Mass vun de Schanken opbauen an erhalten. Dann huet een am Prinzip, wann een duerch eng équilibréiert Ernährung an och Sport dat Kapital opbaut, net déiselwecht Problemer am Alter, wéi wann ee sech net dorëm këmmert. Dat ass ganz gutt ukomm. Et hat e ganz gudden Echo.

Ech géif mengen - an do läit de Roger Negri ganz richtig -, dass d'Zäit vun der Bilanzéierung komm ass. Mir hunn eng Rei vun Experienze gemaach mat de Miessungen. Mir hunn och sengerzäit eng Kommissioun agesat, fir deen dote Programm ze suivéieren. De Carlo Wagner ass sengerzäit nach bei de Krankeeseen intervenéiert, fir e puer Schrëtt weider ze maachen.

Ech muss soen, deen Dossier ass net mat där Rapiditéit virugaangen, wéi Gesondheitsministere sech dat géife wënschen. An ech muss soen, dass ech deen doten Dossier wäert relancéieren. Ech wäert derfir suergen, dass mer eng Evaluatioun vun deem bisherege kleng Programm maachen a kucken, wat mer weider drop wäerten opbauen. Ech wäert also déi Gesprécher mat der UCM erëm ophuelen, fir an déi doten Direktioun ze goen.

Ech soen lech Merci, Här President.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Huss, och un den Här Gesondheetsminister, iwwert d'HPV-Impfung.

- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé

»»» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Nummer vun der Ligue contre le cancer gëtt et en Artikel iwwert d'Preventioun vun enger bestëmmter Zort Kriibs vun de Fraen, nämlech vun Kriibs vum Gebärmutterhals, vum Col de l'utérus. An deem Artikel gëtt dann drop higewisen, dass dat déi zweetheefegst Kriibszort bei de Fraen op weltwäitem Plang ass. Virun allem an de Länner vun der Drëtter Welt ass dat eng ganz schlëmm Problematik. Hei zu Lëtzebuerg ass et Gott sei Dank zueleméisseg gesi manner grouss, mä all Joer erkranken anscheinend ronn 20 Fraen nei un deem Kriibs vum Gebärmutterhals.

An deem Artikel gëtt dann op d'Ursachen dovun higewisen. Et gëtt gesot, dass op där enger Säit natierlech och d'Fëmm mat eng Roll spillt, mä virun allem awer och eng bestëmmten Zort vu Viren, nämlech déi sougenannten Human-Papilloma-Viren - HPV -, an dorënner virun allem déi vum Typ 16 a vum Typ 18.

An deem Artikel gëtt dann drop higewisen, virun allem vum Conseil supérieur de l'hygiène, dass et sennvoll wier - well déi Viren dobäi eng Roll géife matspillen, fir eng Infektioun mat deene Viren ze maachen; déi kéinten an e puer Prozent vun de Fäll och zu där Zort Kriibs do féieren -, scho Meedercher am Alter vun eelef bis zwielef Joer ze impfen, an dann herno nach e Rappel vun der Impfung ze maachen zwëschent zwielef an 18 Joer mat engem neien Impfstoff, dee Gardasil heescht, deen hei um Marché eréischt zënter e puer Méint anscheinend zougelouss ass, fir einfach eng Virbeugung do kënnen ze maachen.

Meng Froen un de Minister sinn am Fong déi heiten:

Éischtens, Här Minister, haalt Dir et fir sennvoll, flächendeckend jonk Meedercher vun eelef, zwielef Joer ze impfe mat deem Impfstoff do, an herno och nach eng Noimpfung ze maachen? Wéi sinn do d'Erfahrungen an och d'Meenungen an den europäesche Länner ronderëm eis?

An da virun allem awer eng Saach, déi vum soziale Point de vue och interessant ass: Dat ass d'Fro vum Käschtpunkt vun deem Medikament, dee mer awer relativ héich ze si schéngt, mat anscheinend 405 Euro, fir déi Impfung do kënnen duerchzuführen. Dat ass awer e ganz stolze Präis vun där Firma, déi dat dote verlaangt. Do stellt sech d'Fro, ob dat net en Hinderungsgrund ass, besonnesch fir Meedercher aus méi sozial schwache Familljen, wou also net vill Suen do sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech halen elo op.

An deem Kontext also d'Fro, ob Der net mengt, dass dat kéint vun de Krankeeseen iwwerholl ginn, beziehungsweise ob een net misst mat deene Firmen do op europäeschem Niveau verhandelen, fir datt do awer de Präis emol drastesch erofgesat géif ginn. Well soss, mengen ech, géif et awer gréisser Problemer fir d'Krankeeseen gi bei esou enger flächendeckender Impfung.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

»»» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Huss huet eng ganz Rei vu Froe gestallt, déi wierklech de Fanger op dee Punkt leeën, wou en higehiert.

Éischtens muss ee soen, dass et en Duerchbroch ass, dass mer an der Zwëschenzäit iwwer ee Vaccin a muer iwwer en zweete Vaccin verfügen, deen an der Preventioun vun enger Zort Kriibs - dem Gebärmutterhalskriibs - ka ganz effikass sinn. Dat ass déi éischt Feststellung.

Déi zweet Feststellung, dat ass, dass ee sech net soll der Illusioun higin, dass duerch dee Vaccin elo muer kéint de Gebärmutterhalskriibs verschwannen.

Also ganz kloer: Déi Preventivprogrammer, déi mer elo zënter enger Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi behalen hire Wäert och a Presenz vun deem Vaccin. Mir hunn ee vun deene flächendeckendste Programmer fir d'Fréierkennung vum Gebärmutterhalskriibs hei realiséiert, wat dozou gefouert huet, dass d'Zuel vun de Fraen, déi um Gebärmutterhalskriibs stierwen, vun

zéng virun e puer Joer op zwou bis dräi - dat sinn der nach ëmmer zwou bis dräi ze vill, ganz kloer, mä awer - ganz sensibel erofgaang ass, an dass och d'Zuel vun deene Fäll, déi méi spéit entdeckt ginn, ganz seriö erofgaang ass. Dat ass déi zweet Feststellung.

Déi drëtt Feststellung: Den Här Huss huet ganz Recht, dass hei e Vaccin op de Maart komm ass an dass déi Vermaartung vun deem Vaccin mat enger beispillloser Campagne vu Publicitéit, déi un de Rand vun der ethescher Verträglechkeet komm ass, begleet war. An ech mengen - ech soen dat esou wéi ech dat denken -, wann de Vaccin gutt ass, da muss ee kënnen op esou e Spektakel verzichten.

Véiertens wëll ech feststellen, dass dee Vaccin hei zu Lëtzebuerg an an den europäesche Länner selbstverständlech wëllkomm ass, mä dass en awer gradesou oder vill méi wichteg nach wär an deene Länner, wou d'Prevalenz vum Gebärmutterhalskriibs vill, vill méi héich ass, wou en awer an dëser Phas iwwerhaupt keng Alternativ ass, well en onbezuelbar ass. D'Präisser, déi gefrot ginn, si 400 bis 500 Euro pro Vaccinatioun, vun dräi Dosen.

Kloertext op déi Froen, déi den Här Huss gestallt huet: Eng ganz Rei vun europäesche Conseils scientifiques, ënner anerem och eise Conseil supérieur d'hygiène, hu kloer Empfehlunge gemaach, fir d'Impfungen ze maachen: déi eng vun eelef bis 17; déi aner vun eelef, zwielef bis 18; anerer, déi méi selektiv sinn, wéi zum Beispill de franséische Conseil, op ee Joergang, zwielef oder 14. Dat heescht also, d'Wëssenschaftler erkennen de Wäert vun deem heite Vaccin un, mat deenen Nuancen, déi ëmmer widerholl ginn, dass et net eng preventiv Campagne kann ersetzen.

Mir wäerten och hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Méint zesumme mat de Krankeeseen kucken, a wat fir engem Beräich dass d'Krankeeseen asprange respektiv wéini dass d'Santé publique aspréngt. Mä ech wëll awer soen, dass mer dat an enker Konzertatioun maache mat eise Partnerlänner. A viru 14 Deeg hate mer en informelle Conseil zu Oochen, a mir hunn hei vu Lëtzebuurger Säit drop higewisen, dass et noutwendeg ass, dass d'europäesch Länner sech hei konzertéieren, dass se eng gemeinsam Virgehensweis vis-à-vis vum Produzent aleeden, esou wéi dat elo an der Zwëschenzäit beim Aids gemaach gëtt, fir net nëmmen hei zu Lëtzebuerg anstänneg Präisser ze garantéieren, mä weltwäit anstänneg Präisser ze garantéieren. D'Kommissioun war och d'accord, fir dat als eng Prioritéit an hiren Aarbechten ze iwwerhuelen, an en Aarbechtsgrupp war och schonn zesummen.

Also als Konklusioun: Et ass e ganz seriöse Fortschritt, mä et wënt een awer dodrun, wann ee mat rouegem Kapp reagiert, a wann d'Industrie zesumme mat eise partnerschaftlech - mat alle Länner - diskutiert, amplaz mam Briecheisen d'Länner ze forcéieren, fir dat hei ze maachen, wat si gär hätten zu deem héchstméigleche Präis. Ech mengen, dass deen dote Vaccin et zu engem méi niddrege Präis och nach géif erlaben, dass d'Industrie op hire Kont kéim, an dass virun allem déi, déi e brauchen, en och kéinte garantéiert kréien.

Merci.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann ass et un der honorabelen Madame Nancy Arendt fir eng Fro ze stellen un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Déngschtleeschungen an den Altersheimer a Fleegeheimer.

- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

»»» **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, erlaabt mer, dass ech eng Fro un den Här Gesondheetsminister stellen am Kader vun de Prestatiounen an den Alters- an de Fleegeheimer. Ech mengen, et ass heibanne keen, deen un der Noutwendegkeet vun dësen Institutiounen an un der Fleegeversécherung am Allgemengen zweifelt.

Et gëtt mat Sécherheet a ville Fleegeheimer eng luewenswäert Aarbecht geleescht, an et kann een hei net generaliséieren, mä leider ass mer awer och schonn des Öfteren zu Ouere komm, dass déi Prestatiounen, déi do misste geleescht ginn, an déi vun der Cellule d'évaluation och festgeluecht gi sinn, net ëmmer seriö geleescht ginn, virun allem net wat d'Zäitdauer ubelaangt.

Esou soll et regelméisseg virkommen, dass d'Soiné vill méi schnell - an ech gebrauchen dat Wuert - duerchgehaselt ginn oder souguer guer net ausgefouert ginn. D'Fleegeversécherung bezilt also fir Prestatiounen, déi net eent zu eent ëmgesat ginn an am schlëmmste Fall och heiansdo guer net duerchgefouert ginn.

Natierlech sinn ech mer bewosst, dass esou eppes net d'Regel ass, an dass déi Leit, déi an dësem Domän schaffen, meeschtens hiert Beschtméiglecht maachen, fir de Patienten ze hëllefen. Allerdéngs muss et awer erlaabt sinn ze froen, ob et net méiglech wär, dass net genouch Personal present ass, fir d'Fleeg esou auszuféieren, wéi se da virgeschriwwen ass, oder awer dass déi virgeschriwwen Aarbecht net esou ausgefouert gëtt, wéi se misst.

Ech wëll dës Froen am Numm vun de Betreffene stellen, déi oft machtlos sinn, well se selwer oft net méi realiséieren, wat mat hinne geschitt, a well och d'Familljemembere sech ganz oft net trauen, eppes ze soen.

Duerfir: Gëtt do iwwerhaupt eng Kontroll gemaach, a wie kontrolléiert, ob dës Prestatiounen och esou ëmgesat ginn, zäitlech a vum Inhalt hier, wéi se dat missten?

Ginn do regelméisseg Kontrolle gemaach oder gëtt just intervenéiert, wa Leit reklaméieren?

Sinn dat ugekënnegt Kontrollen oder sinn dat onugemellte Kontrollen, also sougenannte Contrôles inopinés?

A well et hei ëm gréisser Zomme vum Stat geet, déi vum Stat finanziert ginn, wär et dann hei net ubruecht, dass de Stat och selwer géif kontrolléieren, dass déi virgeschriwwen Prestatiounen dann och eent zu eent géifen ausgefouert ginn?

»»» **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

»»» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei Merci der Madame Arendt fir d'Fro. Et ass richtig wa se seet, d'Fleegeversécherung dréit vill zu der Qualitéit an der Betreierung vun eelere Leit bäi, an ech wëll dat un zwee, dräi Chifferen illustréieren. Hei zu Lëtzebuerg bezilt d'Fleegeversécherung am Duerchschnëtt pro Ayant droit en Duerchschnëtt vun 29.000 Euro d'Joer. Zum Vergläich: An Däitschland, wou mer eis jo largement inspiréiert hunn un der Fleegeversécherung, dréit d'Fleegeversécherung 8.700 Euro am Duerchschnëtt bäi.

Wann een elo d'Strukturen hält, dat heescht d'Heimer, da kënnst een op e Coût moyen pro Joer pro Patient vun 42.000 Euro. An Däitschland läit dee Präis bei 13.000 Euro. Wann een d'Réseauen, dat heescht d'Fleeg doheem, hält, do leien eis Chiffere bei engem Duerchschnëtt vun 22.000 Euro an an Däitschland bei 6.000 Euro.

Ech wëll dat soe fir domat ze illustréieren, dass de Präis hei zu Lëtzebuerg e ganz gudden ass, e ganz héijen ass, an dass een dofir och déi allerbescht Qualitéit ka verlaangen. Déi bescht Konditiounen vun der Fleegeversécherung intergalaktesch mussen och déi bescht Qualitéit intergalaktesch bedingen. Dat als Virbemierkung.

Elo ass et esou, dass duerchweege an de Réseauen an an den Heimer eng exzellent Aarbecht geleescht gëtt, dass d'Vertraue gutt ass, d'Kontroll awer néideg ass. Mat deem Gesetz, wat mer virun engem Joer hei eestëmmeg gestëmmt hunn, wëlle mer méi d'Démarche Qualitéit a Kontroll verstärken.

An der Zwëschenzäit hu mer déi Commission contrôle qualité agesat, wou all déi Betreffend derbäi sinn. Mir konnten och e Spezialist asetzen, fir dat Gantz opzebauen an ze suivéieren. Dat ass déi éischt Feststellung.

Déi zweet Feststellung, dat ass, dass et richtig ass, dass fir jiddfer Ayant droit e Fleegeplang opgestallt gëtt, un deen d'Haiser, un deen d'Réseau sech am Prinzip halen. Do gëtt et eng Rei vun Imprévuen, déi musse mat abezu ginn, mä déi musse sech un dee Fleegeplang, also déi Leeschtungen halen, déi den Assuré zougeséiert kritt huet.

Elo ass et richtig wat d'Madame Arendt seet, dass festgestallt ginn ass an enger Rei vu Fäll, dass de Fleegeplang net gläich dat Realiséiert war. Do gouf et bei einzelnen Explikatiounen a bei anere gouf et keng Explikatiounen; et war net emol dat noutwendeg Personal do, fir déi dote Prestatiounen kënnen ze exekutieren. Do ass et ganz kloer, do huet d'Fleegeversécherung déi Suen, déi ze vill bezuelt gi si vun der Fleegeversécherung, zréckgefuerdert. An

do sinn zum Deel säfteg Betrag rembourseiert ginn.

Déi doten Démarche wäert an Zukunft weider verstärkt ginn, dass heescht, mir wäerten déi Kontrollmechanisme weider ausbauen. Ech sinn och frou, dass d'Madame Familljeminister hei ass - opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwert de Präis...

(Interruption)

...fir d'Botzaarbechten an den Haiser. Do hu mer zesummen proposéiert, dass 2007 an 2008 déi Haussen, déi dorop baséieren, net sollen exekutiert ginn. D'Fleegeversécherung bezilt also weider. Mä als Contrepartie hu mer vun den Haiser verlaangt, dass se sech mat eis zesummen un den Dësch setzen, fir déi Transparenz bei alle Prestatiounen ze verbesseren.

Merci villmools.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann d'Fro vum honorabelen Här Claude Meisch un den Här Innenminister wat d'Gesetzgebung vun der Landesplanung ugeet. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

»»» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister huet viru kuerzem op enger Pressekonferenz annoncéiert, dass en drun denkt, fir d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung, gradesou wéi och d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, iwwert dat mer jo schonn déi eng oder aner Kéier Rieds haten, op de Métier ze huelen, et reforméieren an eng ganz Rei vu Modifikatiounen wëllt proposéieren.

An deem Kontext si mer eis sécherlech eens, dass virun allem d'2004er Gesetz muss reforméiert ginn, fir enger ganzer Rei vu schwierere Situatiounen kënnen entgéintzewierken, déi op eis duerkommen, wa mer dat net géife maachen. D'ailleurs bei der éischer Modifikatioun vun 2005 war jo och schonn ugekënnegt ginn, dass et no zwee Joer nach eng Kéier misst op de Métier geholl ginn an d'Chamber sech nach eng Kéier mat deem Gesetz misst befaassen.

Meng Fro awer elo, ob en detailléierte Bilan gemaach ginn ass vun deenen zwee Gesetze, virun allem ob mer eng Lëscht virleien hu vun de Schwächte vun deenen zwee Gesetze, déi elo offensichtlech schéngen de Landesplanungsminister ze motivéieren, fir hei Remedur ze schafen, an och wat fir eng konkret Modifikatiounen d'Regierung der Chamber wäert proposéieren, a wéini d'Regierung d'Chamber wäert mat engem Projet de loi saiséieren.

Merci.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

»»» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit 2004, säitdeem mer dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal hunn, ass vill diskutiert ginn. Mir hu vill Erfahrung gesammelt a mir hunn och mat Bureau-d'études a mat Gemenge Problemer diskutiert.

Doropshin hu mer, wéi ech et virdu scho gesot hunn, am Gesetz vum Pacte Logement Ännerungen ageféiert, a mir wëllen och elo nach - dat hunn ech scho virun zwee, dräi Joer gesot - Enn 2007 dee Projet de loi areechen, deen am Fong geholl keng grondsätzlech Reform wëllt maache vun deem Gesetz - dat stoung emol an der Press -; et ass keng grondsätzlech Reform, mä et sinn Detailer, déi net funktionéieren, déi mer wëlle verbesseren.

Fir d'éischt wëlle mer emol an deene bebautene Quartieren eppes änneren. Do hu mer jo keng homogen Bebauung. Do sinn och d'Parzellen all verschidden. Do gëtt laut Gesetz mat engem sougenannten CMU oder COS geschafft. Déi Instrumenter sinn net adequat, dat huet d'Erfahrung eis elo ginn.

Dir hutt dat d'ailleurs och als Gemeng Déifferdeng opgeworf, a mir hunn och scho mat lech doriwwer diskutéiert. Dir hutt dat opgeworf, an dat ass och richtig. Do wollte mer eng nei Notioun aféieren, an zwar déi vun engem sougenannte PAP Quartier existant, also een Teilbebauungsplang vum Quartier. Dat heescht, do gi Regeln opgestallt. Wann deen Eenzelnen da baut an deem Quartier, da kann deen iwwer eng Baugenehmigung direkt lassfuere.

Do gewanne mer also vill Zäit an och vill Geld, géif ech bal soen, wéi iwwerhaupt all déi Iwwerleeungen, déi mer féieren, ënnert dem Objektiv sti vun enger Simplification administrative a vun enger méi effikasser Uwendung vun deem Gesetz. Also bei bebaute Quartiere gi mer an déi Richtung, déi ech elo gesot hunn.

Bei neie Quartieren, bei Neierschleisungen, do bleift d'Gesetz wéi mer et elo hunn. Den Instrument de choix - hei bleift alles beim Alen. D'Philosophie vum Gesetz gétt net ugepaakt, hei ginn den CMU an den COS benotzt, fir an deene Quartieren ze bauen.

Eng aner Ännerung, déi mer ustriewen, ass déi vun deem sougenannte Plan directeur. De Plan directeur ass elo ëmmer gemaach ginn um Niveau vum PAP, vum Deelbebauungsplang. Dat mécht kee Sënn. Et mécht Sënn deen eropzehiewen op de Bebauungsplangsniveau vun der ganzer Gemeng, well hei geet et jo och ëm den Intérêt général.

Och do gétt Geld gespuert fir d'Bauen, fir d'Promoteuren, fir all déi Leit, déi an esou Dossieren eraginn. Och do, mengen ech, kréie mer dann eng Simplification administrative. Also déi Iwwerleeungen, déi mer féieren, déi hunn e grouse Konsensus, dat wäert Der gesinn, dobausse fontt.

An dat kann ech lech och soen, well - Dir hutt mech iwwert d'Démarche gefrot - mir hate schon zwee Brainstormingen. Ech hat et virdru bei der éischter Fro, déi ech beäntwert hunn, och scho gesot. Am Dezember 2006 an am Abrëll 2007 hate mer Réunione mat dem OAI, mat der Aula, mat der ALOC, mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Stad Esch, mat der Commission d'Aménagement. An do hu mer eis eng Démarche ginn.

Mir hunn notament e Groupe de travail an d'Liewe geruff, dee soll kucken, wéi d'Règlement-grand-ducale sollen och méi grëffeg gemaach ginn; d'Règlement-grand-ducalen iwwert d'Études préparatoires, d'Règlements grand-ducalen iwwert de PAG, den Inhalt vum Bebauungsplang, an och iwwert de PAP.

Also do versiche mer och ze vereinfachen, esou dass mer mengen, dass mer bis Enn des Joers fäerdeg wäeren an dann dat Gesetz, wat Der mech gefrot hutt, hei kënnen déposéieren. A well jo d'Philosophie vum Gesetz intakt bleift, géif ech d'Gemengen opruffen, alleguerten in globo, si sollte weider un hire PAGE schaffen, well et gétt dobausse gesot: Mir kënnen net méi un de PAGE schaffen, d'Gesetz ass net gutt.

Dat Gesetz ass ganz gutt. Et gétt och nâischt geännert. D'Gemenge sollen hir PAGE fäerdeg maachen, well déi Deadlinen, wéi se am Gesetz virgesi sinn - 2010 August -, bleiwe bestoen. Et kann och derogéiert gi bis August 2011 bei Cas-de-force-majeuren. Dat ass also fir den Aménagement communal.

Nach dräi Wieder iwwert d'Landesplanungsgesetz. Do stelle mer d'Philosophie och net a Fro. Mir wëllen dat Gesetz och méi operationell maachen. Mir wëllen am Fong geholl d'Uwendung optimiséieren. Mir wëllen esou reviséieren, dass mer am Fong geholl eng effikass Landesplanung kréien. Doduerch wëlle mer d'Expropriationen an den Droit de préemption, wéi en elo am Pacte Logement ass, och an dat Gesetz mat eranhuelen. Dat ass een Element.

Eng anert Schlësselement ass den Iwwergang vum Plan sectoriel an de Bebauungsplang. Do musse mer kucken, wéi mer do kënnen déi Hierarchie méi prezis deklaréieren oder méi prezis artikuléieren.

De POS, wéi mer elo een hate fir de Findel, bleift bestoen. Mir wëllen e lichte POS aféieren, fir am Fong geholl d'Plans

sectoriels ze exekutéieren. A mir wëllen och, géif ech soen, an der Kompetenz vum Landesplanungsminister kucken; deen huet eng Kompetenz fir ze koordinéieren, ze initiéieren an ze décidéieren. Déi wëlle mer och frësch ratéieren.

A last but not least wëlle mer och nach an der Regionalplanung kucken am Fong geholl, well mer do net esou wäit komm sinn, wéi de Législateur sech dat virgestallt huet: Wéi soll d'Regionalplanung mat der sektorieller Planung, mam Bebauungsplang, matenee spillen?

Dir gesitt also, mir hunn e grouse Programm wëlles, an dee wëlle mer dann och bis Enn des Joers iwwert d'Bühn kréien. Da géif ech lech dann e Projet de loi virleeën.

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Lydie Err un den Här Justizminister iwwert d'Konvention vum Europarat géint de Mënschenhandel. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice**

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Et geet a menger Fro un de Justizminister ëm eng Konvention vum Europarat géint d'Traite vun de Mënschen. Dat ass eng Konvention, déi virun iwwer zwee Joer zur Signature déposiert ginn ass. Et ass géint de Mënschenhandel. An d'Différenz par rapport zu Instrumenter um internationale Plang, déi et par ailleurs gétt, ass déi, dass déi heite Konvention sech op de Schutz vun den Opfer konzentréiert, während déi aner Instrumenter, déi mer hunn, sech éischer op den Aspect pénal konzentréiert hunn.

De Conseil de l'Europe an all déi Leit, déi dru geschaff hunn, notament Memberen aus där Kommissioun - wou ech och am Conseil de l'Europe dra sinn -, halen drop, dass déi Konvention hei esou schnell wéi méiglech a Kraaft trëtt.

Ech mengen, et géif Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht stoen, aktiv ze ginn. Et geet nämlech net duer ze ënnerschreien an dann d'Saachen hänken ze loosse. Mir hunn deelweis am Conseil de l'Europe eng Reputatioun fir dat ze maachen, notament bei enger Convention-cadre sur la protection des droits des minorités, déi mer ënnerschriwwen hu mat enger Reserv an dann net ratifizéieren. All Kéiers, vu dass mer do relativ oft zitéiert ginn, gétt ganz genee gekuckt, wéi Lëtzebuerg sech verhält.

Ech mengen net, dass et an dësem Fall ëm politesch Ursaache geet. Vlächicht ass et eng Saach, déi mat Aarbechtsopwand zesammenhängt. Jiddefalls si mer entretemps vun aktueller 47 Memberstaten ee vun deene 26, déi ënnerschriwwen hunn an net ratifizéiert hunn. Ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, dass mer dat géife maachen. Ech wier jiddefalls frou, fir eng Äntwert ze kréien, wourunner et hält, dass et dauert, well dat Froe sinn, déi mer regelméisseg zu Stroossbuerg gestallt kréien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ech wëll der honorabeler Madame Err soen, dat se gutt aus hirer Zäit, wéi se am Ausseministère war, weess, dat déi Konventionen ënnert der Autoritéit vum Ausseminister ënnerschriwwen ginn. An da mussen d'Fachministère duerno kucken, dat se déi ëmsetzen.

Dës Konvention ass 2005 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn, an do sinn eng ganz Rei Ministère, déi déi mussen ëmsetzen. D'Justiz ass een dovunner, mä besonnesch dee Volet, deen Dir uschneit - dee vum Afferschutz -, dee wäert och eng Äntwert fannen an deem neien Zouwanderungsgesetz, un deem den Immigrationminister amgang ass ze schaffen.

Dee Volet, deen d'Justiz betrëfft, deen ass net wéinst dem Inhalt nach net do, mä well mer effektiv ganz vill Konventionen ëmsetzen hunn. Mir schaffen dorunner. Ech géif mengen - an ech soen dat hei ënnert der Autoritéit vum Immigrationminister -, dat souwuel deen ee wéi deen anere Volet spéitstens am Hierscht an der Chamber wäerten deposéiert ginn. An d'Madame Familljeminister huet och nach Kompetenzen doranner, esou datt si och deen Délai confirméiert.

Et ass also reng eng Saach vun der Zäit. Vun der inhaltlecher Saach, mengen ech, si mer eis eens - Dir a mir -, datt den Inhalt vun där Konvention ganz wichteg ass, an duerfir huet d'Regierung keng Schwierigkeete um Inhalt. Si muss just déi Aarbecht nach maachen. Am Ministère, mengen ech, sinn an deene leschte Joren eng 30 Konventionen bei eis ëmgesat ginn. Dat ass ganz vill Aarbecht. Duerfir wäerte mer weider un deem Projet do schaffen.

Et wäert um Terrain och net Wesentleches änneren, well ganz vill vun deene Saache maache mer schon haut um Terrain. Mä ech mengen, dee Volet, besonnesch am Immigrationgesetz, fir déi Autorisation-de-séjour do ze ginn, d'äers ass sech de Minister Schmit bewosst, an hie schafft dorunner fläisseg weider.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro, déi vun honorabelen Här Meisch un d'Madame Familljeministesch iwwert d'Privatinitiativen um Gebitt vun der Famill a vun der Chancëgläichheet. Här Meisch!

- **Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

» **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, d'Madame Familljeministesch hat viru kuerzem op enger informeller Réunioun vun den europäesche Familljeministere gesot, datt Lëtzebuerg eng Alliance stratégique - „eng strategesch Allianz“ op Lëtzebuerger gesch also - zesumme mat de Privatunternehmen an d'Liewe geruff huet, fir eng ganz Rei vu Crèchen an de Betriber kënnen ze schafen.

Nun, wa mer awer iwwert d'Land fueren an an d'Betriber erakucken, da wësse mer, datt op deenen allermeeschte Plazen déi doten Offerte net konnt realiséiert gi bis ewell. Duerfir wollt ech froen: a wivill Betriber déi doten Allianz da wierklech konkret ëmgesat ginn ass; wivill Betriber do matgemaach hunn, a wivill Crèchëplazen an de Betriber bis ewell konnt opgrond vun där doter Initiativ geschafte ginn.

Gläichzäiteg war an deem Discours vun der Madame Minister op där enger Säit erauszehéieren, datt d'Politik hei zu Lëtzebuerg éischer géif op fräiwëllegen Accord baséieren. Op där anerer Säit ass d'Méiglechkeet net aus der Welt geraumt ginn, datt géif léigiféiert ginn, fir méi konkret a méi durabel Chancëgläichheet, virun allem vu Männer a Fraen, an de Betriber kënnen ze assuréieren. E gewëssene Widersproch also.

Mä ech wollt der Madame Minister d'Geleeënheet ginn, dorobber kënnen eng Explikatioun ze ginn, an och d'Madame Minister froen, ob se mat mir d'accord ass, datt eisen aktuelle Steiersystem wéi och eis Regelung vum Congé parental wéi och de Mangel u Betreuungsmeiglechkeete queesch uechtert d'Land dozou bäidroen, datt mer eben déi dote Chancëgläichheet am Berufsliewe fir Männer a Fraen nach ëmmer net realiséiert hunn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. D'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Ech wunnere mech heiansdo, wann ech verschidden Aussoen esou héieren, déi kommen iwwert d'Familljepolitik, a mat Freed ëmmer erëm gesinn, datt mer am Joer 2000 - dat war an enger Regierung, wou d'Demokratesch Partei mat eis dra war - ugefaangen hunn, d'Maisonrelais anzeféieren hei am Lëtzebuerger Land; dat heescht, en neie Moyen agefouert hunn, deen elo an Däitschland diskutéiert gétt.

A wann ech dann heiansdo liesen a Communiquéen, datt ech mech soll an Däitschland inspiréiere goen, da wier et vlächicht gutt, wann awer eenzel Leit bei lech emol géife kucken, wat et ewell alles hei am Lëtzebuerger Land gétt. Ech hunn och d'Madame von der Leyen invitéiert, op Lëtzebuerg kucken ze kommen, fir hir kënnen virunzehëllefen. Also, et ass net esou, datt mir musse bei si kucke goen, wéi et geet, mä éischer den ëmgekierte Wee.

Op där Konferenz, wou mer do waren, hu mer iwwer Effektiver geschwat. Do war eng vun de Froen: Wéi géife mer mat der Industrie ëmgoen; also mat de Betriber ëmgoen? Dorobber hunn ech gesot: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg mat de Betriber eng

Allianz - well dat war den Titel vun deem Atelier -, an zwar iwwert d'Action-positiven. An ee vun den Elementer an deenen Action-positiv sinn och d'Crèchen, déi an de Betriber kënnen gemaach ginn.

Mir hunn am Ganzen 1.016 Plaze vu Crèchen, déi a Betribscrèchen dra sinn. Do sinn déi europäesche Institutionen derbäi, et si Spideeler derbäi, et si Banken derbäi, et sinn och aner Entreprises dran, déi dat entweder selwer maachen oder awer maache mat Crèchen, déi installéiert sinn, privat Crèchen, a wou dann déi eenzel Patronen mathëllefe cotiséieren oder hirem Personal mathëllefe bezuelen, fir datt hir Leit doranner Plaze kréien. Dat zu deem Punkt.

Mä virun allem ass mir an där Allianz do mat de Betriber wichteg, datt et net nëmme Crèchëplaze sinn, mä datt et och zum Beispill eng besser Harmonisatioun vun den Aarbechtszäiten ass. Datt eng ganz Partie vun aneren Déngschter an de Betriber ugebuede ginn, fir et de Leit ze erméiglechen, fir d'Berufsliewe mat hirem Privatliwien ze verbannen.

Ech denken zum Beispill drun, datt et an engem Betriber d'Méiglechkeet gétt, datt Der kënnst Är Apdikteschsaache kréien, datt de Bäcker dohinner kënnst, datt d'Leit also net mussen auswäerts een deem aneren norennen, fir dann hir Saachen dohinner ze kréien, mä datt dat an deem Betriber selwer do ugebuede gétt, fir eben de Leit hir Aarbechtszäit an hiert Familljeliewe méi liicht mateneen ze verbannen.

Dat war dat wat ech domadder gemengt hunn, an net nëmme, wéi gesot, bei de Crèchë selwer.

Dir hutt da gefrot, wéi et wier mat dem Méi-Léigiféieren. Et war eng Fro, déi ech gestallt hat. Wann Der den Discours gelies hutt - ech weess net, wéi en elo eriwierkomm ass -, dann hat ech zum Schluss eng Fro gestallt, ob et sennvoll wier, ëmmer méi ze léigiféieren, oder ob et net méi sennvoll wier, ze kucken ebe just opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer do gemaach hunn, fir d'Leit ze iwwerzeegen mat konkreten Aktiounen, déi kënnst gemaach ginn, fir d'Betriber och méi ze motivéieren, fir de Leit ze hëllefen an de Betriber, fir hiert Familljeliewe mat verbannen ze kréien.

Ech wëll do just ee Wuert driwwer soen: Et wäerten an deenen nächsten 20 Joer 20 Milliounen Leit um Aarbechtsmaart fortgoen, an Europa. Et gétt also déi Betriber, déi am beschte Konditiounen schafe fir Familljen, déi wäerten déi beschten Aarbechtskräfte kréien, déi bei se kommen. An ech denken, datt dat och eppes ass, wat wichteg ass, wat och muss gefördert ginn, fir domadder och de Leit ze erlaben, fir eben nach kënnen Kanner ze kréien.

A wann Der déi Diskussiounen an Däitschland gesitt, wou et wierklech katastrophal ass, datt besonnesch Fraen a Männer, déi aus héije Positionen kommen, keng Kanner méi hunn, dann ass dat selbstverständlech och net gutt fir hir Économie a fir hir Wirtschaft. Also ass dat e wichtige Punkt, deen ee muss gesinn.

Da frot Der: Ass net de Congé parental an d'Steieren en Hemmnis, fir datt d'Leit viru schaffe ginn?

Or, an där Konferenz hutt Der gesinn, datt et an anere Länner Congé parental bis zu engem Joer gétt! Fir deen Eenzelnen! Net nëmme sechs Méint, wéi bei eis. Mä et gétt awer och aner, déi zum Beispill soen: Mä Dir kënnst et opdeelen op dräi; ee Stéck fir de Papp, ee Stéck fir d'Mamm an ee Stéck wat flexibel ass.

An och do kënnst Der Är Kollege froen, déi mat an der Regierung waren: An der Tripartite ass dat net op grouss Géigeléift gestouss, well d'Patronen ëmmer wollte méiglechst laang am Viraus wëssen, wéini ass een Arbeitnehmer do a wéini ass ee fort, fir dat kënnen organiséiert ze kréien.

Ech soen lech dat nëmme aus där Erfahrung, déi mer vun där Zäit haten. A vun doher denken ech, datt een ëmmer sécher kann Arrangementer an Agencementen vun alles maachen, alles ka besser maachen, mä ech mengen wierklech net, datt de Congé parental en Hindernis wier. Am Contraire! A wa mer wëssen, wéi wichteg datt déi Zäit ass, fir datt d'Elteren déi mat hire Kanner verbréngen, mengen ech net, datt mer dat sollen ofschaffen oder datt mer dat solle verkierzen.

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Jacobs. Da komme mer zu där leschter Fro vun haut de Mëtteg. Dat ass déi vun honorabelen Här Fayot un den Här Kommunikationsminister iwwert d'Liberaliséierung vun de Postdängschter.

- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

»» M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, d'Postliberaliséierung, déi drétt Etapp dovunner, soll jo ufanks 2009 déi Bréifpost ënner 50 Gramm komplett liberaliséieren. Dergéint gëtt et vill Kritiken an Oppositionen hei zu Lëtzebuerg. Et geet duerch d'Parteien de Wonsch, fir déi Liberaliséierung net ze maachen, oder op d'mannst fir ze gesinn, wat da Service public nach ass a wéi dee ka finanziert ginn.

An deem Virschlag vun der Kommissioun ass dee Financement net prezis beschriwwen ginn oder nëmmen onzefridde stehend. Et liest een d'lescht Woch, dass déi däitsch Présidence probéiert, Kompromissvirschléi auszeschaffen an och ze verhandele mat deene Länner, déi géint déi Liberaliséierung sinn. Och am Europaparlament liest een an héiert een, dass d'Opposition géint déi Liberaliséierung ëmmer méi grouss gëtt, och duerch all Parteien, souwuel an der EVP wéi an der sozialistischer Fraktioun an och an deenen anere Fraktiounen.

Duerfir wollt ech den zoustännege Minister, dee jo sécher ganz enk un den Développe-menter am Conseil associéiert ass, froen, wéi de Stand elo wär. Ob effektiv e Kompromiss am Kommen ass, a wéi deen da géif ausgesinn.

Merci.

»» M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

»» M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bekannt, dass d'Lëtzebuurger Regierung d'Virschléi vun der Kommissioun net deelt, dat heescht, si ass dergéint.

Den aktuelle Stand am Dossier, de Stand vu gëschter, ass folgendend:

Am Conseil vum 7. Juni soll e sougenannten „progress report“ virgestallt ginn a Form vun engem Point A, dat heescht also, een unni Debatt, dat heescht also, wou all Mënsch domat d'accord ass. Dat gesäit also a priori anodin aus.

Zweetens soll eng informell Diskussioun iwwer Mëtteg stattfannen, mat informelle Konkursiounen vun der Présidence. Dat gesäit also och anodin aus, ass et awer net! Ass et nämlech definitiv net!

Well zwar nämlech d'Froen, déi vun der Présidence gestallt ginn an deem Zesummenhang, ech iwwersetze sënnegeméiss aus dem Engleschen: Sech baséierend op déi rezent Trenden an de Memberstaten a Richtung vun enger totaler Liberalisatioun, ginn d'Ministere gefrot, ob se kënnen confirméieren, dass déi Approche, op där d'Reform baséiert, nämlech eng global Ouvertür vum Marché am Intérêt vun de Konsumenten a vun den Utilisateuren, ob dat de richtege Wee wier. Mir ginn also gefrot, dat ze confirméieren.

An där Fro ass eigentlech schonn d'Äntwert mat dra suggeréiert. Meng Äntwert op déi Fro wäert sinn - a si wäert sech domadder vun der Fro ewechbewegen -, dass mir selbstverständlech all Initiativ ënnerstëtzen, déi am Intérêt vun Konsument a vum Utilisateur op e flächendeckenden Universal-déngscht hinziilt, dass mer awer mat Nodrock der Meenung sinn, dass et weiderhi muss méiglech sinn, de Service universel, dat heescht, fënneg Deeg laang Courier a menger Bréifboîte, iwwert de Wee vun engem Service réservé ze finanzéieren. Dat heescht, dass d'Post eng Exklusivitéit huet fir alles wat ënner 50 Gramm ass.

D'Äntwert op déi éischt Fro wäert also en Nee sinn.

D'zweet Fro ass déi, wéini mer bereet wären, fir de Marché intérieur am Domän vun de Services postaux ze realiséieren. D'Äntwert op déi Fro wäert sinn, plus ou moins direkt, wa mer kënnen dee Finanzierungsmodus bäibehalen, Service universel iwwert de Service réservé. D'Äntwert wäert sinn, ni, wann am Pak mat dran ass, dass déi Méiglechkeet opgi gëtt.

Ech a meng Leit sinn am Kontakt mat deenen anere Regierungen. Ech wollt dem Här Fayot soen, dass, wa gesot gëtt, dass der vill dergéint wären, een do och muss nuancéieren, well mir sinn de Moment amgaangen eis esou ze bewegen, dass déi eng - an dat sinn der net terribel vill de Moment - soen: Mir hätte gär weider déi Equivalenz Service réservé - Service universel; déi aner streide just nach iwwert den Datum. Zu deene gehéiere mir jo bekannterweis net.

Ech hunn och Kontakter mam Rapporteur vun Europaparlament. Mir bleiwen also hannendrun. D'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung wäert inchangee bleiwen. Mir sinn nodrécklech der Iwwerzeugung, dass et weiderhi muss méiglech sinn, de Service universel iwwert de Service réservé ze finanzéieren. Ech verstinn net, firwat - fir de Plésier fir ze liberaliséieren - mer déi Equatioun solle missen opginn an e Fong maachen, wou och d'Utilisateure sollen drabezuelen, oder et iwwer Budgetgelder ze finanzéieren.

Mäi Verständnis vun deem, wat muss geschéien, fir dass de Konsument zu Sengem kënnt a weider zu Sengem kënnt, geet net esou wäit, dass ech kann novollzéie logescherweis, wat d'Kommissioun do wëllt. Ech gesinn net wou d'Nécessitéit ass, fir déi Equivalenz Service universel - Service réservé ze brieche. Ech hunn dat och am Dezember am Conseil gesot andeem ech d'Kommissioun gefrot hunn, si soll hir Kopie nach eng Kéier nokucken, dat heescht, hir Virschléi ëmänneren.

»» M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen dann zur Aktualitéitsstonn, déi vum Grupp vun der DP ugefrot ginn ass. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Charles Goerens mat zéng Minutten Zäit. Déi aner Riedner hunn alleguer fënneg Minutten Zäit.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek

»» M. Charles Goerens (DP).- Merci, Här President. Léif Kollegen, de 27. Abrëll hu mer als demokratesch Fraktioun eng Aktualitéitsdebatt ugefrot iwwert d'Haltung vun der polnescher Regierung vis-à-vis vum Europadeputéierte Bronislaw Geremek. De Fall Geremek huet héich Welle geschloen zu där Zäit, well e ganz ëmstridde Gesetz a Polen, dat sougenannt Gesetz iwwert d'Décommunisatioun, zu nawell heftegen Debatten Ulass ginn huet.

Wourënn geet et an deem Gesetz? Oder villméi, wourënn goug et an Deeler vun deem Gesetz?

Nun, op d'Gefor hin, hir Fonctioun, hire Posten oder einfach hir Aarbecht ze verléieren, hunn eng Partie Leit a Polen missen deklaréieren, ob se - jo oder neen - mat der Geheimpolizei vum kommunistesche Regime kollaboréiert haten oder net. Dat wollt de Bronislaw Geremek elo net méi maachen, net méi ënner anerem, well hien et schonn eng Kéier gemaach hat. Doropshin hunn, laut der Interpretatioun vun deenen, déi senger schnell wollte lassginn, se gemengt, den Här Geremek wier säi Mandat als Europadeputéierte scho lass.

Et koun awer anescht: Den 11. Mee huet nämlech dat polnescht Verfassungsgeriicht Deeler vun deem ëmstriddene Gesetz annulléiert. Deemno wier de Fall Geremek geléist. Esou wäit, esou gutt oder esou wäit, esou schlecht.

Esou wäit, esou gutt, well elo endlech ee vun deenen anstännege Polen Satisfaktioun kritt huet. Ëmmerhi gläicht bis zum Verdikt vum polnesche Verfassungsgeriicht déi geplangte Säuberung enger absurder Haltung, déi, wier eppes Ähnlech esou hei am Land ugewannt ginn, fréier Kollegen, wéi zum Beispill de Robert Schaffner oder de Robert Krieps, zwee fréier KZler, obligéiert hätt ze deklaréieren, ob si mat der Gestapo kollaboréiert hätten oder net, an hire weidere Verbleif hiebanen an der Chamber vun där Deklaratioun ofhängeg gemaach hätt.

Ofgesinn dovunner huet den Här Geremek net dat heite Gesetz gebraucht, fir duerch säi Refus vun enger weiderer Deklaratioun säi Courage ze beweisen. Datt hie Courage huet, hat hie scho bewisen ënnert dem kommunistesche Regime, wou hie wéinst sengem Widerstand zum Jaruzelski-Regime jorelaang am Prisong souz.

Esou wäit, esou schlecht, well d'Haltung vun der polneschen Autoritéiten awer Wéineges ze erkenne ginn huet bis elo, wat vereinbar ass mat dem moderne Verständnis vun engem gutt fonctionnéierende Rechtsstat.

Gewëss, d'Opschaffe vun der Vergaangenheet ass meeschtens eng ganz delikat Affär. Dobäi geet et net drëm - an ech insistéieren dorobber -, et geet eis net drëm, de Pole virzeschreiwen, wéi si déi kommunistesche Vergaangenheet ze behandelen hätten oder opschaffe sollen, mä do, wou et an der

Europäescher Unioun Regelwierker gëtt, déi gemeinsam vun hinnen a vun eis a vun nach anere 25 Memberstaten an der Europäescher Unioun vertraglech verankert gi sinn, also verbindlech si fir eis alleguer, kann dat, wat a Polen geschitt oder geschitt ass, eis net kolloossen.

An deem Zesummenhang wollt ech den Ausseminister froen, ob de Paragraph 1 vum Artikel 6 vum Traité sur l'Union européenne net zur Uwendung misst kommen an esou enge Fäll. Ech zitieren: «L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres.» Fin de citation.

Elo richt dat Gesetz iwwert d'Épuration ganz staark no Maulkuerf an huet mat Demokratie emol net vill um Hutt.

Meng Fro un den Ausseminister: Huet déi emol virleefeg duerch d'polnescht Verfassungsgeriicht staark ageenkte Praxis nach eppes mam Rechtsstat, Respekt vun de Mënscherechter, den öffentleche Fräiheeten ze dinn, wann ee Memberstat engem Deputéierten nei Konditiounen iwwer seng Eligibilitéit imposéiert, net virun de Wahlen, mä nach dräi Joer nodeem hie scho säi Mandat ugetrueden huet?

Meng Fro un den Ausseminister war: Huet dat do nach eppes mat dem Respekt vun den Droits fondamentaux ze dinn, wéi se am Paragraph 2 vum Artikel 6 vum Traité sur l'Union européenne drasteng, an ech zitieren erëm eng Kéier: «L'Union respecte les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales?»

Wann den Artikel 6 net méi respektéiert ass vun engem Memberstat, misst dann de Paragraph 4 vun deemselwechten net zur Uwendung kommen, dee seet: «L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques?»

Meng Fro un den Ausseminister bleift: Wier et net un der Zäit, iwwert de Fall Geremek eraus, endlech där nei geschafener Agence des droits fondamentaux zu Wien d'Missioun ze ginn, Verstéiss géint virgenannte Prinzipien ze entlarven an domat d'Institutione vun der Europäescher Unioun virun hir Verantwortung ze stellen a gegebenenfalls Mesuren ze ergräife géint e Memberstat, deem an där Hisiicht Verfeelunge virzeweier sinn?

Et geet eis hei ëm Fundamentales, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. A stéing et net engem klenge Stat wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesicht, hei eng Virreideroll ze iwwerhuelen? E Vertragswierk wéi dat, wat d'Basis vun europäeschen Handelen duerstelt, a wat d'Ambitioun huet, d'Grundvaleuren a -prinzipiell vum Rechtsstat ze stützen, muss am Fall vun enger Pann sech och kënnen bewähren.

Mir mengen, dee Moment wär kumm gewiescht virum Uerteel vum polnesche Verfassungsgeriicht. A wann och juristesche een Deel vum Problem sech haut net méi stellt, net méi an där Form, da muss een awer soen, dass an där politescher Auseinandersetzung nach eng Partie Äntwerten op sech waarde loosser. A mir drängen dorobber. Wéi gesot, et ass kee Fall Polen, et ass e Fall, deen eis alleguer kënnt betreffen, a mir mussen kucken, dass dat Regelwierk, wat mer eis selwer ginn hunn, gegeben-entfalls da muss asprangen, wa wierklech seriö Noutsituatioun festzestelle sinn.

Mir mengen, dat wier hei de Fall gewiescht. Dat wier och de Fall gewiescht an der Slowakei. Et ass eng Kéier zur Uwendung kumm, dass wat wéi dem Haider seng Partei an Éisträich an d'Regierung kumm ass. A well mer wëlle verhënnere, dass déi, déi all Dag mat deene Bridder do um Verhandlungsdësch sëtzen, an déi e bëssen d'Opfer si vun der Realpolitik, hiert Liewe schwéier gemaach kréien, wier et besser, et wier eng Agence do, déi de Conseil an d'Institutione vun der Europäescher Unioun all Kéiers da géif virun hir Verantwortung stellen, wann esou Fäll opgedeckt ginn, an da wieren déi eenzel Ministeren natierlech forcéiert, Stellung dozou ze huelen.

Dat wier jiddefalls méi einfach a méi eng Garantie fir de Respekt vun de Libertés fondamentales, wéi dass elo ee sech selwer muss aktivéieren. Soulaang wéi dat net geschitt, muss mer ëmmer erëm esou Debatten iwwer eis ergoe loosser.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

»» M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Santer. Den Här Santer huet d'Wuert.

Débat

»» M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Stat an Oste vun Europa probéieren, hir kommunistesch Vergaangenheet opzeschaffen, ass normal. All Land, wat a senger Geschicht diktatorial Perioden huet misse kontabiliséieren, kënnt net ronderëm, d'Konsequenze vun der Diktatur ze verschaffen. An d'Vergaangenheet vun engem Land ass ëmmer och d'Vergaangenheet vu senger Leit. Duerfir gouf et zënter 1989 an Osteuropa e Prozess vun Entkommuniséierung, manner drastesch meeschtens wéi dat viru 60 Joer an Däitschland de Fall war, well d'Regimier jo net vergläichbar sinn.

Polen huet elo nees e Gesetz, dat sougenannt Lustrationgesetz ugehoht, dass all Mënsch, deen no 1970 gebuer ass, verpflichtet, eng Deklaratioun ze ënnerschréien, dass hien oder si zu kengem Zäitpunkt mat den Organer vun der kommunistescher Diktatur zesummegeschafft huet. An e bekannte Politiker, de fréieren Ausseminister an heitegen Europadeputéierten, den Här Bronislaw Geremek, huet refuséiert esou eng Deklaratioun ze ënnerschréien. An der Tëschenzäit huet dat polnescht Verfassungsgeriicht grouss Deeler vum Lustrationgesetz fir onzoulässeg erkläert. Dont acte.

Éier dat Uerteel kumm ass, hunn déi polnesch Autoritéiten dem Här Geremek säi Mandat am Europaparlament oferkant, well dat d'Konsequenz dovun ass, déi Deklaratioun, déi d'Lustrationgesetz virgesäit, net ze ënnerschréien. Den Här Geremek huet selwer déi Deklaratioun schonn e puermol ënnerschréiw, an hie war der Meenung, elo géif et duer.

Tatsächlech ass et berechtigt sech d'Fro ze stellen, woufir esou en Exercice sollt permanent widerholl ginn. Dass ass ëmsou méi eng berechtigt Fro, wéi den aktuelle polnesche Pouvoir eegenaarteg Virstellungen zu Europa an der Welt huet an alles anescht wéi eng europäesch Modell-demokratie schéngt ze sinn.

Wann net grad de Bronislaw Geremek vun engem séier zweifelhafte polnesche Gesetz betraff wier, géife mer wuel net iwwert dat Gesetz schwätzen. Mä hien ass betraff. E Mann, dee mam polnesche Kampf fir Fräiheet an Demokratie associéiert gëtt, deen Nofolger vum Henri Rieben als President vun der Fondation Jean Monnet pour l'Europe ass, deen als demokratesch gewielten Deputéierten am Europaparlament sëtzt an hätt kënnen ënner aneren Ëmstänn um Ufank vun der Legislatur President vun deem Parlament ginn.

Elo kënnen mer net schrecklech vill hei am Haus maachen, hunn ech d'Impressioun. Mä mir kënnen a mir sollen eiser Regierung un d'Häerz leeën, si sollt der polnescher Regierung matdeelen, dass mir esou Gesetze an esou Methoden net akzeptéieren. Dass ass net d'Aart a Weis wéi ee mat senger Vergaangenheet eens gëtt.

Et ass net akzeptabel, dass Leit, déi hiert Liewe laang dofir gekämpft hunn - ganz dacks ënner ganz schwierigen Ëmstänn -, dass hiert Land nees zu der fréier europäescher Famill ka gehéieren, ëmmer nees mussen feierlech deklaréieren, hir Vergaangenheet wär propper. Si hunn dat scho gemaach, an den Här Geremek huet dat och scho gemaach. Et muss eng Kéier duergoen.

Virun allem ka kee Land einfach esou engem gewielten Europadeputéierte säi Mandat ofhuelen. Dass geet net. De Prozess ass méi komplizéiert. D'Europaparlament muss selwer do eng Roll spillen, an de polnesche Regime kann net eleng an och nach net opgrond vun engem séier loufoquë Gesetz en Europadeputéierten ofsetzen. Och wann d'Gebriider Kaczyński dat mengen: Et geet net.

Wa Polen sech wëllt an Europa recomandéieren, da muss et sech méi esou behuelen, wéi den Här Geremek dat mécht, a vill manner wéi déi Häre Kaczyński dat maachen. Dee Message muss mer Polen zoukomme loosser. Meng Fraktioun versteet dem Här Geremek seng Haltung an ënnerstëtzt seng Positioun. Un der polnescher Regierung ass et dann elo, fir sech ze decidéieren. Si ka sech fir Europa, fir europäesch Normen a Moosstääb déci-

déieren, oder si kann an hirer Logik vu stänneger Hexeuegd agemauert bleiwen.

Wa se déi zweet Décisioun hält, fäerten ech, hesscht dat net vill Guddes fir d'Zukunft vun Europa, an deem Polen wëllt en Deel sinn.

Ech soen Iech Merci.

»» **M. le Président.** - Merci, Här Santer. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fayot.

»» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, säitdeem d'DP-Fraktioun des Heure d'actualité ugefrot huet, huet de Problem vun Här Geremek a Polen sech geléist. Déi polnesch Cour constitutionnelle huet dat Gesetz iwwert déi sougenannt Lustratioun als net verfassungskonform erkläert, an domat gouf de Protest vun Här Geremek wéi och vun Här Mazowiecki, deem fréiere Premierminister, an hiren Akt vun Dés-obéissance civile confirméiert.

Et weist éischtens - dat, mengen ech, muss een awer och hei soen -, dass Polen en onofhängegt Geriicht huet, an dat ass e wesentlecht Element vun enger gutt funktionéierender Demokratie. Et weist, zweetens, dass polnesch Politiker déi richteg Reaktiounen vis-à-vis vu fragwürdege staatlechen Agréffer hunn.

Et bleift, dass dës Episod a Polen ons interpelléiert. Sécher, dat wëll ech hei mat aller Kloeerheet soen, hu mer ons net an déi politesch bannenzeg Affäre vun engem Land anzeméschen, och net an déi parteipolitesch Auseinandersetzung, souguer wa mer ons Meenung doriwwer hunn, och iwwert déi augenblicklech Regierung, iwwert deen Europaskeptizismus, deen a Polen vu gewëssene politesche Parteien verbreet gëtt.

Wou ech besonnesch hei wëll drop pochen, dat sinn déi gemeinsam Wäerter, déi ons zesummen an d'Europäesch Unioun bruecht hunn, an déi Gemeinschaft vun eegestännege Länner muss déi Wäerter iwwerall duerchsetzen. Dat ass den Zement an dat ass d'Legitimitioun fir sech iwwert dat ze froen an iwwert dat auszeloossen, wat an engem Land vun der Europäescher Unioun stattfënnt.

Ech wëll duerfir zwee Problemer uschwätzen. Deen éischte Problem, deen hei jo an der Diskussioun war, dat ass d'Iwwerwinnung vun der kommunistescher Vergaangenheet. Mir hate schonn esou eng Diskussioun an engem aneren Nopeschland, net mat der kommunistescher Vergaangenheet, mä mat der Nazivergaangenheet, a mir wëssen, wéi laang d'Iwwerwinnung vun dëser Vergaangenheet an Däitschland gedauert huet a wat dat vun interne Spannungen a vun interne Kämpf an där Gesellschaft mat sech bruecht huet.

Et muss ee bei Polen oppassen. Polen huet sech zum gudden Deel selwer aus der kommunistescher Diktatur befreit. Polen war schonn am Sowjetblock ëmmer e kritesch Land, well et sech net esou liicht gläichschalte gelooss huet. Et gouf ëmmer fréi Geeschter a Polen, déi d'Distanz zur Sowjetunioun gesicht hunn. Ech mengen, den Här Wałęsa kennt jo och op Lëtzebuerg dës Deeg.

Polen huet keng Lektione vu baussen ze kréien, och net bei der Iwwerwinnung vun Kommunismus - well dat ass eng grouss Erausforderung fir e Land, wat säin ënnere Friden erhalen an zugläich eng demokratesch Zukunft opbaue wëllt.

An natierlech gehéiert zu där Iwwerwinnung och d'Manéier, wéi ee mat den Archive vun deem fréiere Regime ëmgeet, en Émgang, dee menger Usicht no kontradiktoreesch a wëssenschaftlech zugläich muss sinn. Dat heescht och mat anere Wieder, dass déi Archive wëssenschaftlech begleet muss ginn, fir dass se net andauernd an der parteipolitescher Auseinandersetzung kënnen gebraucht ginn.

Also, bei der Iwwerwinnung vun der Vergaangenheet muss mer schonn de Polen vertrauen, dass se dat am demokratesche Geescht fäerdeg bréngen.

Zweete Problem, deen ons awer vläicht méi direkt concernéiert, dat ass dee vun Här Geremek selwer, dee riskéiert huet, säi Mandat als Europadeputéierten duerch dat Gesetz ze verléieren. Ech fannen et inakzeptabel, dass d'Mandat vun engem

gewielten Deputéierten no der Wahl aus enger politescher Ursach eraus oferkant gëif. An, ech muss éierlech soen, ech bedauern e bëssen, dass d'Europaparlament selwer net méi ferm agegraff huet oder protestéiert huet.

D'Europaparlament huet gesot, et géif Etüde maache loossen, juristesche Etüden, mä et ass net akzeptabel vun der Institution Europaparlament, dass en Deputéierten, deen doranner gewielt ass, aus politeschen Ursachen - ech schwätzen hei net vu Gerichtsaffären, pénaalen Affären, ech schwätze vu politeschen Ursachen - säi Mandat géif verléieren.

Duerfir, mengen ech, muss een dem polnesche Verfassungsgericht och félicitéieren, dass et dat verhënnert huet. An ech mengen och, dass et fir ons alleguer eng gutt Lektione ass, fir e Maximum u Respekt vis-à-vis vu gewielte Verrieder am Europaparlament ze hunn.

»» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Henckes.

»» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, et ass ëmmer bedauerlech, wa vu Polen Rieds geet, wat e Land ass, wou eng Regierung do ass, déi éischter eurokritesch ass, dat den Ablack all méiglech Prétexter gesicht ginn, fir dat Land an déi Regierung elo an e schlecht Liicht ze réckelen. Eng vun deenen Affären ass d'Affär Geremek.

Ech mengen, et ass richtig, wann a Polen versicht gëtt, fir kloerzestellen, wie mat deene fréiere Regimer, notament mat hirem Geheimdëngscht, dee wéi vill Leit torturéiert an ëmbruecht huet, wie mat deenen zesummegegemaacht huet. Dat ass hiert Recht, fir dat esou ze organiséieren, wéi si et fir richtig fannen a wéi och hir Verfassung et virgesäit. Duerfir ass jo och elo eng deelweis Ännerung vun Gesetz virgesinn. Mä och dat Gesetz ass gestëmmt ginn net nure mat de Stëmme vun der Majoritéit, mä och mat Stëmme vun der Opposition. Et war also berechtigt.

Ech mengen, mir sollen an Europa eppes festhalen, dat ass, dass ee sech net an déi intern Ugeleeënheete vun aneren europäesche Länner soll améschen, speziell deen Ablack wou et drëm geet, wou bei hinne gekuckt gëtt, wéi si an hirem Stat déi Leit eliminéiert kréie vu wichtege Positionen, déi ustinn, an ënnert deene sinn natierlech déi gewielte Leit.

Ech géif och schlecht gesinn, wann hei an der Chamber mir e Gesetz géife stëmmen, an deen een oder aneren Deputéierten, Europadeputéierten oder Minister géif soen: Ech hale mech net drun, well ech der Meinung sinn, dat Gesetz wär net an der Rei.

Ech mengen, do gëtt et e Verfassungsgericht; do gëtt et Méiglechkeeten, fir dat ze maachen, an a Polen ass dat geschitt. Dofir sinn déi Debatten do. Ech wëll dofir d'Regierung opfuere, fir op jidde Fall net an déi Hexeuegd anzefalen an elo d'Positionen vun Här Geremek hei ze verhënnere, an déi Attitüd vun der polnescher Regierung ze rejetéieren an als schlecht Dot ze gesinn.

(Interruption)

»» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Huss huet d'Wuert elo.

»» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, den Här Bausch huet mech gebieden, fir a sengem Numm Stellung ze huelen zu där Interventioun hei, déi vun der Demokratescher Partei komm ass. Ech wëll och dem Här Goerens félicitéieren, dat hien de Problem vun Här Geremek hei an d'Chamber bruecht huet. Dat zu enger Zäit, wou a ganz Osteuropa - oder zumindest an Deeler vun Osteuropa - Problemer vun Demokratie a Fräiheet bestinn.

Mir wëssen allegueren, dat mer net méi spéit wéi iwwermuer hei d'Visite hunn och vun engem aneren Osteuropäer, dem Här Putin. Do wësse mer allegueren, dat och do grad an deene leschten een, zwee Joer gréisser Problemer fir Demokratie a Mënscherechter an d'Diskussioun komm sinn. Ech wëll net an den Detail dovunner goen.

Et ass also ganz kloer, dat och déi Situatioun, déi a Polen elo do war, an déi Situatioun ronderëm den Här Geremek, eng Situatioun ass, déi engem awer muss ze denke ginn. An dofir sinn ech am Fong mat deem d'accord, souwuel wat den Här Goerens an den Här Fayot, an och wat den Här Santer hei gesot hunn. Mir kënnen eis deem nëmmen uschlëssen.

Mir sinn net d'accord mat deem, wat den Här Henckes hei gesot huet, dat een am Fong keng Kritik méi dierft un engem Memberstat vun der Europäescher Unioun

maachen. Ech mengen, Fräiheet an Demokratie, dat si Valeuren, déi an alle Länner gëllen, och an osteuropäesche Länner.

Polen beispillsweis huet jo och all Konventionen par rapport zum Conseil de l'Europe iwwer Mënscherechter an esou virun ënnerschriwwen. Da solle se sech gefällegst och dorunner halen. Ech menge schonn, dat ee sech also muss améschen, wann an engem europäesche Stat, ob dat an Ost- oder a Westeuropa ass, Saachen do um Niveau vu Fräiheeten oder um Niveau vun Demokratie a Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet falsch lafen. An hei schéngt dat mer evident ze sinn.

Hei schéngt mer déi kommunistesche Vergaangenheitsbewältigung vun där führender Regierung - vun deene führende Regierungenleit - am Moment instrumentaliséiert ze ginn an innenpolitesche Kampf a Polen. Et fänkt u wierklech onertrüglech ze ginn, dat ëmmer erëm, an ëmmer erëm, an ëmmer erëm vun esou Leit ze verlaangen, déi dat jo schonn ënnerschriwwen haten. An et ass nach vill méi onertrüglech, wann dann eng Regierung versicht do engem fräi gewielten Europadeputéierte säi Mandat ewechzehuelen.

Ech mengen also, aus all deene Grënn ass déi Interventioun, déi hei d'Demokratesch Partei gemaach huet, eng ganz wichteg Interventioun gewiescht, well et ëm Demokratie, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet geet. Dat muss iwwerall gëllen, an alle Länner.

Do geet och vun deene Grëngen aus déiselwecht Opfuereung un d'Regierung: Si soll sech an deem dote Fall bei der polnescher Regierung améschen an deene Regierende soen, dat mir do eng aner Konzeptioun vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet hunn.

Merci.

»» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. D'Wuert huet dann zum Ofschluss vun der Debat den Här Ausseminister Jean Asselborn.

»» **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, léif Kolleegen, ech muss soen, dass ech mech wierklech mat deem, wat den Här Goerens gesot huet, kann identifizéieren, och mat allen Orateuren; just net mam Här Henckes. Dat ass schwéier an héchstwahrscheinlech och mäi Problem, well ech hien net richtig verstan hunn. Mä ech weess awer, dass den Här Henckes seng politesch Geselleprüfung an enger liberaler Partei gemaach huet, an et wier wierklech net gutt fir hien a fir keen, wann hie seng Pensioun als rietst Band géif kréien.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, do misst ee carrément driwwer nodenken, wann een hei Stellung bezitt wéi déi doten, Här Henckes.

(Interruption)

Ech wëll vläicht fir d'alleréischst soen, dass ech dem Här Goerens eigentlech Merci soe fir seng Initiativ fir des Aktualitéitsdebat. Ech mengen, et ass normal, et ass legitim - wéi den Här Huss och elo grad gesot huet -, dass mer och heibannen an der Chamber probéieren, an engem ganz poséierten Toun selbstverständlech, d'Entwécklung an deenen aneren EU-Länner ze verfollegen, a wa mer gesinn, dass eppes eis Ulass gëtt zu Besuegnis, dass mer dat och uschwätzen. Dat ass nach an net ganz ville Länner geschitt. Allerdéngs ass zum Beispill an Däitschland, an der Belsch, an Holland an a Schweden an iergendenger Form an hire Parlamenten och dat Thema, wat d'Entwécklung a Polen ass, ugeschwat ginn.

Ech mengen, déi Événementer ronderëm de Bronislaw Geremek, dat sinn Événementer, déi net d'äerfe verdrängt ginn. Wann ech d'äerfe „Affär Geremek“ soen; mir hunn dat hei elo wivillmol héieren; dat ass jo och richtig; Droit de lustration; Décommunisation.

Nun, den Här Fayot hat ugefaangen iwwert d'Geschicht ze schwätzen. Wat ee vläicht nach kéint soen, dat ass, dass eigentlech a Polen, am Contraire zu anere Länner a Mëttele - an a Osteuropa, kee Passage en revue gemaach ginn ass vun den ale kommunisteschen Eliten. Et ass zu kenger Épuratioun komm; och net am öffentlechen Dëngscht. An dat war esou gewollt, well deen éischte Premier, den Här Mazowiecki, huet '91 de Choix gemaach, fir carrément e Stréch ënnert d'Vergaangenheet ze zéien.

Elo wësse mer awer, mengen ech, allegueren, dass déi Parteien, déi elo an der Regierung sinn, de PiS, Samoobrona an LPR, an hire Wahlpropaganda - also an der Wahlcampagne - gesot hunn, dass se sech géifen asetzen, an zumools jo de Premier-

minister Kaczyński vun PiS, fir do aner Moossnamen ze ergräifen. Dat ass selbstverständlech d'Affär vun de Polen. Wa si dat wëlle maachen, do hu mir eis net dranzeméschen.

Allerdéngs d'Method, déi d'polnesch Regierung gewielt huet, déi Loi de lustration, déi werft awer wäitgehend Problemer op. Problemer, op déi wollt just den Här Geremek opmierksam maache mat senger Netkooperationsdeklaratioun a mat der Tatsaach, dass se net ënnerschriwwen hunn.

An der Argumentatioun sinn, mengen ech, zwou Saachen. Hie seet fir d'alleréischst, dass dat Gesetz net konform ass zur Verfassung, an dass d'Regierung géif domadder hir Kompetenzen iwwerschneiden. Et ass jo elo zu deem Sproch komm den 11. Mee: D'Cour huet allegueren déi 46 Artikelen ofgelehn. An haut sinn d'Titele vun den Zeitungen a Polen allegueren iwwerschrivwe mat enger Deklaratioun vun President vun Parlament, dee seet, dass den Här Geremek keng Gefor méi leeft fir säi Mandat ze verléieren, well déi 46 Artikelen vun der Loi de lustration als anti-constitutionnel erkläert gi sinn.

Sou, doduerch ass also selbstverständlech dat Gesetz de facto suspendéiert. Den Här Geremek ass net méi menacéiert. Nun, dee wichtigste Punkt ass - an en ass vun alle Riedner och hei ganz kloer ugeschwat ginn; ech wëll en nach eng Kéier just a konzentréierter Form widerhuelen -, dass déi polnesch Cour zum Schluss komm ass, dass dat Gesetz net verfassungsméisseg ass. Dat weist, dass déi demokratesch Kontrollfunktioneen a Polen gräifen. A Polen, als Memberstat vun der Europäescher Unioun, hunn d'Institutionen gegräff.

De Geremek, deen ech d'Chance hat d'lescht Woch ze gesinn zu Oochen bei der Verdeelung vun Karlspreis, an ech hunn och versicht mat him ze schwätzen, huet mer gesot: Géff der Chamber mat op de Wee, dass déi Entwécklungen, déi legislativ Initiativen, déi kënnen beonrouegen - selbstverständlech an eisem Land -, mussen am A behale ginn op alle Pläng, mä dass Polen eng Demokratie ass an eng Demokratie bleift, well eben d'Institutionen fest verankert sinn. Ech mengen, dat ass de Punkt.

An elo vläicht, Här Goerens, fir Äre Punkt vun Artikel 6 ze huelen: Vu menger Säit op jidde Fall ass elo eng Interpellatioun. Den Artikel 6 ass respektéiert a Polen doduerch, dass d'Cour constitutionnelle déi Décisioun geholl huet. De Memberstat Polen huet sech net op de Wee gemaach vun enger Gesetzgebung, déi contraire wier zum Artikel 6 vum Traité. Ech mengen, domadder hätte mer och Kloeerheet op deem Punkt.

Ech wëll, wann Der wëllt - ech weess, dass dat elo e wéineg méi wäit geet -, och eppes soen, wou Der och bestëmmt meng Meenung mat deelt. Dat ass, dass mer musse oppassen, a Polen och encouragéieren driwwer nozedenken, ob et wierklech richtig ass wat gemaach gëtt um Niveau vun Educationminister, um Här Giertych, dee jo e Gesetz gemaach huet, fir Propagande homosexuelle an de Schoulen ze ënnersoen. Dat Gesetz ass um Instanze-wee. Dir wësst, dass do eng Resolutioun ginn ass vun Europaparlament an deem Bezuch iwwert d'Homophobie. Dat war de leschten Abrëll. Do gëtt d'Situatioun a Polen ugeschwat. Dat ass och, mengen ech, richtig. An ech hoffen, dass d'polnesch Regierung där Resolutioun och déi néideg Opmierksamkeit schenkt.

Nun, wat elo déi intern polnesch Debat uegt, muss ee soen - nämlech wéi den Här Huss a wéi den Här Fayot dat richtig gesot hunn; jiddferen, deen hei geschwat huet, och den Här Santer an den Här Fayot -, dass mer hei eng Debat hunn, déi och d'Grondprinzipiën vun der Europäescher Unioun selbstverständlech uegt, Här Henckes. An ech mengen dat muss mer zur Kenntnis huelen, dass mer an der Europäescher Unioun net nëmmen d'Recht, mä och d'Flicht hunn, wann eppes an déi falsch Richtung drift, wat d'Mënscherechter uegt, wat d'Grondprinzipien uegt, dass mer dat muss kënnen uschwätzen. Ech hunn dat och gemaach mat menger polnescher Kolleegin, der Ausseministesch, der Madame Anna Fotyga.

An Dir wësst vläicht, déi viregt Regierung hat schonn decidéiert, eng Ambassade zu Warschau opzemaachen. Bon, ech hunn elo uganks Juni dann d'Chance, nodeem d'Aarbechten do fäerdeg sinn, och dohinne ze goen. Ech hunn och eng Réunioun mat den Autoritéiten do. Mir maachen dann d'Ambassade op, an ech wäert och do wierklech probéieren, a Wieder, déi kloer sinn - fair sinn, awer kloer -, och dat ze répercutéieren, wat hei an der Chamber de Mëtteg geschwat ginn ass.

Et schéngt mer effektiv wichteg, dass déi polnesch Autoritéite sech bewusst sinn, wéi verschidde politesch Développementer an anere Länner vun der Europäescher Unioun gesi ginn, an dass mer do kritesch, awer allerdéngs fair, och mussen drop opmierksam maachen, dass d'Défense vun de Grondwäerter ëmmer legitim ass. Dat hu mer de Mëtteg hei versicht ze maachen an engem ganz gemoossenen Toun an och an enger Aart a Weis, wou ech mengen, dass mer kee blesséiert hunn, au contraire, dass mer wëllen hëllef, dass et an déi richteg Richtung geet.

Merci.

►► **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo.

►► **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, meng Fro war déi iwwert de Fall Geremek eraus, wou ech jo och a menger Interpellatioun zouginn hunn, datt en duerch den Arrêt vum polnesche Verfassungsgericht geléist ass. Et bleift awer prinzipiell d'Fro: Wat geschitt, wann esou eppes erëm eng Kéier passéiert a wann déi intern Mechanismen net duerginn, fir mam Problem fäerdeg ze ginn?

Dofir mengen ech, datt dat eng Fro wär, déi ee sech soll à froid iwwerleeën. A wann d'Agence des droits fondamentaux Sënn mécht, da misst déi sech kënne mat esou Fäll befaassen, datt eng neutral Instanz do ass, déi den Inventar mécht vun de Verfehlungen, a wann et ze schlëmm gëtt, misst déi kënne mat engem Rapport un de Conseil européen soen: Do mussen mer eppes ënnerhuelen! Fir eis dat Regelwierk ze verfeinere, hunn ech am Fong geholl déi Interpellatioun hei gemaach.

►► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Hunn ech vläicht nach eng Minutt Zäit, fir just kuerz ze äntwerten, Här President?

►► **M. le Président.** - Jo.

►► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Also, zënter dem 2. März funktionéiert d'Agence zu Wien. Dir wësst, dass dat eng laang an eng schwierig Diskussioun war, net nëmmen am Conseil européen, mä op villen Niveaue vun der Europäescher Unioun.

An, wat festgehale ginn ass, Här Goerens, ech meng mir sollte probéieren eis elo eng Kéier an enger Kommissiounssitzung driwwer ze ënnerhalen, wat d'Befugnisser vun der Agence sinn, wat se ka maachen, wat se däerf maachen, wat se soll maachen a wat se net ka maachen. Also d'Haaptfunktoun ass ze hëllef, dass eng Uniformiséierung am Droit communautaire an deenen eenzelne Länner stattfënnt. Et ass eigentlech net d'Fonctioun vun der Agence, fir eppes ze verhënneren. Wat Dir wëllt soen, dass se e Virwarnsystem ass, wann eppes an eng falsch Richtung geet, dass een da kann d'Sireen zéien.

Bon, ech mengen, dat ass net dat, wat zréckbehalte ginn ass. Dat war an der Diskussioun, mä et ass net zréckbehalte ginn. Ech mengen allerdéngs, mir sollten eis do eng Kéier och mat Spezialiste vum Ausseministère, déi sech domadder beschäftegen, an der Kommissioun ënnerhalen a kucken, wat de Message vun eis ka sinn. Ech verstinn Är Fro politesch, wéi mir do kënne mathëllef, wann esou Evolutionen sinn - an där kënnen der och nach an anere Länner selbstverständlech kommen -, wéi mir do awierke kënnen.

►► **M. Charles Goerens (DP).** - Jo, am Fong dat, wat Dir selwer eng Kéier ugedeit hutt.

►► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Jo, jo.

►► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Glécksspiller, ugefrot vun der CSV-Fraktioun. Hir Spriecherin, déi honorabel Madame Stein-Mergen, huet elo d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard

►► **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech erënneren, wéi ech kleng war, du gouf et a verschiddene Bistron am Land Frangemaschinen. Dat waren esou Apparaten, déi un der Mauer hounge, an dann huet een e Frang agehätt

an dann huet et entweder gerabbel oder de Frang war fort. Dann hu mer eis Elteren erëm esou laang rose gemaach, bis mer nach e Frang kruten, an et ass esou laang virugaangen, bis kee vun den Erwuessene méi e Frang hat.

Haut sinn dës Maschinnen aus de Café verschwonnen. Dat ass zréckzeféieren op e Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Exploitation vum Glécksspill an d'Sportwetten, dat seet, et wär verbueden op der Voie an de Lieux publics an notamment an den Débits de boissons Apparaten opzestellen, deenen hire Fonctionnement op Geschéck an Zoufall berout a bei deenen een eppes gewanne ka mat engem Asaz. Eenzeg zougelooss sinn Apparate bei deenen de Spiller näischt ka gewannen, ausser dem Recht fir weiderzespillen.

Am Joer 2002 awer huet eis Loterie nationale en neit Spill agefouert, den Zubito. Et ass e Spill, dat een op engem Écran an ongeféier 150 Caféen hei am Land ka verfollegen. Et kann een ee bis fënnf Euro asetzen an op eng Rei Zuele setzen an et gëtt all fënnf Minutte gezunn. Gewonne gëtt direkt. De Patron vum Bistro bezillt d'Gewënner bis 400 Euro selwer aus, déi méi héich muss de Gewënner an d'Nationallotterie siche goen.

D'Zomm vun de Recettë vum Zubito huet 2005 32% vun de Recettë vun der Nationallotterie ausgemaach, an esou zitt all Point de vente an der Moyenne 472 Euro pro Dag an. De maximalen Asaz pro Schäin ass 400 Euro. Et gi pro Dag 204 Tiragen. A wann een zéng Schäiner zum Beispill huet, da kann een all Dag 4.000 Euro verspillen.

D'Fro vum Zubito, iwwert dee rezent eng Etüd erauskomm ass vum Centre de prévention des toxicomanies, den anonyme Glécksspiller, mam Dokter Jean-Marc Cloos, vun deem mer scho rezent hei bei der Etüd iwwert d'Benzodiazepine gehéiert hunn, dës Fro gouf schon emol vum Här Jaerling opgeworf. Deemools war d'Interpretatioun vum 77er Gesetz vun eisem Justizminister déi, dass beim Zubito keng Suen direkt agesat ginn, mä dass de Responsabele vum Point de jeu dës Sue fir d'Loterie nationale just validéiert, dass et sech also ëm eng Variant vu Lotterie géif handeln an net ëm e Geldspill. Dës Interpretatioun, menge mir, misst een eng Kéier nei diskutéieren, wann ee bedenkt, wat fir Zomme schlussendlech an de Bistron iwwert d'Théik ginn.

Glécksspill ass et schon ëmmer ginn. All Mënsch dreemt dovun, mat engem klengen Asaz eng gross Zomm Geld ze gewannen an op ee Schlag all seng Geldsuerge lass ze sinn. Et gëtt säit Jorhonnerte Roulette gespillt, et gëtt op Sportsmanifestatiounen gesat a Kaart gespillt. Generatiounen vu Spiller hu sech bei dëse Prozeduren ruinéiert, a mir mussen och den Ënnerscheid maachen tëschent deene verschiddene Spillméiglechkeeten: Et gëtt der bei deenen de Spiller een, wann och geréng, Afloss op den Ausgang vum Spill huet, bei aneren, wéi bei enger Lotterie, huet en awer guer keen Afloss drop. Ech wäert herno op dës an anere Ënnerscheeder zréckkommen.

Fir d'éischt wëll ech emol e klengen Exkurs an d'Medezin maachen, fir ze erläutere, wat den Ënnerscheid tëschent deenen eenzelne Spiller ass. Et gëtt normal Spiller - dat si Gott sei Dank déi heefegst -, déi spille mat engem Asaz, dee se sech kënne leeschten, geleentlech an net zwanghaft. Problematesch Spiller, dat sinn déi, déi iwwer hir Moyenn spille. Si setze méi Geld an, wéi se zur Verfügung hunn. Et ass an deem Moment egal, ob ee vun engem Schüler schwätzt, dee fënnf Euro Täschegeld huet, oder vun engem Berufstätigen, dee méi asetzt wéi deen Deel vu senger Pai, déi en eigentlech fir esou Saache rescht hätt, oder e Räiche seng Fortune.

Wichtig ass villméi, dass d'Kontroll staark nëllsist, dass e sech net op seng eege Sue beschränkt, d'Vue vun der Realitéit verléiert, Sue léint a Scholde mécht. Dat natierlech ëmmer erëm an der Hoffnung, eemol de grouse Coup ze landen, fir alles erëm bezuelen. Pathologesch Spiller, dat sinn déi, déi carrément süchtig sinn. Do ass et wéi mat Heroin, Alkohol oder mat de Benzodiazepinen eben. Dës Kategorie géif alles maachen, fir den nächsten Asaz riskéieren ze kënnen.

An der Literatur gëtt et leider keng iwwergräifend epidemiologesch Studien, keng ganz exakt Zifferen. Et ginn eigentlech just opgrond vun deenen, déi Hëllef sichen, Extrapolatiounen op déi geschate Spillerzuele gemaach. An den europäesche Länner geet en awer duerchweegs aus vun 3% problemateschen an ongeféier 1,7% pathologesche Spiller.

Vill méi beonrouegend gëtt et dann, wann een iwwert déi steigend Zuel vu jugend-

leche Spiller liest, woubäi d'Favorite bei de Jugendleche Rubbellotterien, Kaartespiller, Sportwetten an duerno Geldspillautomate sinn.

Fir d'Glécksspiller anzedeelen an hire Risiko, dass en zu problemateschem Verhale féiert, gëtt et verschidde Kritären. E wichtege Punkt ass d'Disponibilitéit vum Spill. Wat d'Points de vente méi zahlräich sinn, wat méi Publicitéit gemaach gëtt, wat d'Hemmschwelle erofgesat gëtt. Dobäi gëtt net nëmmen déi absolut Zuel vu Spiller erhéicht, mä och d'Zuel vun de problematesche Spiller.

Kucke mer zum Beispill de Piccobello, deen ëmmerhin 2005 den Émsaz vun der Nationallotterie an engem Joer vu 14,7 op 19,2 Milliounen Euro eropgedréckt huet, dann hu mer d'Rubbellousen einfach am Accès, kombinéiert mat dem Gewënner sengem Optritt op der Televisioun. A wann een hei zu Lëtzebuerg och nach vill Leit kennt, da seet ee sech: Oh, wann deen do et bis dohinner gepackt huet, da sinn ech d'nächst Kéier och am Studio.

Rubbellousen, Dir Dammen an Dir Hären, kritt een haut an den Automaten. Souguer wann ee wëllt eng méi streng Kontroll aféieren, wär dat mat den Automaten nëmme schwéier méiglech. A Frankräich ass iwwregens virun e puer Deeg e Gesetz gestëmmt ginn: Vum 1. Juli un däerfen a Frankräich weder Rubellousen nach Lotto nach Toto nach soss iergendwellech Lotterien un Ënner-18-Jähreger méi verkaaft ginn.

En anere Kritär fir Suchtentwécklung ass d'Frequenz mat där de Spiller kann asetzen. Wat dat méi oft ass, wat de Spiller méi gepaakt gëtt, e vergësst säin Alldag a seng Suerge. Negativ Verloschtgefäller ginn innerhalb vu Minutten duerch dat neit Spill kompenséiert. Dat féiert och dozou, dass een eventuell Gewënner erëm méi schnell verspillt.

Wann en an de Spillverlaf mat abezu gëtt, iwwerschätzt de Spiller seng Méiglechkeeten ze gewannen. Et ginn zum Beispill bei Poker oder Black Jack Kompetenze suggéiert, déi dem Spiller virmaachen, en hätt en Afloss op seng Gewënner. Geféierlech sinn dann och nach Balgewënner, well dat eng optimistesche Erwartung ervirriff an ee mengt, déi nächste Kéier klappt et da ganz bestëmmt.

Eng explosiv Mëschung ass d'Kombinatioun vun Alkohol mat Spillen. Mir wëssen, dass Alkohol en Enthemmer ass, an dat ass dann eben déi explosiv Mëschung, op déi den Zubito an de Caféen trëfft.

Wéi ass d'Offer hei zu Lëtzebuerg am europäeschen Émfeld ze gesinn? Ma mir hu jo hei de Casino, deen no villen Diskussiounen deemools gebaut gouf. An der leschter Zäit stoung hei och heefeg an der Press ze liesen, dass e sech eng Rei eege Kontrollen an och de Spiller Kontrollen operluecht huet, an och d'Leit, déi Problemer hunn, un Organisatiounen weiderleet, wou se kënnen Hëllef kréien.

E richteg Spillsüchtege brauch eng laang an intensiv Entzuchttherapie, wéi en Alkoholiker oder en Toxicomane. Am Allgemenge ginn d'Lëtzebuurger an Däitschland op den Entzucht iwwerwisen an d'Krankekeess iwwerhëlt och d'Käschte fir eng Behandlung vun ongeféier engem Mount. Duerno muss de Patient da weider suivéiert ginn, fir dass e keng Réckfäll baut. Hie kënnt dann oft zréck an e futtisse Stot, eng verlueren Aarbecht, jee an e Liewen, dat erëm ganz bei null muss ugefaange ginn.

Déi Betreffen hu sech an enger Selbsthilfegrupp zesummegedoen, si heeschen „Anonym Glécksspiller“. Si offéieren och anere Spiller eng Hëllef, Berodung, eng Ulafsplaz. Dës Aktivitéite si bénévoles. Ech hu mat hinne geschwat, mat hirem President, si ginn ënner der Aarbecht ënner. Am Joer 2006 hate si Entretien mat 200 verschiddene Spiller an eng 60 Entrevuen. Et wier sech also ze froen, ob een dës Organisatioun, déi esou eng wäertvoll Aarbecht mécht, net misst konventionéieren, fir dass se hir Aktivitéiten enger steigender Demande kéint upassen.

Et gëtt nëmme Spekulationen doriwwer, wéi vill Lëtzebuurger wéi vill am Ausland verspillen. Schlossberg an Amnéville sinn d'Favorite, a Spiller, déi sech bei ons am Casino fräiwëlleg spare loosse, kënnen do monter weiderspillen. Hei wier et also ubruecht, eng grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht unzestriewen.

Et gëtt momentan och ëmmer méi iwwer Glécksspill per Computer nogeduecht, och bei der Loterie nationale. Et gëtt och um europäesche Programm iwwer eng Liberaliséierung vum Geldspill nogeduecht. Wann dëst de Fall ass, da verléiert ee sämtlech

Kontrollméiglechkeeten iwwert den Zougrëff. D'Offer zitt och hei d'Demande no an all Abusé wäerte méiglech ginn.

En fait gëtt et där Computerspiller schonn. Momentan ass bei Jonken e Boom dovunner feststellen, fir iwwer Computer Poker ze spillen. Fir d'éischt komme se an e Site, wou se gratis kënnen spillen, an da kréie se e Link op en anere Site, wou se kënnen fir Geld spillen, an da si se an deem Spill dran. Ech wëllt och hei kuerz d'Televisiouns- an d'Radiospiller ernimmen, déi ganz populär sinn, mä fir déi och en, wann och nid-dregen, Asaz verlaangt gëtt.

Et deet sech also hei e grouse Problemkrees op, an ech mengen, dass d'Politik sech deem net verschléisse sollt. Mir an der CSV sinn der Meenung, dass, wann et stëmmt, dass, wann ons Nationallotterie dës Méiglechkeet net géif bidden, d'Leit géifen an d'Ausland spille goen, elo awer muss ënnersicht ginn, ob een net - esou laang dat méiglech ass - verschidde Kontrolle kann abauen, well de Monopol vun der Nationallotterie ënner anerem awer dozou dénge muss, op d'mannst Jugendlecher an d'Kanner virun hiren eegenen Dräng ze schützen.

Mir sollten och ënnersichen, ob net den Zubito - sécher dat geféierlechst Spill fir eng Zilgrupp, déi weder besonnesch gebillt nach besonnesch räich ass - erëm sollt aus de Caféen erauskommen.

A schliesslech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sollte genuch Ulafsplaze geschafe ginn, wou déi Betrafte sech kënnen hiwenden. Ech si mer bewusst, dass de Sujet e bëssen ze vaste an och ze seriö ass, fir hei exhaustiv an alles doriwwer soen ze kënnen. D'CSV-Fraktioun ass duerfir der Meenung, et soll ee vläicht déi zwou Kommissiounen, d'Gesondheetskommisssioun an d'Justizkommisssioun, an der nächster Zäit mat deem Thema befaassen a sech dann och iwwerleeën, ob een net soll hei zu Lëtzebuerg eng national Glécksspillkommisssioun schafen.

Ech soen lech Merci.

►► **Une voix.** - Très bien.

►► **M. le Président.** - Merci, Madame Stein. Dann ass ageschriwwen als éischte Riedner den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Débat

►► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass deen hei Sujet um Ordre du jour ass. 1966 huet onse Physikprofessor Emile Hoffmann um Cours supérieur gesot, am Bezuch zu den Onglécksspiller: On joue jusqu'à l'échec, mais tout joueur croit pouvoir se refaire. Dat ass nämlech eng Donnée bei jiddfer Spiller.

Déi Hasardspiller oder eben, wéi gesot, Onglécksspiller gi säit Jortausende gespillt. Kulturell sinn Ënnerscheeder. Déi eng spille Wierfelen an Asien, Kaarten, Lotto, Lotterie, Euro Millions. Ech weisen lech d'ailleurs drop hin: Um Euro Millions sinn d'Regelen net europäesch geregelt. Op der Iberescher Halbinsel, a Portugal, a Spuenien kënnen déi Leit eefel Kräizer amplat néng ukräizen. Dat schützt ons Spiller, mä duerfir gëtt alles doënne gewonnen, well ganz Spillgemeinschaften dorunner deelhuelen. De Casino ass ernimmt ginn, d'Päerdscourssen, Zubito an esou virun.

Déi meescht Spiller, leider, déi zu hirem Ongléck spillen, kennen d'Probabilitéitsrechnungen net. Fir am Lotto sechs Richteger ze hunn, hutt Der eng Chance op 15 Milliounen. Am Euro Millions fält déi Chance ëm dat Zéngfacht, op 160, 170 Mol op eng Millioun. Do gitt Der éischer vum Blëtzt getraff, wéi dass Der am Lotto wannt.

Aus Atavismus natierlech, familiäre Grënn, kann ech mech un déi Debatten iwwert de Mondorfer Casino '83 hei an der Chamber erënneren. Ech soen d'ailleurs engem éiwege Kämpfer géint d'Spille Merci, dem Dokter Georges Muller vun Esch, Neuropsychiater, dee leidenschaftlechen Asaz bewisen huet an Artikelen geschriwwen huet am „Lëtzebuurger Land“, net méi spéit wéi 2003. Et wier ganz interessant, wann Der déi géif liesen.

Dette de jeu, dette d'honneur. E Méindeg den Owend - an d'Madame Stein huet dat

elo virdru gesot - sinn ech heemkomm, du wollt ech op DSF d'Resultater vun der zweeter Bundesliga am Fussball kucken, an do wollt en Dokter esou an esou mech aluede mat him iwwer www.poker.de op Las Vegas Poker spillen ze goen. Ech mengen, deene Leit muss een och d'Handwierk leeën, an ech hu glécklecherweis meng gutt Pokerhand verluer, säitdeem dass ech Student war, a kenne meng Grenzen.

Pathologesch Spiller hunn dräi Phasen. Déi éischt ass eng positiv Phas, do wanne se e bëssen, dann eng kritesch Phas, wou se sech dru winnen, an dann eng Dépendancephas, wou se ofhängeg sinn, an da komme se an den Désespoir. Glécklecherweis dauert deen Désespoir gewéinlech net ganz laang, am Duerchschnëtt véier Joer. Da si se total ruiniert. An et gëtt och, laut de Schwäizer Experten, keng Groupes à risque, déi definéiert sinn. Et ass also schwéier un déi erunzkommen. Mä 70% vun de Casinosrecettë komme vu pathologesche Spiller.

D'Madame Stein huet och gesot: Déi Zuel läit tëschent 1 an 2% vun der allgemenger Populatioun. D'Perte quotidienne ass en Drëttel ënner 250 Euro, en Drëttel tëschent 250 a 750 Euro den Dag an en Drëttel iwwer 750 Euro den Dag. Dat muss ee sech virstellen! E Fénneftel vun deene Leit sinn am Chômage. 40% liewen eleng - dat ass verständlech, Dir haalt et net laang mat esou engem aus. E Véierel vun hinnen hunn iwwer 15.000 Euro Scholden, e Fénneftel iwwer 25.000 Euro an nach eng Kéier e Fénneftel iwwer 50.000 Euro eleng Spillscholden. An dann, e Véierel vun de Männer an d'Halschent vun de Fraen, déi spillen, hu schonn e puer Suicidetentativë gemaach. An e Fénneftel, dat ass och gesot ginn, sinn Alkoholiker, also Drénker.

Wie gewënnt bei deene Spiller? Bei deene Spiller gewannen haaptsächlech d'Spillbanken, natierlech och onse Stat - dat muss ee leider soen - oder karitativ Organisationsiounen. An der Loterie nationale ginn 30/72tel un d'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte, 15/72tel un d'Oeuvres sociales vun de Gemengen, 12/72tel un de Fonds national de la Solidarité, 5/72tel un d'Croix-Rouge, d'Ligue médico-sociale an un d'Caritas.

Ons Proposition ass, fir déi pathologesch Spiller, déi behandelt musse ginn, do wär ech ganz frou, wann déi sechs Organisationsiounen 1/72tel vun hirem Benefiss - also Benefiss ass vill gesot, déi Suen, déi se zougefouert kréien - an d'Behandlung vun deene pathologesche Spiller géife goen, fir dass dat net onbedéngt erëm zrëck op de Steierzueler fale soll. Also ech géif menge vun deem Benefiss vum Spille muss en Deel zrëck un d'Behandlung goen. Dat ass eng Proposition, déi mer hei maachen.

D'Prevalenz - an do si mer mam Här Jaerling d'accord - muss hei zu Lëtzebuerg studéiert ginn. Mir huelen ëmmer d'Zuelen aus dem Ausland. Mir ënnerstëtze seng Motioun dofir.

D'Evolution vun de Misë muss kontrolléiert ginn, an et muss ee kucken, dass mer déi Jonk schützen. An do huet d'Madame Stein och Recht gehat, an deem Zubito mussen d'Exploitanten den Alter vun deenen, déi spille kommen, kontrolléieren. D'Opérateure mussen sensibiliséiert ginn, mä mir mussen och un d'Spiller erukommen. Dat nämlech ass ganz schwieereg, fir un déi erunzkommen.

Ech hu virdru gesot: Keng Reklamman op der Televisioun méi. An dann hutt Der déi Dramreklamman - wësst Der, d'Insel am Südpazifik, Las Vegas, Karibik -, Dir braucht jo nëmme laansch d'Butteker ze goen - dat ass ganz, souguer fir ons, uspriechend -, Luxusautoen an esou virun. Bei de Radiospiller maachen ech mer manner Suergen, do kritt Der héchstens e Lexikon ze gewannen. Mä ech mengen,...

(Interruption)

...ech widderehuelen den „responsable gambling“. Dat ass eng Notioun, déi schwéier unzeféieren ass. A leschtlech muss een den ekonomesche Benefiss vun deene Spiller ofweie par rapport zum sozialen Nodeel, deen déi Leit hunn, déi spillen.

» M. le Président. - Här Krieps, et ass ganz interessant, mä Dir spillt mat Är Zäit.

» M. Alexandre Krieps (DP). - Merci, Här President. Dir hutt mer eng Minutt ze vill ginn.

A fir dass mer d'Rad net erëm nei erfannen, iwwerreechen ech lech, Här President, eng Schwäizer Studie vun 2004 an eng Senatsstudie aus Frankräich vun 2001. Et sinn 300 Säiten. Also Dir kënnt dat den Owend liesen.

(Hilarité)

Merci villmools.

» M. le Président. - Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Marc Angel, Dir hutt d'Wuert.

» M. Marc Angel (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Stein Merci soen, dass se déi Heure d'actualité ugefrot huet, an ech wollt hir och besonnesch Merci soen, dass si als Medezinerin och dee ganzen Aspekt vun der Gesondheet an déi Gefor, déi dat fir eis Santé publique bedeit, ënnerstrach huet.

Mir hunn, wéi gesot, dat Gesetz vun 1979, wat d'Glécksspiller regelt. Do gëtt ënner anerem de Casino dra geregelt. Ech mengen, do huet d'Madame Stein et jo och gesot, do hu mer manner Problemer, well och am Casino jo Effortë gemaach ginn, wat d'Preventioun ubelaangt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mä ech mengen, de Problem ass, wat d'Loterie nationale ubelaangt. Do changéieren d'Produkte andauernd. Dat klagescht Lous, wou een eng Woch huet misse waarde bis gezu ginn ass, dat ass ersat ginn duerch Piccobello a virun allem duerch d'Rubbellousen. An do stellt sech effektiv de Problem, deen och schonn ugeschwat ginn ass: Et gëtt iwwerhaapt keng Altersgrenz. All Kand ka sech an all Geschäft, wou et esou Rubbelouse gëtt, déi kafen. Do muss ee sech iwwerleeën, ob mer do net solle reguléieren.

A menger Interventioun haut wollt ech awer besonnesch op dat Produkt vum Zubito agoen, well ech och deen interessante Rapport vum Centre de prévention des toxicomanies a Kollaboratioun mat den anonyme Glécksspiller gelies hunn, an och vill aner Rapporten, déi am Ausland gemaach si ginn. Do gesäit een, dass Zubito jo en Express-Spill ass, wou all fénnef Minutten en Tirage stattfënnt, deen an all Café op 150 Plazen hei am Land accessibel ass; besonnesch accessibel also dann och fir Jonker. Besonnesch déi zwëschent 16 an 18 kënne jo a Café goen. Ech mengen, och do muss ee sech iwwerleeën, ob dat nach ubruucht ass.

Dann huet d'Madame Stein jo och den Artikel 3 vum Gesetz vum Abrëll '77 zitéiert. Dee seet: keng Geldautomaten. Ech fannen déi Interpretatioun, wéi se virun e puer Joer geholl ginn ass, muss mer iwwerdenken. Ech si mat hir do d'accord, well mir kënne jo elo fénnef Joer duerno kucken, wat d'Konsequenze sinn.

Spiller wéi Zubito maache besonnesch süchteg - dat ass och schonn hei gesot ginn; besonnesch déi sozial Schwaach sinn dovu beträff - a si bréngen vill Misär mat sech. An och déi grouss Gefor - dat liest een an all Bericht - ass déi Proximitéit zum Alkohol. Déi Spiller ginn um Comptoir gespilt, also an enger Wiertshaft. Och do huet den Alkohol e groussen Afloss.

D'Française des jeux, déi a Frankräich en ähnlech Spill hu wéi Zubito - dat heescht do Rapido -, déi hunn elo am März d'Mise erfogest. Do kann een nëmme méi halfe esou vill asetze wéi ee freier konnt asetzen, well si selwer agesinn hunn, wat fir eng Gefor dat ass, a well si selwer festgestallt hunn, dass et a Frankräich iwwer 50.000 Mënsche gëtt, déi spillsüchteg sinn, wat dat Spill Rapido ubelaangt. Iwwerens gëtt d'Française des jeux all Joer 35.000 Euro un d'Associatioun SOS Joueurs. Et wär vläicht interessant emol ze wëssen, ob déi hieseg Associatioun, déi sech ëm Opfer këmmert, och ënnerstëtzt gëtt vun der Loterie nationale.

Hei zu Lëtzebuerg wëssen déi Responsabel vun der Nationallotterie och, dass déi Express-Spiller geféierlech sinn, well si selwer hu jo eng Broschür erausginn, wou se op d'Gefor vun där Sucht hiweisen.

Wéi gesot, an alle Länner warnen d'Doktere, a besonnesch d'Spezialisten an de Kliniken, déi op Suchtbekämpfung spezialiséiert sinn, dass déi sougenannte Spiller süchteg maachen. Ech wëll do een Dokter aus Frankräich zitéieren, den Dokter Marc Valleur, dee seet: «À l'inverse du parieur de Loto ou de la Loterie nationale, qui, jadis, rêvait de cocotiers en attendant son tirage hebdomadaire, le joueur de Rapido», dat ass wéi gesot den Equivalent vun Zubito a Frankräich, «est en quête d'un flash

d'adrénaline, d'une sensation forte et instantanée.» Et handelt sech also ëm e Kick, ëm dee sougenannte Kick, an ech mengen, dat ass geféierlech, besonnesch fir déi Jugendlech. Do muss ee sech iwwerleeën, ob een do net ännert. Wéi gesot, ech ënnerstëtzen d'Madame Stein an hire Fuerderungen.

Et wär awer och nach wichteg, dass de Législateur vläicht géif dee ganze Volet vun den Online-Spiller reglementéieren. Déi sinn och ugeschwat ginn. Ëmmer méi online Poker-Spiller oder aner Geldspiller kann een iwwer Internet uklicken. Och hei ass d'Gefor fir déi Jugendlech besonnesch grouss. Am Ausland gëtt et Etüden doriwuer, wou festgestallt gëtt, dass d'Selbstmordrat vun de Jugendlechen doduerch eropgeet, dass Jugendlecher faillite ginn, den Dierwiechter geschéckt kréien an esou weider.

An engem „Revue“-Interview mam Här Léon Losch vum März 2006 seet den Direkter vun der Loterie nationale, dass alles, wat am Moment iwwer Internet zu Lëtzebuerg ugebuede gëtt, an deem Sënn illegal ass, well et hei am Land dozou keng Regele gëtt. Weider an deem Interview seet den Här Losch: Et ass wichteg legal Alternativen ze schafen, dat heescht, eng legal Online-Offer unzebidden. A se géifen dru schaffen, dass all Produkt vum der Loterie nationale geschwënn iwwer Internet accessibel wieren.

Do maachen ech mer Suergen, wann e Spill wéi Zubito och iwwer Internet accessibel wär. Dofir fannen ech musse mer, wéi d'Madame Stein seet, eis deem Dossier unhuelen. An ech hoffen, dass an der Commission juridique oder och an der Commission de la Santé doriwuer geschwat gëtt. Ech op jidde Fall wäert deen Dossier fir meng Fraktioun am A behalen, an ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deenen nächste Joren hei mussen akiv ginn.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Angel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Glécksspiller sinn d'Spiller, wou Gewënn oder Verloscht ausschlieslech oder haaptsächlech vum Zufall ofhänkt. Dat sinn d'Spiller, déi emol als alleréischtes eppes Positives sinn. Si förderen d'Kommunikatioun, si sinn am Prinzip fir jiddferen op, kënnen also ee positiven Effet um soziale Plang hunn an och verschidde Kulturen zesummeféieren.

Leider hu se net nëmme positiv Effeten; et ass scho vill iwwert déi negativ gesot ginn. Spillsucht an onéierlech Ofzocker sinn et schonns ëmmer ginn, a ginn et natierlech och nach haut. Duerfir huet sech och schonn a verschidde europäesche Länner zënter Ufank vum 19. Jorhonnert de Stat an d'Glécksspill ageschalt. Engersäits gouf gemengt, et kéint een déi onéierlech Offerten ausschalten, anerersäits ass och scho fréi erkannt ginn, dass een esou d'Statskeess kann opféllen. Mir hu jo duerfir e Quasi-Monopol vun der Loterie nationale. Do kommen ech nach zum Schluss drop zrëck.

Ee positivt Spillverhalen huet e Mënsch, fir deen d'Freed an d'Geselligkeet am Vierdergrond steet. D'Spill ass eng schéin Niewesaach, an duerch d'Spill schaaft esou e Mënsch sozial Kontakter. E fleegt se an en erweidert se.

Et kéint ee relativ vill iwwert déi positiv Aspekter vun de Glécksspiller soen. Würfelspiller, Kartespieler sinn och Glécksspiller. Dëst si Spiller, déi besonnesch bei eise Kanner ee ganz positiven Afloss kënnen hunn. Scho ganz fréi an der Spillschoul an an der Schoul kann een erkennen, wéi eng Kanner sech scho mat Spiller a Glécksspiller befaasst hunn. Si erkennen éischter Faarwen, Zuelen, kënne sech oft besser konzentréieren, hir Feinmotorik ass gutt trainéiert. Ech wollt dës positiv Aspekter eng Kéier kuerz ervirhiewen, well mer dacks genuch just iwwert déi negativ Aspekter vun engem Phänomeen schwätzen; woumat ech dann elo och op déi negativ Aspekter kéim.

Ëmmer erëm héiert ee vun de Leit, déi sech an hir Familjen duerch hir Spillsucht an d'Ongléck gestierzt hunn. Hei kënnt oft eng Kontrollillusioun vun dese Leit zum Zuch. De Spiller mengt, hie kéint, well hie méi wëisst zum Beispill bei Sportwetten, oder well hien e gudd System hätt beim Lottoschäin, räich gi wann hie just laang genuch géif spillen; an dat alle Probabilitätsrechnungen zum Trotz. Dat weess de Spiller normalerweis, mä dat kann hien net méi selwer schalte wéi hien dat eigentlech misst.

Dann triede Ritualer op, déi ënner Ëmstänn kënnen zu enger Spillsucht féieren. Eng

ganz Rei vun Internetsiten a Bicher befaasse sech mam Thema. Et gëtt och eng A.s.b.l. zu Lëtzebuerg - et ass schonn ernimmt ginn, d'Anonym Glécksspiller A.s.b.l. -, déi sech zënter dem Joer 2003 zum Zil gesat huet, d'Spillsucht ze verhënneren an de Betreffenen an hire Familljememberen ze hëllef. Esou gëtt et och eng Grupp zur Selbsthëllef. An déi Gréng verschléisse sech bestëmmt net enger Diskussioun iwwer eng Konvention mat dëser A.s.b.l.

Bei der Spillsucht schéngt et eis wéi bei alle Suchtprobleme wichteg ze sinn, op Informatioun a Preventioun ze setzen. An éischter Stell sinn natierlech erëm eng Kéier d'Kanner an d'Jugendlech beträff. Well Spillen a Glécksspiller oder den Ëmgang mat Glécksspiller fir jonk Leit ganz wichteg sinn, ass et sënnvoll, eng Spillkultur opzebauen an ze förderen. Esou kënnen da Spiller op hir positiv an negativ Aspekter ofgetaacht ginn.

Ee kriteschen Ëmgang mam Glécksspill soll ënnerstëtzt ginn. Esou ass aus eiser Siicht näischt drun auszusetzen, wann zurzäit Pokerspille bei deene Jonken net nëmme um Internet, mä och einfach am Grupp in ass; wann awer den Asaz op eemol onverschimmt gëtt, wann aus dem Spill en Zwang oder en Drock gëtt, eréischt da gëtt d'Glécksspill e Problem.

Et ass immens schwieereg, um legislative Plang eppes iwwert d'Glécksspiller oder géint Glécksspiller ze ënnerhuelen. Selbstverständlech sinn onéierlech Ubidder vu Glécksspiller ze détectéieren an hiren Handel ass ze stoppen.

Allerdéngs ass et awer och esou, dass d'Angebots am Marché vun de Glécksspiller méttlerweil risegrouss ass. De Volet Internet ass schonn e puermol ugeschwat ginn, an ech mengen och, dass de Volet Internet de beschte Beweis ass, dass mer nëmme méi e Quasi-Monopol vun eiser Loterie nationale hunn, well besonnesch fir déi Jugendlech sinn d'Internetspiller ganz interessant. Si sinn einfach ze errechen, si si praktesch a si sinn anonym.

D'Kontroll ass net alles, an awer: Wie kontrolléiert déi Zubito-Automaten an de Bistrot? Et ass schonn doriwuer geschwat ginn. Mir mengen och, dass ee sech do emol eng Kéier misst Gedanke maachen, ob dat nach am Aklang ass mat eiser Gesetzgebung. Wéi ass den Émsaz op den Automaten an de Supermarchéen, wou een allerlee Rubbelousen ze kafe kritt?

An trotzdeem menge mir Gréng, dass een d'Glécksspiller an d'Spillsucht am Kader vu ganz villem misst kucken. Ech soen do och nach Videospiller, Téléprogramm, den Ëmgang mat Internet, den Alkoholkonsum bei Jugendlechen - dat muss een an engem Kontext gesinn. Mir erwaarden eis do och e weidere Schutz duerch d'Jugendgesetz, a mir sinn am Fong geholl der Meenung, dass ee muss haaptsächlech op Preventioun an op Educatioun setzen, fir mat deene Phänomeneeren eens ze ginn a se an de Grëff ze kréien.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. D'Madame Stein-Mergen huet de Mérite, fir eng Problematik hei opgeworf ze hunn, vun där net vill Leit schwätzen, mä vun där een awer weess, dass et ganz vill Famillje betrëfft an dass se ganz vill Leit an de Misär gehat.

Ech mengen, et muss ee festhalen, dass ëmmer méi Jonker, Mannerjähreger an esou Spiller deelhuelen, an duerfir fannen ech et och richteg, dass mer sollten ons iwwerleeën, ob een net soll d'Glécksspiller fir Leit ënner 18 Joer verbidden, wéinstens déi, wou grouss Zommen am Asaz kënne sinn oder wou d'Spillsucht ka scho relativ jonk gefördert ginn.

Da muss een ënnerscheede bei den Erwuesenen zwëschent deenen, déi ganz liicht kënne bei engem Lotto oder bei soss Glécksspiller deelhuelen, an dann Hoffnung vu Gewënn hunn, sech dann nees zrëckzéien an déi ganz Situatioun am Grëff halen. An da gëtt et eng zweet Zort, dat sinn déi, déi ee kënnt mat den Heroinsüchte vergläichen, dat heescht déi eng regelrecht Sucht hunn, déi gären dee Milieu hunn, déi Spezifisitéit do opsichen, an et ass do wou - mengen ech - muss intervenéiert ginn. Mä do ass de Législateur iwwerfrot.

Woufir? Ma well ganz kloer et esou ass, dass deen Ablack, wou mer hei national eppes wëlle regelen, ee ganz liicht ka just iwwert d'Grenz e puer Kilometer méi wäit goen an do haargenau déiselwecht Spiller ënner engem aneren Numm fannen. Et gesäit een,

datt op der Televisioun jo och elo ëmmer an ëmmer méi op verschiddene Chaîné Pokerspiller en direct iwwerdroe ginn an d'Spiller glorifiéiert ginn. Et ass jo evident, datt deen Ablack och Jonker oder eeler Erwuessener dann dat och wëlle probéieren. Wa se et net kënnen hei am Land maachen, da gi se dat an d'Ausland oder um Internet maachen, wou allegueren déiselwecht Possibilitéite sinn.

Duerfir mengen ech, datt et sech hei net soll der Illusioun higinn, datt ee kënt iwwert d'Gesetz viles änneren. Et kann ee just nëmmen déi schützen, déi et méi schwéier hunn, fir an d'Ausland ze goen, dat heescht déi Jonk. Do géinge mer, mengen ech, eppes Reelles an eppes Effektives maachen. Bei deenen anere muss ee kucken, fir mat deenen Associatiounen, déi sech ëm déi Spillsücht këmmere, zesummeschaffen a kucken, wéi een deene Leit kënt am beschten hëllefen.

» M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Wuert nach den Här Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Merci, Här President. Ech mengen, ech brauch hei net ze betounen, dass ech vun do un, wou ech hei an der Chamber sinn, elo säit praktesch aacht Joer, ëmmer erëm dorop higewisen hunn, wat fir eng Problemer dass an deem Beräich do bestinn, an dass ech och an där Spezialkommissioun, déi mer haten, ëmmer erëm dorop higewisen hunn, dass mer eis och sollen ëm dee Problem bekëmmere.

Am Artikel 3 vum Gesetz vum 20. am Ouschtermount 1977, also virun 30 Joer, do sollt dat illegaalt Spillen an de Bistoen, d'Spillautomaten aus de Bistoe verbuede ginn a verschwannen, an am Hierscht 2002 huet d'Nationallotterie menger Usicht no den Artikel 3 vun deem Gesetz vun 1977 violéiert an an all Bistoen awer Zubito-Automaten opgestallt.

Den Här Justizminister huet op meng Ufro vum 12. am Wantermount 2002 hi behaupt, dat wiere keng Spillautomaten am Sënn vum Artikel 3 vum Gesetz vun 1977. An des Aart vu Gléckspill wier net méi geféierlech wéi verschidden aner Lotterien, där mer awer elo all Dag ëmmer méi kréien. Wann also aus den Zubito-Automate keng Suen erausklimperen, da besteet laut dem Här Justizminister keng Gefor. Dat heescht, et kënt jo emol e Frang engem op d'Féiss falen.

Den Här Gesondheitsminister ass awer do anerer Meenung. Säit fënnef Joer versichen ech d'Regierung elo och schonn op d'Gefore vun de Spiller an der Spillsucht opmierksam ze maachen a verschiddene parlamentareschen Ufroen, besonnesch wat déi Spillautomaten do betrëfft.

Bei der Budgetsdebatt hat ech och eng Interpellatioun ugekënnegt. Mä mir hunn awer leider hei am Land keng Ennerlagen iwwert d'Ausmooss vun der Spillsucht hei am Land. D'Regierung wollt och, trotz menger Fro, keng Etüd aleeden, mat als Ursach, am Ausland géif et Etüden a Kenntnisser genuch ginn. An haut ass jo awer de Beweis erbruecht ginn, dass mer iwwert dat, wat hei am Land geschitt, ganz wéineg wëssen, an duerfir wëll ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuert, endlech déi Etüd och hei am Land duerchzuführen, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- *sech bewosst, datt d'Spillen an d'Verleeden zum Spillen eng eeschthaf Gefor duerstelle ka fir charakterschwaach Mënschen a riskéiert, déi Leit an och hir Familljen an Nout ze bréngen,*

- *well et keng statistesch Erkenntnisser gëtt iwwert d'Spillen an d'Spillsucht hei am Land, fir d'Ausmooss vun der Gefor kënnen kloer ze erkennen,*

fuerdert d'Regierung op,

eng Etüd ausféieren ze loosse iwwert d'Ausmooss vum Spillen an der Spillsucht hei am Land an hire Konsequenzen op déi betrafte Leit an hir Familljen.

(s.) *Aly Jaerling, Xavier Bettel, Charles Goerens, Claude Meisch, Carlo Wagner.*

Fir meng Interpellatioun brauch ech jo natierlech nach e bëssen Zäit, fir se seriö ze preparéieren. Duerfir wëll ech se am Hierscht awer hei virdroen a wëll och soen, dass, wa mer schonn zwou Kommissiounen - d'Gesondheet an d'Justiz - abannen, dann dierfe mer awer d'Famill net vergiessen, well et soll een net vergiessen, wat fir ee Misär dass och d'Spillsucht an d'Famillje bréngt. D'Familljekommissioun, déi misst dann awer och do mat agebonne ginn.

Fir mech war des Debatt keng Aktualitéitsdebatt, well de Problem vum Spillen, deen ass jo scho laang bekannt an et gëtt doriwuer geschwat. Mä genau wéi bei Tubak an Alkohol ass et och beim Spillen esou, dass alles,...

» M. le Président.- Här Jaerling, Dir misst zum Schluss kommen, wann ech gelift.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- ...wat Accisen a Steieren erabrëngt, tabuiséiert gëtt, bis dann eng Revolt an der Bevëlkerung entsteet oder Organisatiounen wéi déi anonym Glécksspieler, deenen ee fir hiren Asaz nëmme ka félicitéieren, kloer maachen, dass mer hei am Land e seriöe Malaise hunn, dee mer seriö mussen ugoen. Et ass bedauerlech, dass mer haut leider net déi néideg Zäit haten, fir dat a Rou ze diskutéieren.

» M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech mengen déi Problematik, déi de Mëtteg an där Stonn hei diskutéiert gëtt an déi vun der Madame Stein hei explizéiert ginn ass, déi effektiv och scho virdrun an enger Rei vu parlamentareschen Ufroen vum Här Jaerling opgeworf ginn ass, ass effektiv keng nei an ass e seriöe Problem fir en Deel vu Leit, déi effektiv sech vun deene Spiller do verféiere loosse.

Ech muss soen, dat ass eppes, wat net jiddfere kann novollzéien. Ech selwer hunn a mengem ganze Liewen nach ni bei esou engem Spill, esou engem oder engem ähnlechen, matgemaach, well ech et einfach,...

(Interruption)

...well ech et zesumme mat villen anere Leit quasi - jo - inakzeptabel fannen, fir Spiller mat Geld ze maachen. An dofir hunn ech dozou eng éischter restriktiv Haltung,

och wat d'Problematik ubelaangt, déi hei opgeworf gëtt.

Et mag och esou munch een erstaunen, datt de Justizminister an deser Debatt hei intervenéiert. Ech wëll lech nämlech soen, an dat ass largement onbekannt, datt dat Spill, ëm dat et de Mëtten hei virun allem gaangen ass, net enger Autorisatioun vun der Regierung ennerworf ass. D'Loterie nationale gesäit dat Spill hei un als eng Lotterie. Si huet also keng Demande bei der Regierung gemaach, also kann d'Regierung dat och net verbidden.

Da gëtt hei an der Debatt gesot, dat Spill, dat wär géint den Artikel 3 vum Gesetz iwwert d'Jeux de hasard vun 1977 an do misst ee vläicht deem Artikel vum Gesetz eng aner Interpretatioun ginn. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, am Rechtsstat ass et net esou, datt mir de Gesetzer iergendwéi eng Interpretatioun kënnen ginn. De Parquet ass net der Meenung, datt hei eng Violatioun vum Artikel 3 vum Gesetz vun 1977 virläit, an dofir kënnen mir doriwuer eng Meenung hunn, mä et ass um Parquet fir ze kucken, ob eppes a Contradictioun ass mam Gesetz, wat dosteet.

D'Fro ass natierlech, an déi mussen d'Parlament an d'Regierung sech stellen, wann een eppes net gutt fënnt, wat an der Gesellschaft besteet, ob een dann net e Gesetz muss maachen, fir eng gewëssen Zort vu Spill oder all Spiller ze verbidden. Déi Méiglechkeet huet de Gesetzgeber.

Ech sinn erstaunt, am Fong de Mëtten an der Debatt héieren ze hunn, datt all Fraktioun seet, et ass e Problem, mä keng vun de Fraktiounen fuerdert d'Regierung op, déi Spiller do ze verbidden. Dat wär jo am Fong eng logesch Konsequenz vun Ärer Démarche. Dir sot, et ass e Problem, da fuerdert Der d'Regierung op, dat Spill ze verbidden. Dat hutt Der net gemaach. Duerfir mengen ech, datt Der vläicht déi nämlech Reflexioun gemaach hutt wéi och anerer an der Regierung, déi sech gesot hunn: Ass d'Verbidden an enger Gesellschaft dee richtege Wee fir virzegoen?

Ech muss soen, datt ech, contrairement zu bal allen, déi heibannen intervenéiert hunn, éischter eng Tendenz hätt, fir op de Wee vun engem Verbuet ze goen. Dat Eenzegt, wat mech an deem Sënn zréckhält, ass...

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- D'Suen.

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Neen, déi Sue kommen net bei de Stat, déi ginn u karitativ Organisatiounen an u Sportsmouvementer.

Mä - ech wëll mäi Rasonnement fäerdeg maachen, Här Jaerling - d'Haaptargument, wat mech zréckhält, ass fir ze soen, datt mer an engem Europa liewen, an datt et héchstwahrscheinlech net ganz vill Sënn géif maachen, wa mir op eisem klengen Territoire géifen eppes verbidden, wat een zu Tréier, zu Arel an zu Diddenuewen liicht kafe kann.

En plus - an dat hu jo och eng Rei Deputéierten de Mëtten hei gesot - gëtt et enorm vill Spiller op Internet, an do hu mer, och wann dee Wonsch ausgedréckt ginn ass, ganz sécher als Nationalstat ganz wéineg Instrumenter fir dergéint virzegoen, well mir liewen an enger fräier Gesellschaft - Gott sei Dank - a mir kënnen net de Leit virschreiwen, op wat fir e Site um Internet se kënnen Accès hunn. Dat kënnen mer op ver-

schiddene Plaze maachen, mä dat kënnen mer net als Gesellschaft, als Parlament dekrétieren.

Duerfir sinn ech am Fong der Meenung, datt dee beschte Wee deen ass, deen och hei vu verschiddene Kollege gesot ginn ass, an net zulescht och vum Vertrieuer vun deene Gréngen, datt hei d'Preventioun an d'Education ganz wichteg Facteure sinn.

Natierlech kënt een net ëmmer un all déi Leit, déi eben deser Spillsucht verfall sinn. Ech hunn och de Gesondheitsminister gebieden, mer do eng Hand mat unzepaken, well ech mengen, datt mer et hei zum Deel mat enger Krankheet vu Leit ze dinn hunn. Et ass dofir, ech hunn dat och gesot, wéi an der Regierung befonnt ginn ass, datt de Justizminister misst zu deem Sujet schwätzen. Ech sinn zoustänneg als Justizminister effektiv fir d'Strofgesetz an ech sinn zoustänneg fir de Casino a fir d'Spillpolice, mä déi kann net all déi Problemer, déi an deem Kontext opgeworf ginn, léisen.

Ech wëll och soen, datt d'Loterie nationale wéi och de Casino sécherlech sech Bremsen aleen, fir datt net egal wat do geschéie kann. Et ass och hei opgeworf gi vu verschiddene Kollegeen, datt am Casino Spilllimitatiounen ageféiert ginn. Ech wëll och soen, datt d'Loterie nationale, déi dëst Spill organiséiert, net d'Zuel vun de Points de vente enorm vergréissert huet. Ech stellen iwwregens fest, datt de Chiffre d'affaires vun deem Spill Zubito Joer fir Joer zënter 2003, wéi et ageféiert ginn ass, zréckgaangen ass. Et waren 28 Milliounen Chiffre d'affaires am Ufank. Et sinn elo nach 23 Milliounen Euro Chiffre d'affaires, wat considéabel Zomme par ailleurs sinn, wou ee sech muss d'Fro stellen, wou d'Leit all déi Suen hunn, fir spillen ze goen, wa mer aner Problemer an der Gesellschaft hunn. Dat si considéabel Zommen, mä dat ass eppes wou ee sech iwwert des Debatt eraus muss Reflexiounen maachen.

Ech mengen also, datt mer déi Proposition vun där Motioun vum Här Jaerling an der DP, fir eng Etüd ze maachen,...

» M. le Président.- Vum Här Jaerling.

(Interruptions diverses)

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- ...datt ech domadder ka liewen. Ech hunn an enger fréierer Sitzung esou eng ähnlech Motioun eng Kéier..., oder si war deemools net ënnerschriwwen - voilà - an dofir ass se deemools net an d'Debatt komm. D'Fro ass just: Wie mécht esou eng Etüd, a wat bréngt déi Etüd méi wéi dat wat mer haut wëssen?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Här Krieps huet virdrun hei eng Etüd vun der Schwäiz virgeluecht. Et ginn effektiv, an dat hu meng Servicer mer och gewisen, eng ganz Rei vun esou Etüden, déi gemaach gi sinn. Mir kënnen selbstverständlech och nach eng Etüd maachen. Ech weess net, ob se eis ganz vill Neies bréngt. Wann ech soen, ech sinn awer domadder d'accord, da wëll ech domadder soen, mir sinn eis bewosst, datt et e seriöe Problem ass, mä wa mer elo nach eng Etüd



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

fir e puer dausend Euro maache loossen, da leë mer déi doniewent.

Duerfir géif ech proposéieren, datt mer och déi Fro vun der Etüd, dat heescht: Wat soll déi Etüd studéieren? Wie soll se maachen?, sollen an der Kommissioun mat diskutéieren.

Ech huele gären d'Proposition vum der Madame Stein op, datt déi zoustänneg Ministeren eng Kéier sollen an d'Kommissioun kommen, mä ech mengen et wär gutt, wann d'Kommissioun fir d'éischt emol eng Kéier géif d'Loterie nationale héieren, mä awer wëssend och ëmmer, datt et vill aner Loterien nach gëtt, déi och um Lëtzebuerger Marché an an der Groussregioun verkaaft ginn.

Ech mengen, et gëtt kee gutt Rezept. D'Regierung ass bereet, wann d'Chamber se dozou opfuert, all déi Spiller ze verbidden. Ech mengen awer, datt et keng Léisung ass, déi eis an engem Europa - a mir liewe matzen an deem Europa, an enger Groussregioun - géif all d'Problemer léisen.

Duerfir wär et gutt, mengen ech, wann Der eng Kéier géift an der Kommissioun d'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte empfänken - iwwergens, wëll ech hei soen, déi eng ganz wesentlech a gutt Aarbecht mécht, well se déi Suen, déi am Fong aus engem a priori net ëmmer ganz positive Kontext erauskommen, kanaliséieren u Sozialwierker, kanaliséieren u vill Sports-mouvementer, déi duerch dës Sue kënnen schaffen -, fir datt een also déi ganz Problematik eng Kéier do diskutéiert. A vläicht fänne mer dann zesummen eng Léisung, déi e Pak ass vu Preventioun, Educatioun, Behandlung vu Kranken an do, wou dat noutwendeg ass, och e System vun Autorisatiounen, fir datt de Stat op d'mannst kann eppes reglementéieren, wat en haut net kann.

D'Casinoen hu mer reglementéiert. Ech wëll lech zum Beispill soen, datt mer virun e puer Joer eng Demande haten, fir en zweete Casino opzemaachen. D'Regierung huet déi refuséiert, mä ech mengen, alles verbidden ass hei net d'Léisung. Dofir ass e Pak vu Moosname vläicht eng Léisung, an an deem Kontext kann een dann och kucken, ob een d'Gesetz vun 1977 muss preziséieren, wann dat dann de Wunsch vun der Chamber ass.

Ech mengen, mir sollten dat net vireileg maachen, mä mir sollte fir d'éischt déi Gesprécher féieren, da kréie mer vläicht e bessert Bild: Wie sinn déi Leit, déi déi Problemer hunn, a wéi kënnen mer am beschten déi Problemer léisen?

Educatioun a Preventioun si gutt, mä nach muss een un déi Leit kommen, fir am richtege Moment bei hinne kënnen déi Preventioun ze maachen. Dat sinn iwwergens net nëmme Jonker, well d'Moyenne vun de Spiller vun Zubito läit bei ongeféier 50 Joer. Et ass also eng Problematik, wou ech och frou wär wa se géif iwwer Zubito erausgoen, well mir maachen déi Spiller am Beräich Poker an déi Spiller, déi iwwer Internet gemaach ginn, méi Suergen, wou mer sécherlech keng Handhab hunn, anescht wéi déi datt mer de Jugendleche mussen erklären, zu wat dat do ka féieren a wat d'Konsequenze fir si an hiert Ëmfeld kënnen sinn, wa se deene Verlockungen do verfallen.

Op jidde Fall wëll ech lech soen - an dat kann ech och an Numm vu menge Kollegen an der Regierung soen -: Mir si gäre bereet, de Gesondheitsminister, d'Familljeministerin an ech selwer - do wëll ech zwar soen, datt de Statsminister am Fong fir d'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte zoustänneg ass -, fir an d'Kommissioun ze kommen, eng Commission jointe, an da konkret unhand vun enger Lëscht vu Froen ze kucken, wéi mer do kënnen zesumme virukommen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling...

» **Une voix.** - An d'Kommissioun!

» **M. le Président.** - An d'Kommissioun verweisen?

(Assentiment)

D'accord. Okay.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, de Projet de loi 5660, eng Direktiv iwwert de Beruff vum Affekot. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

7. 5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

Rapports de la Commission juridique

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech meng mëndlech Rapporten zu de Projet-de-loie 5411 a 5660A, déi haut um Ordre du jour stinn, matenee virstellen. Am Fong verfollegen déi zwee Projet-de-loien datselwecht Zil, an zwar d'Upassung vun eiser Gesetzgebung iwwert den Affekoteberuff un eis europäesch Verpflichtungen.

Am Projet de loi 5411 geet et fir d'éischt drëms, eng Direktiv vun 2003 ëmzesetzen. Dës Direktiv leet d'Mindestnorme vun der Assistance judiciaire bei grenz iwwerschreidende Litigé vir. D'Assistance judiciaire, esou heescht de Mechanismus hei zu Lëtzebuerg, erlaabt et enger Partei, déi viru Geriicht steet, en Affekot zur Verfügung gestallt ze kréien, wann dës Partei d'finanziell Moyenen net huet, fir sech en Affekot leeschten ze kënnen. D'Honorairé vun deem Affekot ginn da vum Statsbudget iwwerholl. Zu Lëtzebuerg gëtt dës System vum Bâtonnier vum Conseil de l'ordre geleet. Deen „taxéiert“, dat heescht, hie kontrolléiert d'Honorairé vun deem Affekot.

Duerch esou e System gëtt enger vun de Viraussetzung vum enger moderner Justiz Rechnung gedroen, an zwar, datt den Zougang zur Justiz fir jiddereen, egal wat seng finanziell Moyené sinn, garantéiert ass. Et huet sech awer erausgestallt, datt bei grenziwwerschreidende Litigen - an anere Wierder Prozeduren, wou eng Partei net an deem Land wunnt, wou de Prozess gefouert gëtt - d'Mechanisme vun der Assistance judiciaire net ëmmer gegräff hunn. Dobäi kënnt, datt manner bemëttelt Leit Schwieeregkeeten haten oder sech gescheit hunn, fir am Ausland virun deem zoustänneg

Geriicht de Prozess ze féieren, well dat mat gréisserer Käschte verbonnen ass.

Aus deem Grond huet d'Direktiv vun 2003 Mindestnorme fir eng Assistance judiciaire festgeluecht, fir datt Leit, déi mussen am Ausland e Prozess féieren oder sech virun engem auslännesche Geriicht verdeedege sollen, och do kënnen op eng Assistance judiciaire zielen, wa se net iwwert déi aus-reechend finanziell Moyené verfüegen.

Eis Gesetzgebung iwwert d'Assistance judiciaire, déi am Gesetz vun 1991 iwwert den Affekoteberuff festgehalten ass, dréit schon elo deene meeschte Mindestnormen aus där Direktiv Rechnung, esou datt mer nëmme kleng technesch Ännerungen hu misse virhuelen. Esou sinn zum Beispill elo expressis verbis d'Bierger vun engem aneren EU-Memberstat als potenziell Bénéficiaire vun der Assistance judiciaire zu Lëtzebuerg gesetzlech verankert ginn. Eng Ausnahm besteet just fir d'Net-EU-Bierger, déi an Dänemark liewen oder residéieren, well Dänemark net vun dëser Direktiv betraff ass. Dänemark huet do eng Opt-out-Klausel spille gelooss.

Wéi scho gesot, leeft dës System zu Lëtzebuerg iwwert de Bâtonnier. Dee kann d'Assistance judiciaire retroaktiv op den Dag vum Ufank vum Prozess festleeën. Duerch de Projet de loi 5411 kritt hien awer och d'Méiglechkeet, en aneren Datum festzhalen, besonnesch wann am Laf vum Prozess d'Partei finanziell Schwieeregkeete kritt oder déi finanziell Schwieeregkeete verschwannen.

Obwuel d'Direktiv vun 2003 nëmme op zivil a kommerziell Litigen applicabel ass, erweidert de Projet de loi 5411 d'Assistance judiciaire op zwee Punkten: Éischtens ginn och d'Aarbechte vum Affekot éier de Prozess gestart ass - sougenannte Conseils précontentieux - mat an d'Assistance judiciaire opgeholl; an zweetens, wéi et de Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants gefrot huet, erweidere mer d'Assistance judiciaire och op déi Fäll, wou de Bénéficiaire am polizeileche Gewahrsam ass. Dat war bis elo net de Fall, well zu deem Moment nach keng stroferechtlech Prozedur ugefaangen hat.

Am ursprüngeleche Projet de loi 5411 hat den Artikel 2 eng Approbatioun vun engem Protocole additionnel zur Konventioun vun 1977 iwwert den administrativen Austausch vun Demandes d'assistance judiciaire virgesinn; am Fong geholl näischt iwwerméisseg Spezielles. Mä, huet eis de Statsrot matgedeelt, déi Konventioun vun 1977 ass am Mémorial publizéiert ginn, awer ouni parlamentaresch Approbatioun, well et sech, wéi den deemolege Justizminister et geschriwwen huet, ëm en administrative Vertrag handelt.

Elo hate mer an der Kommissioun dräi Méiglechkeeten:

Éischtens, wéi et de Projet de loi virgesinn huet, de Protocole additionnel ze approvéeieren, ouni datt et d'Basiskonventioun wier; dat wier déi skurrilste Léisung gewiescht, an déi hu mer och direkt fale gelooss;

zweetens, souwuel d'Basiskonventioun wéi de Protocole additionnel ze approvéeieren; dat war dem Statsrot seng Léisung, an

drëttens, weder d'Basiskonventioun nach de Protokoll ze approvéeieren.

Mir hunn dës drëtt Léisung an der Kommissioun virgezunn, well an deenen 30 leschte Joren d'Konventioun vun 1977 schon ugewannt konnt ginn. A wa mer elo - 2007 - dës Konventioun approvéeieren an duerno ratifizéieren, da kéint ee sech Froe stellen iwwert d'Validitéit iwwert déi Demanden, déi sät 30 Joer am Kader vun der Konventioun vun 1977 traitéiert gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien Artikel 2 vum Projet de loi 5411 an de Projet de loi 5660A sinn d'Konsequenzen, déi mer aus zwee Uerteeler vum Europäesche Gerichtshaff vum 19. September 2006 gezunn hunn. Do ass Lëtzebuerg en effet veruerteelt ginn, well mer eng Direktiv 98/5 net richtege an eise Gesetz vum 13. November 2002 ëmgesat hunn.

An där Direktiv geet et ëm den Avocat européen; den europäeschen Affekot. An anere Wierder mussen déi Affekoten, déi an engem anere Memberstat op engem Barreau ageschriwwen sinn, och hei am Land zougelooss ginn. An enger éischer Phas übe se hire Beruff dann ënner hirem auslänneschen Titel aus - als Rechtsanwalt, Solicitor - an no enger bestëmmter Zäitspan kënnen se dann als Avocat à la Cour zu Lëtzebuerg tätég ginn.

Eis Gesetzgebung vun 2002 ass vum Europäesche Gerichtshaff op e puer Punkten als europäesch rechtswiddreg

erkannt ginn. Dat sinn och déi Punkten, déi mer elo nogebessert hunn.

Éischtens, d'Sproochbedingungen. No villem Hin an Hier 2002 hat sech déi deemoleg Kommissioun majoritär ausgeschwat, datt déi europäesch Affekoten, wa se wëllen zu Lëtzebuerg ageschriwwen ginn, déi dräi Sproochen - lëtzebuergesch, franséisch an däitsch - schwätze mussen. Dës Sproochbedingung gëtt elo fale gelooss. Ech wëll awer nach derbäi soen, datt bei den Affekoten, déi iwwert den normale Wee op de Barreau kommen, dat heescht, déi, déi nach net an engem anere Memberstat op engem Barreau ageschriwwen sinn, déi Sproochkonditioun weider verlaangt gëtt.

Zweetens, 2002 war och virgesinn, datt een europäeschen Affekot, dee sech wëllt zu Lëtzebuerg aschreiwe loossen, all Joer muss eng Bestätegung virbréngen, datt hien nach a sengem Heemechts-Barreau ageschriwwen wier. Elo gëtt och dës Bestätegung nëmme beim Androen op de Barreau verlaangt an net méi annuell.

Drëttens, déi europäesch Affekote souwéi d'Stagiairen, déi um Lëtzebuerg Barreau sinn, konnte keng Domiciliatioun vu Gesellschafte maachen. Dat konnten nëmme Avocats à la Cour. Grond dofir war, datt d'Avocats à la Cour iwwert déi néideg Erfahrung vun der Lëtzebuerg Gesetzgebung, fir Gesellschafte bei sech ze domiciliéieren, géife verfüegen. Elo gëtt virgesinn, datt souwuel d'Avocats à la Cour wéi déi europäesch Affekote Gesellschafte kënnen domiciliéieren, ouni mussen dofir vun der CSSF spezifesch agréiert ze ginn.

A schlussendlech gëtt d'Zesummesetzung vun deenen administrativen an disziplinareschen Organer vum Barreau dohigehend geännert, datt am Appel de Conseil disciplinaire et administratif d'appel vun zwee Riichter an der Cour d'appel an engem Avocat à la Cour zesummegesat ass. Sät 2002 war dat ee Riichter an zwee Affekoten. Elo dréine mer dat just ëm. Elo komme mer erëm op de System zrëck wéi e bis 2002 geherrscht huet. Esou kréien natierlech d'Décisionne vun deem Organ e juridictionnelle Charakter, well d'Riichteren do an der Majoritéit sinn.

D'Entscheidung vum Bâtonnier, sief dat an der Assistance judiciaire oder beim Aschreiwe vun engem Avocat européen, kënnen also elo vun engem Organ ugefecht ginn, dee sech majoritär aus Riichteren zesummesetzt, also, wéi dat an der Direktiv gefuerdert gëtt, e juridictionnelle Charakter huet.

Här President, fir ofzeschleissen zwou Prezisiounen: Et gëtt nach e Projet de loi 5660B, deen och d'Gesetz vun 1991 iwwert d'Affekoten ännere wäert. Bei deem Projet geet et awer ëm Ännerungen, déi net EU-rechtlech bedéngt sinn. Zum Beispill, datt d'Affekoten net mussen hir Etüd opmaachen, wou en Tribunal ass. Bis elo ass am Gesetz virgesinn, datt d'Affekoten nëmme hir Etüd kënnen do festleeën, wou e Geriicht ass, dat heescht zu Dikrech, zu Esch/Uelrecht oder an der Stad, an - aner Ännerung -, datt d'Affekote sech kënnen och am Kader vun enger Gesellschaft zesummesetzen.

Ech hoffen, Här President, datt mer dës Projet de loi 5660B bis zur Sommervakanz kënnen hei an d'Chamber bréngen.

Zweet Remarque war, datt an der Kommissioun déi zwee Rapporten zu dësen Projets de loi 5411 a 5660A unanime ugeholl goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi zwee Projets de loi, besonnesch de Projet de loi 5411 iwwert d'Assistance judiciaire, éischer en technesche Charakter hunn, droe se alle béid dozou bäi, datt eis Gesetzgebung den europäesche Contrainté gerecht gëtt. Dat ass besonnesch bei der Assistance judiciaire vu grousser Wichtigkeet. D'Justiz, eng modern an oppe Justiz versteet sech, muss och fir manner bemëttelt Leit op sinn, ob déi hei am Land wunnen oder net. D'Justitia därerf och an dëser Fro keen Ënnerscheid maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimadder ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen zwee Projets de loi.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Santer. Mir kommen dann zur Diskussioun vun dësen zwee Projeten, déi de Rapporteur elo an engem Sees virgestallt huet. Ech géif dann och d'Riedner bidden, déi eenzel Riedner, direkt zu deenen zwee Stellung ze huelen, mat Ausnahm vun der sozialistescher Fraktioun, fir déi d'Madame Err an den Här Bodry...

(Interruption)

Neen, Här Bettel, et ass nach net un lech. Dach! Pardon, Här Bettel!

D'Madame Err an den Här Bodry huele separat Stellung zu de Projeten. Den Här Bettel huet elo d'Wuert.

Discussion générale

»»» **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, ech si ganz flexibel.

Här President, fir d'éischt wëll ech hei dem Här Santer Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, hien huet déi zwee Projeten och hei zesumme presentéiert, well et jo och ëm eng Professioun sech handelt a well et och Amélioratioun sinn, verschidde Konditiounen a virun allem Clarificatiounen bei Konditiounen vum Beruff vum Affekot.

Ech muss lech awer soen, dass ech zum Projet de loi iwwert d'Sproochklausel deemools eppes proposéiert hat, wéi et 2002, wann ech mech erënnere kann, proposéiert ginn ass, an ech widderhuelen dat haut, nämlech dass d'Lëtzebuurger Sprooch ganz wichteg ass op eise Gerichter. Et ass net normal, dass an engem Stroprozess en anere Confrère Dolmetscher muss spillen, wann en Zeien ausseet. Et ass net normal, dass een e Client do sätzen huet, deen net versteet, wat säin Affekot seet, well hien op Franséisch plädéiert. An duerfir ass et scho wichteg, dass d'Lëtzebuurger Sprooch zréckbehalde gëtt.

Elo mat deem heiten Text, an dorop huet och den Avis vum Barreau jo insistéiert, soll fir d'Lëscht 1 an d'Lëscht 2 nach ëmmer d'Condition linguistique zréckbehalde ginn, an et soll een an deem heiten Text net eng Suppressioun vun der Condition linguistique fir d'Lëscht 1 an d'Lëscht 2 gesinn. Ech wier frou, wann d'Regierung dat och kéint bestätegen, well dat jo eng Fro ass, déi de Barreau jo opwerft.

Ech wollt awer just eppes proposéieren. Non bis in idem; et soll een net 56-mol dat selwecht proposéieren, mä ech maachen et awer dann nach eng Kéier an engem öffentlecher Sitzung: An England hu se nämlech de Prinzip vum Barrister a vum Solicitor; an England, do hutt Der nach d'Méiglechkeet fir déi, déi Conseil maachen, a fir déi, déi plädéiere ginn, an dat kéint een iwwerhuelen, fir Folgendes ze évitieren: Well ech maache mer Suergen, Här President, dass, wa muer een e Recours mécht, deen op der Lëscht 1 oder Lëscht 2 net ageschriwwen gëtt, well hien d'Lëtzebuurger Sprooch net beherrsche kann, dass mer do nees e Recours kréien an dass mer vläicht dee Recours kéinte verléieren.

Et géif eng Méiglechkeet bestoen do mat deem Barrister an deem Solicitor, dass ee kéint da fir e Solicitor net déi Condition linguistique zréckbehalen. Dat ass dann en Avocat conseil, do bräicht een dann d'Lëtzebuurger Sprooch net ze beherrschen, well jo 99% vu senger Aarbecht och hannert dem Büro ass. An dass ee fir deen, dee Barrister ass, deen dann och plädéiere geet, d'Condition linguistique kéint zréckbehalen.

Duerfir géif ech och eng Motioun hei déposieren, Här President, déi justement d'Regierung freet «à étudier le système de 'barrister' et de 'solicitor' en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg».

Am Moment ass eng Ënnerschrëft drop, dat ass meng. Ech weess net, ob nach aner Fraktiounen des Motioun wollten ënnerschreiwen. Wann dat net de Fall ass, kann ech meng Kollegen aus menger Fraktioun froen, fir dass déi se ënnerschreiwen. Mä ech mengen, dass et eng Saach ass, wou mer alleguerten eis eens sinn, dass am Intérêt vum Justiciabel d'Lëtzebuurger Sprooch soll an de Plaidoirien zréckbehalde ginn. An et ass selbstverständlech, dass et keng Mussesaach ass ze froen, dass een, dee Conseil mécht, och d'Lëtzebuurger Sprooch soll beherrschen.

Här President, hei ass d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le projet de loi 5660A qui enlève toute référence à la langue luxembourgeoise pour les avocats européens qui désirent exercer sous leur titre professionnel d'origine au Luxembourg;*

- *considérant qu'il n'existe au Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens, aucune distinction entre avocat plaideur et avocat conseil;*

- *considérant qu'il existe toutefois des situations au cours d'un procès où dans l'intérêt de la défense la connaissance de la langue luxembourgeoise est indispensable, notamment lors de l'audition de témoins;*

- *considérant que lors de l'assistance judiciaire, les avocats sont désignés d'office aux parties et que ces dernières n'ont pas la possibilité de vérifier si l'avocat ainsi désigné est en mesure de suivre et de comprendre le procès en question;*

invite le Gouvernement

- *à étudier le système de «barrister» et de «solicitor» en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg.*

(s.) *Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Claude Meisch.*

»»» **M. le Président** - Merci, Här Bettel.

»»» **M. Xavier Bettel** (DP).- Dann nach eng zweet Saach, dat ass d'Fro, wou en neien Affekot sech kann etabléieren, zu Dikrech, zu Esch oder an der Stad. Et ass ganz wichteg, dass déi Obligatioun verschwénnt, fir sech nëmmen an deenen dräi Stied kënnen niddereeloossen, well dat ass ëmmer komplizéiert.

Selbstverständlech muss ech och elo soe mat enger anerer Kap, dass ganz, ganz vill Etüden a Quartiere sinn, déi résidentiel sinn, wou een och kéint Wunnengen dran hunn, an dass et dofir och ganz, ganz wichteg ass, dass d'Affekoten och kënnen ausserhalb vun deenen dräi Gemenge sech an Zukunft installéieren.

Här President, no deem Commentaire, no där Motioun, wou ech awer frou wier, wann déi hei géif ugeholl ginn am Intérêt vun der Justiz, wëll ech och den Accord vun der demokratescher Fraktioun zu deenen zwee Projeten hei am Parlament bréngen.

Ech soen lech Merci.

»»» **M. le Président**.- Merci, Här Bettel. Elo huet d'Madame Lydie Err d'Wuert.

»»» **Mme Lydie Err** (LSAP).- Dir Dammen an Dir Hären, et kann een iwwer villes schwätzen, mä wann ee sech un den Ordre du jour hält, dann hu mer - mengen ech - elo virdrun op jidde Fall de Kader e bësse gesprengt.

Ech wollt op dat zréckkommen, wat de Rapporteur hei gesot huet. Dat heescht, op de Projet iwwert den „home title“ an d'Affekoten, déi sech zu Lëtzebuerg ënner hirem Diplom vun doheem wëllen etabléieren, also d'Affekote vun der Lëscht 4. Dat ass d'Direktiv vun 1989, déi transposéiert gëtt, déi mer schonn eng Kéier transposéiert hunn,...

(Interruption)

Ass den Datum falsch?

»»» **Une voix**.- 98!

»»» **Mme Lydie Err** (LSAP).- 1998 - jo, et ass ëmgedrënt.

(Hilarité)

...wou et ëm zwee Haaptpunkte geet, éischtens d'Absence vun engem Test d'aptitude, wat d'Sproochen ubelaangt, an zweetens d'Méiglechkeet ënner dem „home title“ zu Lëtzebuerg ouni Zäitlimit ageschriwwen ze ginn no de Prinzipien, déi an der EU d'Regel sinn, dat heescht géigesäiteg Unerkennung vun Ausbildung a vu Beruff.

Dat bréngt eis natierlech zréck op den Historique vun deem Projet, op deen ech ganz kuerz wëll agoen, an deen en Zickzackkurs gemaach huet a Saache Sproochen: vun dräi Sproochen d'Exigenz op Franséisch eleng ze reduzieren, wat eng Proposition war vum Jeune Barreau deemools an déi de Conseil d'État net ugeholl huet, wourobber d'Kommissioun zréckkomm ass op d'Exigenz vun deenen dräi Sproochen.

Déi Proposition ass ofgewise gi vum Statsrot mat der Motivatioun vun der Diskriminatioun vun auslänneschen Affekoten, an trotzdeem a pikanterweis - dat ass vläicht interessant ze soen - ass d'Gesetz vun 2002 gestëmmt gi mat enger Majoritéit vun DP, CSV an engem Deel vum ADR géint d'Stëmme vun der LSAP, vun deene Gréngen, mat e puer Abstentiounen och vum ADR.

Ech mengen, et ass interessant fir ze kucken, wéi an anere Froen, wou et och ëm de Sproochesträit geet, eis Parteie sech widerentwéckelen. Eigentlech kéint ech mech dorobber limitéieren, dat ze soe wat eisen deemolege Spriecher, de Ben Fayot, zu deesen Debatte gesot huet, nämlech dass mer dat schliesslech gemaach hunn, wëssend, dass d'Direktiv vum 15. Mäerz 2000 d'application directe war. Dat heescht, 2002, wéi mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, wat mer elo emänneren, war d'Direktiv schonn en vigueur, an de Ben Fayot, de Spriecher vun der LSAP, deen huet gesot:

„Schliesslech maache mer dat alles, wëssend, dass d'Direktiv seit dem 15. Mäerz 2000 d'application directe ass.

Ech mengen also, dass dës legislativ Aarbecht - mat allem Respekt fir déi Méi, déi sech de Rapporteur ginn huet - eng schlecht Aarbecht ass:

éischstens, well se géint europäesch Recht verstéisst;

zweetens, well se déi Chance verpasst, Franséisch als Sproochkonditioun - esou wéi de Conseil de l'ordre et freet - duerchzesetzen, an ech mengen, do wär eng Chance gewiescht, fir dat duerchzesetzen, och vis-à-vis vum Europäesche Gerichtshaff oder vis-à-vis vun der Kommissioun;

drëttens, well se Lëtzebuerg de Ruff kann abréngen vun engem protektionistesche Land, wat dee Ruff op jidde Fall an deemem Secteur net verdéngt;

véiertens, well mer méi wéi sécher an engem Joer en neit Gesetz wäerte stëmme mussen.“

Et ass elo net an engem Joer duerno, mä et ass e bësselche méi spéit drop, mä jiddefalls war et keen Orakel: D'Realitéit, déi gëschter ugekënnegt ginn ass, ass déi, déi mer haut hunn.

Also, ech fannen eigentlech, dass dat eisem Land an der Reputatioun vun eisem Land op engem Secteur net guttdeet, wou mer menger Meinung no gutt géifen drun doen, ëmmer impeccabel dozostoen, wéinst ënner anerem der Proximitéit mam Secteur bancaire, wou mer jo vill geschleeft ginn, an ech denken, dass dat sech och am Nachhinein wierklech als déi falsch Strategie erweisen huet. Dofir kann ee sech freeën, dass dat haut rectificéiert gëtt, a bedauern, dass et e bësse spéit kënnt, mä besser spéit wéi ni.

Fir kuerz ze soen, well de Rapporteur huet d'Haaptsaachen aus deemem Gesetz ugeschwat: Éischtens géllt kee Contrôle des connaissances linguistiques méi, fir op d'Lëscht 4 als Affekot sech zu Lëtzebuerg anzuschreiwen. Dat heescht, dass awer - an de Rapporteur huet dat och gesot - déi Condition linguistique bleift, wat den Accès op e Stage ubelaangt, an och d'Aschreiwen op d'Lëscht 1 vun den Affekoten.

Vläicht ass et wichteg - an de Rapporteur huet dat am Commentaire vun den Artikelen a sengem Rapport geschriwwen -: Mir hu formal gesinn eng Demande vum Conseil de l'ordre net erfëllt, déi gefrot huet, dat dote formell an d'Gesetz anzuschreiwen. Mir hunn et zwar elo am Commentaire stoen, mä net am Gesetz.

Ech mengen héiflechkeetshalber kéint ee soen, dass, wann Interpretatiounschwierigkeete bestinn, mer dann an den Travaux parlementaires eppes hunn. Mä du moins wär et eng Äntwert wäert un de Conseil de l'ordre, déi jo - obscho se sech no deem Arrêt, deen dëst Gesetz och justifiéiert, direkt un déi nei Jurisprudenz gehalen hunn - trotzdeem och Demanden haten, déi iwwert de Kader vun der Jurisprudenz erausgaange sinn, esou dass am Fong de Kommentar vum Artikel aus dem Rapport dem Conseil de l'ordre aus dem Schneider hëllefen dierft. A vläicht soll een hinnen dat soen, well mir hunn de Moment net op dee Bréif do geäntwert, well en e bësse spéit komm ass a well mer déi Diskussioun haut net verspéide wollten.

Den zweete Punkt aus deemem Gesetz ass, dass et keen Dépôt annuel méi vun der Attestation d'inscription am Ausland gëtt. Och dat war esou eppes vun Nogaeschmaach vun deenen anere Konditiounen, fir et esou schwierig wéi méiglech ze maachen, wat natierlech och kengem Europäer entgaangen ass.

Dann ass déi drëtt Neierung an deemem Gesetz, oder d'Reform bréngt, dass d'Affekote vun der Lëscht 4 elo d'äerfen Domiciliatiounen empfanke.

An de véierte Punkt ass, dass bei der Procédure d'appel géint d'Décision disciplinaire am Conseil disciplinaire et administratif eng Majoritéit vu Magistraten drätsätzen an net eng Majoritéit vun Affekoten. Ech mengen, och dat ass eng logesch Saach, an dat beweist am Fong, dass déi Décisionen an deser Matière net aus korporatistescher Siicht gekuckt ginn, mä objektiv analyséiert ginn, fir ze kucken, ob e Recours jo oder nee justifiéiert ass.

Ech wëll dofir zum Inhalt nach just dräi Wieder soen, an zwar iwwert d'Sproochefro. D'Sproochefro, déi 2002 aktuell war, ass et haut méi wéi jee, an ech profitéieren vun deemem Gesetz, fir op eng Proposition vum Jacques-Yves Henckes hinzeweisen, déi hien 2002 gemaach huet, an une fois n'est pas coutume kéint ech mech deem Gedankengang uschlëssen.

Hie seet nämlech, dass mir zu Lëtzebuerg iwwer eis Sprooch am Fong keng fest juristesche Basis hunn, ausser dem Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Régime des langues, dat ganz lakonesch seet: «En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande et luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

De Jacques-Yves Henckes hat deemools proposéiert, eventuell dat Gesetz do ze complétéieren an eng Exceptioun virzugesinn, dass en matière judiciaire beispillsweis ee kéint Franséisch aféieren. Dat rejoignéiert iergendwou och dat wat sengerzäits fir d'sozialistesche Fraktioun vum Ben Fayot gesot ginn ass.

Wann een déi Debatten noliest, da fillt ee sech zréckversat an déi Diskussioun, déi mer schonn hu beim Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit an iwwert de Sënn an den Onsënn vum Lëtzebuergesche oder vun anere Sproochen fir d'Nationalitéit. Ech denken dofir, dass et wichteg ass, hei e puer Saachen am Virfeld ze soen, well och esou Rasonnementer sech am Text hei erëmfannen.

Et gëtt zum Beispill ugefouert, et wier logesch, dass zu Lëtzebuerg misst kënnen Lëtzebuergesch geschwat ginn, fir d'Nationalitéit ze kréien, an dee Moment och fir den Accès am Barreau, well a kengem Land kéint een e Beruff ausüben ouni d'Landesprooch ze schwätzen.

Elo kënn mer dat natierlech ëmmer erëm soen, dass dat zwar wouer ass, an dass dat vläicht och richtig ass a grouse Länner, dass Lëtzebuerg eben an enger spezieller Situatioun ass, an dass, wann ee sech zu Lëtzebuerg als Affekot oder als Privatpersoun wëllt integréieren, een dat parfaitement ka maachen ouni onbedéngt Lëtzebuergesch mussen ze kënnen.

Et ass kloer, dass Lëtzebuergesch schwätzen d'Integratioun accélériert, facilitéiert, mä ech mengen mir wäer gutt beroden, an dat heite Beispill beweist, wéi falsch mer deemools mat deem Argument louchen, dass et gescheit ass d'Leit dozou ze incitéiere Lëtzebuergesch ze léieren ouni se dozou ze forcéieren et ze maachen, fir iergendee Resultat ze errechen. Alles wat exzessiv ass bréngt et net.

An ech mengen, dass ee sech un dës Diskussioun soll erënnere, wa mer d'Diskussioun iwwert d'duebel Nationalitéit ufänken, well Integratioun, sief et um Barreau als Professionellen, sief et an eiser Bevölkerung als Privatpersoun, geet sécherlech zu Lëtzebuerg, wéi et net an anere Länner méiglech ass, och iwwer en anere Wee wéi obligatoresch Lëtzebuergesch schwätzen.

An ech erlabe mer ofzeschlësse mat engem Beispill, fir ze beweisen, wéi richtig dass dat ass - an et ass e Beispill, wat vum Ben Fayot ëmmer erëm ubruecht gëtt a wat ganz gutt demonstréiert wéi speziell Lëtzebuergesch ass. Wa mer unhuelen, mir géifen op de Wee goen, dee verschidde Länner an Europa unhuelen a soen, een, deen zu Lëtzebuerg sech legal etabléiere wëllt, deen ass gebieden d'Landesprooch ze schwätzen, da kënnt mer eis déi Absurditéit virstelle vun engem Chinesen, deen a China géif Lëtzebuergesch léieren, fir sech hei ze integréieren, deen hei géif ukomme mat Chinesesch a Lëtzebuergesch an deen net emol kënnt e Brout kafe goen.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, dass et interessant ass, dese Kontext hei net ze vergiessen, wa mer déi aner Diskussiounen uginn, an net ze vergiessen, dass eist Land en anert ass, mä dass et, wat d'Sproochen ubelaangt, sech selwer natierlech deementspriedend och anescht muss behandelen.

An deem Sënn bréngen ech den Accord vum menger Fraktioun, deen ech erëm bal vergiess hat, an ech wollt dem Minister am Fong just nach eng Fro stellen, an zwar: Wa mer elo dat Gesetz hei kucken, dann ass et kloer, dass dat heiten eng géigesäiteg Unerkennung ass fir d'Affekoten an hir Titelen, hir professionell Aktivitéiten a 15 Memberstaten. Wat geschitt da mat deenen

aneren? Ass do eng aner Direktiv ënnerwee, oder wéi geet déi Evoloutioun do virun? Well et ass am Fong elo d'Fro eréischt geregelt vum Accès op de Barreau vun eppes Klenges méi wéi d'Halschent vun den europäesche Memberstaten de Moment.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech bréngé just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun, a mir soen och dem Rapporteur Merci fir de Bericht. Ech mengen, dat meescht, fir net ze soen alles zum Text selwer ass gesot, a vill vun deene Remarquen, déi mir wollt maachen, huet d'Madame Err elo selwer scho gemaach.

Mir wëllen duerfir just an engem Saz nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer hei wierklech eppes nohuelen, wat mer hätte kënnen évitéieren. Deemools hunn d'LSAP-Fraktioun an déi gréng Fraktioun, wéi mer elo wëssen, zu Recht drop higewisen, dass mer erëm eng Kéier probéiert hunn, hannert dem Deckmantel vun der Sprooch hei zu Lëtzebuerg eppes ze maachen, wat een net anescht ka bezeechne wéi rene Protektionismus. Dat war eng relativ onwierdeg Geschicht, wat deemools gemaach ginn ass. Deemools ass dat falsch gemaach ginn, wann een dat gesot huet. Da sinn eng ganz Rei vun Argumenter invoquéiert ginn, fir ze betounen an ze widderleeën, wat vu grénger Säit gesot ginn ass.

Mir wëssen awer elo, dass dat richteg war, an ech denken och, dass mer desén Episod net esou séier sollte vergiessen, dass mer tatsächlech sollten och fir d'Zukunft vläicht méi oppassen, eis méi Gedanken maachen, wéi e Rôle mer der Lëtzebuurger Sprooch zu Lëtzebuerg zouschreibe wëllen. D'Lëtzebuurger Sprooch huet hire Rôle, an dee Rôle ka se och erfëllen, a wann ee probéiert mat där Sprooch aner Zwecker ze verfollegen, déi saachfriem sinn, da passt dat och net bei dëst Land, et passt net bei eis Realitéit, a mir maachen eigentlech domadder méi zu Onwee, wéi dass mer gutt maachen.

Mat deene kuerze Remarquen - wéi gesot, d'Madame Err huet dat am Detail a wéi ech fanne ganz richteg duergeluecht - bréngé mir dann d'Zoustëmmung zu deenen zwee Texter.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Dann huet den Här Henckes d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Joer 2002, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, schonns drop higewisen, dass mer héchstwahrscheinlech e puer Joer méi spët nach eng Kéier an d'Parlament géife kommen, fir d'Gesetz ze modifiéieren. An dat geschitt och elo.

Wuerfir? Well et ganz kloer war, dass déi Direktiv ons net d'Méiglechkeet ginn huet, déi mer een Ablack, oder déi verschidde Leit wollten am Gesetz gesinn, wat d'Sproochfuerderungen ugeet. An do gesäit een nees eng Kéier, wéi wichteg et ass, dass een als Chamber, déi e Kontrollorgan ass vun der Exekutiv, ëmmer muss dofir suergen, dass ier Direktiven négociéiert an ënnerschriwwen ginn, d'Chamber do matschwätzt a kuckt fir deen Ablack déi richteg Décisiounen vun der Regierung ze exigéieren.

Dat ass deemools net geschitt wéi déi Direktiv ausgeschafft ginn ass. Et ass do duerjer wou een haut an där Situatioun ass, wou mer dat Lëtzebuergesch net méi kënnen an onser Gesetzgebung zrëckhalen. Et soll een dofir och déi Léier draus zéien, dass een als Chamber - a mir hunn et jo och elo ugefaangen, wéinstens an etleche Kommissiounen - viles méi intensiv mat der Regierung schwätzt, diskutéiert a vun hinnen Opklärung verlaangt, wat an deenen eenzelne Conseils des Ministres diskutéiert gëtt.

Et gëtt eng Problematik, op déi ee muss agoen, an d'Madame Err huet dat schonn ervirgestrach, à juste titre. Dat ass d'Gesetzgebung iwwert de Régime des langues, den Artikel 3. Deen erlaabt, dass a Matière judiciaire lëtzebuergesch, franséisch an däitsch gebraucht gëtt. D'Jurisprudenz huet anscheinend - esou wéi ech elo konnt liesen - gesot, dass d'Uerteeler am Prinzip missten op Franséisch sinn.

Ech sinn net onbedéngt ganz sécher, dass dat kéint Bestand hunn op laang Dauer, well et geet duer, dass eng Kéier een Affekot freet, dass d'Uerteel misst ganz op Lëtzebuergesch oder ganz op Däitsch sinn, fir dass mer deen Ablack an der Praxis e risege Problem géife kenne léieren. Däers muss ee sech absolut bewosst sinn. An et ass do wéinst, wou et wichteg ass, dass iwwert de Régime des langues munches gekläert gëtt, notamment am Detail, wéi et iwwregens och am Prinzip vum Gesetz virgesinn ass. Mä do muss mer en matière judiciaire Verschiddenes festleeën, well soss riskéiere mer hei d'Kand mam Bad auszeschëdden.

Dann ass et och kloer, dass en Affekot, dee beispillsweis wëllt um Correctionnel plädéieren, an deen e Lëtzebuurger als Client huet oder eng aner Sprooch huet wéi däitsch - déi net franséisch ass -, dass deen natierlech muss mat deenen dräi Sproochen - franséisch, däitsch a lëtzebuergesch - kënnen eens ginn. Woufir? Well d'Zeile schwätzen alleguerten an där Sprooch wéi se et fir richteg fannen, an notamment op Lëtzebuergesch. Do gëtt et keng Iwwersetzung.

D'selwecht wann een op Franséisch oder op Däitsch schwätzt; esou dass een also als Affekot d'Responsabilitéit huet nuren Affären unzuehuelen, wou ee sech effektiv mam Client ka verstännegen a wou een den Déroulement vum Prozess an där Sprooch ka verstoen, wou se stattfënn. Dat ass eng Konditioun vu Responsabilitéit. Do mengen ech, dass keen Affekot de Risiko wäert agoen, fir hei an engem Prozess anzegräifen, wou hien nuren d'Halschent versteet, well hien Zeienaussoen oder Schréftstécker, déi op Lëtzebuergesch oder op Däitsch bestinn, net versteet.

Dat gesot, mengen ech, sätze mer elo an der Situatioun, dass mer dat Gesetz hei musse stëmmen, well mir sinn duerch en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff veruerteelt ginn.

Dat Zweet: D'Gesetzgebung, déi mer hunn, dat ass eng positiv Saach, wou mer et elo erméiglechen, dass een och kann eng Assistance judiciaire kréie wann een am Ausland plädéiert, oder wann de Frontalier - wat jo oft de Fall ass - hei zu Lëtzebuerg eng Assistance judiciaire brauch. Ech mengen, an Europa, an zumools an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Grenze ganz no sinn, ass et bluttnoutwendeg, dass een d'Assistance judiciaire och esou gesäit.

Duerfir wollt ech och den Accord vun der ADR zu deenen zwou Gesetzgebungen bréngen, an dem Rapporteur Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Bericht soen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert nach gefrot.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Wann ech och net extra Problemer hu mat deenen zwou Gesetzgebungen, esou hunn ech awer e Problem wa mer ëmmer erëm méi a Situatiounen kommen, wou d'Lëtzebuurger Sprooch minimiséiert gëtt oder einfach durgestallt gëtt wéi wa se keng Sprooch wier.

Mir hunn e Régime des langues. Do ass d'Lëtzebuurger Sprooch mat dran, an déi huet gradesou vill wäert ze sinn, wéi déi aner Sproochen och. A wa mir an en anert Land ginn a mir wëllen eis do néierloossen oder mir wëllen do schaffen, da si mer esou gutt a mir léieren déi Sprooch. Soss loosse mer eis néierens néier a mir ginn do net unerkannt a mir ginn do net eens.

Mir hunn eng Sprooch a mir sollen déi behalen. Ech ginn och ëmmer rose wa verschidde Leit dann och nach mengen, eis Sprooch dat wär nach just en Dialekt, deen iergendwou erbäigezaubert ass. Ma ech wëll lech just soen: Dat ass awer doduerch, well verschidde Leit mengen, si hätte méi en héijen Intellekt, wa se eis Sprooch ëmmer mat méi Friemwierder bombardéieren; besonnesch heibannen. Ech mengen, et gëtt kee méi intelligent dovun, wann hien hei mat Friemwierder ronderëm sech gehäit. Da soll hien emol léieren eis Sprooch erëm esou schwätze wéi se war!

Ech halen awer drop, dass, wa mer vum Normalstierfleche verlaangen, dass hie soll Lëtzebuergesch léieren...

» **Une voix.** - Wat ass en Normalstierflechen?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Dat si mir alleguer; mä d'Affekoten och. D'Affekote sinn och Normalstierflechen. An hei ginn all Kéiers ëmmer erëm Extrawürsche fir verschidde Klasse gebueden. Wat mer vum Normalbierger verlaangen, dat solle mer vu jiddferengem verlaangen. An ënner Normalbierger verstinn ech

einfach déi Leit, déi keng Uspréich stellen, déi Leit, déi hei an d'Land kommen a sech adaptéieren un dat wat mer froe fir sech néierzeloossen a sech Méi gi fir eis Sprooch ze schwätzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass Leit, déi esou en héijen Intellekt hu wéi d'Affekoten, manner Problemer hunn, fir eis Sprooch ze léieren, wéi wann en Aarbechter aus Frankräich oder iergendwou eriwwekënn. Dofir sinn ech der Meenung, dass och déi sollen d'Lëtzebuurger Sprooch léieren, wa se hei wëlle schaffen; och wann et Business-Affekote sinn. Ech mengen, dat seet jo schonn eleng genuch. Wann et Business-Affekote sinn, da komme se nëmmen heihinner wéinst dem Fric. Da solle se sech och hei de Spillregeln ënnerleeën an eis Sprooch léieren. Ech mengen, eppes anescht gëtt et fir mech net.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann huet den honorabelen Här Alex Bodry d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch schwätzen. Ech mengen, dass ass des Laangen a Breeden hei scho gemaach ginn. Mä ech wëll iwwert den zweete Projet hei schwätzen, dee fir eis Fraktioun och eng grouss Bedeitung huet, well et sech do ëm de wichtige Punkt vun der Assistance judiciaire handelt; also fir ze verhënnern, dass d'Recht op Rechtsbäistand fir jiddferee wierklech gräift, an dass all Mënsch, all Bierger e fräien an e gläichen Zougang zur Justiz soll hunn, wat an eisen Aen an engem demokratesche Rechtsstat eppes onheemlech Wichtige ass.

Ech mengen, säi Recht kréien, säi Recht verdeedegen d'äerf keng Affär vum Portmonni sinn. Et d'äerf also och net esou sinn, dass héich Justiz - an héich Affekotskäschten eng Barrière duerstelle fir d'Bierger, fir zu hirem Recht viru Geriicht ze kommen. Duerfir begréisse mer u sech, dass mer mat deem heiten Text - wann och mat e bësse Verspéidung, mä et ass wouer, dass déi legislativ Prozedur relativ laang gedauert huet - elo eng Direktiv vun 2003 hei a Lëtzebuurger Recht ëmsetzen, wat eng Rei vu Minimalkonditiounen festleet, fir kënnen Rechtsbäistand an den eenzelnen EU-Staten ze kréien; mat Ausnahm vun Dänemark, déi déi Direktiv hei net ënnerschriwwen hunn an net ëmsetze wëllen.

Mä virun allem ass et wichteg, dass mer och eng Verbesserung bréngen duerch déi Direktiv - net duerch den neien Text, mä duerch d'Direktiv -, fir d'Situatioun och vu Lëtzebuurger, déi am Ausland, an engem EU-Stat, wëlle viru Geriicht optrieden, déi awer net déi néideg Finanzmëttelen hunn, fir dat ze maachen. Déi kënnen iwwert den Text vun där Direktiv och an Zukunft virun auswäertegen oder europäesche Gerichter d'Assistance judiciaire da bei deenen zoustännegen Autoritéiten am Ausland ufroen an do dann eventuell och Rechtsbäistand kréien.

Datselwecht gëllt natierlech - an dofir si mir da responsabel, fir dat hei ëmzesetzen - fir EU-Bierger, déi eben net hei zu Lëtzebuerg wunnen, déi awer hir Rechter wëllen zu Lëtzebuerg geltend maachen. Och déi kréien an Zukunft also d'Méiglechkeet, awer ausschliesslech an zivilen a kommerziellen Affären, fir kënnen d'Assistance judiciaire zougessprach ze kréien, fir also net mussen déi héich Justizkäschten ze droen, well se manner bemëttelt sinn.

Eng interessant Zuel wollt ech hei matdeelen: Vivill Leit bénéficiéieren hei zu Lëtzebuerg all Joer vun der Assistance judiciaire?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat steet am Rapport.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Eng interessant Fro. Den Här Bettel seet, dat steet am Rapport. Här Bettel, Dir wësst d'Äntwert?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech weess et elo net auswendeg, Här Bodry. Wann Der Äre Rapport gelies hätt, da wësst Der et selwer.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Da soen ech lech et, wann Der net méi wësst, wat Der hei ugn hat ze wëssen. Dat sinn der iwwer 3.500. Iwwer 3.500 Demandé sinn am Joer 2005/2006 eragaange beim Conseil de l'ordre. An dovunner si ronn 88% durgangaangen, sinn also guttgeheesch ginn. De Conseil de l'ordre ass also dovunner ausgaangen, dass d'Bedingungen erfëllt sinn, fir kënnen vum deem Rechtsbäistand hei ze profitéieren.

A wat déi rezentsten Zuelen ugeet, déi wësst Der wahrscheinlech och net, Här Bettel, fir d'Justizjoer 2006/2007...

» **M. Henri Grethen (DP).** - Dat steet och am Rapport!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Neen, Här Grethen, ech gesinn, Dir hutt en net gelies, et steet nämlech net am Rapport dran.

(Hilarité)

» **M. Henri Grethen (DP).** - Ech ginn dat och zou. Ech hunn nach vill aner Rapporten net gelies.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Schein und Sein sinn eben zwou verschidde Saachen, déi Häre vun der DP.

(Interruptions et hilarité)

Do steet dran, dass bis elo, bis de Mee 2007 eleng iwwer 2.500 Demanden an dësem Joer eragaange sinn, esou dass mat knapp 4.000 Demandé fir Assistance judiciaire hei zu Lëtzebuerg ze rechnen ass. Et ass also en enorme Chiffer,...

(Interruption et hilarité)

...deen nëmmen d'Membere vun der DP kann hunn, well se ëmmer besser informéiert si wéi déi aner Leit, a si wäerten dann natierlech och wëssen, wat dat fir Geldmëttel bedéngt, déi mussen zur Verfügung gestallt ginn. Och do wäert den Här Bettel dat wëssen.

(Interruption)

Neen, e weess och dat net.

(Interruption)

Dat sinn...

(Interruption)

Da soen ech lech dat.

» **M. le Président.** - Also, Här Bodry, den Här Bettel ass hei net am Oral.

(Interruptions)

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, den Här Bettel soll da keng Tëschebemierkunge maachen, Här President, an Dir sollt Är Aufgab maachen an esou Tëschebemierkungen da wa méiglech ënnerbannen!

» **Plusieurs voix.** - Oh!

(Hilarité)

» **Une voix.** - Dat ass Demokratie.

(Interruptions diverses et hilarité)

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Da kënn ech mech voll hei konzentréieren op dat, wat ech wollt soen. Mä ech wëll dann, Här President, lech, dem Här Bettel an der ganzer Chamber net virenthalen, dass fir 2005, am Kont 2005 vum Stat 2,85 Milliounen Euro ausbezuelt si ginn u Käschten, déi de Stat schlussendlech iwwerholl huet.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Dat ass net vill.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Bon, 2,85 Milliounen, fir déi eng ass et vill, Madame Flesch, fir déi aner ass et manner. Ech fanne schonn, dass dat awer eng relativ héich Zomm ass, an ech mengen, dass mer effektiv...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Kommt, loosst den Här Bodry elo a Rou seng Ausféierungen hei maachen!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...dass mer effektiv, Här Minister,...

» **Une voix.** - En hätt solle sätze bleiwen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...op dat Gesetz vun 1995 hei an der Chamber nach eng Kéier zrëckkommen, dass mer eng Kéier sollten e bëssen de Bilan zéien, wéi dat Gesetz sech an der Praxis bewährt huet, wat déi eventuell Problemer si bei der Ëmsetzung vun deem doten Text.

Fir eis als sozialistesche Fraktioun ass dat hei e wichtige Punkt. Et ass net egal ënner wat fir enge Konditiounen d'Leit en Accès zur Justiz kréien, an duerfir mengen ech, dass een och net soll, wéi gesot, um Stand vun 1995 stoe bleiwen a probéieren also och ze kucken, deen Text do nach ze perfektionéieren.

Ech wëll drun erënneren, dass den Niveau de revenu, fir kënnen an de Genoss vun der Assistance judiciaire ze kommen, um Niveau vum RMG läit. D'Fro stellt sech, mat der Entwécklung vun de Justizkäschten, ob dat nach den Niveau ass, wou ee muss usetzen, ob een net iwwert déi dote Plaffonge frësch hei muss am Haus diskutéieren, wéi mer et och an aneren Texter gemaach hunn, fir dass mer do awer wierklech den Accès zur Justiz esou breet wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg halen.

Ech wëllt och zum Schluss, ier ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text erabrëngen, der Regierung nach suggéieren, de Règlement grand-ducal

Mardi,
22 mai 2007

vum September 1995 nozekucken, deem d'Applicatioun mécht vum Gesetz vum 1995, well ech den Androck hunn, dass mer och eenzel Dispositionen an deem Règlement grand-ducal missten ëmänneren, opgrond vun deenen Ofännerungen, déi mer elo hei grad gestëmmt hunn.

Well eng Fro wäert sech jo stellen: Wann elo Leit, déi net hei wunnen, den Antrag stellen, fir kënnen e Rechtsbäistand zu Lëtzebuerg ze kréien, huet natierlech de Conseil de l'ordre wéineg Méiglechkeeten ze iwwerpräiwen, wéi d'Situatioun wierklech vun deene Leit an hirem Land ass. Dat ass vill méi einfach, wann d'Demande natierlech vun engem gemaach gëtt, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, wou et dann och meeschtens Lëtzebuergger Instanze sinn, déi déi néideg Dokumenter ausstellen. Déi Fro, mengen ech, sollt d'Regierung nach eng Kéier kucken an eventuell och eng Modifikatioun da vum Règlement vum 1995 maachen, fir dass déi nei Bestëmmungen och kënnen voll a Kraaft trieden.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ech géif fir d'éischt gären dem honorabelen Här Santer Merci soe fir seng schrëftlech a mëndlech Rapporten. Ech mengen, an deene Rapporte grad wéi an der Diskussioun duerno ass plütôt alles gesot ginn. Ech géif just gär nëmmen op e puer Saache reagéieren.

Ech mengen, dass deen Text, dee mer deemools gemaach hunn, an deem d'Chamber schlussendlech gestëmmt huet, guer net esou schlecht waer a senger Argumentatioun, och d'Strooss gehalen huet, an duerfir deelen ech absolut net d'Argumentatioun, déi hei vun der Madame Err de Mëtteg gemaach ginn ass.

Si huet sécherlech de Vote wollt justifiéieren, deen deemools hir Fraktioun zu deem Gesetz gemaach huet, mä ech mengen, dass mer an dësem Land ouni Nationalismus kënnen trotzdeem dach eis an där Lëtzebuergger Sprooch ausdrécken an datt et net kann esou sinn, dass all Kéiers wann een nëmmen eng Referenz op déi Lëtzebuergger Sprooch mécht, dat dohinnergestallt gëtt wéi wann dat eng protektionistesch Moossnam wär. Dat war net an deem Gesetz iwwert d'Affekoten de Fall.

Ech stelle jo och fest, dass eis Debatt de Mëtteg hei an enger Institutioun op Lëtzebuergesch geféiert gëtt, déi gëtt net op Franséisch geféiert. Duerfir mengen ech, dass dat gradesou de Fall ass op de Geriichter. Ech erënnere mech gutt un déi Zäit, wou ech als Affekot geschaff hunn an notament um Aarbechtsgeriicht öfters war, wou d'Sprooch Lëtzebuergesch war, an da ganz oft awer de President vum Gericht gesot huet: „Kënn Dir wann ech gelift Franséisch schwätzen, well deen aneren Affekot, dee versteet näischt.“ D'Lëtzebuergger waren dann esou manéierlech fir dat ze maachen.

Mä ech fannen, dass et net anormal ass, dass mer eng Gerichtssprooch hunn, a mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer net eng Reglementatioun musse maachen iwwert d'Sprooch, déi um Gericht gebraucht gëtt. Ech soen net, dass dat onbedéngt an alle Fäll soll d'Lëtzebuergger Sprooch sinn. Mä mir kréien ëmmer méi d'Situatioun, wou och zum Beispill zwee Affekoten Däitsch sinn, oder wann zwee Affekote Portugis sinn an hire Client och nach, dann hu mer net méi onbedéngt d'Situatioun, wou all déi aner dat och verstinn. An duerfir soen ech, ech fannen, dass dat am Gesetz deemools guer net schlecht war, dass een op d'Lëtzebuergger Sprooch Wäert leet.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mer jo an deem aneren Deel vum Projet de loi och eis d'Fro gestallt hunn, ob mer fir déi aner Affekoten d'Dräisproochegkeet bäibehalen. Et war d'Meenung vun der Regierung, fir d'Dräisproochegkeet bäizebehale. Ech mengen, dass een doriwwer muss kënnen och am Parlament eng sachlech Debatt féieren. Fir d'Regierung a ganz sécher fir mech als Justizminister, och am Kontext vun deene Gesetzesprojeten, déi d'Madame Err ugeschwat huet, wéi d'duebel Nationalitéit, muss d'Lëtzebuergger Sprooch och dierfen eng Roll spillen, well si ass schlussendlech Deel vun eiser nationaler Identitéit.

Ech fannen, dass mer sollen ophalen, all Kéiers d'Argument vun der Sprooch ze gebrauchen als en Argument vu Protektionismus, voire vun Nationalismus. Mir sinn hei mat enger Direktiv konfrontéiert, déi d'fräi Zirkulatioun vun den Affekote virgesäit. Den Europäesche Gerichtshaff huet eng Interpretatioun vun där Direktiv gemaach, déi mer ze respektéieren hunn. Dat ass esou an engem Rechtsstat. An ech fannen et och gutt, dass dat esou ass. An duerfir setze mer hei déi Reglementatioun ëm.

Ech mengen iwwerengs och, dass déi Direktiv sech op d'Affekote vu 27 Staten uwennt an net nëmme vu 15, well et ass eng Direktiv, mengen ech, déi Deel ass vun dem Acquis communautaire.

Mir musse mat där Villsproochegkeet vu Lëtzebuerg eens ginn, mä och déi aner, déi bei eis kommen, solle mat där Villsproochegkeet vu Lëtzebuerg, déi e Räichtum ass, eens ginn. De Fait, dass ganz vill Affekoten och an deene leschte Joren déi Tester am Lëtzebuergesch gemaach hunn, beweist, dass dat och näischt ass, wat onméiglech ass.

Ech mengen, dass déi Direktiv hei de Barreau net wäert komplett ëmkippen. Ech muss lech just soen, dass och eng Rei vun deenen Affekote wäerte ganz grouss Schwierigkeete kréien, fir sech an der Lëtzebuergger Gesellschaft erëmzefannen, well et ass ganz kloer, an dat geet an all Land esou, wann een an e Land geet, ass et méi einfach, et schwätzt een d'Sprooch vun deem Land, an dozou gehéiert och d'Lëtzebuergger Sprooch.

Ech gi gären zou, dass een do kann ënnerschiedlecher Meenung sinn, mä ech géif derfir plädéieren, dass mer am Respekt vun deem engen an deem aneren senger Meenung kënnen iwwert d'Sproochen an deenen nächste Méint hei am Land diskutéieren.

An ech mengen, dass et Sënn mécht, der Sprooch dee Wäert ze ginn, dee se an eiser Gesellschaft als Facteur de cohésion sociale soll hunn. Leit zesummebréngen vu verschiddeenen Identitéiten, vu verschiddeenen Nationalitéite geet och, net ausschlieslech, mä och iwwert de Wee vun der Sprooch.

Wat déi Motioun ubelaangt vum Här Bettel géif ech soen, dass ech net mengen, dass een de System vum Barrister an dem Solicitor grouss brauch ze studéieren, well déi, déi sech mat där Fro ofginn, déi kennen dee System. Den englesche System vum Barrister a vum Solicitor ass op d'mannst den Affekoten e Begrëff. Et brauch een deen also net ze studéieren.

D'Fro ass, ob ee verschidde Zorte vun Affekoten zu Lëtzebuerg wëllt aféieren. Mir hunn ëmmer gemengt, dass en Affekot e Ganzt wär, dass dee souwuel misst plädéieren kënnen wéi och Conseil misst kënnen ginn.

Ech géif proposéieren, dass d'Commission juridique am Kader vum zweete Volet vun dësem Projet de loi - dee ganz wichteg ass - géif doriwwer diskutéieren, ob dat e Wee ass. Do stellt sech nämlech dann och nach eng Kéier d'Fro, wat aner Berufsständ, déi sech als Conseiller ausginn - dat sinn

notamment déi grouss Fiduciairen -, wat deenen hire Rôle an dem Conseil ass, well déi och ganz oft eng Fonctioun vu Conseil hunn.

Ech mengen, et brauch ee keng grouss Studien doriwwer ze maachen, well do gëtt et Bicher wat d'Fonctioun vum Barrister a Solicitor sinn, an datt een dat an deem Kontext géif kucken. A priori sinn ech net ganz waarm dofir, fir dat opzedeelen, mä ech sinn awer op, fir doriwwer eng Diskussioun ze féieren. Duerfir, meng Proposition wär, an där Kommissioun sollt dat mat gekuckt ginn.

An deem Kontext wollt ech och soen, dass deen anere Volet vum Projet de loi fir d'Regierung ganz wichteg ass. Den Här Bettel huet hei gesot, dass hie géif wënschen, dass d'Affekoten och kënnen ausserhalb vun de Geriichtsuertschaften hir Étude hunn. Dat ass genau dat wat d'Regierung an deem Projet de loi proposéiert huet. Ech hoffen, dass den Avis vum Statsrot dozou geschwé kënn, fir dass mer och dee Volet vum Projet de loi stëmme kënnen. Do si jo och nach aner Saachen dran. Ech hoffen, wéi gesot, dass dat nach an deenen nächste Méint kann de Fall sinn. Ech weess, dass d'Commission juridique ganz schnell schafft, mä nach brauch se den Avis vum Statsrot. Ech hoffen, dass dee geschwé kënn.

Zu där leschter Motioun kann ech net Stellung huelen, well déi ass bis elo nach net hei um...

(Interruption)

Ech hat geduecht Dir hätt nach eng Motioun ofginn?

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat war eng Suggestioun!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Dee Règlement grand-ducal vu '95 nozekucken. Dee kucke mer gären no. Deen ass vu laang viru menger Zäit. Wann dee muss eng Adaptatioun kréien, esou schéngt dat mer eng Suggestioun ze si vum Här Bodry, déi mer gäre mat op de Wee huelen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote vun deenen zwee Projets de loi. Fir d'éischt de Projet de loi 5411.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5411 ass eestëmmeg mat 60 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves

Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir stëmme dann of iwwert de Projet de loi 5660A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5660A ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motion 1

Mir kommen zur Motioun vum honorabelen Här Bettel. Den Här Minister, wann ech dat richtig verstanen hunn, proposéiert se an d'Commission juridique ze verweisen?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech mengen no den Erklärungen vum Här Minister, deen och gesot huet, dass d'Wichtigkeet vun der Lëtzebuergger Sprooch um Gericht net ënnerzobewäerten ass, an et ass jo och dat wat deen heiten Text jo sollt mat sech bréngen, dat heescht, dass déi Leit, déi plädéieren ginn, och déi Lëtzebuergger Sprooch solle beherrschen, et ass an déi Richtung wou ech wollt goen. Duerfir ass selbstverständlech eis Fraktioun averstanen, fir des Motioun an d'Kommissioun ze huelen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Dann ass dat och esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

M. Laurent Mosar, Vice-Président - M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique

(Exposé de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement - Présentation de l'interpellation - Discussion générale)

2. Ordre du jour

3. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique

(Discussion générale - suite - Motion)

4. Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo

(Dépôt - Discussion générale - Vote)

5. 5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Lucien Lux, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Neen, Här President.

» M. le Président. - Da komme mer direkt zum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Mir hunn um Ordre du jour eng Konsultatiounsdebat iwwert de Klimaschutz, an dann och d'Interpellatioun vum honorabelen Här Mehlen iwwert d'Schuedensbegrenzung am Kader vum Klimawandel.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Goerens, den Här Negri, den Här Gira, déi Här Mehlen, Jaerling, Oberweis an Angel an d'Madame Err. Voilà! Dat ass eng impressionnant Lëscht, mä fir déi unzeféieren ass et um zoustännege Minister, dem Här Lucien Lux, deen d'Wuert elo krit. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que

va générer le changement climatique

Exposé de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement

» M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härën, léif Kolleeginnen a Kolleegen, des Woch ass eng wichteg Woch fir den Ëmweltschutz hei am Land: Net nëmmen ass de Mëtten déi Debatt, déi der Regierung d'Geleeënheet gëtt, d'Chamber an déi eenzel Fraktiounen ze consultéieren iwwer hir Absichten am Klimaschutzberäich, mä mir hunn och e Méindeg den nationalen Naturschutzplang virgestallt, deen d'Geleeënheet soll ginn, am Beräich vum Naturschutz an der Biodiversitéit an deenen nächste Joren d'Rudder e bëssen ëmzegeheien an d'Degradatioun op deem Gebitt ze stoppen, a wa méiglech erëm hierzestellen.

Haut de Mëtteg wëll ech am Numm vun der Regierung zéng Bausteng zur Stärkung vum éischten Aktiounsplang vum Abrëll 2006 vun der Regierung fir d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen virleeën. Dobäi gëtt et eng Rei vu kuerzfristige Moosnamen, awer och eng Rei vun Usätz fir weider Strategien, déi mëttelfristeg hir Wierkung musse kréien.

Et gëtt an der Tëschenzäit ëmmer méi kloer, dass de Klimaschutz déi gréissten - jiddefalls eng vun de gréissten - Erausforderung vun dësem Johrhornt wäert sinn. Kee Wëssenschaftlecher zweifelt méi un der Realitéit vum Klimawandel. An et stellt och kee méi a Fro, dass déi gréissten Deeler vun de Klimaverännerungen duerch d'Verbrennung vu fossile Brennstoffe, also duerch d'Aktivitéit vum Mensch verursaacht ginn.

Déi dräi Aarbechtsgruppen am Rahme vun dem IPCC - innerhalb vun der UNO - hunn

den 2. Februar, 4. Abrëll a 4. Mee hir Resultater virgestallt, an et kann ee feststellen, dass d'Äerderwärmung méi schnell virugeet wéi bis elo ugeholl. Bis elo si mer bei engem Ustieg vun den Temperature vu méi wéi 0,7 Grad Celsius par rapport zu der virindustrieller Zäit ukomm. D'Konzentratioun vun den Treibhausgasen an der Atmosphär, ausgedréckt an CO₂-Equivalenten, ass mat 430 ppm wäit aus méi héich wéi deen natierleche Wäert. Dee louch tëschent 180 an 300 ppm an deene leschte 650.000 Joer.

Kloer ass, dass tëschent 1970 an 2004 déi global Emissiounen ëm 70% an d'Luucht gaange sinn, an tëschent 1990 an 2004 nach eng Kéier ëm 24%. Deen neie Bericht vum Klimabäiro vum der UNO, am Kader also vum IPCC, seet bei enger Verdubelung vun den CO₂-Konzentratiounen an der Atmosphär e weideren Ustieg vun der Temperatur vun 2 bis 5,4 Grad Celsius viraus.

D'Folgen dovunner si bekannt: Mieresspiegelustieg ëm an der Moyenne ongeféier en hallwe Meter; duerch de Mieresspiegelustieg eng direkt Bedroung vu Milliounen vu Mënschen an och der Wirtschaftskraaft an deene betraffene Géigenden; ëmmer méi Stierm, an doduerch Doudeger a Verletzter, an déi ëmmer méi heefeg Zerféierung vun Infrastruktur an ekonomesche Potenzialer. Déi ekonomesch Schied vun extreme Wiedereignisser sinn an deene leschten 30 Joer laut Assurancëgesellschaften ëm de Facteur 15 an d'Luucht gaangen. Weltwäit wäerten et an deenen nächste Jore méi Flüchtlingen duerch d'Folge vum Klimawandel wéi duerch Kricher ginn.

Eng weider Erausforderung, déi sech eis stellt, ass déi sécher Versuergung vun alle Mënsche mat Energie. Bal zwou Milliarde Mënschen op eisem Planéit hu keen Zougang zu enger geregelter Energieversuergung. D'Weltbevölkerung wissst - mat entsprecheend héijem Energiebedarf. D'Prognose vun der Internationaler Energieagentur soe viraus, dass bis 2030 den Energiebedarf ëm 50% wäert an d'Luucht goen. Dee Bedarf ass virun allem gross a sougenannte Schwelälänner wéi China, Indien a Brasilien; alles Länner, déi bis haut nach net duerch Reduktiounsziler vun hiren CO₂-Emissiounen verflucht sinn.

D'Fro, déi sech also haut stellt, ass net déi: Kënne mer eis Klimapolitik leeschten?, mä d'Fro ass déi: Kënne mer eis de Klimawandel leeschten?

Déi gesamtwirtschaftlech Käschte vun effiziente Moosnamen, esou wéi de Sir Nicolas Stern dat a sengem Bericht am Oktober d'lescht Joer virgeluecht huet, leie wäit ënnert de Käschte vun de Schied déi entsti wa mer do virdrun näischt ënnerehuelen. Laut engem Bericht vu McKinsey mussen d'EU-State ronn 0,7% vun hirem Bruttosozialprodukt opwenden, fir hiert Klimazil bis 2020 ze erreechen. Zil muss et sinn, katastrophen, net méi kontrollierbar Folge wéi d'Ofschmelze vun de polaren Äiskappen oder d'Ofstierwe vum Amazonas ze verhënneren. Fir dat ze erreechen, muss de steigenden Trend an deenen nächsten zéng bis 15 Joer bei den Emissiounen vun Treibhausgasen ëmgedréint a bis zum Joer 2050 souguer weltwäit halbéiert ginn.

A Katastrophestëmmung ze verfallen, nëtzt dobäi näischt. Et geet hei éischer ëm rouegt, konsequent an duerchduechtend Handelen. Niewen Energiespueren, niewe verstärkter Energieeffizienz, niewen erneierbaren Energien als Haaptasazpunkte mussen och lwwerleungen zum Beispill a Richtung vun der Aféierung vu weideren ökologeschen Elementer an eisem Steiersystem gefouert ginn.

Ech géif mer erhoffen, dass déi Motioun, déi d'Chamber den 20. Dezember d'lescht Joer hei un d'Finanzkommissioun verweisen huet, dann och zu Diskussiounen hei am Haus an och zesumme mat der Regierung wäert féieren. D'Regierung betruecht déi Lutte géint de Klimawandel als eng Chance fir eng nohalteg Wirtschaftspolitik an och fir d'Ännerung vun eise Produktiouns- a Konsumgewunnechten.

Dir wësst, dass d'EU-Stats- a Regierungschefe viru kuerzem - méi genau am März - op hirem Sommet en historiesche Beschluss iwwert déi zukünfteg Klima- an Energiepolitik geholl hunn. Ech wëll net méi am Detail heiroop agoen. Gewosst ass, dass d'EU sech virgeholl huet, fir hir CO₂-Emissiounen ëm 30% ze reduzéieren, an dat am

Rahme vun engem multilateralen Agreement, grad wéi och hir Energieeffizienz ëm 20% ze steigern an och den Undeel un erneierbaren Energien op 20% ze setzen.

Alles dat setzt och fir eist Land viraus, wa mer deen Émbau wëlle packen, dass mer all Politikberäicher hei mussen abezéien. D'Regierung wäert dofir en Expertegrupp ënner Abezéierung vum Professor Ewingmann domat chargéieren, och fir Lëtzebuerg an enger Perspektiv bis 2020 Reduktiounspotenzialer, Reduktionsméiglechkeeten ze studéieren a virzeleeën.

An deenen ugeféierte Beräicher alleguer spillen och d'Gemengen eng wichteg Roll. An de Gemengen ass an deene leschte Jore vill Innovatives op deem Gebitt geschitt, sief et an de Klimabündnisgemengen, mä och an deenen aneren: Schoulen a Passivbauweis, Cogéneratioun, Notzung vu solarer Energie, energie-spuerend Stroossebelichtung, Bedeelegung u Wandkraaftprojekter an esou virun. Mäi Wonsch an och dee vum Innenminister ass et, fir an der nächste Zäit ganz schnell déi Fro vun de Kompetenze vun de Gemengen an deem Beräich ze klären a kloerzemaachen, dass an der Klimaschutzpolitik vun deenen nächste Joren d'Gemengen eng wichteg Roll ze spillen hunn.

Deen nationalen Aktiounsplang vum leschte Joer ass den 3. Mee an engem Forum vum Ëmweltministère ënnert dem Titel „Klimaschutz schafft Chancen“ vun allen engagéierte Kräften op deem Gebitt diskutéiert ginn. Mir hu festgehalen, dass sécherlech par rapport zu eise Reduktiounsziler, déi mer eng Kéier an den 90er Jore realiséiert haten - duerch Emissiounsminderungen an der Stolindustrie an och duerch Effizienzsteigerungen -, awer an der Tëschenzäit virun allem duerch d'Entwécklung am Verkéierssektor, besonnesch wat den Export vu Sprit ubelaangt - dee Problem ass eis largement bekannt -, déi Reduktiounspotenzialer do largement erëm ausgeglacht gi sinn.

Och wann d'Joer 2006 nach net an alle Secteuren ausgewäert ginn ass, ass awer festgestallt, dass 2005 par rapport zu 2006 déi éischte Kéier e Réckgang vun eisen Emissiounen feststellen ass - am Transportsektor ëm minus 2,6%. Déi Tendenz ass och an deenen éischte Méint vun 2007 festgestallt.

Mir hunn den 3. Mee eng éischt Evaluéierung vun eise Politike gemaach. Et war d'Geleeënheet, nach eng Kéier déi Moosnamen ze evaluéieren, déi an deene leschte Méint vun der Regierung - zesummen och mat der Chamber - ëmgesat ginn. Ech erënneren un de Kyoto-Cent; un d'Autotaxen no CO₂-Kritären; d'Klimaschutzcampagne; d'Mobilitéitszentral, déi muer wäert agewéit ginn; d'Autoroute ferroviaire tëschent Beetebuerg a Perpignan; déi nei Wärmeschutzveruerdung; d'Potenzialstudie am Beräich vun den erneierbaren Energien; en zweeten Allocatiounsplang; Workshopen; Informatioun, eng nei Internetsäit och bei der Agence de l'Énergie; eng Rei vu Fuerschungsprojeten; an och vill Formatioun zesumme mat OAI, mat der Chambre des Métiers, mat der Uni Lëtzebuerg, dem OekoZenter a villen aneren.

Eis lwwerzeegung ass, dass en „mouvement de fond“ agesat huet, dass souwuel d'Bewosstsi vun der Problematik wéi awer och d'Handlungsbereitschaft vun der Bevölkerung gewuess ass an et domadder wichteg ass, dass mer um Niveau vum Energiekonsum, awer och besonnesch um Niveau vum Transportsektor handele mussen. Et geet elo drëm, wierklech op den Tempo ze drécken, eis Ustrengungen ze verstärken. An ech mengen, dass de Premierminister hei den 9. Mee a senger Ried zur Lag vun der Natioun eng ganz Rei vu Moosnamen - och staarke Moosnamen - ugekënnegt huet, déi ech de Mëtteg wéilt preziséieren, fir se dann enger méi detaillierter Diskussioun kënnen unzesetzen.

Ech mengen, dass et noutwendeg ass, doriwier eraus och mëttelfristeg Strategien ze entwéckele fir déi Period, déi no Kyoto - also no 2012 - op eis zoukënn. Innovativ Verkéierskonzepter; Entwécklung vu Produktiounsprozesser, Produkter an Déngschtleeschungen; nei Chancé fir eis Économie; nei Technologien: Dat sinn dobäi d'Stéchwierder.

Mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert den Export vum Sprit. E gänzlecht

Afrostellen iwwert dat, wat mir den Tank-tourismus nennen, oder eng Aaxt un den Tank-tourismus uleeën, dat steet sécherlech net op der Dagesuerdnung. Wichteg wäert awer sinn, dass de Präisënnerscheed zu eisen Nopeschlänner net méi grouss därff ginn. Dat, wat mir de bloussen Tank-tourismus nennen - mat Betounung op dat Wuert „Tourismus“, dat heescht, do wou Extrafahrten an eist Land gemaach ginn, oder do wou Camionen hir Routen ëm 200 bis 300 km verleeën, fir duerch Lëtzebuerg ze fueren -, ass sécherlech eppes, wat limitéiert muss ginn. Ech mengen, dass déi éischt Zilsetzungen duerch de Kyoto-Cent an déi Richtung och dee richtege Wee opweise ginn.

An zweetens muss iwwerluecht ginn, wat mer mat de Recetté vum deenen Treibstoffsteieren do maachen. Ech mengen, dass eng Reflexioun hin zu déi Recetten och fir méi Klimaschutzprogrammer oder nohalteg Investitiounen anzusetzen de richtege Wee vun der Reflexioun misst sinn. De Statsminister huet a senger Ried den 9. Mee schonn däitlech gemaach, dass mer op laang Dauer net un deenen héijen Treibstoffexporter kënne festhalen, an dass déi Politik vun der Minderung vun den nationale Verkéiersemissiounen, well och déi sinn an deene leschte Joren drastesch an d'Luucht gaangen, muss weidergefouert ginn.

Mir wäerten déi national Wend an der Verkéierspolitik hin zum öffentleche Verkéier wierklech ganz seriö mussen duerchsetzen. Déi méttelfristeg Strategie mécht awer eréischt am europäesche Gesamtkader e Sënn, wann eis Politik net nëmme zu enger Verdrängung vun den Tankvirgänger an d'Ausland féiert, mä awer och vun echten, reellen Emissiounsreduktiounen an der gesamter EU begleet gëtt.

Déi folgend zéng Bausteng wëllen d'Gerüst duerstelle vun der Aktivitéit vun der Regierung an deenen nächsten zwee Joer; jiddefalls bis zur Perspektiv vun 2009, wou d'Effeten natierlech och largement doriwwer eraus ginn.

- Den éischte Beräich ass dee vun dem Energiespieren an dem Aféiere vun enger sougenannter Top Ten-Homepage fir d'Be-reitschaft vun all Eenzelnem ze ënnerstëtzen, sech méi un Energiespierenkonzepter kënne ze bedeelegen. 2007 wëlle mer à partir vum Hierscht eng grouss Informatiounscampagne iwwert d'Thema vum Energiespieren lancéieren. D'Bekämpfung vun Klimawandel an der nohalteger Energiepolitik kann nëmme da geléngen, wann all Bierger de säin Deel u Verantwortung iwwerhëlt. Jiddferen huet, mengen ech, do säin Deel ze leeschten. E Schub un Iddien, un Initiativen, fir eise Bierger konkret bei dësem Émdeken ze hëllefen, muss vun eis kommen.

Bei deem Verhale geet et maassgeblech drëm, Energie ze spieren: bei der Heizenergie; bei Stand-by-Verloschter; bei Stromverbrauch; bei Frigidieren; bei Computer; bei Luuchten an esou virun. Och d'Sensibiliséierung an de Schoule soll hei net feelen. Dofir wëlle mer och an Zesummenaarbecht mam Erzéiungsministère eng grouss Campagne an de Schoule maachen.

Derniewent wëllt den Émweltministère zesumme mam Mouvement écologique an dem OekoZenter iwwerwiegend iwwer eng Homepage, e sougenannten „Guide d'achat éco-responsable on-line“, a gläichzäiteg a parallel mat enger Auszeechnung an de Geschäft d'ofir suergen, dass d'Leit an eenzelne Produktkategorien - Haushaltsartikelen, Hi-Fi-Artikelen - d'Geleeënheet kréien, sech hei iwwer ökologesch Produiten ze informéieren, an doduerch och e Maartureiz ze schafen, fir dass och de Commerce verstärkt op esou Produkter ka setzen.

Zil muss et sinn, de Verbraucher, deen oft bei der Villfalt vum Kennzeechnung versonéiert ass, iwwer émweltschounend Produiten ze informéieren, Ressourcëverbrauch ze reduzéieren, Energieeffizienz ze steigern an duerch émweltschounend Akafen och d'Auswahl vun empfehlenswäerte Produiten, déi no ganz verlässleche Kritären ausgewielt ginn, méi einfach ze maachen.

- Den zweete Bausteen ass dee vun der Berodungsstruktur. Hei ass, mengen ech, ee vun deene gréissten Defiziter an deene leschte Joren. Mir brauchen endlech eng zentral, eng national Struktur ënnert der Energieagentur, zesumme an am Verband mat allen Initiativen an de Gemengen an an deene scho bestehenden Energieberodungsstrukturen. Dofir wäert de Budget 2008 drastesch erhéicht ginn, fir déi Nationalstruktur endlech kënnen op d'Been ze setzen.

Dir wësst, dass déi zwee Ministère - Émwelt a Wirtschaft - den Energieinstitut

Vorarlberg ugestallt haten, fir e Konzept an deem Sënn virzeleeën. De 7. Mee hu mer dat mat allen interesséierte Kreesser diskutéiert. Et geet dorëm, an alle Regiounen alle Bierger eng gläich gutt Berodung an Informatioun zoukommen ze loossen. Ech denken, dass dat fir d'Realiséierung vun Energieeffizienz vu grousser Bedeitung ass. Ënnert dem Motto Organisatioun - Zentral-konzepter - zentral diskutéieren, an d'Duerchféierung dezentral maachen am Respekt vun deene Strukturen, déi mer haut schonn hunn.

Wa mer wëllen Erfolleg hunn, besonnesch am Wunnegsbausecteur, da geet dat nëmme iwwert de Beräich vun Niddregenergie, Passivbauart a -weis, Notzung vu Solarenergie am Allgemengen, Albausanieierung. An ech mengen, dass dat nëmme geet, wann de Bierger eng gutt, eng qualifizéiert, eng professionell Berodung an deem Sënn kritt.

- Den drëtte Bausteen ass dee vun enger absoluter Prioritéit fir den öffentlechen Transport. D'Fakte sinn, mengen ech, do kloer, wann ee sech d'Ausgaben ukuckt: 286,9 Milliounen Investitiounen dëst Joer am Fonds du rail. Déi éischte Kéier säit dräi Joer wou am Fonds du rail méi Gelder sinn, fir ze investéieren, wéi am Fonds des routes. 132 Milliounen, déi mer investéiere fir d'CFL-Cargo. 145 Milliounen, soen ech, fir eise Bäitrag zum TGV à partir vum 10. Juni. 6 Milliounen fir d'Autoroute ferroviaire.

Mir müssen déi grouss Ustengungen am öffentlechen Transport weiderféieren: duerch d'Mobilitéitszentral, wéi scho gesot; duerch den Ausbau vu weideren Autoroute-ferroviairen; duerch d'Investitiounen an de Gares périphériques; den Ausbau vun Zuch- a Buslinien, an natierlech och duerch de Projet vun Tram hei an der Stad, wou mer prett si mat der Stad Lëtzebuerg e Groupement d'intérêt économique ze grënnen, fir déi Aarbechten do definitiv an inéluctabel kënnen op d'Spuer ze setzen.

Den 1. Juli wäerten nei Tarifer am öffentlechen Transport - méi gënschteg Tarifer - agefouert ginn, méi familjefrëndlech Tarifer. An de Kritär vun der Distanz wäert och endlech ofgeschaaft ginn, wat sécherlech och fir de Bierger dobaussen, dee vun öffentlechen Transport profitéiert, méi sénnvoll wäert ginn. A schlussendlech wäerte mer ufanks d'nächst Joer e Pilot-projet vum sougenannte Ruffbus an ländleche Raum engagéieren, fir ze kucken, ob mer hei och net besser Méiglechkeete kënne kréien.

- De Bausteen Nummer 4 ass dee vun der Förderung vu spuersame Privatautoen, an och der Virreiderroll vum Stat op deem Gebitt. Am Joer 2005 stellt den Transport-secteur 58,5% vun den Emissiounen hei zu Lëtzebuerg duer. 58,5%; 7,5 Milliounen Tonnen CO₂ vun engem Gesamtvolumen vun 12,7 Milliounen. D'Tatsaach, dass ronn dräi Véierel vun deenen Treibstoff an d'Ausland - wann ech dat esou därff soen - exportéiert ginn, kann net driwwer ewechtauschen - an dat muss een ëmmer erëm soen -, dass och den nationale Verbrauch sech säit 1990 insgesamt verduebelt huet.

Den 1. Januar 1990 waren hei zu Lëtzebuerg 183.404 Voitures commerciales et particulières immatrikuléiert; den 1. Januar 2006 waren et der 307.265. 1990 goufen an engem Joer ronn 38.000 Autoe verkaaft. 2006 waren et der iwwer 50.000.

Mat technesche Moosnamen, wéi Motoren, déi manner Kraaftstoff brauchen, geréngerer Motorleeschtung, enger Liichtbauart a -weis an och mat enger kraaftstoffspuerender Fuerweis loosse sech vill Emissiounen aspieren. Duerfir hu mer bei der Autostax eng Reform hin zu der CO₂-Orientéierung virgeholl, an elo wäerte mer och déi finanziell ënnerstëtzen, déi sech e méi kraaftstoffspuerenden Auto wëlle kafen.

Zu Lëtzebuerg läit d'Moyenne vun den duerschnëttlechen CO₂-Emissiounen am Fuhrpark pro Auto bei 174 Gramm pro Kilometer. Eng lichter Tendenz no ënnen ass feststellen: Louch déi Moyenne nach 2001 bei 177,5 g/km, sou ass se elo am Joer 2006 bei 171,6. Am Vergläich: Zum Beispill a Frankräich läit d'Moyenne pro Auto bei 152 g/km.

Mir kënnen och feststellen, dass den Undeel vun energiespuerenden Autoen eropgeet. 2001 louchen nëmme 1,72% vun allen neien Autoen ënner engem Wuert vun 120 Gramm de Kilometer. 2006 waren dat der awer ëmmerhi schonn 10,14%, dobäi nëmme 244 Hybrid- oder Elektroautoen an nëmme 55 Aerdgasautoen.

Fir den Undeel vun Autoen, déi manner Schadstoff produzéieren, ze erhéijen, schléit d'Regierung vir, déi zu Lëtzebuerg wunnend Privatpersounen, déi en neie Won

mat engem spezifischen CO₂-Ausstouss vun 120 g/km oder manner kafen, duerch eng Bähëllef vu 750 Euro finanziell ze ënnerstëtzen. Bei Autoe mat mindestens sechs Sätzplazen, dat heescht och Familljen ab sechs Persounen, wäert dëse Grenzwäert bei 160 g/km an drënner leien, gradesou och wéi bei Hybrid- oder bei Aerdgasautoen. De Förderprogramm wäert ab dem 1. Januar 2008 fir zwee Joer lafen.

Fir an de Genoss vun dëser Bähëllef ze kommen, muss den Auto eng Mindestumeldedauer zu Lëtzebuerg vu siwe Méint kënne virweisen iwwer eng Copie certifiée conforme vun der Carte grise als Beweis. D'Bähëllef wäerten eréischt no Oflaf vun dëser Frist ausbezuelt ginn. Autoen, deenen hir éischt Umeldung no dem 1. Juni 2007 erfollegt, sinn also zoulässeg. Dee leschten zoulässegen Éischtumeldedatum ass dann den 31. Dezember 2009. Niewent dëser Mindestumeldedauer, fir dobäi och de Subventiounsexport ze verhënnern, gëllt als weider Bedéngung, dass all déi Autoen do e Russpartikelfilter mussen hunn, wann et sech ëm Dieselautoen handelt.

Zesumme mat där Ufank 2007 ageféierter CO₂-bezunnener Autosteier soll dës Förderung déi néideg Ureizer ginn, fir engersäits d'Verhale bei de Consommateuren ze änneren, an anerersäits awer och fir bei dem Secteur, bei der Automobilindustrie a beim Autoverdrief zu enger anerer Verkafsstrategie ze kommen.

Mir wëllen och gläichzäiteg am Virfeld vum Autofestival 2008, esou wéi et och hei schonn eng Kéier gefrot ginn ass an enger Motioun, eng gemeinsam Campagne zesumme mat Fegarlux an Adal maachen, fir d'Förderung an d'Sensibiliséierung fir emissiounsaarm Autoen nach weider ze fördern.

Wat de Regierungsfuhrpark ubelaangt, leie 15 Autoe vun der Regierungsfloot, wann ech esou ka soen, am Moment an engem Beräich tëschent 238 an 286 Gramm CO₂-Emissioun pro Kilometer. D'Regierung ass gewëllt, hir Autoen no an no duerch Autoen ze ersetzen, déi am Beräich vun 200 Gramm CO₂ pro Kilometer an drënner leien oder awer och duerch Hybridautoen.

Als éischt Moosnam wäerte fir zwee Ministeren Hybridautoe kaaft ginn, dodrënner och meng Weinegkeet, well sech, wann ech dat esou ka soen, den Émbau op Gas vun deem Déngschtwon do an der Garage als technesch bal onméiglech erweisen huet an och d'Resultater vun der Erspuernis vun CO₂-Emissiounen esou minimal waren, dass et kee Sënn erginn huet. Duerfir also setze mer och op Hybridautoen, fir och där neier Technologie eng Chance an e Push no vir ze ginn.

Eng zweet wichteg Proposition vun der Regierung, déi mer an der Émweltkommis-sioun vun der Chamber och schonn emol diskutéiert hunn, ass déi, fir bei den CO₂-Emissiounen bei de steierleche Virschrëfte vun de sougenannten Déngschtween anzegräifen. D'CO₂-Emissiounen bei den Déngschtween leie vill méi héich am nationalen Duerchschnëtt. Dat ass iwwer-gens a bal allen EU-Länner ze beobachten. D'Regierung wäert virschloen, fir ab 1. Januar 2008 d'Bedingungen ënnert deenen d'Käschte vun deenen Autoen do steierlech ofgesetzt kënne ginn ze änneren, fir dass och hei de Verursaacherprinzip soll spillen.

Och wäerten hei d'CO₂-Emissiounen pro Kilometer als Haaptkritär dénge fir déi steierlech Ännerung un der Ofsetzbarkeit vun de Voitures de service oder de société - wéi ee se ëmmer wëllt och nennen.

Ech wëll bei där Geleeënheet kuerz och soen, dass mer natierlech och bei der obligatorescher Baiméschung vu Biotreibstoff mussen virumaachen, fir op déi 5,75% bis 2010 ze kommen. Hei ass e progressiivt Unhiewe vun Mindestsaz an Erwägung ze zéien, grad wéi mir als Lëtzebuurger Regierung fir en Abezéie vum Loftverkéier an den Emissiounshandel sinn, wann d'Kritäre stëmmen a wa virun allem och fair Léisunge gesicht ginn, déi ouni Virdeel si fir déi sougenannten „low-cost carriers“. Ech mengen, dass hei nach vill Diskussiounsbedarf op EU-Ebene ass, fir zu deem Zil ze kommen.

- De Bausteen Nummer 5 ass dee vun dem verstärkte Réckgrëff op gréng Stroom. An Zesummenaarbecht mat dem Baute-ministère wäerte mer och dofir suergen, dass Gebaier, déi dem Stat gehéieren, vu gréngem Stroom gespeist ginn, an och Empfehlungen an deem Sënn un d'Gemenge ginn, do wou dat an der Tëschenzäit net scho geschitt, well vill Gemenge sinn hei méi Virreider wéi de Stat dat an deene leschte Jore war.

Mir wëllen och nodenken iwwer eng finanziell Ënnerstëtzung vun deene Stéit, déi

gréng Stroom benotzen, an dat och während zwee Joer. D'Modalitéit vun esou finanziellen Ureizer si mer amgaangen tëschent Émwelt- a Wirtschaftsministère ze klären.

Obwuel den zousätzleche Käschtépunkt vum gréng Stroom bei engem normalen Haushalt am Moment bei nëmme ëm déi 50 Euro d'Joer läit, gesi mer awer, dass nëmme dausend Haushalter bis elo den „Nova-Naturstrom“ geholl hunn, an duerfir menge mer, dass et noutwendeg ass, duerch esou eng Initiativ e weideren Impuls zum Duerchbroch vum gréng Stroom ze ginn.

- De Bausteen Nummer 6 ass dee vun dem Gebäudeberäich an och de Standarden am Niveau vun der Energieeffizienz. D'Wärmeschutzveruednung, déi de Wirtschaftsminister am September d'lescht Joer virge-luecht huet, geet hei ouni Zweifel an déi richteg Richtung, well se eis bis zum Niddregenergiestandard bréngt. Den Avis vum Conseil d'Etat läit elo vir. Amendement wäerten an der Regierung den nächste Mount diskutéiert ginn, an d'Hoffnung ass grouss, dass mer dann, wann net schonn den 1. Juli, dann awer den 1. Januar 2008 déi nei Energie-, déi nei Wärmeschutzveruednung kënnen a Kraaft setzen.

Ech mengen, dass et och noutwendeg ass, um Niveau vun den öffentleche Gebaier déi Virreiderroll vun deem, wat mer do ze maachen hunn, méi kloerzemaachen. De Baute-minister Claude Wiseler huet virun e puer Deeg säi Programm fir d'Gebäude-sanéierung am Energieberäich virgestallt.

1.500 Gebaier sinn am Moment Propriétéit vum Stat. 30% sinn iwweraltert, aus de 70er Joren, wou Energie spueren a gutt Isoléierung keen Thema waren. Iwwert de Fonds d'investissements publics an och iwwert de Kyoto-Fong leien dem Baute-minister elo ronn 220 Milliounen Euro vir, fir déi energetesch Sanéierung vun deene Gebaier do an deenen nächste Jore virze-huelen an natierlech bei neie Gebaier dofir ze suergen, dass se no gréisstméiglecher Energieeffizienz gebaut ginn.

- De Bausteen Nummer 7 ass dee vun der Förderung vun den erneierbaren Energien. Heibannen ass gewosst, dass d'Regierung de Fraunhofer-Institut an och d'Energie-agentur mat enger Potenzialstudie be-optraagt hat, déi elo virläit an och largement dobaussen diskutéiert ginn ass.

Ech wëll net streiden iwwert d'Fro, wéi vill Prozent dann elo wierklech dat objektiviit Potenzial sinn, wat mer wëllen errechen. Ech mengen éischter, dass mer bis 2020 esou vill wëllen erreche wéi nëmme méiglech. Wa mer et géife fäerdeg bréngen, op déi 8 bis 9% Prozent ze kommen, déi d'Potenzialstudie zrëckbehält, da wär dat trotzdem scho par rapport zu där heiteger Situatioun, wou mer bei 3% an eppes leien, eng Verdräifachung vun deene Capacitéiten, an duerfir sollte mer déi Chance och notzen, fir am Kader vun enger Logik vum Marché intérieur und Projeten an aneren EU-Länner ze maachen an ze finanzéieren an ze förderen, déi eis herno kënne mat ugerechent ginn.

Mir hunn den 18. Abrëll an engem Workshop mat allen interesséierte Kreesser iwwert déi Potenzialstudie diskutéiert a wäerten deen nächste Mount, am Juni an der Regierung iwwert déi nei Reglementer a Förderreglementer à partir vum 1. Januar 2008 diskutéieren. An ech denken, dass och de Besoin wäert bestoen, esou wéi d'leschte Kéier, och hei an der Chamber an enger Réunion jointe vun Environnement an Économie eis dat Ganzt eng Kéier unze-kucken.

Wichteg wäert et sinn, an deem neie Förderreglement dofir ze suergen, dass mer e vereinfachten, verbesserte Sanéierungsprogramm an dass mer och d'Méiglechkeet vun Deelsanéierung bei bestehenden Haiser kréien, sief dat d'Fassaden-dämmung, sief dat d'Daachisoléierung. Ech mengen, dass mer net nëmme ganzheitlech Renovéierung solle kucken, déi d'Leit oft virdru schonn erschrecken, éier se eng Décisioun huelen, mä dass mer och Deelsanéierung solle virhuelen.

Mir sollen op Passivbauten an Zukunft setzen, well mat der neier Wärmeschutz-

Beispill d'Diech esou konzipéiert ginn, dass se net bei deem éischte Sog, deen do entsteet, fortfléien. Och bei der Planung vun den öffentleche Gebaier soll een elo schonn deem Phenomeen Rechnung droen, fir net spéiderhin zweemol missen ze bezuelen.

Et muss een och drun denken, méiglech Geforepunkten, déi sech op d'Populatioun kënnen auswirken, wann esou Stierm entstinn, schonn am Virfeld ze eliminéieren.

Drëtte Punkt: Mir wäerten an de Summeren - a mir hunn dat jo schonn erlieft, dat gesäit ee jo och statistesch - méi héich Temperature kréie mat laangen Drécheperioden. Dat heescht, d'Bëschbrandgefor wäert och an eise Géigenden, wat mer fréier net kann hunn, ganz dramatesch eropgoen. Mir brauchen och do eng Strategie, déi preventiv schafft. Dat geet u bei der Aart a Weis wéi mer eis Bëscher bewirtschaften, déi Hölzer, déi mer upflanzen, wéi vill Énnergehölz dass een enner Émstänn toleréiert. A mir brauche wahrscheinlech an Zukunft während deene Méint e Système d'observation et d'intervention, dee capabel ass, dat direkt ze détectéieren, wann et iergendwou lassgeet, an och direkt ze intervenéieren.

Ech denken zum Beispill och drun, fir d'Bauern, déi haut relativ gutt équipéiert si fir grouss Quantitéite Waasser ze transportéieren mat hire Fässer, an esou e System mat eranzebezéien.

Véierte Punkt: Et ass ze fäerten, dass eis Bëscher dauerhaft gesondheetlech geschiedegt ginn duerch déi Dréchent an duerch déi dréche Perioden an duerch ze wéineg Nidderschlag, wéi mer et déi lescht Jore jo och erlieft hunn. An deem Zesammenhang muss een nach op de Wäert vun eise Bëscher am Sënn vun der Stabiliséierung vum Klima hiweisen.

D'Strategie ass do: Mir müssen eis Bëschbewirtschaftung adaptéieren. Wëssenschaftler sinn der Meinung, dass zum Beispill d'Conifères, d'Nolebeem an eise Breeten net iwwerliewe wäerten. Dat heescht, mir müssen an Zukunft vun der Forstverwaltung aus dofir suergen, dass mer Aarten upflanzen - och d'Regeneratioun dohi goe loossen -, déi drécheresistent sinn, haaptsächlech Planzen, déi als Tiefwurzler bekannt sinn, dat heescht och capabel sinn, d'Fichtegkeet a méi déiwe Schichten ze notzen.

Fënnefte Punkt: D'Landwirtschaft wäert an Zukunft mat Problemer konfrontéiert ginn, déi se an der Vergaangenheet net kann huet. Dat ka sech deelweis souguer op d'Sécherheet vun der Nahrungsmittelproduktioun auswirken. Wann ee bedenkt - ech hu viru kuerzem e Reportage gesinn, dass an Ost- däitschland dru geduecht gëtt fir d'Nahrungsproduktioun komplett falen ze loossen an nach just mat Akazien Energie ze produzéieren, well déi ganz drécheresistent sinn.

Ech wëll hei fir eise Streech net onbedéngt den Däiwel un d'Wand molen, mä et ass ganz sécher, dass d'Landwirtschaft sech muss an Zukunft un déi nei Gegebenheeten upassen.

Do gehéiert zur Strategie, dass mer eng wëssenschaftlech Begleedung brauchen, dass Etüde muss gemaach ginn, dass d'Berodung, déi praktesch Berodung fir d'Bauern, fir déi Leit um Terrain muss ausgebaut ginn, dass se deem muss ugepasst ginn. D'Bewirtschaftungsweis vun eise Betriber muss ugepasst ginn. Et muss zu enger Selektioun, enger permanenter Selektioun vu méi un de Klimawandel ugepasste Kulturzorte kommen. An et ass wichtig, dass mer och am Budget vun eisem Stat entsprechend Kreditter virgesinn, fir dee ganze Wiessel kënnen ze begleeden.

Sechste Punkt: Waasserknappheet. Mir müssen, huet den Innenminister nach viru kuerzem gesot, eis Reserven ausbauen. Hien huet souguer vun neie Stauséier geschwat.

Här President, ech war, an ech hunn och eng Question parlementaire doriwwer gestallt, an der Ouschterzäit, Ouschterméindeg douewe beim Stauséi an ech hu mech gewonnert, wéi niddreg dass den Niveau war. Well et kann een net soen, dass et iwwert de Wanter net genuch gereent hatt an dass mer net d'Méiglechkeet gehat hätten, de Stauséi op de Maximum opzefüllen. Ech hu mech gewonnert, dass esou fréi am Joer den Niveau schonn esou déif war. Dat heescht, dass eng Gestünn gemaach ginn ass, déi net dorop ofgeziilt huet, fir de Maximum u Waasserreserven ze halen, fir dann och am Summer, well dee steet eis jo bevir, iwwer méiglechst grouss Reserve kënnen ze verfüegen.

Ech si gespaant op d'Äntwert vun der Regierung, déi nach ëmmer op sech waarde léisst, wat fir eng Strategie do gefuer gëtt.

Mir müssen et systematesch probéieren, iwwerall do wou et méiglech ass, Ree-waasser ze sammelen a Behälter an et och systematesch do ze notzen, wou een et notze kann.

Mir müssen et fäerdeg bréngen, de Verbrauch ze miniméieren, Verloschter ze miniméieren, déi och ëmmer nach relativ grouss sinn. Wat d'Infiltratioun ubelaangt, sou muss mer effektiv dofir suergen, dass mer vill manner festigele wéi dat bis haut de Fall ass. Et gëtt festgestallt, dass och dann, wann d'Nidderschlag grouss genuch sinn, net méi genuch Waasser an den Énnergrond infiltréiert.

Mir bauen nach ëmmer vill ze vill an d'Breet. Wann e Supermarché gebaut gëtt, da gëtt en haut meeschtens op engem Niveau gebaut, dass heescht, en hält riseg Flächen an, wou ee gradesou gutt kënn op zwee oder dräi Niveaue goen. Dass ass haut jo awer technesch nu wierklech kee Problem, souguer Leit, déi handicapéiert sinn, op den 1. oder op den 2. oder den 3. Stack ze bréngen. Mir baue riseg Parkingen, déi een och kënn op eng aner Aart a Weis bauen, fir dass se manner Fläche verbrauchen, an esou weider an esou fort.

Et gëtt och e Problem an der Landwirtschaft mat der Buedemverdichtung, déi et fréier net ginn ass. Haut mat deene schwéiere Maschinnen, déi noutwendeg sinn, fir dass déi wéineg Leit, déi mer an der Landwirtschaft hunn, d'Aarbecht iwwerhaupt nach packen, gëtt de Buedem ëmmer méi verdicht. Dass heescht, d'Infiltratioun vun den Nidderschlag an den Énnergrond, déi mer dringend brauche fir d'Grundwaasserreserven opzebauen, déi ass net méi esou wéi se fréier war. An dat ass enorm wat do Waasser verluer geet, wat als Oberflächewaasser fortleef, wat net méi infiltréiert par rapport zu fréier. Och doriwwer gëtt et wëssenschaftlech Etüden. Do muss ganz intensiv dru geschafft ginn, fir dee Phenomeen do ze bekämpfen.

Siwente Punkt: Der Dréchentgefor insgesamt entgéintwierken - do kënnen mer d'Fro stellen: Wéi kann een dann iwwerhaupt eppes dergéint maachen?

Et besteet manifestement eng Wiesselwirkung tëscht dem procentualen Undeel vun de Bëscher an der Gesamtfläch an den effektiven Nidderschlag. Dass heescht, wat ee méi Bësch huet, e Bësch, dee jo och e Waasserspäicher ass, wat d'Wahrscheinlechkeet, dass et zu Nidderschlag kënn, méi grouss ass.

Duerfir misst een och als Strategie virgesinn, de Bëschbestand, deen hei zu Lëtzebuerg zwar sech relativ héich ass mat ronn 36%, op deene Flächen, déi landwirtschaftlech oninteressant sinn, nach auszuweiden, well mat all Prozent Bësch, dee mer méi hunn, ass méi eng grouss Beschattung, gëtt manner ausgedréchent, gëtt och den Temperaturanstieg ofgebremst. Duerfir misst een eng ganz konsequent Strategie an där Richtung iruféieren.

En anere Punkt, den achten, Här President, ass dee vun der Stroumversuergung, déi an de Summerméint, wann et ganz waarm an dréchen ass, a Fro gestallt ass. Vill Leit, déi de Moment nach sech zum Beispill fir d'Atomenergie asetzen, vergiessen, dass déi grouss Kraaftwierker, egal mat wat fir enger Energie dass se da fonctionnéieren, wann et ganz waarm ass an net vill Killwaasser zur Verfügung steet, praktesch net méi kënnen fonctionnéieren an deelweis souguer müssen ofgeschalt ginn, well d'Killung net ka betätigt ginn, a wa keng Killung fonctionnéiert, da kann d'Kraaftwierk och net fonctionnéieren. Ergo muss een deem Faktor Rechnung droen.

An, Här Minister, da kommen ech erëm e bëssen op dat, wat Dir virun ugefouert hutt, dass heescht, mir sinn och opgrond vun deem Aspekt forcéiert fir eng dezentral ëmweltgerecht Energieproduktioun ze fördern an domadder eis zentral Kraaftwierker ze entlaaschten.

Néngte Punkt: Mir wäerten an Zukunft méi waarm Wantere kréie mat manner Frascht. Dass bréngt Problemer mat sech, wat mer elo scho mierken, wéi d'Zouhuele vun exoteschen Insekten, déi ëmmer méi géint Norde virdrängen. Mir hunn d'lescht Joer eng Blauzungenkrankeheet hei an Europa op eng Kéier entdeckt, déi et bis dohin net ginn ass, déi op Insekten zrëckzeféieren ass, déi déi natierlech iwwerdreien, déi mer bis elo hei net hatten.

D'Gefor vu Krankheitsiwwerdroung duerch Insekten gesi mer och dorunner, dass d'Zecken zum Beispill viruginn, sech weider verbreedten, an dass och Krankheeten, déi bis elo eis manner bedreet hunn, ëmmer méi bedrohlech ginn. Duerfir muss mer och do eng Strategie entwéckelen.

Ech weess, dass dat dat elo verschidden Émweltschützer net gefält. Ech hunn näischt dergéint, dass mer déi Suppen, déi mer hunn, weiderhi schützen. Mä ech hunn awer e Problem domat, dass mer systematesch higinn a Flächen, déi bis elo ekologesch méi oder wéineger intakt waren, ob dat Gréngland war - do kënn ee jo nach Hecken upflanzen, ech weess net wat -, mä dass mer déi do a groussem Émfang versuppe loossen. Ech weess net, och wann een der Biodiversitéit wëllt Vorschub ginn, ob dat an deem Émfang noutwendeg ass. Jiddefalls maache mer hei de Contraire wéi dat wat op Plazen an anere Länner gemaach gëtt, wou versicht gëtt d'Moustiquen ze bekämpfen doduerch, dass eng Partie Terrainen dréchegeleucht ginn.

Ech muss och soen, dass am Ausgang vum 19. Jorhonnert d'Leit forcéiert gi si per Gesetz déi Flächen dréchenzeleeën, well - Dir wäert lech wonnen - déi Zäit d'Malaria hei zu Lëtzebuerg grasséiert huet an, zum Beispill am ieweschte Syrdall, zu engem groussen Deel fir d'Stierfäll vun der Populatioun verantwortlech war. Ech wëll der Däiwel net un d'Wand molen, mä wa mer massiv am Uelzechtall an och vläicht nach anerwärts Suppen uleeën, dann ass domat ganz sécher, wa mer d'Moustiquen domadder fördern, der Saach net gehollet.

Dann, als leschte Punkt, Här President - a mir hunn dat erlieft 2003 -, wann et esou extrem waarm gëtt ass en Deel vun der Populatioun op d'mannst an der Gefor, dass se gesondheetlech geschiedegt gëtt, bis hin zum Doud. Duerfir brauche mer Strukturen, mir brauchen eng Strategie, virun allem bei deene Leit, déi do a Gefor sinn, eeler Leit, déi, wéi mer wëssen, meeschtens besonnesch an deene Situatiounen net genuch drénken, dass déi observéiert ginn, betreit ginn, dass no hinne gekuckt gëtt. Ganz besonnesch déi, déi eleng dostinn, fir dass mer net dat erliewen, wat eis franséisch Frënn erlieft hunn.

De Moment gëtt et jo och eng Diskussioun, ob déi Zuelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, richtig sinn oder net. Dass wäert jo dann nach an där Kommissioun méi genee ënnersicht ginn.

Ganz generell, Här President, wéi solle mer reagéieren? Nach eng Kéier: Solle mer e bësse fatalisteschesch d'Unzeeche vun der Klimaverännerung ignoréieren an einfach emol ofwaarden, mat der Astellung, et wäert jo schonn net esou schlëmm kommen?

Mir soen: Neen, et soll ee preventiv schaffen! Et soll een net panikéieren. Et soll een och keng Panik verbreedten, mä et soll ee mat klore Kapp a roueger Hand sech drop astellen, wat viraussichtlech oder ganz sécher op eis zoukënn. «Prévenir vaut mieux que guérir», mir kennen all dee Sproch, an duerfir menge mir vun der ADR, dass d'Asetzen um Regierungsniveau vun engem interdisziplinäre Grupp noutwendeg wär, fir all déi Aktiounen, déi noutwendeg sinn, ze plangen an ze koordinéieren. An dass mer och um budgetäre Plang e Spezialfong solle schafen an de Statsfinanzen, fir de laangfristige Finanzement vun deenen noutwendige Moosname sécherzustellen.

Dass dat net un den Hoer erbäigezunn ass, ass doduerch bewisen, dass kierzlech am Bundestag eng Debatt just iwwert dese Sujet stattfonnt huet, well sech och bei eisen däitschen Nopere seriö Gedanken doriwwer gemaach gëtt: „Wéi reagéiere mer dann op de Klimawissel?“ Wéi gesot, an ech wëll dat hei zum Schluss kloerstellen: Mir sinn absolut domat d'accord, dass mer alles muss maachen, fir de Klimawissel, dee schonn amgang ass, ofzubremsen.

D'Stéchwuert CO₂-Reduktioun, d'Reduktioun vun den Treibhausgasen insgesamt, d'Kyoto-Diskussioun, 100%eg d'accord, mä deen anere Volet „Wéi reagéiere mer elo schonn, fir eis Bevölkerung ze schützen?“, deen ass eis an deem Zesammenhang gradesou wichtig. An ech bedauern nach eng Kéier, Här President, dass déi zwou Saachen elo an een Dëppe gehäit ginn, well si hätten et wierklech verdéngt gehat, getrennt behandelt ze ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Dann ass als éischte Riedner den honorabelen Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO huet duerch dee véierten IPPC-Klimarapport confirméiert, oder besser gesot reconfirméiert, dass déi global Erwärmung vun eiser Äerd reell ass an dass se zu 90% vum Mensch hausgemaach ass. Bis zu 6,4 Grad schlëmmstefalls kënn sech d'Äerd bis

Enn vun dësem Jorhonnert erwiermen, mat definitiv katastrophale Folge fir d'Iwwerliewe vun dësem Planéit.

Ech widderhuelen net déi Katastrophenzenarien, déi déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm widderholl goufen. Ech kommen direkt op ee ganz wesentleche Punkt, an zwar: Wa mer näischt maachen, da klëmmt effektiv d'CO₂-Konzentratioun an der Atmosphär bis d'Joer 2100 ëm dat Zwee- bis Fënneffacht. D'Temperature steigen an der Moyenne, wéi gesot, zwëschent 1,7 bis zwee Grad bis nobäi siwe Grad. Den Economist, de Sir Nicolas Stern, huet gesot: Ouni Interventioun verduebelt sech bis d'Joer 2050 d'CO₂-Konzentratioun an der Atmosphär.

Wann ech elo kucken, d'fossil Energieträger, den Ärduelech, de Pétrol, do gëtt gesot et wieren nach Reserven do fir 40 bis 50 Joer, och wann es nach fonnt gëtt, da ginn et vläicht 60 oder 70 Joer, dass ass awer manner relevant. De Verbrauch läit all Dag bei net manner wéi 84 Milliounen Barrel, dass sinn ongeféier 12 Milliarde Liter all Dag. Bis elo goufen 900 Milliarde Barrel aus dem Buedem gezunn. Mir hunn also a gutt 100, 120, 130 Joer schonn e groussen Deel verbrannt. Wann nach 50 Joer erëm ginn, dann hu mer dat an 200 Joer gemaach. Dass ass e ganz klengen Zäitraum, wann ee vergläicht wéi vill Milliounen Joren et gedauert huet fir déi wichtig, déi wäertvoll Ressource, dass déi sech am Buedem konnt bilden an déi eigentlech, wann een et iwwerleet, ze schued ass, fir se massiv ze verbrennen.

Datselwecht gëllt fir den Äerdgas, dee sech a 15 bis 600 Milliounen Joer gebilt huet. Pro Joer ginn och do 2.830 Milliarde Meter Kibb gefördert respektiv verbraucht.

A wa mer näischt maachen, da klëmmt och d'Ofhängegkeet vun der EU vu fossilen Energieträger weider, 84% vum Äerdgas an 93% vum Pétrol müssen importéiert ginn. A selbstverständlech si mer iergendwéini mat der Tatsaach konfrontéiert, dass d'Deeg vum Pétrol a vum Äerdgas gezielt sinn.

Mir müssen deemno vun haut op muer quasi eng sécher a virun allem eng nohaltege Energieversuergung an d'Wee leeden. Dass bedeit un éischter Stell Energieeffizienz. Dass bedeit Energiespuren, éischt Prioritéit. Dann d'Notze vun erneierbaren Energien, selbstverständlech no wuessend Rohstoffe. Nëmme dat kann eng Äntwert op de Klimawandel sinn.

An d'EU huet - an dat huet och de Minister scho gesot - am Fong erstanlech séier reagéiert op dese véierte Klimarapport. D'Ziler si kloer. Ech brauch se eigentlech net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech soe just: bis d'Joer 2020 eng Verbesserung vun der Energieeffizienz ëm 20%, d'Erhéijung vun dem Undeel vun erneierbaren Energien och ëm 20%, d'Senke vun den CO₂-Emissionen ëm 30% an d'Biokraftstoffe ëm 10% unhiwen. Wa Lëtzebuerg säi Kyoto-Zil, wat e ganz ambitiöus ass, erreche wëll, da geet dat sécher nëmme, wa jiddferen eng Hand mat upaakt. Ech wäert herno nach eppes dozou soen.

Wien ass jiddferen? Dass ass an éischter Linn d'Politik natierlech. Dass ass de Stat, dass sinn d'Gemengen. Dass ass awer och d'Virreideroll vun deenen zwee fir deen Drëten, ech soen emol jiddfer Eenzelen, all Privatmensch mat an d'Boot ze kréien, dass sinn d'Betriber, d'Industriebetriber, den Handel, d'Handwierk, awer och d'Banken - wat viru schonn ugeklongen ass - an natierlech déi ganz Stategemeinschaft, déi ee fir dee Prozess do brauche wäert.

Wa mer näischt maachen, da bewierkt dat an e puer Joer milliardeschwéier Méikäschen, an dëst géif zu massive Wuelstandsabrëch féieren. Och dëst huet de Sir Nicolas Stern a sengem engagéierte Review eendeitig virgezechent.

Här President, ech wëll net hei am Detail soen, wat de Stat alles ka maachen, och dat huet de Minister deelweis gemaach, och dass ass an eng sëlliche Workshopen op d'Tapéit komm, zum Beispill de staateleche Fuerpark, zum Beispill d'Iwwerprüfung vun der Energieeffizienz, vun der Émweltverträglechkeet an de Statsgebaier, et ass gesot ginn, de Claude Wiseler huet dat viru kuerzem, d'lescht Woch, virgestallt, de grénge Stroum an de Gebaier. Alles dat si ganz, ganz wesentlech Schrëtt.

A wat een an eisen Ae resolut an direkt maache muss, dat ass deem am Abrëll 2006 vun der Regierung presentéierten éischte Klimawandelaktiounsplang, fir dee Schratt fir Schratt mat Hëllef vun der Task Force, mat Hëllef vun deem Comité interministériel ëmzesetzen. Et ass virun allem noutwendeg, dass Kyoto verstärkt an no an no an d'Bewosstsi vum politeschen Dagesgeschäft fest verankert gëtt.

Duerfir misst een eigentlech och ganz am Ufank déi politesche Entscheedungen enger Kyoto-Verträgglechkeetsiwwerprüfung ënnerwerfen. D'Iddi ass vergläichbar mat der Fiche financière, déi d'Regel ass. A mengen Ae sollt eng analog Verpflichtung, also eng Aart Zort Fiche Kyoto, agefouert ginn, fir d'Auswirkungen op de Kyoto-Budget feststellen. Dat steet och, wann och vläicht net grad esou däitlech, am Aktiounsplang dran, deem d'lescht Joer verabschit gouf. Ech soen dee Saz einfach nach eng Kéier, well et ee ganz wesentleche Saz ass: «De manière générale, chaque décision importante susceptible d'affecter à court ou à long terme les émissions des CO₂ devra être analysée en fonction du respect des engagements en la matière auxquels le Luxembourg a souscrit.»

De Premier huet och kloergemaach, dass den Tanktourismus geschwé mander a méttelfristeg ganz vill manner Steier-einnahme wäert bréngen vis-à-vis vun haut. Dat ass e Prozess, dee sécher ganz, ganz wéi wäert doen, wann ee bedenkt, dass dat 1,1 Milliard Recetten Euro am Joer 2006 waren. An tatsächlech mécht natierlech de Schwéierlaaschtverkéier deels substanzuell Ëmweeër iwwer Lëtzebuerg, fir hei bëlleeg ze tanken.

„Mir kënnen net en noblen Discours iwwer Klimaschutz an Emissiounen féieren a weiderhin esou maachen, wéi wann eise Bensins- an Dieselspräis domadder näischt ze dinn hätt“, huet de Michel Wolter an der Debatte zur Lag vun der Natioun gesot.

» **Une voix.** - Wat huet en da wëlles?

» **M. Marco Schank (CSV).** - Vill Gemengen hunn hir Roll am Klimaschutz gespilt a sinn, mengen ech, vis-à-vis vum Stat mam gudden Beispill déi lescht Jore virgaangen. Besonnesch déi 31 Klimabündnismengungen - och dat huet den Ëmweltminister ervirgestrach - hunn engersäits natierlech e ganze Koup Konkretes um Terrain gemaach, mä derniewent awer och et fäerdeg bruecht, fir eng grouss Akzeptanz fir de Klimaschutz bei de Biergerinnen a Bierger ze erreechen, mat Energiekonzepter, mat der Sanéierung vu Gebaier, mat der Erschließung vun och Bautorainen - ech mengen, e ganz wesentlechen Deel. An ech gesinn och, dass am Kader vum Pacte Logement net därerf vergiess ginn, dass bei Bereetstellung vun Wunnum Niddregenergiestandarden, d'Passivhausbauweis iwwer Maisons témoins an esou weider an esou fort mussen weidergedriwwen ginn.

Net fir d'lescht hu mer och am Gesetz vun 2004, wat besser ass wéi säi Ruff, am Artikel 9 am Rapport de présentation däitlech gemaach, dass och do eng Prise en considération fir Objektiv am Nohaltegkeetsberäich ka berücksichtig ginn.

Da wollt ech eppes soen zu de Betriber. Do ass et esou, dass d'Energieeffizienz an och d'Notzung vun erneierbaren Energien nach sécher net ausgereizt sinn - dass ass ganz kloer. Hei kënnen staatlech Förderprogrammer hëllef. Sënnvoll wär awer och, wann de Wirtschafts-, de Mëtzelstands- an den Ëmweltminister mat enger Etüd, déi d'Kaderbedingung gëif bestëmmen, Lëtzebuerg méttel- a laangfristeg als Standuert fir Ëmwelttechnologien entwéckelen.

Berodungsprogrammer, sougenannt Öko-Auditen, sinn an eisen Aen onverzichtbar Instrumenter, fir och den Ëmweltmanagement an den Industriebetriber, awer och de Kleng- a Mëtzelbetriber konsequent ze gestalten.

Ouni elo hei an den Detail ze goen, wëll ech och soen, dass d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll spillt. De Marcel Oberweis wäert nach eppes dozou ganz sécher soen. De Bauer haut a virun allem och deem an der Zukunft produzéiert scho laang net méi nëmme Liewensmëttel, e produzéiert och

Landschaft, a virun allem wäert en och mat anere Betätigungsfelder wéi zum Beispill engem ganz neien a relativ lukrativem Créneau, deem vum Produzéiere vun Energie, an Zukunft Sue verdéngen.

Bei de Biocarburants, déi och den Ëmweltminister ugeschwat huet, do gesäit - Dir wësst dat - eng europäesch Direktiv vir, mat enger Obligation de mise sur le marché eng Part minimale fir d'Joer 2010 vu 5,75% ze erreechen. Fir dat ze erreechen, léif Kolleegeinnen a Kolleege, Här Minister, do mussen mer richteg Gas ginn, fir am richtegem Sënn vum Wuert ze bleiwen, well am Joer 2005 louch dee Pourcentage zu Lëtzebuerg bei ganzen 0,021%.

Dann d'Banke fir de Klimaschutz ze gewannen, ass och e wesentlechen Deel, dat ass och ugeschnidde gi virdrun. D'Banke kënnen Kreditter mat ermäsegten Zënsen de Betriber awer och de Privatpersounen, déi an den Ëmweltschutz investéieren, zur Verfügung stellen. Am Kader vum Kyoto-Emissiounshandel ass et och sënnvoll, den CO₂-Marché fir d'Industriebetriber finanziell ze begleeden.

Dann niewent dem Stat, de Gemengen an de Betriber ass natierlech och all Einzelne gefuerdert - och do ginn ech net op den Detail an. Et ass zënter Joren a Jorzéngte bekannt, wat all Einzelne ka maachen. Et ass vläicht nach wichteg, dass ee ka soen, dass laut Statistiken d'Privatstéit an der EU fir 16% vum Treibhausgasausstouss verantwortlech sinn.

Beim Autosverkéier an der EU si mer bei 14% vun den CO₂-Emissiounen, an de gréissten Energieverbrauch an de Privatwunnengen an der Europäescher Union stellt d'Hëtzen duer: iwwer 40% vun der Energie, an oft mat relativ niddregem Energienutzungsgrad, an duerfir ass dee Reduktionspotenzial definitiv net ze ënnerschätzen.

Stéchuert nei Wärmeschutzveruerdung: Et gëtt Zäit, dass mer se kréien, do si mer eis alleguerten eens. Éischtens, vun enger méi effizienter Energienutzung ofgesinn, incitéiert des Veruerdung och ganz sécher eis Betriber, eis eegen Handwierksbetriber, eis Architektbüroen an esou weider, sech deem Know-how unzëeegnen, deem ee brauch, fir där Nofro zu Lëtzebuerg gerecht ze ginn, well elo de Moment ass et esou, dass auslännesch Betriber a virun allem däitsch Betriber profitéieren, well déi déi Veruerdung zënter 2002 schonn hunn an einfach gefuerdert goufen deemoools schonn, fir sech deem Know-how do unzëeegnen.

Mir sinn der Iwwerzeugung, dass d'Abanne vun dese Betriber, Kleng- a Mëtzelbetriber, well dat ee jorelaange Sanéierungsprozess wäert ginn, nei an dauerhaft Aarbechtsplaze schafft. An d'Sanéierung vun alen Haiser bréngt enorm vill. Just eng oder zwou Zuelen dozou: Mat der Sanéierung vun Haiser, déi virun 1980 gebaut goufen, kënnen zwee Drëtter vum Energiebedarf vun diesen Haiser agespuert ginn, wann een dat um Niveau vun engem Niddregenergiestandard mécht, a 75% vun den Haiser verbrauche 95% vum gesamte Verbrauch vun allen Haiser.

An dann ee Punkt, wou ech frou war, dass och dee Punkt an der Ried vun Ëmweltminister e wichtige Rôle gespilt huet, well dat och eppes ass, wat zënter Jore gesot gëtt, wat och zënter Joren de Mouvement écologique seet, dass ass ee ganz wichteg Aspekt, nämlech dee vun der Berodung.

Wa mer jidder Einzelne wëllen an d'Boot kréie vum Klimaschutz, da brauche mer eng gutt strukturéiert, mer brauchen eng dezentral, eng flächendeckend Berodung a mir brauchen déi effizient Berodungsstrukturen direkt. D'Ausweiden insgesamt vun der Berodung vun de Consommateure mat Informatiounscampagnen, mat Best-Practice-Beispiller an esou weider.

D'Consommateuren hunn nämlech ganz prezis Froen: Wéi hëtzen ech effizient? Wéi eng Elektrogeräter sinn déi bescht? Wat ass en ëmweltschonenden Auto? An esou weider an esou fort. An den Erfolleg gëtt deene bestehende Strukture Recht.

Ech wëll och do déi Virreiderregioun eng Kéier ervirsträiche vum Kanton Réiden. Den Här Calmes ass net hei, den Här Gira ass awer do. Ech wollt och eng Kéier däitlech maachen, dass zum Beispill mat engem Energieatelier wéi Réiden, deem zesummen och mat engem Naturpark Uewersauer e Match mécht, et och net ëmmer einfach war, fir d'Suen ze kréien an der Vergaangenheet - net déi Suen, déi mer versprach kruten. Duerfir sinn ech frou och virdu gehéiert ze hunn, dass de Minister däitlech gemaach huet, éischtens méi Suen - a mir wënschen eis och, dass mir se dann och kréien, wéi se versprach goufen.

Da wollt ech soen, dass et eng ganz grouss Resonanz ebe bei de Leit dobausse gëtt, wat d'Bauen an d'Wunnen insgesamt ubelaangt. Do brauche mer eng Berodung, an d'Gemenge si gutt beroden, fir dat emol esou ze soen, fir och gratis d'Leit an d'Richtung vun der Passivhausbauweis a virun allem awer och da vum Niddregenergiestandard ze beroden.

De 7. Mee war an deem Kontext och e Workshop mam Haaptzil vun engem landeswäiten Opbau an enger Koordinéierung vun enger dezentraler Berodung fir méi Energieeffizienz. Ech wollt och do zur Ofwiesslung dem Ëmweltminister eng Blumm streeën. Ech fannen déi Virgehensweis ganz flott, mat deem Forum viru kuerzem, mat deene Workshopen, wou probéiert gëtt, sämtlech interesséiert Gruppen anzubannen, hir Meenung ze froen, en Austausch ze provozéieren, fir an där ganzer Problematik virunzuekommen. Ech mengen, dass nëmme déi Virgehensweis och wäert Erfolleg hunn.

Stéchuert Mobilitéitsoffensiv a Landesplanung. Mir mengen, dass am Hibleck vun enger Förderung vun der doucer Mobilitéit d'Mobilitéitszentral an den Ëmweltverband mat Nodrock mussen weiderentwéckelt ginn. Dozou gehéiert natierlech och den Ausbau vun de Vélosweeër. Doriwwer eraus brauche mer och e Méi u Flexibilitéit an Effikasitéit, innovativ Konzepter, wat den öffentliche Transport ubelaangt. Zum Beispill e Modell Ruffbus oder Rufftaxi - och dass viru gesot ginn. Mir brauchen esou Projeten a relativ séier, besonnesch am ländlechen Raum, well ee mat deem traditionellen öffentliche Transport elo net méi weiderkënn.

Och déi finanziell Ofsécherung vun de geplangte Mobilitéitsprojeten därerf net vergiess ginn, well dat kascht ganz vill Suen, wéi de Bau vun de Peripheriesgaré vun der Stad Lëtzebuerg, an dann déi prioritär Stärkung vun der Épine dorsale vun der Schinn, eppes wat och eise Fraktiounschef nach eng Kéier ugemahnt huet an der Diskussioun vum État de la nation.

Da wollt ech eppes nach soen zur Vernetzung vun de sektorielle Pläng - Transport, Wunnen, Aktivitéitszonen -, well och do noutwendeg ass, Klimaschutzaspekter ze berücksichtigen innerhalb vun deene Pläng. Do ass d'Abanne vun de Gemenge respektiv och am Kontext mat der Ausschaffung vun hire PAGen, wou mer elo alleguerten amgaenge sinn, mat deem entspreichenden Artikel, deem ech virdrun och eng Kéier zitéiert hat, am Fong d'Gewährleeschtung fir e partnerschaftlech Virgoen.

Dann, en héije Stelleväert huet och den Émdenk - an den Émlenkprozess, fir de Schwéierlaaschtverkéier vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Do si ganz gutt Usätz, déi mer viru kuerzem erlieft hunn.

Iwwerhaupt e puer Sätz nach zum Verkéier: Engem Rapport vun der europäescher Ëmweltagence no huelen d'Ëmweltbeachtungen an Europa trotz politesche Programmer an Absichtserklärunger weider zou. De Stroossen- an de Fluchverkéier spillen hei natierlech eng ganz maassgeblech Roll. An deem Rapport heescht et och, dass d'Nofro no Sprit fir de Verkéier effektiv méi séier klëmmt wéi déi global Nofro no Energie.

An ech wëll och nach eng Kéier dorop hiweisen, dass den öffentliche Transport eréischt dann an eisen Aen eng éierlech Chance kritt, wann déi reell Käscht vum Stroossen- a Loftverkéier och unerkannt ginn. De Moment sinn eben d'Suité vum Klimawandel net am Präis fir de Sprit berücksichtig. An d'Viraussetzung fir eng verantwortlech Mobilitéit wier also effektiv eng Internaliséierung vun deenen externe Käschten.

Am Kontext vun den „low-cost carriers“, déi de Minister och kuerz ugeschnidde hat, muss d'Schinn op de kuerze Strecken an Europa Virrang hunn. An deem Kontext ass den TGV-Est sécher eng richteg Äntwert.

Mam Aktiounsplang vun Abrëll 2006 goufe jo och déi éischte Kéier eng Rei Mesures fiscales geholl a Richtung vum Ëmgestalt vum aktuelle Steiersystem am Hibleck vun enger méi grousser Nohaltegkeet, méi enger nohalteger Virgehensweis, mat der Kyoto-Steier, mat der Autostax. Och déi geplangte Taxe de prélèvement an d'Taxe de rejet an deem Projet vum neie Waassergesetz sinn effektiv Mesures fiscales an déi richteg Richtung.

Dernieft huet de Premier am État de la nation jo och ugekënnegt, dass de Lëtzeburger Finanzminister am Krees vum sengen europäesche Kolleeg streide wäert fir reduzéiert TVA-Sätz op energiespuerende Produiten.

Just ee Saz - dass heescht awer net, dass dat net wichteg ass - zur Klimapolitik vun där Drëtter oder vun där Enger Welt, wéi et haut richteg heescht. D'Schwelleländer, wou d'Wirtschaft richteg boomt, mussen mer mat an d'Debatten iwwer de Klimawandel erakréien. Si brauchen eis Solidaritéit, net dee béise Fanger, well mir hunn iwwerhaapt kee Grond deem éischte Steen ze geheien, wa mer eisen eegenen héijen Energieverbrauch an och eis CO₂-Emissiounen kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimaerwärmung ass leider net eisen eenzege Problem op deem Planéit. Ofgesi vun deene weltwäiten CO₂-Emissiounen muss een och d'Verschwendung vun de begrenzten fossilen Energieträger, wat ech schonn ugeschnidde hunn, kucken.

Et muss een awer och déi Ëmweltzerstéierung kucken, déi domadder zesummenhängt. Wa mer näischt maachen, da gruewe mer ganz däitlech deene kommende Generatiounen d'Liewensqualität of. Besonnesch d'Industrielänner misste bereit sinn, hir Konsumgewunnechten an hirt Produktiounsmuster ze veränneren, fir dass dee weltwäite Raubbau un Naturressourcen erfogesat gëtt.

Pollutioun a Raubbau vu Ressourcen ass eng Saach - dass dramatesch héicht Aartestiewen, wat mer erliewen, dovunner schwätzt keen eigentlech ganz vill, mä téschent 1970 an dem Joer 2000 ass den Aarterächtum ëm 40% erfogang - insgesamt, iwwerall op der Welt.

Ech wollt och eppes zum Begrëff vum sougenannten ekologesche Foussofdruck soen. Dass de Vergläich - dass kennt Der - vun eisem Verbrauch vun den natierleche Ressourcen mat der Fäegkeet vun eisem Planéit, déi och bereetstellen. Dozou gehéieren net nëmme d'CO₂-Emissiounen - duerfir sot ech, dass ass een Aspekt -, dozou gehéieren och d'Drénkwaasser, d'Produktiionsflächeland, d'Produktiionsflächemier, wann een dat därerf esou soen, Kären- a Fleschverbrauch, Energiebedarf insgesamt.

Do gëtt et ee ganz interessante Rapport. Den „Living Planet Report“ vum WWF, déi mat Analysen an och am Kader vun hiren Etüden erausfonnt hunn, dass mer d'Grenz vun der Nohaltegkeet am Fong schonn an de 70er Joren iwwerschratt hunn, an dass mer eigentlech zwee Planéite méi brächten, fir ënner heitegen Ëmstänn nohalteg ze liewen.

An de Schwäizer WWF huet dat och emol eng Kéier ausgerechent op d'Schwäiz. Wann een also de Schwäizer Foussofdruckstandard hätt, brächte si 2,6 Planéiten. D'Chinesen kommen nach esou just mat engem Planéit hin, an d'Amikaner brächte ronn sechs Planéiten, fir iwwer d'Ronnen ze kommen.

» **Une voix.** - An d'Lëtzeburger?

» **M. Marco Schank (CSV).** - Déi wäerte bei véier leien, ech hunn elo keng Zuel.

Am Kloertext: Mat eiser jëtzege Liewens- a Wirtschaftsweis raume mir eise Planéit no an no aus. Mir liewen deemno ganz däitlech iwwer eis Verhältnissen. Dass wëll ech och deene sougenannten Experte soen, déi nach wie vor mengen, mir géifen e Problem erbäieren, wou ech iwwregens frou wier, si hätte Recht an déi méi wéi dausend Experten hätte sech géiert, déi den IPCC-Rapport am Februar dëst Joer presentéiert hunn.

Klimaschutz muss sech am politeschen Alldag vu Stat a Gemenge beweisen, awer och am Alldag vun den Entrepen an an de Stéit vu jidder Einzelnem. Mir müssen eis also d'Fro stellen, wéi mer Wuesstum a Klimaschutz matenee vereinbaren, a wéi mer insgesamt mam Wuesstum vun der Weltbevölkerung ëmginn.

Mat Klimaschutz an Ëmweltschutz ass all Mënsch averstanen, mä Lëpsebekenntnissen an Absichtserklärunger ginn definitiv net méi duer. Klimaschutz ass schlicht an ergräifend eng Iwwerliewensfro fir eise Planéit. Eng Fro, déi an hirer Bedeitung - kann ee bal soen - bal all aner Erausforderungen an de Schiet stellt.

An hei müssen all d'Länner - natierlech mussen mer mat eisem Land ufänken -, mä all Länner müssen eng Hand upaken, jidder Einzelne muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Ziler sinn däitlech, d'Ziler leien och fest. D'Techniken an d'Strategie si bekannt. Mir müssen et elo einfach maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt

dem Ëmweltminister Merci soen, dass hien eis eng zolidd Diskussiounsbasis geliwwert huet mat deenen zéng Bausteng. Ech wollt déi och kuerz kommentéieren, ganz kuerz, fir dann och enger allgemeiner Stellungnahme d'Positioun vu menger Partei, vu menger Fraktioun ofzeginn.

Éischtens, Energiespueren. Jiddferee kann, wann e souguer kee Su investéiert, duerch eng ganz Rei vu Précautiounen zu engem ganz groussen Deel zum Energiespuere bäidroen. Dat ass alles bekannt, an ech huelen och un, dass déi Informatiounscampagne d'Leit dorobber opmierksam mécht.

Da muss ee kucken, wat een nach ka spueren, wann ee méi kleng Montanten asetzt. Een oder zwee oder dräi Prozent vu sengem Revenu. Dat kann een alles dobausse veranschaulichen. Ech hoffen och, dass esou eppes Agank fënn an eng Informatiounscampagne, déi de Leit praktesch, konkret Mesurë suggéiert, fir kennen dem Klimazil méi no ze kommen.

Zweetens, Berodungsstrukturen. Et kann een net grad soen, dass mer esou wäit sinn, wéi mer missten. Mä mir fänken awer och net bei null un. Et ass schon eng kéier geschwat gi vum Réidener Kanton, déi eng exzellent optimal Struktur dostoen haten. Ech hu mech an der Zäit selwer beméit, fir dee Modell op aner Géigenden ze iwwerdreen an déi Réidener Struktur ze froen, fir do mat Rot an Dot zur Sait ze stoen, fir nei Entitéiten an deem Beräich opzemaachen.

Ech mengen, dass Beschtt wär, et géif een de Gemengen do eng wesentlech Roll an där Berodung ginn. Dass heescht och, dass een den Aufgabeparameter vun de Gemengen iwwerdenkt an net do mat Obstacle kënnt, wou effektiv ganz dréngend Léisunge gebraucht ginn.

Esou also och en Appel un den Innenminister an un d'Kohärenz vun de politeschen Departementer a vun de Regierungsdepartementer an de Verwaltungen an deem Beräich.

Drëtte Bausteen, Prioritéit öffentlechen Transport. Ech kann nëmmen ënnersträchen, wat hei gesot ginn ass. Do hutt Dir eis voll Ënnerstëtzung.

Véierte Bausteen, Förderung vu méi spuersamen Autoen. Mir hu jo do schon eng gewëssen Experienz. Mir hate virun e puer Joer den Dräi-Liter-Auto gefördert. Dass ass deemools agestallt ginn, well gemengt ginn ass, do géif een nëmme just zwou Marke fördern.

Ech hunn dat perséinlech bedauert, dass dat net konnt virugefouert ginn, mä et war emol jiddefalls en Usaz. A wann nëmmen eng Mark do wier, da soll een déi ënnerstëtzen. Au risque dass een dann eng eenzeg fördert, mä déi hunn och eppes dofir gemaach fir kënne gefördert ze ginn.

Iwwregens gétt et och schon Autoen, déi mat engem Liter fueren, mä déi ginn awer net weiderentwéckelt an déi kommen och ni an de Benefiss vun der Economie d'échelle, ganz einfach well de Maart dat net fret, wat ze bedauern ass, an do wou de Maart net fonctionnéiert an déi Richtung, déi mer gär hätten, nämlech an eng nohalteg Richtung, muss mer eben da mat esou Moosname wéi iwwer öffentlech Subvotiounen dat fördern.

Beim Hybridauto hoffe mer, dass net mat deeneselwechten Argumenter déi Förderung ofschmettert, well do gétt et nach net vill Autoen. Bis viru kuerzem ass et nëmmen een Auto ginn. Ech wëll d'Mark net hei nennen, déi en Hybridauto op de Marché bruecht huet. Déi aner hunn déi do Technologie verpasst. Ech hoffen, dass se den Uschloss fannen, esou séier wéi méiglech.

Fënnefte Punkt, grénge Stroum. D'accord mat deem, wat gesot ginn ass.

Sechste Punkt, Gebäudesanéierung. Gebäudesanéierung ass natierlech en Domän, wou ee ka relativ schnell eppes maachen, mä wou d'Resultater awer trotzdem laang op sech waarde loossen. An duerfir menge mer, well mer elo an enger Situatioun sinn, wou muss Prioritéite gesat ginn, soll een och emol kucken: Wou kann ee relativ schnell am meeschte Gaspillage évitéieren?

An duerfir géif ech eventuell virschloen, et soll ee fir all Gebai, fir all gréissert Gebai vun Stat ee Responsabelen ernennen, dee ganz kuerz e sommaire Rapport géif maachen, eng Grobschätzung iwwert déi Economien, déi do méiglech wäeren, an dee misst souwuel dem Minister vun de Bâtiments publics wéi och dem Ëmweltminister direkt referéieren. Den Ëmweltminister misst do à l'origine vun där Initiativ stoen an e misst och un pouvoir de dernier mot hunn, fir dass een do och sécher ass, dass eppes geschitt.

Wat d'Förderung vun erneierbaren Energien ubelaangt, do ginn ech jo dovun aus, dass mer relativ schnell eng Virlag kréien, wéi mer elo ab dem 1. Januar 2008 fueren. Ech hoffen, dass mer Lektioenen zéien aus där vergaengeren Förderung. Ech war selwer responsabel mam Eugène Berger fir eng relativ grousszügig Förderung vun alternativen Energien, déi och nach méi optimal hätt kennen ausfalen, wann net nëmmen eng Energie groussen Zoulaf fonnt hätt - d'Fotovoltaik -, mä nämlech och nach aner, déi ganz vill bréngen, zum Beispill d'Solarthermie. Ech hoffen, dass an där Hisiicht Neel mat Käpp gemaach ginn an dass och duerch eng effikass Berodung deem Handicap an deem Defizit kënne behuue ginn.

Ech hoffen och, dass ee Planungssécherheet an deem doten Domän kritt. De Minister huet et ugekënnegt. Planungssécherheet ass noutwendeg, well et ass keen, deem investéiert, wann en net weess, wéi laang dass d'Förderungsname lafen, a wann en net weess, ob e sâin Investissement ka rentabiliséieren. Et ass also indispensable, dass en do déi néideg Sécherheet kritt.

Duerfir misst een och e Flexibilitésélément an de System erabauen. Ech mengen net, dass ee kann eng Förderung vun alternativen Energie fir den 1. Januar 2008 decidéieren an der Hoffnung, dass déi da fënnef Joer laang onverännert déiselwecht bleift. Wann ech vu Flexibilitéit schwätzen, da wëll ech emol éischtens e Besuch maachen op de Subsid, deem een eventuell gétt beim Uschaf vum oder beim Investissement an erneierbar Energien. Dee Subsid, dee muss natierlech enger Rentabilitéitsberechnung follegen. Wann déi Rentabilitéitsberechnung vun deem Investissement, dee soll subventionéiert ginn, esou ausgesät, dass ee mengetwegen an enger Zäitspann vun zéng Joer deem Investissement rentabiliséiert kritt, da misst ee mindestens fir deem Délai an och nach doriwwer eraus sech engagéieren, fir dann och d'Einspeisepremie ze bezuelen iwwert déi ganz Zäit.

Do gétt gesot, alternativ Energieförderung misst am Fong eppes Idealistesches sinn, an et ass scho bal verpönt, wann ee seet, mä et misst een och kënne Geld domat verdéngen. Et kann ee jo mat ville Saache Geld verdéngen, firwat kann een dann net och Geld verdéngen mat eppes, wat Sënn mécht a wat eis a puncto Klimaschutz weiderbréngt? Ech wär jiddefalls der Meenung, dass et absolut näischt Répréhensibles ass, wann een och déi do Form vun Investissementer rentabel mécht, well et en Investissement an d'Zukunft ass a well et esou presséiert.

Dozou gehéiert natierlech och en Ausbau vum Äerdgasnetz, an ech mengen och, dass mer nach misste viru diskutéieren, och um Niveau vun de Kommissiounen, notament der Agrarkommissioun an der Ëmweltkommissioun, iwwert déi nei Potenzialitéiten, déi sech am Beräich vun der Biomass erginn.

Do wëll ech just ee Stéchwuert erwähnen: D'Biomass wäert hei am Land ee vun de groussen Träger gi vun den alternativen Energien, vun erneierbaren Energien, aus enger Rei vun Ursachen, déi mer kennen:

Éischtens ass eng ganz Matière première do, déi mer kënne sënnvoll a Stroum an Hëtzt ëmwandelen - dat muss mer maachen.

Zweetens ass dee Secteur do ganz enk Famill mat der Agriculture, an an der Agriculture, dat wësse mer, si mer op Extensivierungskurs, notament an der Veiwirtschaft.

Mir wëssen och, dass et praktesch e Gel gétt vun der Landnotzung, an deem Sënn dass d'Akerfläch an d'Flächen, wou drop gewee gëtt, also d'Pierjen, praktesch d'selwecht sinn - sauf wa se duerno aneren Affectatiounen zougefouert ginn. Mä wat zum Beispill d'Wissen an d'Pierjen ubelaangt hei am Land, ass et esou, dass duerch eng fortschreitend Extensivierung vun der Veiwirtschaft ëmmer méi Gras fräi gétt, an dat muss ee kënne op eng sënnvoll Manéier duerch déi Procédées an déi Technologien, déi et an der Biomass gétt, verwäerten.

Dat setzt natierlech eng Vernetzung virus vun verschiddene Politiken, an och selbstverständlech vun einzelnen Departementer. Och d'Regierungsdepartementer mussen do enk zesummeschaffen.

Reduzéiert TVA-Sätz bei energiespuersamen Produiten. Ech hoffen, dass d'Kommissioun zu Bréssel sech do eens gétt, dass se do net esou zerstriden ass, wéi den Ëmweltkommissär an de Günter Verheugen wann et geet ëm e méi schadstoffarmen Auto - do muss ee sech Froe stellen, wann ee gesäit, wéi de Günter Verheugen reagiert,

wa gesot gétt, d'Automobilindustrie hätt de spuersamen Auto verschlof. Dass ass och wouer, well déi fräiwëlleg Engagementer, fir bei den CO₂-Emissiounen pro Kilometer erfokommen, konnten net agehal ginn, obschonn et techesch méiglech ass. D'Japaner hunn et gewisen. Europa ass do hannendran.

Ech mengen, et muss een et do maache wéi an anere grouse politeschen Initiativen um europäesche Plang. Et muss een do dem Primat vun der Politik effektiv erëm zu sengem urspréngleche Sënn verhëlfen, an d'Politik soll do all hir Rechter kréien an do asetzen, wou anerer versot hunn.

Nationalen Allocationsplang - ech wëll just ee Stéchwuert soen: Transportsecteur. Mir kennen nach 100 Joer laang iwwert den Transportsecteur hei am Land schwätzen. Mir wäerten och nach 100 Joer laang, wann dann nach virun esou vill massiv getankt gétt hei am Land, ni kënne ënnerscheiden ouni e puer Nuancen an den Discours eranzubréngen tëschent virtuellen Emissiounen a reellen Emissiounen.

Et ass nach eng kéier rappeliert ginn hei de Mëtteg, dass mer ongeféier annerhalff Milliounen Tonne Schadstoffemissiouen hu bedéngt duerch den interne Stroosseverkéier, an déi aner sechs Milliounen, déi ginn effektiv exportéiert. Mir kréie se awer ugerechent, a wa mer déi national Efforté kontabiliséieren, muss mer natierlech kucken, wat hei am Land effektiv reell Reduktiounen sinn a wat virtueller sinn.

Duerfir hu mer och plädéiert fir e virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus. Ech erënneren nach eng kéier wat dat ass. Mir sinn der Meenung, dass, wann een an de Schätzungen, oder wann een an de Recetten duerno, an den effektiv getätigte Recetté beim Statsbudget iwwert d'Estimations erausgeet, soll een déi Suen emol direkt an zwar definitiv e Krisefong parken, an dee Fong dierf een am Fong nëmme just attackéieren, wann effektiv eng kéier déi do Source de revenu géif ophalen. Dee Moment, wou déi ausgedrécht wär, misste mer da kënne op dee Fong do zréckgräifen, fir eppes Alternatives amplaz ze setzen.

Et soll een allerdéngs net eréischt ufänken domadder ze plangen, wann et eng kéier esou wäit ass, mä et soll een dat direkt maachen an ënnert dem Motto handeln: „Dat Beschtt hoffen a sech op dat Schlëmmst gefaasst halen.“ Mir sinn net Meeschter iwwert den Différentiel, mä mir wëssen awer, dass mer do op enger Source de revenu beim Stat leien, déi zumindest als aléatoire ka bezechent ginn.

Wat d'flexibel Mechanismen ubelaangt, just zwou Remarquen: CDMen, „clean development mechanisms“, dat sinn déi Investissementer, déi am Fong den Entwécklungslänner zeguttommen, déi och de Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen hunn, déi awer net de Contrainté vun den Annex-1-Staten ënnerleien. Déi Mechanisme maache Sënn, wann een och do e puer Précautiounen hëlt.

Et muss ee kucken, dass dat, wat do gemaach gétt, och „sustainable“ ass: Et muss nohalteg sinn an et muss kompatibel si mat de Stratégies de lutte contre la pauvreté an de Länner, déi Bénéficiaire sinn. Si mussen also zilorientéiert doropshi konzipéiert ginn, an da kann een an deem Sënn och sech Kredit en matière d'émissions de CO₂ zeguttschreiwel loossen, esou laang wéi mer net mat eegene Mëttelein a même sinn, eisem 1997 zu Kyoto akzeptierten Zil nozekommen.

Wat d'„joint implementation“ ubelaangt, wollt ech nach eng kéier de Minister drop hiweisen, wéi noutwendeg dass et ass, dass en iwwer seng momentanen Kompetenzen eraus och e Wuert matzeschwätze kritt an anere Politikberäicher.

Ech kommen nach eng kéier op den Investissement vun der Sotec mat GasCom ze schwätzen. Sotec - do ass de Stat Aktionär; d'Cegeled ass Aktionär; de Stat ass an der Cegeled Aktionär. De Stat ass also ganz no Famill mat deem Projet. Wann also do e groussen Investissement gemaach gétt an Däitschland, froen ech nach eng kéier: Wär et dann net richtig, fir d'éischt hätt een emol gekuckt, ob een net hätt kënne eppes maachen am Kader vun der „joint implementation“?

Ech sinn a priori net géint en Investissement mat enger Joint Venture zesumme mat GasCom. Ech hätt just gären, dass een och do kéint vun deene flexibele Mechanisme profitéieren, an et géif een dann, amplaz dass een eng fuschnei Zentral opriicht, eben eng al ëmbauen, a mat deem Kredit, mat där Economie d'énergie, déi bei gläichbleiwender Leeschtung do erauskënnt, kënnt ee sech selwer een Deel vun sengen CO₂-Emissiounen kompenséieren.

Vu dass d'Problematik global ass, a vu dass et jo och net méi tabu ass fir ze soen, et géif een am Ausland an erneierbar Energie investéieren, dierft et och net tabu sinn, wann een am Ausland an CO₂-Reduktionsmoosnamen investéiert. „Joint implementation“ ass préciséiert dat.

Souwäit ech weess - ech hat keng Äntwert kritt vum Statsminister op déi Fro, déi ech opgeworf hat beim État de la nation - war den Ëmweltminister net ageschalt an déi do Diskussiounen. Ech mengen, et wier indispensable, dass hien dat do gétt. An duerfir kommen ech och a menge Schlussbemierkungen nach eng kéier dorobber ze schwätzen.

Mir hunn elo haut, Här President, zéng Bausteng geliwwert kritt. Mir hu se à chaud kommentéiert. Et ass doriwwer villes ze soen, an do bleift och nach villes ze soen. Ech mengen, déi mussen och permanent aktualiséiert ginn, well d'Erkenntnisser am Klimaschutzberäich wäerten net beim aktuelle Stand stoe bleiwen. Mä mir mussen och kucken, dass mer periodesch eng Evaluatioun maachen iwwert d'Progrès, déi do an där Hisiicht gemaach ginn. Et wier och gutt, wann een do géif e Rapport d'étape maachen, fir den Inventaire ze maachen, e schonungslosen Inventaire iwwert d'Obstaclen, déi ee begéint an deene gutt gemengte Mesuren, déi mir och ënnerstëtzen.

Här President, zum Schluss wollt ech e puer allgemeng Remarquen nach maachen iwwert den Débat de consultation, deem natierlech elo eng Häreplaz kritt an enger relativ gudder Konjunktur, fir iwwert de Klimawandel ze schwätzen.

Ech hat meng Konklusiounen am Fong iwwerschwriwwen mam Titel: „Vun de Gurué bis zu de strukturellen Ännerungen.“ De Rapport Stern, de Film vum Al Gore, den Documentaire, déi Rapporté vum GIEC bedeuten am Fong eng Schocktherapie. D'Leit gi massiv schockéiert duerch déi apokalyptesch Visiounen, déi an deem dote Beräich vu ganz ville Wëssenschaftler gedeelt ginn.

Mä ech fäerte ganz, wann d'Guruen eng kéier midd sinn, da bleift eng grouss Kuederstëmmung, an dee Moment muss mer Strukturen hunn, administrativ Strukturen an Institutiounen, déi dann, wann d'Straussen erëm eng kéier ufänken, de Kapp an de Sand ze stiechen, viru bereet sinn, net nëmmen de Rufer an der Wüste ze spillen, mä déi da bereet sinn, alles ze maachen, fir deem Zil, wat mer net a Fro stellen, gerecht ze ginn, nämlech och hëllef, déi europäesch Démarche vun 20, 20, 20 méi séier ze réaliséieren.

D'Konklusiounen aus deene verschiddene Rapporté kann een am Fong résuméieren mat dräi Sätz: Et muss schnell gehandelt ginn, et muss iwwerall gehandelt ginn an et muss effikass gehandelt ginn. Dass heescht, déi Opportunitéitsfënster, déi elo opgaangen ass duerch déi verschidde Kassandrarriff, muss genotzt ginn, fir gräifbar Resultater ze errechen. D'Virlag ass bekannt. Direkt a massiv Aktiounen loossen d'Klimaerausforderungen net zu enger Fatalitéit verkommen. Dee Risiko ass awer reell. An dat weist och déi rezent ILReS-Émfro iwwert de Klimawandel hei zu Lëtzebuerg, dass ouni Resultater an ouni d'Perspektiv op iwwerzeegend reell Resultater Resignatioun amplaz vu Motivatioun opkënnt.

Mir mussen vun deem Katastrophismus ewechkommen. Well de Katastrophismus eleng zerstéiert de Glawen un d'Léisungen. De Katastrophismus, deem ëmmer méi d'Allurë vun enger kollektiver Gehirwäsch unhëlt, ënnerdréckt déi berechtigt Hoffnungen op eng aktiv Zukunftsgestaltung. Ni war d'Primat vun der Politik esou gefrot wéi grad elo an deem Moment. Et muss schnell gehandelt ginn. Dass heescht, dass iwwer Jorzéngten a Jorhonnerten al Gewunnechten, Aarbechtsmethoden an Décisionsprozeduren, déi sech a Gemengen a Statsverwaltungsapparät ageschlach hunn, ännere mussen.

Menger Meenung no ginn d'Koordinatiounskompetenzen, déi wuel am Ëmweltministère ugesiedelt sinn, net méi duer. Ech hunn et aus eegener Erfahrung erfuert, an duerfir weess ech wouvun dass ech schwätzen.

Den Ëmweltminister muss an deene Fäll, wou bis elo en duerch den Impérialisme départemental oder administratif vun anere gebremst gouf, e Pouvoir de premier et pouvoir de dernier mot kréien.

Dat géllt elo scho fir de Beräich Transport - well ech gi jo dovun aus, datt den Här Lux mat sech selwer eens gétt. Dat géllt awer och fir aner Beräicher, zum Beispill Logement, Bâtiments publics, Energie, Tourismus, Aménagement du territoire, Stroosbau an esou weider. D'Lëscht ass net exhaustiv.

Beispiller gefälleg? Jo? Ech hunn zum Beispill elo grad iwwer Sotec geschwat, Sotec a GasCom, wou den Ëmweltminister menger Meenung no net gefrot war.

Albusanéierung beim Stat: Wann den Ëmweltminister deen Éischt an dee Leschten ass, deen doriwwer ze befannen huet, da kann een an deem Beräich schnell a prioritär Investissementer decidéieren.

Agriculture: Fannen iwwerhaapt Ofsproche statt awéieren datt de Ministère de l'Environnement an de Förderungsname am neie Plan de développement rural mat implizéiert ass?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Gemenge sollen a puncto Klimaschutz eng Virbildfunktioen ausüben. Et géif en interessante Bilan ginn, fir emol erauszefannen, wéi vill Initiative vun de Gemengen an deem Beräich net zum Droe kommen, well Klimaschutzinitiativen net oder nach net zum aktuellen Aufgabepérimeter vun de Gemenge gehéieren.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Doriwwer kann een e Buch schreiwen!

» M. Charles Goerens (DP).- Ech kann lech eng Préface fir dat Buch schreiwen, Här Gira, ech weess elo schon, wat drakéint.

(Hilarité)

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Da waart emol! Mir kucken.

» M. Charles Goerens (DP).- Mat enger Widmung, déi ech géif ufänke mat de Wieder: «Cher collègue et néanmoins ami!»

D'Lëscht vun deene Beispiller kënnt ee beliebig weiderféieren, wat ech awer net brauch ze maachen, well et jo hei em de Prinzip vun enger adäquater Verdeelung vun de Responsabilitéiten a Kompetenze geet.

Duerfir meng Fro un de Minister: Kënne mer och mat engem Befreiungsschlag rechnen an där Hisicht, oder sidd Dir der Meenung, datt et mat där aktueller Regelung an deem dote Sënn duergeet?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» Plusieurs voix.- Très bien!

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

» M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

» M. Roger Negri (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gétt keen Zréck méi. All dat wat mer elo wëssen iwwert de Klimawandel, muss jiddferengem vun eis durgoen fir ze handelen.

All déi grouss international Rapporten, sief et vum Sir Nicolas Stern oder vun der UNO, soen, dass, wa mer et net fäerdeg bréngen, innerhalb vun enger Generatioun eng Kehrtwende, e Paradigmewissel a Saache Klimaschutz ze maachen, et dann ze spéit ass. Da kréie mer d'Kéier net méi. Eis Kanner a Kandskanner kréien dann déi Problemer mam Klimawandel voll ze spieren, déi mir säit engem hallwe Jorhonnert net wollten ugoen.

Dobäi kënnt d'Realitéit, an dat wësse mer scho säit laangem, dass d'Reserve vun der Primärenergie, dem Pétrol an dem Gas, an deenen nächste Joren ëmmer méi kleng ginn, bis keng Dréps méi do ass.

Wat dëst zesumme mat der Waasserknappheit bei enger ëmmer méi grousser Weltbevölkerung bedeit, wësse mer all. De Präis vum Uelechbarril huet sech an deene leschte Wochen an Deeg erëm un déi 70

Dollar erugetascht, ouni dass vill dovun geschwat gétt, an dat wäert sech an der Économie nidderschloe mat permanent steigende Pétrolspräisser. An och d'Zëse wäerte weider klammen, mat där enger oder anerer Argumentatioun.

Här President, mir hei an all déi kommend Generatiounen mussen eis all Dag an all eisen Iwwerleeungen an an all eisen Handlungen ëmmer erëm froen, wéi mer mat eisen Aktivitéiten den CO₂ erfetze kënnen. Bei der Presentatioun vum Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwer Kyoto hunn ech hei an der Chamber gesot, vun elo u gétt et kee Liewe méi ouni Kyoto. Dat si mer eis an eise Kanner schëlleg.

Här President, duerfir wëll ech dem Ëmweltminister Lucien Lux fir säin exzellente an explizite Rapport félicitéieren a Merci soen an hie weider ënnerstëtzen, fir dës Visioun mat sengen zéng Bausteng ëmzesetzen, well fir elo an e Katastrophenzenario ze verfallen an Zäit domat ze verbréngen, een deem aneren d'Schold un der Situatioun ze ginn, bréngt eis net virun.

Mir mussen elo konsequent eis Hausaufgabe maachen. Dat sinn d'Ëmsetze vum Kyoto-Gesetz, dat heescht eng Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen ëm 28% bis d'Joer 2012, ab dem Joer 1990 gerechent. Duerno kommen déi vun der EU op dem Sommet vum März 2007 dekretéiert Klimaschutzmoosname vun 20% Energieeffizienz, vun 20% CO₂-Reduktioun bis d'Joer 2020 a vun engem Undeel vun 20% aus erneierbaren Energiequellen.

Dobäi ass et enorm wichteg, dass d'Europäesch Unioun sech selwer de Klimaschutz endlech op hire Fändel schreift an Eescht mécht, fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren europawäit, mä virun allem weltwäit iwwert de Wee vu Verhandlungen zwëschen der EU an den USA, China, Mexiko an Indien - fir nëmmen déi ze nennen. Dës Länner mussen vun alle Säite sensibiliséiert ginn, mä och deene Länner mussen mer hëllef, dass d'Spiral vun den CO₂-Emissiounen net exponentiell wäisst. Dëst ass eng grouss Gefor, well dës Länner jo eréischt en plein développement sinn.

De 27. Juni fuere mer als Lëtzebuurger Ëmweltkommissioun vun der Chamber op Bréssel, fir an deem Sënn ënner anerem mam EU-Ëmweltkommissär Stavros Dimas ze debattéieren. Hei wäerte mir mat him genau kucken, wéi wäit mer territorial kënnen iwwer eis Grenze Klimaschutz bedreien. Wandkraaftanlagen um Mier hunn ebe ganz einfach méi Rendement wéi hei am Land.

Här President, dass mir awer virun allem emol hei zu Lëtzebuerg mussen handelen, weise folgend Zuelen: D'Pro-Kapp-Emissiounen leien zu Lëtzebuerg bei 26,7 Tonne pro Awunner a bei 15,2 ouni den Tanktourismus. An den USA bei 19,7; a China bei 2,9; an Däitschland bei 10,4; an Indien bei 1,0 an a Frankräich bei 6,5. Dës Zuele schwätze fir sech.

Den Haaptproblem am Klimaschutz hu mer am Transportsecteur. Am Joer 2005 huet den Transportsecteur 58,5% vun den CO₂-Emissiounen uitgemaach: 7,5 Milliounen Tonnen CO₂ vun engem Gesamtvolumen vun 12,7 Milliounen Tonnen CO₂. D'Tatsach, dass ronn dräi Véierel vum Bensen a Mazout an den Tanktourismus ginn, kann net verstoppen, dass den nationale Verbrauch sech säit 1990 verdubelt huet, an zwar ab 1990 vun 0,8 Milliounen Tonnen CO₂ op 1,6 Milliounen bis 2004, anstatt op 0,6 Milliounen Tonnen CO₂ par rapport zu 1990 erfroze, wéi et am Kyoto-Plang virgesinn ass.

Wa mir also wëllen, dass den Individualverkéier massiv zréckgeet, da mussen d'Investitiounen an den öffentlechen Transport méi zügel virukommen. Den Tram, déi nei Strecken zwëschen Esch an der Stad, zwësche Beetebuerg an der Stad, déi nei Gares périphériques, all déi Projete mussen elo virugedriwwen ginn.

Da mussen mer och opgrond vun eisen ëmmer méi héijen Zuele vu Frontalierë weider Projeten oudenken, wéi mir ënner anerem déi an e puer Joer 100.000 Fransousen op eng méi effizient Manéier aus dem Sillon mosellan op Lëtzebuerg hin an hier transportéieren.

Grad am Kader vun deem schwéieren Zuchaccident zu Zouftgen mussen mer iwwer nei zousätzlech Infrastrukturen am Goulot d'étranglement, am Fläschchen zwëschen Thionville a Beetebuerg an och am Kader vum TGV-Est zesumme mat Frankräich nodenken. Datselwecht géllt fir d'Verbindungen no Däitschland, Richtung Tréier an a Richtung Saarbrécken, an a Richtung Belsch. Do muss och de Projet Eurocap-Rail nees op den Dësch kommen.

Här President, fir eis Haiser a Gebaier mussen mir Energiespuercampagné

maachen, Energieberoder astellen a fir Energieeffizienz suergen an déi och steigern. An et mussen no där neier Gesetzgebung, déi jo elo kënnt, Energiebilanze gemaach ginn, Energiezertifikater an Energiepäss opgestallt ginn, fir kënnen ze iwwerpräieren, ob mer dat och erreeche wat geplangt war.

An den öffentleche Gebaier mussen de Stat an d'Gemengen hir Virbildfunktioen nach weider ausbauen an och an all nei innovativ erneierbar Energiequellen investéieren, fir de Leit ze weisen, wat een an deene verschiddene Fäll kann als alternativ erneierbar Energie asetzen.

Do ass nach vill ze maachen, wann ee weess, dass an eise Büroen déi aner Säit emol nach keng duebel Verglasung an de Fënsteren ass. Hei ass also de Programm vun 197 Milliounen Euro vum Bauteminister awer wierklech kee Muttwëll, an dëst hätt och scho laang kënnen gemaach ginn.

Här President, et ass nach vill ze maachen an et geet och elo eréischt richtig u mam Klimaschutz. Mä all deenen, déi esou maachen, wéi wa bis elo näischt geschitt wär, wëll ech awer soen, dass deem net esou ass, an zwar sinn an dëser Legislaturperiod schon eng ganz Partie Dossierer a Saache Klimaschutz ëmgesat ginn.

Ech wëll erënneren un d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwert de Kyoto-Protokoll mat der Kreatioun vun engem Kyoto-Fong; un d'Gesetz vum 25. März 2005 iwwert d'SuperDrecksKëscht; un d'Gesetz vum 31. Juli 2005 a vum 25. November 2005 iwwert d'Aarhus-Konventioun am Beräich vun der Informatioun an der Transparenz a Saache Klimaschutz; un d'Gesetz vum 3. August 2005 iwwert d'Partenariatskonventioun a Saachen Naturschutz; un d'Gesetz vum 27. März 2006 iwwert d'Kyoto-Mechanismen an domat an déi zwee Klimaschutzalocatiounspläng; un d'Gesetz vum 24. Juli 2006 iwwert d'Konventioun vu Florenz a Saache Landschaftsschutz; un d'Gesetz vum 2. August 2006 géint de Kaméidi - notament de Flughaf, dat heescht manner CO₂-Emissiounen bei de Fliegeren -; un d'Gesetz vum 1. Dezember 2006 iwwert d'Preventioun vun den Déchetten; un d'Gesetz 5611 iwwert d'Afféiere vun enger neier Autosteier - wou déi, déi manner CO₂-Emissiounen verbrauchen, och manner bezuelen -; un d'Gesetz, wat mer herno hei diskutéieren, iwwert de Minettkompost mat enger Biomethanisatiounsanzlag, fir de Biogas an den öffentlechen Aerdgasréseau anzespisen, an zum Schluss un de Règlement grand-ducal vum 3. August 2005 iwwert d'Subsiden am Beräich vum Asetze vun erneierbaren Energien.

Bei deenen neie Reglementer fir 2008 iwwert d'Subsidie beim Asetze vun den erneierbaren Energien erwaarde mer eis bei der Ëmsetzung dann och, dass de Finanzminister an de Budgetminister dann och elo dat néidegt Geld zur Verfügung stellen a Faarf bekennen, an do wëlle mer jo sécher keng Faillite erliewen.

„Mir mussen eis trenne vun der Iddi, dass Ëmweltschutz e Luxus ass“, huet den EU-Ëmweltkommissär Stavros Dimas gesot. Säit der Ratifizéierung vum Kyoto-Gesetz vum 23. Dezember 2004 huet de Klimaschutz eben e Präis a kascht a wäert virun allem eise Statsbudget ëmmer méi belaaschten. Duerfir géllt et elo, déi néideg an déi richtig Mesuren ze huelen.

Här President, fir all dës virgenannte Gesetzter an aner vill Aarbechten am Sënn vum Klimaschutz ze erreechen, hunn den Ëmweltminister an den Energieminister eng ganz Rei vu Séminairen, Workshops an Table-ronden organiséiert, un deene mer als Concernéiert ëmmer invitéiert waren, zesumme mat de Forces vives de la nation, fir am Sënn vun der partizipativer Demokratie a Saache Klimaschutz virunzkommen. A mir komme virun!

De Minister Lucien Lux huet jo elo seng zéng Bausteng presentéiert, an ech wëll hien nach eng Kéier encouragéieren, op deem Wee virunzemaachen. Loosset mer zesummen dës Hausaufgabe maachen, da komme mer och lues a lues virun. Mir hu jo gesinn, dass mer am Transportsecteur den Trend vun ëmmer méi CO₂ emol gebremst hunn. Mir wëssen alleguer, dass den Tanktourismus iwwert de Wee vun der Accis-harmoniséierung graduell an deenen nächste Joren ëmmer méi zréckgeschrafft gétt. Mir mussen dann awer och wëssen, dass mer eis aner Fraisen, déi mer soss einfach iwwert de Bensinspräis kompenséiert hunn, och dann iwwert de Statsbudget musse regléieren.

ouni Tanktourismus wësse mer jo och, dass mer eis no aneren Akommesquellen ëmkucke mussen, fir d'Dépense vun Stat ze decken. Heibäi wäerte mir als LSAP eis géint en unilaterale sozialen Ofbau vun de

Prestatiounen beim Stat wieren. Konkret: Wa mer bestëmmte Lenkungsinstrumenter, wéi elo zum Beispill d'Autosteier asetzen, da mussen mer de Leit versus och Alternativen ubidden, wéi den accélérierten Ausbau vun öffentlechen Transport, fir dass mer net nëmmen eist Klima retten, mä och sozialverträglech an eiser Gesellschaft handelen.

D'Betriber hunn hir Efforté gemaach. Dat wëllt net soen, dass mer do näischt méi ze maache brauchen. Mir mussen eis awer och eng Reserv loosse, fir nach industriell Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze kréien. Dëst ass wichteg fir d'Diversifizéierung an och fir d'Aarbechtsplazen, well net jiddfereng kann Akademiker ginn, an do hu mer och eis Responsabilitéiten ze huelen.

Här President, „Klimaschutz muss sich im (politischen) Alltag beweisen“, schreift de Mouvement écologique am „Kéisecker“ vum März 2007. „Nach der Einsicht, nun entschlossenes Handeln.“ An dat wäerte mir och maachen. De Klimaschutz ass d'Erausforderung vun der Zukunft. Mir als LSAP paken et un.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci, an als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter 25 Joer kréie mer vu Wëssenschaftler gesot, eist Haus géif brennen, fir emol eng Kéier - une fois n'est pas coutume - de Jacques Chirac ze zitéieren. Am Ufank hunn déi meescht net dru gegleeft, well et schwiereg war, Flamen oder Dampf ze gesinn. Virun zéng Joer dunn huet Lëtzebuerg sech mat deene meeschten anere Länner zu Kyoto dozou verflucht, bis 2012 de Brand eenegermoossen ënner Kontroll ze kréien, mat der Perspektiv, en duerno definitiv ze läschen.

Déi Regierung, déi dat Engagement deemools '97 geholl huet, huet dunn emol zwee Joer dem Brand nogekuckt. Déi duerno huet op där enger Säit Uleech op d'Feier gehäit oder op där anerer Säit e kuerze Moment de Schlauch an de Grapp geholl, fir en awer erëm séier falen ze loosse.

Déi jëtze Regierung huet zumindest verbal, muss ee soen, erkannt, dass de Brand an Tëschenzäit all Stäck erreecht huet. Elo hätt ee jo gemengt, si géif sech dann elo dat néidegt Läschmaterial zouleeën an all Ministeren a Ministeren géifen e Pompjeeschlauch an de Grapp huelen a sech prioritär um Läsche bedeelegen. Mä neen, Här President, den Ëmweltminister steet ganz eleng do mam Gaardeschlauch a versicht verzweifelt eppes géint d'Feier ze maachen.

Ech wëll et och dofir direkt ganz kloer am Ufank soen: Déi Gréng sinn enttäuscht iwwert d'Deklaratiounen vun der Regierung am Beräich Klimaschutz. Déi Gréng sinn enttäuscht iwwert dem Premier- a Finanzminister säi Kapitel Klimaschutz an der Ried zur Lag vun der Natioun. An déi Gréng sinn enttäuscht, dass den Ëmweltminister och haut u sech, vis-à-vis vun deem, wat de Premierminister gesot huet, keen neie Moment geliwert huet.

Déi Gréng hate gemengt, d'Regierung hätt verstan wat usteet. No der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun 2006, wou verbal Signaler dra waren, nom éischten Aktionsplang, dee mir och ënnerstëtzt hunn als Gréng, och wa mer direkt gesot hunn - an dat wëll ech awer betounen! -, et wieren nëmmen éischt Schrëtt, hate mir awer gemengt, dës Regierung géif dëst Joer déi déif gräifend Reformen ugoen, well ëmmerhin ass an deem Joer viles geschitt - et ass scho vu menge Virriedner erwähnt ginn.

De Stern-Report seet, dass mer op där enger Säit, wa mer näischt maachen, Käschte vu 5 bis 20% vum PIB hunn, op där anerer Säit awer nëmmen, wa mer preventiv virginn, 1% vum PIB. Déi eenzel IPCC-Berichter hunn eng kloer Sprooch geschwat. Ëmmerhi gétt et jo och an Tëschenzäit EU-Beschlëss, déi och vu Lëtzebuerg gedroe ginn a wou Lëtzebuerg zumindest mat deenen anere Länner zesumme sech kloer engagiert huet.

Schlussendlech kann een awer feststellen, dass eng Rei kloer Zilsetzungen an och Moosnamekataloger an Nopeschlänner, zum Beispill an Däitschland, vir sech ginn. An och wa mir als Gréng - kënnt Der lech virstellen - virsichteg sinn a skeptesch a priori mat där neier franséischer Regierung, esou kann een awer net verleegnen, dass zënter der Wahl vum neie President déi Wieder Écologie an Développement durable a Frankräich zumindest verbal eng

aner Bedeitung kritt hunn. An ech mengen och net, dass de fréiere Premierminister, de Juppé, an de Ministère de l'Écologie goe wäert, fir d'Daumen do ze dréinen. Dat kann ee sech vun där Perséinlechkeet net virstellen. Mir si gespaant op dat wat do kéint.

Mir hate gemengt, et wier elo jiddferengem kloer, dass et an deem Dossier hei net nëmmen ëm Klimaschutz geet, dass et net nëmmen ëm Ëmwelt geet, neen, onofhängeg vu Klimaschutzaspekter muss eis Gesellschaft sech drop astellen, dass déi fossil Energiequellen zu Enn ginn. Et geet drëm, den Ausstieg vu Kuel, Uelech, Gas, mä och vum Uran virunzedreien an eng nei dezentral Energieversuergung op Basis vun erneierbaren Energien opzebauen. An et geet, Här President, ëm net méi an ëm net manner wéi eng dréitt industriell Revolution ze preparéieren. Ech widderhuelen et: eraus aus dem Uelech-, eran an de Solarzäitalter, eraus aus enger zentraler Energieversuergung an eng dezentral Energieproduktioun.

Dat soen net mir, dat soe Leit wéi den unerkannten amerikanesche Wëssenschaftler Jeremy Rifkin, deen - an ech fannen dat Bild ganz flott - seet, dass mer no dem Internet vun der Informatioun deemächst müssen en Internet vun der Energieversuergung opriichten, wou jiddfereng vum eis Energieproduzent, mä och Energiekonsument ass, wou en Netz muss an öffentlecher Hand sinn - an ech kommen herno nach drop ze schwätzen - a wou jiddfereng, ouni dass e muss eng Genehmigung hunn, kann an dat Netz aspeisen an aus deem Netz ka Stroum erauszéien. Ech fannen dat eigentlech dat beschte Bild, dat bis elo ee gesot huet, wéi mer eis reorganiséiere müssen.

Vun enger industrieller Revolution schwätzt awer och den „green paper“ vun der EU-Kommissioun, wann e seet: „Die neue Energie- und Klimaschutzpolitik repräsentiert nicht weniger als eine industrielle Revolution über die kommenden zehn bis 15 Jahre.“ A jiddfereng, dee sech mat deem Thema beschäftigt, seet och ganz kloer, et geet iwwerhaupt net drëm, wéi gewësse Leit et nach ëmmer wëllen duerstellen, zréck op d'Beem ze goen.

Ech war elo rezent op der Generalversammlung vum Klimabündnis zu Zürich, wou och eng Rei eminent Leit geschwat hunn, an do hu mer ganz konkret gesot kritt ëm wat et geet. Mir müssen zréck op den Energieverbrauch vun der Schwäiz 1970 an domat zréck op d'Liewensqualität an der Schwäiz 1970.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech froen lech: Ass dat e Schreckenszenario, sech virstellen, dass mer d'Liewensqualität vun der Schwäiz 1970 erëm zréck aféiere missten? Ech mengen net. Par contre wann een eng Rei aner Studië kuckt, déi weisen, dass grad zënter dem Ufank vun de 70er Joren de Wirtschaftswuesstum an d'Liewensqualität auserneegaange sinn, ass et genau dat wat mer eigentlech, wa mer éierlech sinn, implizit spieren zënter dem Ufank vun de 70er Joren, zënter dass eis Gesellschaft sech enorm beschleunegt huet, dass mer stonnen-, deeglaang a Stae stinn, dass mer mengen et misst ëmmer alles méi séier ginn. Ech mengen, doduerch hu mer eigentlech keng mënschlech Liewensqualität gewonnen.

Et ass also iwwerhaupt keen Horrorzzenario, deen déi Gréng hei wëlle molen. Neen, mir wëllen erëm zréck an eng flott Liewensqualität, awer mat de Moyens du bord, déi mer haut hunn. Mir hunn haut ganz aner Moyenen zur Verfügung wéi 1970, fir eis Gesellschaft anescht ze organiséieren. Mir hunn den Internet vun der Informatioun, a wa mer muer den Internet vun der Energie a vun der Mobilitéit - firwat net? - do nach dernieft setzen, da kann ee sech wierklech erëm e Liewe mat Liewensqualität virstellen.

Fir dëser Erausforderung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gerecht ze ginn, benéidegt awer och Lëtzebuerg eng nei gesellschaftlech an industriell Revolution, an duerfir d'äerch an d'Klimaschutzpolitik net länger en néidegt, awer niewesächlecht Politikfeld sinn, mä si misst eigentlech d'Kärelement vun enger gesamter Regierungspolitik sinn. An et ass eigentlech genau dat, wat mir als Gréng no deene jorelaangen Diskussiounen esou enttäuschend fannen.

Wou ass de Klimaschutz an der Diskussioun iwwert d'Steierlicherunge fir d'Betriber? Wou ass de Klimaschutz an der Diskussioun iwwert de Crédit d'impôt? Wou ass de Klimaschutz am Pakt Logement? Et féint een do kee Saz, kee Wuert, kee Buschtaf driwwer. Wou ass de Klimaschutz an neien Agrargesetz? Et gétt ëmmer méi kloer, dass d'Landwirtschaft och e ganz wesentleche

Bäitrag zum Klimawandel bäidréit. An hannendrun hänken och eis lessgewunnechten, well mer vill ze vill uewen op der Nahrungspyramid iessen; vill ze vill Fleisch an och Convenience-Fudder. Mir müssen doriwwer diskutéieren. Mir hu kee Saz, kee Buschtaf iwwer Klimaschutz an deem Gesetz do gesinn.

An hei läit och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kromm an der Heck. Ech hu fonnt, dass den Här Ewringmann dat um Klimaschutzforum wierklech ganz pertinent an e puer Sätz duergestallt huet, wéi hien dat ëmmer erëm gutt fäerdeg bréngt. Hie seet: Am gesamtpolitesche Bewosstsinn an am Dagesgeschäft sinn an dëser Regierung Kyoto an de Klimaschutz net genuch verankert, an do dernieft sinn eigentlech och dringend institutionell an organisatoresch Verbesserungen néideg; op déi ech och nach wäert an eise Proposen zréckkommen.

Hien huet dat och do opgeworf, wat de Marco Schank, mengen ech, och schonn hei gesot huet, dass et längst héich Zäit wier, dass bei all Projet de loi, deen hei an d'Chamber kënnt, nieft enger Fiche financière endlech eng Kyoto- oder eng Klimaschutzfiche wär, an dass och dee Minister, deen hei nei Projekte bréngt, déi nei CO₂-Emissiounen an d'Luucht loossen, eigentlech misst responsabiliséiert ginn.

Well soss geschitt dat, wat de Charles Goerens gesot huet, well deen dote Match, dee packt och dee beschten Ëmweltminister net, wann all déi aner Kolleegen a Kolleeginne kënne weider Politik maachen, wéi mer et an deene leschten 150 Joer gemaach hunn. Dann ass wierklech en Ëmweltminister finanziell, organisatoresch, mä och vu senger politescher Muecht hier iwwerfuert, fir dat do nach an de Grëff ze kréien.

Dass dëst Bewosstsinn awer nach net an de Käpp vun der ganzer Regierung dran ass, dat wonnert eis awer, well an der Tëschenzäit gétt et jo och ëmmer méi kloer, dass de Klimaschutz sech rechent - laangfristeg op jidde Fall -, an dass en nieft engem groussen Défi eng riseg Chance fir d'Wirtschaft a fir den Aarbechtsmaart ass.

Well soss wëlle mer jo - an dat ass jo och gutt esou - hei zu Lëtzebuerg bei all technologescher Erausforderung virbäi sinn. Ech verstinn net, firwat dass dat hei net soll de Fall sinn. De Wirtschaftsminister flitt sech dout iwwert de Globus, fir ech weess net wien hei op Lëtzebuerg ze lackelen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen. Firwat hëlleft hien net, déi hei technologesch Erausforderung unzegoen, d'fir ze suergen, dass mir zu Lëtzebuerg mat déi Éischt sinn, déi eis anescht organiséieren an deem ganze Feld?

Et gétt een dat Gefill net lass, wéi wann een an der Regierung nëmme méi Budget-épicière setzen hätt, awer keng Ekonomiste méi. Wéini ginn emol erëm endlech volkswirtschaftlech Rechnungen opgestallt? Hu mer keng Makroökonomisten ënnert deene 15.000 Statsbeamten, déi emol erëm aner Rechnunge maachen, wéi déi Épiciers-Rechnungen, déi mir ëmmer hei déi lescht Zäit hu missen nolauschten, wann et ëm de Klimaschutz gaangen ass?

Ech ginn lech e puer ganz konkret Beispiller, déi net mir gerecht hunn, mä wëssenschaftlech Instituter an anere Länner, déi scho vill méi wäit fort sinn an hire Reflexiounen:

Wann Der eng Stad vun 10.000 Leit mat fossile Brennstoffe hëtzt, da séchert Der mëttel- a laangfristeg néng Aarbechtsplazen. Wann Der datselwecht mat Biomass maacht, da séchert Der der 135. Dir hutt richtig héieren: e Rapport vun néng Aarbechtsplazen zu 135!

Wa mer alles op fossil Energieträger opbauen, da geet 90% vun deem investéierte Kapital an d'Ausland an 20% bleibt an der Regioun. Wa mer awer eng Wirtschaft opbauen, déi op alternativ Energien an op Energieeffizienz opgebaut ass, dann ass et genau de Géigendeel: 80% bleibt an der Regioun an 20% geet an d'Ausland.

An ëmmer méi Etüde soen dat ganz kloer. Zum Beispill an Däitschland seet eng, an zéng bis 15 Joer wäerte méi Leit an deem Secteur schaffen, wéi an der Automobilindustrie; déi jo sécherlech an Däitschland net ënnerrepresentéiert ass.

Duerfir stelle mir eis eeschtaft d'Froen: Mécht et volkswirtschaftlech Sënn, all Joer Milliarden Euro a Saudi-Arabien bei d'Scheichen ze schécken? Oder hätte mer net besser am Département des Forêts eis Haiser mat Lëtzebuerg Brennholz ze hëtzen, och wa vläicht kuerzfristeg - an ech betoune kuerzfristeg - d'Kilowatt-Stonn e bësse méi deier wär?

Mécht et wierklech volkswirtschaftlech Sënn, Kolleegen a Kolleeginnen, d'Millen an der Nordsee vun auslänneschen Investisseure bauen ze loossen? Hätte mer net besser, all méiglech Wandzyklen zu Lëtzebuerg - an där gétt et nawell e ganze Koup - mat Lëtzebuergeschem Kapital esou wäit wéi méiglech ze notzen, och wann de Kilowatt-Stonnepräis vläicht kuerzfristeg ganz e bësse méi héich wäert sinn? Aner Länner - ech hunn et scho gesot - hunn dat längst verstanen a sinn amgang massiv an déi Richtung ze investéieren.

Déi Gréng sinn dann awer och erstaunt, dass nieft dem wirtschaftleche Gedanken zwou Parteie mam „S“ am Numm déi sozial Dimensioun vun dëser Erausforderung anscheinend net erkannt hunn. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann den Uelech an zéng bis 15 Joer 150 Dollar wäert kaschten, da wäerte vill Haushalter mat klengem Revenu sech keng 20 Grad an hirem schlecht isoléierten Appartement méi kënne leeschten.

Duerfir ass et eng absolut Prioritéit fir déi Gréng, dass mer net nëmmen déi nei Gebaier no der neier Wärmeschutzveruegung maachen, mä och eng absolut Prioritéit setze fir d'Albausanéierung. Mä mir müssen och finanziell d'juristeschen Moyene fannen, dass och eppes geschitt grad am Mietwunnensbau, wou mer einfach e Strukturproblem hunn, dass e Propriétaire eigentlech net interesséiert ass, Geld fir d'Isolatioun ze investéieren, well et säi Locataire ass, deen d'Rechnung muss bezuelen. Do muss mer och innovativ Léisunge sichen.

A wann de Bensin bis dohin dann eng Kéier vläicht zwee Euro oder méi de Liter kascht, da wäerte vill Familljen een, wa keng zwee Autoe müssen ofschafen. Déi ganz Mobilitéit zu Lëtzebuerg, déi mer op den Auto opgebaut hunn, dat ass haut schonn eng immens Belaaschtung fir sozial schwach Haushalter.

Am Klimabündnis hu mer eng kleng Berechnung gemaach a Folgendes erausfonnt. Ech ginn lech e Beispill: An engem Haushalt, wou zwou Persoune schaffe ginn, annerhalffmol de Mindestloun, an déi zwee Autoen hunn, do gi 25% vum Gesamtrevnu - Kannergeld inklusiv, wann zwee Kanner do sinn - an d'Käschte vun deenen zwee Autoen. Dir hutt richtig héieren: Ee Véierels vum Revenu geet an engem Haushalt vun annerhalffmol de Mindestloun an d'Autokäschten!

Ech mengen, et ass richtig wann ee seet, onsozial sinn déi, déi d'Leit ëmmer nach méi déif an d'Autosfal lackelen andeem se, wéi rezent nach den Här Goebbels an engem Lieserbréif, nach ëmmer no neie Stroosse ruffen. A sozial sinn déi, Här President, déi haut scho fir d'Prioritéit fir den öffentliche Transport suergen an de Leit erëm weisen, dass een och zu Fouss a mam Vélo ganz vill Distanze kann zréckleeën.

Mir bedauern et, dass eigentlech keng vun dese méi grondleeënde Iwwerleeunge sech an de Regierungsiwwerleeungen erëmfannen. A mir ginn dat Gefill net lass, dass mer mat dëser dënner Zopp, déi mer hei zerwéiert kritt hunn, keng gesellschaftlech an industriell Revolution amgang si virzubereeden. Dozou misst een, eiser Meinung no, no enger gesellschaftlecher Diskussioun kloer a laangfristeg Ziler setzen. Dës Ziler müssen ambitiéis sinn, well wann ee wëllt weiderkommen, dann d'äerch een net beim Minimum ufänken.

Et ass och dat, wat mer der LUXRES-Studië virwerfen. Mir wësse schon, dass mer hei net vergläichbar si mat anere Länner, mä wann ee bei nëmmen 8% ufänkt, da kann ee sécher sinn, dass een der herno véier erreicht huet. Wann een der awer vläicht 15 géif usetzen, da wier een herno vläicht bei deenen 8%.

Duerno muss ee kuerz- a mëttelfristeg Étappen op dat Zil hi fixéieren: All Acteuren - an ech betoune, all Acteuren! - müssen an d'Verantwortung geholl ginn. Et muss ee grondleeënd strukturell Reformen aleeden, et muss een nei Finanzéierungsinstrumenter entwéckelen a ganz legislativ Initiativen huelen. Esou stelle mir eis vir, dass een eng national Erausforderung wéi déi hei géif ugoen.

An, Här President, Lëtzebuerg stoung virun 30 Joer virun enger ähnlecher Erausforderung, nämlech der Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie. Déi deemoleg Regierung sinn déi Erausforderungen no där elo grad vu mir skizzéierter Method ugaang, mam positive Resultat wat mer kennen.

An haut? Dat, wat de Premierminister an den Ëmweltminister eis hei presentéieren, ass an eisen Aen en opgewiermt Plan d'action vum leschte Joer mat enger Rei

sympatheschen, awer net neien Iddien an dernieft awer och ganz widersprénglechen Aktiounen.

Den Här Juncker hat gefrot, dass d'Parteien an d'Fraktiounen géife Faarf bekennen. Dat fällt eis net schwéier!

Här President, déi Gréng sinn dergéint, dass am 21. Jorhonnert de Stat engem Sue gétt, fir en Auto ze kafen, och wann deen Auto méi ëmweltfrëndlech ass wéi d'Moyenne. Wann, da soll d'Förderung héchstens iwwer eng kloer Staffellung an der Autosteier geschéien. Déi Gréng sinn derfir, dass endlech eng Zentralenergieberodungsstruktur kënnt. Mir sinn awer dergéint, dass dat d'Agence de l'Énergie - mat engem Haaptaktionär Cegeled - ass, soss ass déi Struktur eng Doudgebuert.

Déi Gréng verlaange scho laang eng Verlängerung vun de Subsidien an den Aspeisereglementer. Wann déi awer net vereinfacht ginn, a wann d'Tarifer net no uewe gesat ginn a gewëssene Beräicher - ech schwätze Biogas, ech schwätze Wand, och nach eenzel aneres -, da wäerten déi Reglementer eis och net fundamental a strukturell weiderbréngen.

An eppes, wouvu guer net geschwat ginn ass, dat ass de gratis Accès zum Netz. Et si Projekte vun alternativen Energien, déi näischt ginn, well et einfach ze deier ass, se an d'Netz eranzespeisen. Wann een dann och nach feststellt, dass den De-facto-Monopolist awer nach ëmmer alles mécht, fir dass déi Leit net erukommen, an eigentlech nach ëmmer eng Situatioun vu Concurrence déloyale besteet, dann ass dat fir eis ee vun de wesentleche Steng, déi mer müssen aus dem Wee raumen.

Wann dann d'Regierung an den Ekonomiesminister mengen, dat géif ze deier ginn iwwert de Fonds de compensation, da plädéiere mir wierklech dofir, dass mer Suen aus dem Statsbudget huelen, fir et all Mënsch esou licht wéi méiglech ze maachen, fir en Accès an d'Stroumnetz ze kréien. Dat ass e konkreten Opbau vum Energieinternet an dat ass ee vun den Haaptknackpunkten.

Vun dem Erofsetze vun de Regierungskarosse vun 280 op 200 Mikrogramm an dem Kaf vun zwee Hybridautoen an dem Ëmweltminister senger Bidde schwätze mer léiwer net, well dat riskéiert eventuell eng Cabaretsnummer ze ginn.

Wéi déi Gréng bei der Autosteier en Amendement fir d'Steier fir och d'Gemengen an de Stat gefrot hunn, ass dat hei ofgelehnt ginn. Elo muss mer dann der Saach nolafen a mat komplizéierte Cahiers des charges dofir suergen, dass awer eppes geschitt. Duerfir hu mer dat zum Beispill ni verstanen. Dat ass eng vun deene widder-spréngleche Moosnamen, déi dra sinn.

Déi Gréng waren déi, déi vun Ufank u bei der Autosteier d'Abanne vun de Betriebsween gefuert hunn. Mir gesinn och elo - doriwwer huet de Minister Statistike geliwert -, dass an der Moyenne déi Betriebsautoe méi héich sinn. Ech hunn awer nach net esou richtig verstanen, wou et dann elo soll higoen. Mir waarde wierklech op Detailer, ier mer wierklech kënne soen, ob mer domat eis kënnen offannen oder net.

Gréng Stroum fir de Stat - okay! Fir e fir d'Haushalter ze subsidiéieren, wéi wär et dann, Här Minister, mat engem ënnerschiddlechen TVA-Saz, zum Beispill dem Taux normal um normale Stroum an deem reduziéierte fir de gréng Stroum? Da bräichte mer eis elo net schrecklech bürokratesch Mesuren afalen ze loossen, fir deenen enge Merci ze soen. Ech kommen nach op déi allgemeng Approche zréck.

Déi nei Wärmeschutzveruegung misst eigentlech scho längst do sinn, mä do muss ee sech awer eens sinn, domat spuerer mer net eng Tonn CO₂, well déi ass am Prinzip jo nëmme fir nei Haiser. Mir verbëtzen héchstens manner CO₂ an der Zukunft.

A wou bleibt eng regelrecht Albausanéierungsoffensiv? Ass endlech en Accord tëschen...

))) **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*. - Wëllt Der se dann duerfir net aféieren?

))) **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*). - Gelift?

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Wëllt Der dann duerfir keng nei Wärmeschutzverordnung aféieren?

(*Interruption*)

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Neen, ech hunn dat jo net gesot.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Majo dach, Dir hutt dat elo gesot.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Neen, ech hu just gesot, déi nei Wärmeschutzverordnung misst eigentlech scho laang do sinn, an ech hu just gesot, domat spuer mer keng Tonn CO₂. De Wirtschaftsminister mécht ëmmer, wéi wann elo bei de Gebaier d'Wärmeschutzverordnung d'Léisung wär. Ech betounen nach eng Kéier: Déi Wärmeschutzverordnung ass am Prinzip fir all nei Haiser, déi gebaut ginn. Domat spuer mer par rapport zu haut net eng Tonn CO₂, mir suerge just dofir, dass déi Gebaier, déi an Zukunft gebaut ginn, net gradesou verschwenderesch si wéi haut.

Wa mer do derniewent net eng Albausänerungsoffensiv starten, geet dat net duer. De Kolleeg Castegnaro huet vläicht eng besser Mémoire wéi ech, ech weess net, wéini hien d'Pressekonferenz mam Blanche Weber gemaach hat, fir en Albausänerungsprogramm ze maachen. Ech mengen, dat si mindestens eng Dose Joer hier. Wann dat net endlech geschitt...

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Ech war och dobäi.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ah, Dir waart och nach dobäi, gesitt Der! Ech mengen, dass dat och net Är Schold ass, Här Umweltminister, dass mer do net weiderkomm sinn. Do hunn ech éischter en aneren am Verdacht, dee bis elo net d'accord war, dass een op senge Platebandé géif tréppelen.

Öffentlech Gebaier - do begrëisse mer wat do geschitt. Dat hu mer am Forum virgestallt kritt. Dat mécht awer och haut schonn - dat muss ee ganz éierlech soen - einfach wirtschaftlech Sënn, dass een als Propriétaire seng Gebaier dorop ausricht, wat d'Wärmt an de Stroum an deenen nächste 15 Joer wäerte kaschten.

Öffentlechen Transport - do muss ee begrëisse wat alles do leeft. Mir wëssen awer och, dass de Gros dovun alles méttel-risteg ass.

Wéi ass et mat enger Reform vum RGTR? Wéi ass et mat der Prioritéit fir Busspuren a mat nationalem Parkraummanagement?

Da fanne mer et relativ hypokritesch, muss ech soen, wann et ee vun de Bausteng ass, dass mer elo eis zu Bréssel asetzen, dass mer op gewëssen ëmweltfrëndleche Produkté méi eng niddreg TVA kréien, an dann awer heiheim, trotz mannegfalteger Questions parlementaires vum Kolleeg Kox, net de Schrëtt maachen, nämlech hei op Nahwärmenetzer an op alternativen Energien dat maachen, wat haut scho méiglech ass. De Kolleeg Kox huet schonn e puermol gefrot, firwat et net méiglech ass, Nahwärmenetzer, besonnesch deenen op Basis vun alternativen Energien, en niddregen TVA-Saz ze ginn. Do huet de Wirtschaftsminister nach viru kuerzem geäntwert, e wëllt dat net maachen.

Do musst Der verstoen, Här President, dass mir vun Hypokrisie musse schwätzen, wann een dat, wat een haut scho kann zu Lëtzebuerg maachen, net mécht, an da seet, mir ginn op Bréssel verhandelen, fir dass eppes geschitt.

Mir si souger an der cocasser Situatioun, dass, wann ee mat Mazout hëtz, en nëmme 6% TVA muss bezuelen. Wann een awer ugeschloss gëtt un en Nahwärmenetz, wat mat alternativen Energie funktionéiert, bezuelen ech 12%.

Dat si fir eis pervers Situatiounen, a mir hunn einfach kee Verständnis dofir, Här President, dass emol dat do net méiglech ass. Ech ka mer net virstellen, dass, wann ee weess, wéi wéineg där Nahwärmenetzer et de Moment am Land gëtt, dat doten e risegen Ausfall fir de Statsbudget wär, a wann och nach, da muss een awer ganz e bësse konsequent sinn.

Beim Allocatiounsplang, wann ech elo richteg verstoen hunn, stelle mer dann elo fest, dass no villem Gedäisch Enn vum

leschte Joer d'Regierung dann awer seet, „two six nine“ ass okay, da weess ech net, wat déi Opreegung sollt Enn vun 2005. Mir hu jo elo „two six nine“, mir hunn och bestätegt kritt, dass den éischten Allocatiounsplang eng lwwerallocatioun war. 2005 waren et 20%. 2006 waren et 19%. D'nächst Joer sinn et der dann nach vläicht 18. An all deene Kritiken, wou mer deemools hei gesot hunn, fille mer eis absolut bestätegt.

Mir hunn och keng Pist hei elo entdeckt fir en Ausstiegszenario aus dem Tanktourismus. Ausser dass de Finanzminister gesot huet, e géif zu Bréssel net mauerer, hunn ech nach näischt Konkretes héieren.

Mir waarden nach ëmmer, Här President, op eng konkret Ausso, nämlech dass d'Tankstell op der Saaraubunn definitiv gestuerwen ass. Emol déi huet d'Regierung anscheinend net de Courage hei ze maachen.

Kee Wuert iwwer e Stroossemoratoire, wéineg iwwer d'Responsabilitéit vun der Industrie, dem Handwerk an dem Commerce. Et gëtt genuch Etüden, déi weisen, dass am Prinzip Accord-volontairen nëmme bedéngt erfollegräich sinn. Et kann e flott Instrument sinn, muss awer kombinéiert si mat relativ kloer fixéierten Ziler.

Et ka jo awer net sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Reconversion vum der ARBED, déi och nach zu engem groussen Deel vun der Allgemengheet bezuelt ginn ass, als permanenten Ablass fir déi gesamt Wirtschaftsacturen duergeet.

Och kee Wuert iwwer d'Landwirtschaft. An dem Pabeier, dee mer geschéckt kritt haten, hat de Minister am zweete Saz, mengen ech, zumindest - korrekterweis muss ech soen - d'Landwirtschaft nach erwähnt. Haut huet en dat emol net méi gemaach.

Ech weess net, ob an Tëschenzäit gewësse Leit dee Pabeier gelies haten an dunn hire Veto ageluecht hunn.

(*Interruption*)

Neen, et ass vläicht Zoufall, mä ech weisen lech d'Plaz, Här Minister, am Text, do geet ganz vir Rieds vun der Responsabilitéit vun der Landwirtschaft an deem ganze Beräich. Haut hutt Der dat net méi erwähnt. Dat kann Zoufall sinn, mä eis ass et op jidde Fall opgefall.

(*Interruption*)

Jo, ben, wat Dir eis schéckt am Virfeld vun enger Debatt, Här Minister, dat liese mer zweemol an dräimol, gleeft eis dat, an da lauschtere mir lech och gutt no.

Dir verstitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass eis Begeeschterung sech a Grenzen hält. Mir ginn dat Gefill net lass, dass zwee Kritären hannert dese Propose stinn. Den éischten ass, dass de Budget awer esou mann wéi méiglech soll belaaucht ginn, an dat Zweet ass, d'Responsabilitéit esou wäit wéi méiglech bei de klenge Mann an déi kleng Fra ze drécken. Natierlech sinn och déi gefuerdert, mä dat wëll ech awer ganz kloer an däitlech soen: Fir d'éischt ass d'Politik gefuerdert. D'Roll vun de Politiker ass dach net, de Leit ze soen, wat se solle maachen.

An eisen Aen ass d'Roll vun der Politik, déi wirtschaftlech Kaderbedingungen esou ze setzen, dass d'Leit sech wirtschaftlech, sozial an neierdénge och ëmweltfrëndlech verhalen. Mir si jo allegueren esou stolz op eis fräi Maartwirtschaft. Och d'Klimaverännerunge sinn d'Resultat vun deem grouse Feelfunktionéiere vun der fräier Maartwirtschaft, well d'Ëmweltverschmutzung kee Präis hat a well d'Energie ze vill en niddrege Präis haut nach huet. Also muss mer als Politik agräifen an d'Welt erëm op d'Féiss setzen. Et kann ee jo net de Kapitalismus iwwer de Kléi luewen an da verlaangen, d'Leit solle sech eigentlech géint d'Regele vun deem System verhalen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann de Fliger vu Charleroi op Barcelona 50 Euro kascht an den Zuch der 150, dann ass et normal, dass d'Leit de Fliger huelen. Wann dee grénge Stroum méi deier ass wéi de konventionellen, da kafen d'Leit deenen normalen, a wann ee moies vu Biekerech op de Kierchbiereg mam Bus eng Stonn 35 Minutte brauch, mam Auto awer nëmme 50 Minutten, dann huelen déi meescht Leit den Auto.

» **Une voix.** - A mam Vélo?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dir maacht dat jo heiansdo vun...

(*Brouhaha général*)

» **M. le Président.** - Den Här Gira huet ganz eleng d'Wuert!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Mir fannen et normal, dass all Patron strikt no

wirtschaftleche Kritäre kuckt. Mir géife jo een entloossen, e Patron, dee bei all Offer deen deierste Fournisseur géif huelen. Mir erwaarden awer vun de Leit vun der Strooss, dass se op eemol de Géigendeel maachen. Dat funktionéiert a kenger Hisiicht. Et ass un der Politik dofir ze suergen, dass den Zuch méi bëlleg ass wéi de Fliger; et ass un der Politik dofir ze suergen, dass de grénge Stroum méi bëlleg ass wéi de konventionellen, an et ass un der Politik dofir ze suergen, dass de Bus net mam Auto am Stau steet.

A wann dat esou ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da sinn ech optimistes a mir allegueren, dass d'Leit sech och korrekt verhalen, nämlech no de Regele vun der fräier Maartwirtschaft.

Kënn Der lech nach erënneren, wéi séier de Problem mam verbläite Bensen geregelt war, wéi mer de bläifraien iwwer ënnerschiddlech Steiertauxé méi bëlleg gemaach haten? Et war eng Affär vu sechs Méint, dunn huet kee méi vun deem verbläite geschwat.

An hutt Der gesinn, Här President, wéi d'Leit sech op d'Billjeeë vum TGV fir op Paräis stierzen, nodeem fir dës Streck den Zuch endlech eng valabel Alternativ souwuel vun der Zäit hier...

(*Interruptions*)

Neen, dat wäert och esou weidergoen, maacht lech do keng Suergen. Maacht lech do keng Suergen!

Firwat? Ma well den Zuch op deser Streck souwuel finanziell wéi vum Confort wéi vun der Zäit hier endlech eng valabel Alternativ souwuel zum Fliger wéi zum Auto ginn ass.

An hutt Der matkritt, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi grouss de Succès vum „Night Rider“ ginn ass, eng privat Initiativ, an dat an engem Land, wou jo ëmmer behaupt gëtt, anscheinend kéint kee sech vu sengem Lieblingskand, dem Auto, trennen.

Wann déi Alternativ, déi ee bitt, am Beräich Confort an am Beräich Präis eenegermoossen op dat erauskënn, wat den Auto ass, da sinn d'Leit intelligent genuch, fir déi richtig Léisung ze huelen.

Jo, mir deelen d'Meenung vum Charles Goerens, dee seet, dass de Moment méi wéi jee d'Politik gefuerdert ass.

Ech hunn och vill kritiséiert de Moment, duerfir wëllt ech awer och soen, wéi mir eis géife virstellen, dass een de Moment misst virgoen. Mir sinn der Meenung, dass mer virun enger nationaler Erausforderung stinn. An do kann een net - an dat Bild hei virun eis, mengen ech, ass awer symbolesch - den Ëmweltminister eleng loossen. Dat kann och net eleng d'Missioun vun enger Regierung sinn. Fir aussergewöhnlech Situatiounen brauche mer aussergewöhnlech Instrumenter, an duerfir géife mir en nationale Klimaschutzdesch virschloen.

Mir hunn hei net d'Traditioun vum «Grenelle», mir kënnen hei keen «Grenelle de l'environnement» maache wéi a Frankräich, mä mir kéinten awer vläicht parallel zum Rentendesch e Klimaschutzdesch organisieren, wou d'Regierung, d'Sozialpartner, d'Parteien an d'Zivilgesellschaft géifen zesummekommen.

Ech géif lech och, Här President, an deem Sënn eng Motioun hannerleeën, fir dass ee fir alle Mol e Konsens entsteet iwwer d'Situatioun u sech. Ech mengen, deen ass relativ séier fannen.

(*Interruptions*)

Mengt Dir déi grouss Erleuchtung kéim dann? Jo?

(*Interruptions*)

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le changement climatique est devenu le plus grand défi du XXI^e siècle et qu'il est désormais admis que la responsabilité du phénomène revient en premier lieu aux activités humaines;

- rappelant l'étendue des conséquences environnementales, économiques et sociales du dérèglement climatique et l'urgence de prendre des contre-mesures efficaces;

- soulignant les engagements internationaux que le pays a contractés en signant le protocole de Kyoto, ainsi que nos engagements européens en matière de politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en matière d'efficacité énergétique et de la promotion des énergies renouvelables;

- considérant le Plan d'action national ainsi que les déclarations récentes du Gouver-

nement relatives à sa politique de protection du climat;

- estimant que le défi est tel qu'il ne pourra être relevé que si tous les acteurs et toutes les forces vives de la nation promeuvent et soutiennent une même stratégie nationale;

- jugeant qu'il est par conséquent indispensable et urgent de réunir les principaux acteurs nationaux afin de créer une plateforme commune qui puisse fixer autour d'un consensus national les objectifs et les grandes orientations de politique énergétique et de protection du climat;

invite le Gouvernement

- à mettre immédiatement en place un «Nationale Klimadësch» réunissant des représentants du Gouvernement, des partis politiques, des organisations syndicales et patronales ainsi que de la société civile;

- à y présenter une proposition gouvernementale et à dégager sur base de celle-ci un consensus autour des objectifs et de la stratégie nationale en matière de changement climatique avant la fin de l'année 2007.

(s.) *Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.*

Mir sinn der Meenung, dass een ähnlech soll virgoe wéi beim Rentendesch, dass opgrond vun enger Virgab vun der Regierung ee sollt ee fir alle Mol déi méttel- a laangfristeg Ziler festhalen, eng Rei Optiounen erausschielen, fir dës Ziler ze errechen, an duerno ass et dann un der Politik, déi Moosnamen och ëmzesetzen, esou wéi mer et um Rentendesch gemaach hunn.

Zweetens plädéiere mer fir eng national Klimaschutzagentur. Mir sinn der Meenung, dass ee soll fir déi ganz Problematik en Établissement public schafen, dee sämtlech Kompetenze bündelt. Natierlech sténg deen Établissement public ënnert der Verantwortung vun der Regierung. Mir sinn der Meenung, dass ee Comité interministériel, wann ee weess, wéi Ministären a Verwaltung funktionéieren, net flexibel genuch ass, fir déi ganz Aufgaben unzegoen.

Deen Établissement public misst natierlech eng ausräichend Personaldecken hunn, e misst gläichzäiteg Denkfabrik, Organisator a Koordinator fir d'Ëmsetzung vum nationale Klimaschutz an dem Energieeffizienzprogramm sinn. E misst awer och endlech klimaschutzrelevant Statistiken an Zuelen op den Dësch leeën, mä awer och e ganz kloer Monitoring an eng Evaluatioun maachen. Och do si mer krank, wéi de Professor Ewingmann dat - mengen ech - och erëm um Forum gesot huet.

Drëtens, dat Berodungsnetz, vun deem geschwat ginn ass, misst zentral organiséiert ginn, awer och dezentral sinn. Et misste spezialiséiert Beroder ginn. Et misst en awer och Guichet-unique fir eis PME gemaach ginn. Ech mengen, dass insgesamt d'Potenzial an de Kleng- a Méttelbetriber ënnerschat gëtt. Et gëtt ëmmer nëmme vun de grouse Betriber industrieller Natur geschwat. Mir hunn eigentlech relativ gutt Instrumenter. Ech hunn dat Gefill, dass se am Kleng- a Méttelbetriberberäich net genuch bekannt sinn. Do misste mer eis innovativ Strukturen virstellen.

Dann e véierte Punkt, dee fir eis mat dee wichtigsten ass. Mir sinn der Meenung, dass een ouni eng grondleeënd ekologesch Steuerreform déi Problematik hei net an de Grëff kritt.

An eng ekologesch Steuerreform, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Populismus, wéi Einzelner, déi eiser Meenung no nach net am 21. Jorhonnert ukomm sinn, den 1. Mee gemengt hunn. Et ass och kee gréngt Hirngespinn, mä et ass längst Realitéit an anere Länner.

Ech géif lech einfach e puer Beispiller ginn, well vläicht och net genuch bekannt ass, wéi wäit aner Länner an deem Beräich scho sinn. Ech géif vläicht ufänke mat England, déi 1993 schonn en „fuel duty escalator“ agefuert hunn a systematesch d'Accisen all Joer ëm 5% plus d'Inflatiounsarat an d'Luucht gehewen hunn, an haut, am aktuelle Wahlkampf, ass all Mënsch, vun de Konservative bis zu de Liberaldemokraten derfir, dass een domadder soll weiderfueren.

Ech ka vu Schweden Beispiller ginn, déi 1991 Ofgaben un CO₂ an op der Energie agefuert hunn an op där anerer Säit d'Sozialabgaben erfogesch hunn. Si hunn 2001 en neien Zéngjoresplang bis 2012 decidéiert, fir 3,3 Milliarden Euro vum Facteur Aarbecht eriwuer op de Facteur Energieverbrauch ëmzeschichten. A si sinn haut scho bei 800 Milliounen Euro. Dat ass zum Beispill d'Erklärung dofir, dass Schweden éischters eng immens Ent-

laaschtung bei de Sozialausgaben huet an op där anerer Säit och eng virbildlech CO₂-Bilanz virzeweisen huet.

An da schlussendlech eis däitsch Noperen, wou - mengen ech - ënner Rout-Gréng eng konsequent ekologesch Steierreform gemaach ginn ass. Doduerch sinn d'Energiesteiere wuel ëm 55% an d'Luucht gaangen, mä insgesamt konnt een eng Ofsenkung vun der genereller Steierlaascht vu 4,2% feststellen. D'Renteversicherungsbeträg sinn ëm 16 Milliarden Euro respektiv 1,7 Prozentpunkten entlaascht ginn. De Verwaltungspowand vun der Ökosteier war nëmme 0,13% vun Gesamttopkommen. An esou ass den CO₂-Ausstouss - fir jo awer ze soen, wat machbar ass, wann een déi ekologesch Steierreform ugeet - an Däitschland vum Verkéier tëscht 1999 an 2003 ëmmerhin ëm 9% zrëckgaangen.

Elo kann ee jo net soen, déi Däitsch wieren net frou mat hiren Autoen. Wann een déi ganz Debatt iwwert den Tempolimit kuckt, kann een dat net soen, mä wann awer de Präis zolidd an d'Luucht geet, da kommen och Resultater. Déi Däitsch hunn iwwert dee Wee 20 Milliounen Tonnen CO₂ agespuert. Dat ass wesentlech méi wéi ganz Lëtzebuerg an d'Luucht bléist.

A schlussendlech - an dat ass vläicht dat Allerwichtigst, léif Kolleegen a Kolleeginnen -, si hunn 250.000 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf. Och dat soen net eis gréng Kolleegen aus Däitschland, mä dat soe féierend däitsch Wirtschaftsforschungsinstitute.

Ech mengen, den Här Juncker huet also net Recht wann hie seet, d'Nopeschlänner hätten nëmme de Bensin an de Mazout méi deier gemaach fir hir Keesen ze féllen. Zumindest an Däitschland war do eng ganz kloer politesch Absicht hannendrun. Si hunn déi Suen net geholl, fir d'Keesen ze féllen, an dat ass, mengen ech, de springende Punkt bei enger seriöser Ökosteier. Si muss opkommensneutral sinn, dat heescht, déi Suen, déi een anzitt, déi muss een huele fir aner Beräicher ze entlaaschten.

An dat ass eigentlech och d'Ursaach, firwat den Tanktourismus no 1999 fortgelaf ass, well mer bewosst oder onbewosst zu Lëtzebuerg net matkritt haten, dass den Differenzial vis-à-vis vun den Nopeschlänner géif fortlafen. Duerfir si mer haut esou schlecht drun. Mir sinn der Meenung, dass mer eng konsequent ekologesch Steierreform souwuel fir d'Privatpersounen wéi och fir Firmen a Betriber brauchen. De Prinzip dovum misst sinn, de Verursaacherprinzip anzeféieren, well wien den effizienten Émgang mat Ressourcen mécht, dee gétt finanziell belount, a wie weiderhi verschwent, dee gétt bestrooft. An et gétt eng geziilt Förderung vun wirtschaftlechen Émbau.

Ech wëll nach eng kéier betounen, well jo eng Rei Populisten eis ëmmer aner Saachen ënnerstellen: Si mussen a si soll käschtenneutral sinn. A si soll virun allem de Facteur Aarbecht entlaaschten, an op där anerer Säit d'Ressourcen an d'Energie belaachten. Si ass net do fir Budgetslächer ze stoppen. Si ass do fir de Leit Suen op déi aner Manéier erëmginn.

Och do gétt et Beispiller: Klimabonus, Ökobonus. Mir kéinten eis d'Beispill vun der Stad Basel am Detail ukucken. Do wunnen am Groussraum bal gradesou vill Leit wéi zu Lëtzebuerg. Wann déi et fäerdeg bréngen, esou e System anzeféieren, misste mir et och maachen. Et kann een d'Krankekeesen an d'Pensiounsbäitrag senken. Jo, et ka souguer eng nei Basis gi vun eise Sozialsystemer.

A wann een, Här President, déi ganz ekologesch Steierreform gescheit mécht, da kann ee souguer vläicht d'Klimaschutzmuer mat der Rentemuer zesummen aus dem Wee raumen. Mir müssen als Lëtzebuerg eis Wirtschafts- a Standortpolitik am Aklang mat der Klimaschutzprioritéit nei ausrichten. Duerfir ass fir eis als Gréng eppes ganz kloer: Déi ganz Diskussioun iwwer Steierliichterungen, awer och iwwert de Crédit d'impôt oder d'Negativsteier muss ënnert dem Aspekt Klimaschutz gefouert ginn.

Fënnefte Punkt. De Charles Goerens huet et schon ugeschwat: D'Klimaschutzpolitik brauch e kohärent ministeriwwergräifend Handeln, anstatt dass regelméisseg Konflikter tëschent Wunnengsbau- a Wirtschaftsminister, Émwelt- a Wirtschaftsminister, Innen- a Wunnengsbauminister an Innenminister a Gemengen entstinn. Verschidde ministeriell Kompetenzen missten dofir am Sënn vun enger effektiver Politik nei geuerdnet ginn. Mir maachen eis do keng Illusione méi, dass dat nach an dëser Legislaturperiod wäert geschéien. Mä fir eis gehéiert am 21. Johonnert Energie an de Secteur Émwelt, an net méi bei de Wirtschaftsministère.

Mir müssen och iwwert d'Kompetenzen am Bauten-, Landesplanungs- an Transportministère nodenken. Wann den Transportminister muss enger Verwaltung - Ponts et Chaussées - méintelaang nolafen, fir eng Vélospist iergendwou gezechent ze kréien, dat ass einfach net méi zäitgeméis. Ech huelen un, dass den Transportminister do mat mir d'accord ass. Duerfir muss een e Verkéiersministère ariichten, an do ënnerdrënner muss et eng Verwaltung ginn, déi vun uewe gesot kritt, ob se soll Schinnen, Stroossen, Vëlosweeër oder Fousweeër bauen. Dat sinn alles ganz elementar strukturell Reformen, ouni déi mer net weiderkommen.

(Interruption)

Gelif?

» Une voix. - Ech sinn d'accord.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dat fret mech.

(Hilarité)

Sechste Punkt: Mir sinn der Meenung, dass een nieft deene positive Mesuren am mëttel- a laangfristige Beräich awer och kuerzfristeg kann am öffentlechen Transport eppes maachen; mat absoluter Prioritéit d'konsequent Duerchzéie vu Busspueren, sech zesummesetze mam Innenminister, mat de Gemengen, mam Syvicol, fir en nationale Parkraummanagement ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass dat ee vun de sprangende Punkten ass, fir d'Leit och méi vum Auto erfrozkréien.

Siwents ass e Punkt, mengen ech, wou mer gréisstens iwwereneestëmme mat deem, wat den Émweltminister gesot huet, dass beim Neiopleeë vun de Règlement-grand-ducalé virun allem eng Investitiouns- a Planungssécherheet entsteet. Mir wëssen och, dass ee Règlement-grand-ducalé net kann iwwer 20 Joer ee fir alle Mol festleeën, mä et müssen awer gewësse Sécherheeten dra sinn.

Aachtens muss mer och fir al Gebaier, mengen ech, derfir suergen, dass méi streng Wärmeschutzregelunge kommen. Mir mussen wierklech eng Offensiv als Albausanéierungsprogramm opleeën. Mir müssen zënsverbëlegt Kreditter souwuel fir Firme wéi Privatleit aféieren. Et kann een driwwer nodenken, ob een net esou Kreditter un Hypothéikskreditter bënnt. Et stellt ee fest, dass Leit, déi kleng Revenuen hunn, Schwierigkeeten hunn, e grëssert Investissement virzefinanzéieren, obwuel se eigentlech d'Sue kéinten aspuere beim Spuere beim Hëtzen an esou weider. Och do kéint et net op déi grouss Milliounen Euro un, mä et kéint op intelligent Finanzinstrumenter un.

Néngtens - et ass vum Émweltminister erwähnt ginn -: Mir si fest der Meenung, dass ouni d'Gemengen zu Lëtzebuerg, awer och an anere Länner déi doten industriell Revolutioun net wäert geléngen. Wann ee vun dezentraler Energieversuergung schwätzt, da geet et net ouni d'Gemengen. Mir sinn der Meenung, dass een eng „Task Force“ bräicht aus Innen-, Émwelt- an dem Transportminister, zesumme mat Verrieder vum Syvicol, mä och de Klimaschutzgemengen, déi eigentlech do gutt Erfahrungen hunn.

A schlussendlech ass den zéngte Punkt - dat ass och vläicht een, wou mer relativ d'accord si mam Émweltminister -, fir dass mer systematesch geziilt kreativ Campagné mussen maachen, fir jiddferengem déi Moosnamen, déi existéieren, och nozebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. 25 Joer scho kréie mer gesot, dass eist Haus brennt. 25 Joer ass eisichter Uelech op d'Feier geschott ginn, wéi ugefaange gi mat läschen. Elo hu mer nach héchstens 15 Joer Zäit, kréie mer gesot, soss riskéiert d'Haus komplett ofzebrennen. De Risiko besteet, dass an der Populatioun zwee geféierlech Gefiller opkommen: Déi eng, déi soen: Wann elo alles esou de Bierg erfogee, da wëll ech, soulaang wéi ech nach hei sinn, e Maximum profitéieren, nom Motto «Après nous le déluge». An déi aner, déi soen: Et ass souwisou ze spéit, a verfallen an den Defätismus an an d'Depressioun.

Mä et besteet awer och nach Hoffnung. Émfroen a Beispiller weisen, dass vill Leit bereet sinn, eng Hand mat unzepak beim Läschen. Et ass elo un der Politik, deene Leit dat richtegt Läschematerial an de Grapp ze drécken. Dës Regierung huet eiser Meenung no bis elo virun allem Gaardeschläich geliwwert. Den Hierscht mat de Budgetspreparatiounen an den domat zesummenhängende Steierupassungen ass déi allerlescht Geleeënheet fir dës Equipe ze weisen, wéi eescht si et mam Läsche mengt. An déi Gréng hoffen, dass dës

Majoritéit déi allerlescht Geleeënheet net verpasst. Et wier anescht net ze veräntwerten.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Gira Merci. An als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtteg zwee Débaten, déi ënnerschiddlecher Natur sinn. Ech hunn dat d'ënescht gesot bei menger Interpellatioun. Ech hu menge Kolleegen hei alleguer opmierksam nogelasscht, an ech fille mech bestärkt a menger Aschätzung, dass et einfach net ze qualifizéieren ass, dass déi zwee Sujeten, déi ganz ënnerschiddlecher Natur sinn, hei an eng Debatt getässelt gi sinn.

Ech wëll hei als mandatéierte Spriecher vu mengem Grupp soen, dass ech mat deem, wat den Interpellant d'ënescht gesot huet, 100%eg d'accord sinn, an dann domadder dee Volet kann ofhaken.

(Hilarité)

Domat kéim ech dann zu deem, wat den Här Émweltminister Lux hei gesot huet. Iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Klimaschutzpolitik, Dir Dammen, Dir Hären, brauche mer hoffentlech net méi laang ze diskutéieren. Ech hunn d'ënescht gesot: Et gétt nach ëmmer Zäitgenossen - dat schéng mer awer e bësse komesch Paradisvigel ze sinn -, déi souguer nach ëmmer mengen, mat wëssenschaftlechen Argumenten alles dat kënnen an Ofried ze stellen, wat awer d'geballe Kompetenz vun de Wëssenschaftler weltwäit errechent huet an eis u Fakte presentéiert huet. Duerfir mengen ech, wär et méisseg, fir sech nach driwwer opzehalen, ob dat dann elo esou ass oder ob et net esou ass.

Zweet Fro. Ech widderhuele mech do och nach eng kéier: Ka Lëtzebuerg de Klima retten, wann ee gesäit, dass China eleng an enger Woch méi Zouwuess huet a sengem Ausstouss, wéi mir maximal kënnen reduzéieren, wa mer eis wierklech seriö um Rimm rappen? Ganz kloer: Neen. Mä d'Fro stellt sech trotzdem. Als kleng Natioun, wa mer wëlle glafwierdeg bleiwen, wa mer och deenen anere wëlle kënnen soen: Hei, Dir musst eppes maachen, egal ob dat industrialiséiert Länner oder Schwellelänner sinn, da mussen mer propper dosto. An da mussen mer och eis Aufgab erleedegen. Mir hunn Engagementer ugeholl, iwwert déi haut debattéiert gétt, ob se net ze wäit gaange sinn. Mä mir müssen zu deenen Engagementer sto. Mir müssen eise Bäitrag leeschten, esou oder esou.

Den Här Minister huet eis a senger Note rappeliert, wat d'Beschless vun der Europäescher Communautéit vum März vum dësem Joer sinn. Et wär am beschte Fall bis 2020 eng Reduktioun vun 30% vun den Emissiounen; konkret ass sech emol drop festgeluecht ginn, wann aner Industrielänner mat op dee Wee ginn.

Mir fannen, dass dat keng gutt Approche ass. D'Europäescher Unioun soll hir Politik maachen a se net ofhängeg maache vun deem, wat d'USA maachen oder wat aner industrialiséiert Länner maachen. Mir sollen eise Wee goen an deenen aneren iwwer Constraints imposéieren, deeselwechte Wee matzegoen. A wann et da soll Handelskrich ginn, da soll et Handelskrich ginn. Mir mengen, de Klimaschutz misst dat wäert sinn.

Emissiounsenkung bis 2020 ëm 20%; erneierbar Energien um Undeel vun gesamtener Energieverbrauch 20%; d'Energieeffizienz steigere bis 2020 ëm 20%. Alles dat ass grëffeg, et verhält sech liicht, mä d'Fro ass: Wéi komme mer dohin?

De Prinzip muss sinn, dat meescht iwwert d'Energiespueren, iwwert d'Energieeffizienz ze errechen. Erneierbar Energie sinn en immens faszinant Thema, mä mir wëssen, dass se awer héich Investitiounen bedéngen an dass mer duerch d'Aspueren, duerch en intelligenten Émgang mat der Energie eigentlech vill méi kënnen errechen, wéi wa mer d'Produktioun vu Wandmillen a vu Solarzellen an esou weider mat engem risege finanziellen Opwand pousséieren. Duerfir muss eiser Meenung no den Akzent op d'Energiespueren an op d'Effizienzsteigerung geluecht ginn.

Da stellt sech déi ganz interessant politesch Fro, ob een d'Ziler soll errechen duerch eng Steierpolitik, esou wéi mä Virriedner, den Här Gira, dat hei propagéiert huet, oder ob een net soll awer besser op de Wee goen, iwwer contraignant Reglementatioun virzegoen.

Ech wëll dem Här Gira soen, an all deenen, déi déi Meenung verrieden, dass natierlech

iwwert d'Besteuerung viles ze errechen ass. Et si jo och vill Wëssenschaftler, déi dat verrieden. Mä wann een - an Dir hutt d'Beispill Däitschland gebraucht - gesäit, dass een iwwert d'Besteuerung vun der Energie natierlech d'Konsumverhale kann änneren, an Dir sot, dass soll an der Steierlaascht neutral sinn, da gesäit een, dass mer déi indirekt Steieren, nämlech d'Konsumsteieren eropsetzen, an iergendwou dat da kompenséieren doduerch, dass mer déi direkt Steierlaascht ofsenken.

Dat ass fir déi Akommessen, déi kleng sinn, déi Leit, déi Familljen, déi net vill verdéngen oder déi vill Kanner à charge hunn an esou weider, wann een net ganz spezifesch do géigesteiert, ganz problematesch. A mir wëssen, wat fir Problemer datt mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir dat Géigesteieren ze maachen, zum Beispill iwwert d'Kannergeld an den Export vu Kannergeld, sou datt dat ganz problematesch gétt an da just déi mat de klengen Akommessen an d'Familljen déi sinn, déi d'Perdanté bei där Operatioun sinn. Duerfir kënnen mer nëmme warne virun esou enger Politik.

Mir sinn eigentlech der Meenung, dass, wann d'Haus wierklech esou brennt - an dat ass jo de Fall -, da mussen mer contraignant ginn. Et gétt gesot, mir hunn nach just e puer Joer Zäit, fir d'Kéier ze kréien, wann net den Temperaturanstieg soll esou wäit eropgoen, datt et guer net méi an de Grëff ze kréien ass. Da mussen mer contraignant ginn. Dann ass et net fir nach mat alle méigleche Mesuren do ronderëm ze féngléieren, mä da solle mer - an dat ass verpasst ginn, och um Niveau vun der Europäescher Unioun - contraignant Reglementéierung vorschreien.

Mir maachen dat jo op Plazen. Mir maachen et zum Beispill elo bei der Wärmeschutzveruerdnung. Woufir solle mer dat net och bei den Apparate maachen? Wéi sou hu mer et net scho virdru gemaach? Elo maache mer et.

All Mënsch plädéiert fir eng Kennzechnung, fir datt de Bierger sech responsabel verhält, fir datt e gesäit, deen Apparat do, dee brauch manner Strom par rapport zu engem aneren.

Mä woufir gi mer net hin a woufir si mer an der Vergaangenheet net higaangen an hu gesot, wann en Apparat e Standardverbrauch huet, deen net dodrënner läit, dann där en iwwerhaupt net méi an de Circuit kommen. Bei den Autoen ass et datselwecht.

Wann nom eisichten Uelechschock gesot gi wär, hei där en am Joer 1995 e Mëttelklassenauto - dat kann ee jo dann no Klasse staffelen - net méi verbrache wéi dat, wann en nach hei an der Europäescher Unioun soll an de Verkauf kommen, dann hätten déi, déi d'Autoe bauen, sech och druginn a si hätten de Verbrauch vun de Motoren esou erfogesat.

Mir kënnen natierlech iwwert d'Besteuerung vun Sprit an iwwert d'Besteuerung vun Auto selwer probéieren et ze steieren, mä ech soen lech, dass eng ganz Partie Leit sech net fir fënnel Sou doru steieren.

Mir wëssen - wa mer scho bei den Autoe sinn -, wéi vill Sprit een duerch eng spuer-sam Fuerweis ka spueren. Ech hunn d'lescht e Reportage gesinn, wou dat exakt evaluéiert ginn ass. Mir kéinten muer alleguer hei zu Lëtzebuerg mindestens 20% vun eisem Spritverbrauch drosselen, souguer nach méi, wa mer eis responsabel an eiser Fuerweis géife verhalen.

Et muss een et eventuell och léieren, a mir missten et aféieren, dass virun allem déi Jonk et emol richtig geléiert ginn. Mir missten aféieren, dass den Auto obligatoresch misst weisen, wat en dann dee Moment verbraucht a wat en an der Moyenne op 100 Kilometer verbraucht, fir datt dat iwwerhaupt emol visuëll gétt, dass ee sech emol bewosst gétt, wéi vill datt ee verbraucht, well et kann een och ënner Émstänn e bësse méi en décken Auto hunn an awer spuer-sam domat fueren.

Duerfir weess ech net, ob der Regierung hir Approche déi richtig ass. Wann ech liesen, dass Däitschland zwee Kraaftwierker kéint stëlleen, wann déi Stand-by-Problematik do geléist ass, da froen ech mech jo - an dat ass jo net nëmme fir Däitschland esou, dat

gëllt jo fir d'ganz Welt: Mä woufir gëtt dann net gesot, et dierfen iwwerhaupt keng Apparater méi an Ëmlaf kommen, déi sech net automatesch no enger gewässer Zäit ganz ofschalten, wa se ausgeschalt sinn?

Mir kéinten dach iwwert dee Wee vill méi séier zu Resultater kommen, wéi wa mer higinn a mir maachen d'Elektresch an alles méi deier, wou mer wéi gesot just déi Leit treffen, déi eventuell am schlechtesten dru sinn.

Här President, ech kommen domat zum Transportsecteur insgesamt. Wa mer eng Strategie entwéckelen, wéi mer aus dem Tanktourismus wëllen erauskommen, da weess ech net, wéi se soll ausgesinn.

De Statsminister huet kierzlech hei gesot, dat wärend 1,1 Milliarden Euro an eisem Budget, an da kéim dat derbäi, wat nach esou niewelaanscht mat verkaaft gëtt, Tubak an Zigaretten an esou weider a Café a Spirituosen, da wärend mer bal bei 2 Milliarden, dat si ronn 25% vun eisem Budget!

Ech weess net, ob jiddfere sech bewosst ass, wat dat bedeit, wa mer do voll erausklammen. Ech géif behaupten, da géife bei eis d'Luuchten ausgoen. Vlächicht ass dat jo dann d'Léisung vun der Energieproblematik.

D'Fro ass: Gëtt dann doduerch wierklech wesentlech manner Sprit verbraucht? Mir bezweifelen et, well datt zum Beispill d'Camionneure sollen esou riseg grouss D'etoure maachen, fir hei zu Lëtzebuerg ze tanken, ass awer och nach a Fro ze stellen, wa mer gesinn, datt zum Beispill déi belsch Camionneuren zum groussen Deel net méi op Lëtzebuerg kommen, well et fir si an der Belsch de Moment schonn ënnert deene Konditiounen, déi se hunn, méi gënschteg ass.

Den öffentlechen Transport gëtt bal als Allheilmittel hei dohinngestallt. Do ass den Tram jo eent vun de groussen Elementer. Mir soe ganz kloer, datt den Tram hei an der Stad just deier kascht, mä näischt bréngt, well den Tram ersetzt eng Onmass Bussen, déi hei ronderëmfueren. Da fuere mer alt mat Elektresch, a wa mer wëssen, wéi d'Elektresch produziéiert gëtt, dann ass dat ënner Ëmstänn awer wesentlech méi ongënschteg klimapolitisch gesinn, wéi wa mer mat Äerdgas-Busse fuere oder Ähnlech.

Dat kann een net haart genuch kritiséieren. Hei ass eng total Onfäegkeet, fir logesch ze denken. Hei gëtt e Fetischismus bedriwwen. Deen Tram, dee muss duerch d'Stad fuere coûte que coûte. A jiddfereen, deen e bëssen nodenkt, weess, datt mer domadder d'Leit net op den öffentlechen Transport kréien, och wann den Tram Prioritéit huet, well si mussen alleguer bis dorower op d'Gare, a si mussen dann ëmklammen, an ech gesi gären déi Trammen, déi déi Quantitéit vu Leit géingen transportéieren, déi de Moment déi Bussen, déi een hannert dem aneren, zéng, 15 Stéck hannerteneen heirober gefuer kommen.

Et ännert sech grondsätzlech un der Situatioun näischt. Et gëtt nëmmen eng Solutioun, déi d'Leit wierklech animéiert, fir an den Zuch ze klammen, dat ass, wa mer wierklech mam Zuch bis an d'Stad erauskommen. Vu datt mer net kënnen uewendriwwer fuere, fuere mer ënnendrenner erduerch a mer loossen d'Leit an der Stad eraus.

Gott sei Dank gëtt et déi lescht Zäit ëmmer méi Leit an och Organisatiounen, déi soen: Da sief dach verstänneg a bornéiert lech net do op deen Tram, mä gitt op déi Solutioun do, déi Der praktesch an alle gréissere Stied an Europa fannt, an da wäert Der gesinn, datt dat d'Léisung ass. Si ass méi séier ze realiséieren, well se geet ënnert dem Buedem erduerch.

Här Minister, wann ech héieren, datt d'Infrastrukturen an de Stroosse mussen alleguer ëmgetässelt ginn zu engem Präis, dee bal net auszerechnen ass, ier mer d'Schinnen iwwerhaupt kënnen leeën, da froen ech lech eischtens: Wat kascht dat? An zweetens: Wéini denkt Der, datt den Tram iwwerhaupt fiert? - Ofgesi vum Problem vun där Neier Bréck, wou iwwerhaupt nach kee weess, wéi deen ze léisen ass.

D'RER-Konzept ass méi einfach, et ass jiddfalls méi effikass an et ass och méi

rentabel, well mer brauche nëmme mat engem Material ze fuere, wat och capabel ass, grouss Zuele vu Leit ze transportéieren. A virun allem: Et léist de Problem, wat den Tram ni an nimmer fäerdeg bréngt.

Dann de Problem vun de Bussen, déi eidel duerch d'Land fuere. Här Minister, et freet mech, datt Der amgaange sidd, doriwwer nozedenken. Ech hunn an Ärem Rapport gelies: 2004 sinn eis Bussen hei am Land insgesamt 33,5 Milliounen Kilometer gefuer; 2005 waren et der scho 35,4 Milliounen; 2006 waren et 37,7 Milliounen Kilometer.

Dat ass 944-mol ronderëm d'Welt gefuer. A wann een d'Leit héiert - an dat ass net ganz falsch -, da sinn der eng ganz Partie, déi fuere de ganzen Dag eidel duerch d'Géigend. Et kascht de Lëtzebuerg Stat bal 100 Milliounen Euro. Dat si bal véier Milliarden där aler Frang.

Här President, mir hunn als ADR an eisem Wahlprogramm stoen - ech liesen et vir -: „Wir wollen prüfen, inwiefern die unzähligen schweren Busse, die tagsüber, zwischen den Stoßzeiten, praktisch leer über Land fahren...“

(Interruptions)

„...durch ein informatisch zentral vernetztes Taxi-System mit kleineren Fahrzeugen ersetzt werden könnten, das wesentlich effizienter und kundenfreundlicher sein müsste.“ Mir kënnen de Kilométrage verduebelen, dann hu mer nach kee Service geschaf, deen op d'Leit zougeschnidden ass. Mir kënnen dach net sämtlech Uertschaften hei am Land mat Bussen, déi all Stonn fuere, matenee vernetzen. Et ass jo net méiglech. Et ass hierréseg, an et ass souguer klimaschiedlech derbäi. Duerfir, Här Minister, mir encouragéieren lech driwwer nozedenken, an déi Richtung ze goen. Mir hunn datt iwwregens scho laang erkannt gehat.

De System vun der Autosteier, déi Der wëllt aféieren, ass vill ze vill komplizéiert an ineffikass. Ech brauch net méi laang drop anzegoen. Elo gesi mer och nach, datt d'Verwaltung net capabel war, de Programm un d'Lafen ze kréien. Ech selwer war elo am Fall, wou ech dann e schéine Bréif geschriwwen kritt hunn, ech soll net erféiere wann ech dann iergendwann nach eng Kéier eppes misst nobezuolen. Simplification administrative - et kann een nëmme soen: addi! An ech widderhuelen nach eng Kéier: Erzéiung zu spuersamem Fuere. An da kënt Der jo och vlächicht kontrolléieren, wat deen Eenzelen effektiv brauch. Dat wier méi eng effikass Measure, wéi datt Der elo op dee Wee do gitt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zu de Gebaier. Ech hat lech eng Question parlementaire gestallt. Eleng d'öffentlech Gebaier verbrauchen Ärer Rechnung no - an ech denken, datt ass virsiichteg gerechent - 3,52 Milliounen Liter Mazout ze vill, well se net effizient energiepolitisch géréiert ginn. Dat sinn 3.520 Fudder Mazout, déi de Lëtzebuerg Stat kéint spueren wann en emol bei sech ugefaangen hätt virun 20 Joer seng Gebaier esou ze renovéieren an ze équipéieren, datt se energiefrëndlech géife fonctionnéieren.

Ech gesinn awer, et gëtt elo gesot: Déi nei Gebaier, déi entspriechen deene Virgaben. Mir hunn elo e Projet virleie vu Ponts et Chaussées zu Réimech, wat keen esou e gewaltege Projet ass. Do stinn nach 12.500 Euro - dat ass ëmmerhin eng hallef Millioun där aler Frang - eleng fir de Gasverbrauch, fir ze hëtzen, dran. Ech weess net, wa mer gesinn, datt mer 80% mussen zrëckfuere, laangfristeg gesinn, ob déi Standarden, déi dann do agesat ginn, tatsächlech deem entspriechen, wat d'Ambitiounen haut misste sinn.

Privatwunnengen. Tëscht 1990 an 2006 si 40.000 Wunnengen hei am Land gebaut ginn. No wat fir engem Standard? Do ass effektiv bal alles verschlof ginn. Altbau-sanéierung, fir dat Stéchwuert ze gebrauchen, idem.

Ech wëll och nach e Wuert, Här President, iwwert d'Roll vun der Land- a Forstwirtschaft verléieren. Den Dr. Hermann Scheer, deen deemnächst hei zu Lëtzebuerg wäert eng Konferenz halen, huet scho viru laanger Zäit a sengem Buch „Sonnenstrategie“, wou e Berechnung gemaach huet, wéi den Zeenario da kéint ausgesinn, gesot, datt d'Biomass dee gréisste Potenzial hätt an och misst droen an där erneierbarer Energiepolitik. Duerfir ass et och absolut noutwendeg, datt dat Potenzial, wat do ass, maximal genotzt gëtt. Mä mir mussen awer d'Viraussetzung schafen, datt et funktionéiert.

Wann ee gesäit, datt Leit, déi hei zu Lëtzebuerg, besonnesch eis Bauerebetriber, mat vill Engagement a mat immensen Inves-

tissementer Biogasanlage gebaut hunn, Stroum aspeisen, a ville Fäll leider d'Wäermt net ëmmer kënnen verwäerten, mä se gëtt awer deelweis verwäert, an dann hänke gelooss ginn. Hir Käschte klammen an hir Einspeisevergütung net, esou datt am Fong geholl déi ganz Investissementer sech praktesch net méi rechnen. Esou kann et net sinn. Ech mengen, d'Rentabilitéit vun deenen Investitiounen, déi muss awer laangfristeg garantéiert ginn. Ech hoffen, datt do ganz séier eppes geschitt.

Ee Wuert zur Sensibiliséierung, Educatioun an Informatioun. Dat ass mat Sécherheet dee wichtigste Punkt. Mir kéinte muer schonn - ech hunn elo grad d'Autoen als Beispill geholl - op ville Punkte ganz vill Energie aspueren. Mir kéinte muer scho vill besser an eiser Energiebilanz dostoen, wann et bis an de Käpp dra wär. An do stellt sech d'Fro: Wéi maache mer et? Wivill investéiere mer? Mir wëssen, datt d'Leit haut vill Televisioun kucken. Et wär sech ze iwwerleeën, ob een do net just op eng intelligent Aart a Weis virgeet, fir de Leit, déi haut jo bal net méi virun der Televisioun ewechzekeréieren - déi vill manner liesen, mä vill méi kucken -, datt een iwwert dee Wee geet, fir hinne wierklech kloerzemaachen, wéi se sech sollen uleeën a wéi se dann och iwwert dee Wee selwer kënnen vill Geld spueren.

D'Fro stellt sech: Kréie mer d'Kéier nach? Ass dat do alles realisierbar? Mir soe ganz kloer: Jo. Geneesou wéi d'Industrialiséierung, déi am Fong geholl eréischt virun 100 Joer ugefaangen huet, nëmmen duerch de massiven Asaz vu fossiler Energie méiglech war, ass et och méiglech, d'Entfossiliséierung vun der Energiewirtschaft - wann ech mech emol esou d'äer ausdrécken - ze bewältege mat Hëllef vun deem, wat mer mat der fossiler Energie opgebaut hunn.

A béide Fäll ass et net kontraproduktiv. Dat heescht, d'Ökologie an d'Ekonomie ginn zesummen. Dat ass jo och ausgerechert ginn. An Dir sot et och an Ärem Dokument, datt mer am Fong geholl nëmmen 0,7% vum PIB - et ass manner wéi Lëtzebuerg de Moment opwennt fir d'Entwécklungshëllef - müssen opwenden, fir dat Schlëmmst kënnen ofzewenden. De Stern-Report seet, datt et ënner Ëmstänn 5% bis iwwer 20% vum globale PIB ka kaschten, wa mer d'Klimaproblematik net bewältegt kréien.

Zum Schluss nach e Wuert, well dat mech ëmmer erëm ëmdreift: Ech hunn haut nach an den Norichten héieren, datt d'USA gëschter erëm 100 Milliarden Euro fir hir militäresch Interventiounen ausser Land gestëmmt hunn; zwar net esou wéi den Här Bush et gär gehat hätt, mä egal. 100 Milliarden! De ganze Verdeedegungsétat vun den USA ass iwwer 450 Milliarden Dollar; de Verdeedegungsétat vun den Industrielänner 600 Milliarden Euro. Dat ass verréckt!

Wann ee gesäit, wa mer nëmmen d'Halschent vun deem Geld géifen huelen, dann hätte mer ganz séier mat deenen Investissementer de Problem geléist. Ech wëll an deem Zesammenhang och nach eng Kéier erënneren, datt mer den Nato-Fliger, dee Lëtzebuerg vill Geld kascht, wahrhaftig net brauchen, an datt et besser wär, mir géifen dat Geld huelen, fir d'Klimaschutzproblematik ze léisen.

D'Geld ass do. Et muss nëmme richtig agesat ginn. Et ass noutwendeg - an dat hunn anerer och scho viru mir hei gesot -, datt mer konkret Ziler festleeën an datt mer regelméisseg kontrolléieren, awéiwäit datt mer déi Ziler erreecht hunn; e regelméisseg Suivi, esou wéi mer et an der Budgetskontrollkommissioun mat de Bauteprojete maachen, wou mer ëmmer erëm all sechs Méint virgestallt kréien: Wou sti mer? Och wat d'Investissementer, d'Dépassementer an esou weider ubelaangt.

Här President, réckwierkend gekuckt, stelle mer fest, datt de Problem scho ganz laang bekannt ass, datt eis Regierung Engagementer geholl huet, déi ganz wäit ginn, mä datt bis haut leider nach net vill geschitt ass. Duerfir soen ech zum Schluss: Wohl hören wir von der ADR die Botschaft, doch allein uns fehlt der Glaube!

Ech soen lech Merci.

» Une voix.- Très bien!

(Interruption)

» M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Här Gira, dat misst Dir mat dräi Hänn ënnerschreien.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Da musst Dir et mat dräi Hänn schreien.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Sou. Merci, Här President. Et ass elo déi x-ten

Debat iwwert de Klimaschutz, iwwert d'Ëmwelt, iwwert d'Emissiounswäerter, déi ech hei matmaachen. Et ass ze begréissen, dass mer eis ëmmer méi Suergen ëm eis Ëmwelt maachen; eppes, wat mer jo an eisem Wueltstandsbestriewen onverantworch jorelaang vernoléisseg hunn. Obwuel ech all Initiativ fir Ëmweltschutz ënnestützen, hunn ech mech ëmmer e bëssen zrëckgehalen an den Diskussiounen iwwert d'Ëmwelt, well ech einfach do keen Expert sinn, a well do ebe Leit sinn, déi dat besser kënnen, an ech mech och net wëll als Expert elo hei opspillen.

Et erstaunt mech awer an der Lescht ëmmer erëm méi, wivill Ëmweltexperten dass mer op eemol hei an der Chamber hunn, an dass op eemol all Partei d'Ëmwelt zu engem prioritären Thema mécht an dorauer versicht, och politesch Kapital ze schloen. Do fänken ech u bei der CSV, déi elo op eemol aus orange gréng mécht an elo op engem totalen Ëmwelttrip ass. Si wäerte jo elo net fäerten, dass déi Gréng d'nächste Kéier de Premier stellen, dass se sech dofir esou am Ëmweltberäich druginn!

(Interruption)

Oder och déi blo Faarf vun der DP gëtt elo liberal gréng; wat ee sech och do ëmmer soll drënner virstellen. D'LSAP wollt d'Zich an d'Bussen no de Wahle gratis gréng usträichen, huet awer bis haut déi richteg Faarf nach net fonnt. An dann d'ADR, déi gëtt alternativ gréng. Awer bei der Renaturéierung vun de Waasserleef, do hu se Angscht virun den Zecken an de Mécken. Déi Gréng, déi wëllen eng käschtenneutral Ökosteier aféieren, dat heescht, kee bezillt eppes an d'Regierung kritt och näischt eran. Ech mengen, dat kann ee mat zwou Hänn ënnerschreien.

Egal wéi et ass, si kënnen all zesummen den Ëmweltorganisatiounen an den Ëmweltschutzinitiativen hire Mérite awer net klauen. D'Ëmwelt an de Klimaschutz schéngen also elo fir all Partei politesch interessant ze ginn - dat ass emol e gudden Aspekt -, dat awer nodeem dass d'Ëmweltorganisatiounen et fäerdeg bruecht hunn, d'Bierger ze sensibiliséieren an ze motivéieren, fir sech méi fir Ëmweltschutz ze interesséieren an anzesetzen.

Ech mengen, mir hate schonn eng Kéier emol esou e Schlagwuert, dat huet „Nohaltegkeet“ geheescht, wou jiddfereen op eemol an all Politik Nohaltegkeet verlaangt huet, wat jo totalen Nonsense ass, well dat brauch een net ze verlaangen, well all Politik huet d'office nohalteg Konsequenzen, eng Kéier am negativen an déi aner Kéier am positive Sënn.

Här President, an der ganzer Problematik muss mer just op eppes oppassen: dass mer d'Leit mat eisem dauernde Palaver iwwert d'Ëmwelt, wou alles sechsmol widerholt gëtt, net midd maachen an dass se d'Thema Ëmwelt op eemol guer net méi esou enregistriéiere wéi mer dat gären hätten. Dofir ass et un der Zäit ze handeln, an all déi gutt ugedeite Piste mussen endlech ëmgesat ginn. An do hoffen ech, dass d'Regierung all hir gutt Virsätz dann och elo esou schnell wéi méiglech ëmsetzt.

Eppes ass awer ganz positiv an dëser Debat an an all deenen aneren Debatten och, an zwar dass d'Leit spieren, dass an alle Parteien zumindest elo de Wëllen do ass, fir endlech konkret am Ëmweltschutz ze handeln. An dat ass wichtig, wa mer gär hätten, dass d'Leit och mat an déi Richtung solle goen. An den Här Ëmweltminister huet et richteg gesot: Dee positiven Effekt muss mer onbedéngt notzen an net méi laang zerrieden.

Här President, an der ganzer Thematik iwwert de Klimaschutz an d'Emissiounswäerter ass den Tanktourismus en Thema, wat mer einfach net lassginn an och net geléist kréien. Den Här Statsminister huet a senger Usprooch zur Lag vun der Natioun uklänge gelooss, dass mer laangfristeg den Tanktourismus net méi kënnen veräntwerten, well en am Endeffekt op eemol méi deier géif kaschten, wéi dat wat en erabréngt.

Den Här Ëmweltminister huet an deem Zesammenhang gemengt, et kéimen der vun 200, 300 Kilometer wäit heihinner tanken. Ech géif mengen, dass dat kaum méiglech ass, well dat wiere jo 400 bis 600 Kilometer dohinner an zréck. Dat géif sech jo awer finanziell guer net rentéieren; ech géif och mengen, dass dat net dee gréisste Problem ass.

Wa mer dann also sollen op dem Tanktourismus seng Recettë verzichten, da muss mer eis jo de Pétrolspräisser vun eisen Nopeschlänner uschléissen - ech gesi keng aner Méiglechkeet. Mä wat geschitt dann? Da komme wuel eng Rei Leit net méi heihinner tanken, wat net schlëmm wier, wann een d'Konsequenzen dovunner net

géif kennen, an dat ass de Verloscht vun honnerten Aarbechtsplazen am Grenzberäich, well da maache vill Tankstationen zou. Dat huet och d'Konsequenz, dass d'Grenzgänger, déi all Dag hei an d'Land kommen, bei sech am Land tanken an awer hei an d'Land eraufueren a mat verantwortlech si fir d'Klamme vun eisen Emissiounswärter, dat heescht, dat léist de Problem net.

(Interruption)

Do kommen ech nach dozou, Här Gira.

Déi onakzeptabelst Konsequenz vun deem Ganzen ass awer, dass et alt erëm eng Kéier d'Salariéë wäerte sinn, déi an deem Zesummenhang musse bludden. Well, ob se aus de Grenzgebiddere kommen oder hei am Land sinn, méi héich Pétrolspräisser belaaucht just déi Leit, déi op hir Aarbecht musse fueren. An et belaaucht och all Mënsch, deen hei am Land wunnt, an et belaaucht och d'Transportbetreiber an déi Betreiber, déi mat vill Transportmëttel schaffe mussen.

ler mer also op dee Wee wëlle goen, fir den Tanktourismus an de Grëff ze kréien, sollte mer fir d'éischt emol kucken, dass mer den öffentlechen Transport strukturell de Bedierfnisser upassen an attraktiv gestalten an dass mer de Salariéen eng Alternativ kennen zum Auto ubidden. Well hei am Land sinn d'Salariéen nach déi Eenzeg, déi mussen den öffentlechen Transport bezuele fir op d'Aarbecht ze kommen.

Ech hunn zu Ouere kritt, dass soll ab dem 1. am Broochmount 2007 Neierungen am öffentlechen Transport agefouert ginn, an do wär et awer net schlecht, wann dann den Här Transportminister - wann hie schonns hei ass - eis géif doriwwer Oplklärung ginn, wéi gratis dass dann den öffentlechen Transport nom 1. am Broochmount gétt.

Här President, en anert Thema, wat gären am Kontext vun der Ëmwelt ugeschwat gétt, sinn d'alternativ Energien. Et ass kloer, dass déi musse gefördert ginn, esou schnell wéi méiglech. Dofir brauch een awer e strukturéierte Förderungsprogramm, deen all alternativ Energien unerkennt, fördert an och finanziell esou attraktiv gestalt, dass se fir jiddferen och zougängelech sinn.

Et muss een dann awer och iwwer all alternativ Energien diskutéieren, an en Thema, wat zum Beispill hei guer net ugeschwat ginn ass, dat ass d'Atomenergie, wou versicht gétt dat ze tabuiséieren oder einfach ze verdäiwelen.

(Interruption)

Natierlech kann een am Moment net fir esou eng geféierlech Aart Energie sinn, mä et ass awer eng propper Energie an eng Energie, déi direkt als Alternativ zum Pétrol kënnt zur Verfügung stoen.

De Problem, dee sech stellt, ass d'Sécherheet, d'Lagerung an d'Entsuergung vum Offall. Eng absolut Sécherheet gétt et awer souwisou a kengem Beräich, an d'Sécherheet gétt awer an deem Beräich weltwäit ëmmer besser. D'Kontrollinstanze gi weltwäit och ëmmer méi ausgebaut a fiabel. Wat d'Entsuergung ubelaangt, esou schéngen d'Wëssenschaftler och kuerz virun engem Erfolge ze stoen, an zwar deem, dass ee geschwé kann de Brennstoffoffall erëm notzen, wat also ee Problem scho géif léisen.

An da bleift nach een Element wat net oft zur Sprooch kënnt a wou ech mer ëmmer Froe stellen: Ass d'Atomenergie da méi geféierlech, wéi déi Konflikter a Kricher, déi provozéiert ginn, fir d'Kontroll iwwer déi fossil Brennstoffen an de Profit dovunner ze kréien? Firwat hu mer iwwerall do wou fossil Brennstoffen oder aner Buedemschätz ze fanne si Konflikter, wéi Kricher an Ausbeutung? Firwat kënnen déi, déi d'Kontroll iwwer déi fossil Energien hunn, mat eis spillen an eis hir Konditiounen opdrängen? Mä ebe well se wëssen, dass mer keng direkt Alternativ zu deenen Energien hunn, déi si kontrolléieren. A well se wëssen, dass mir als gutt Demokraten nach 20 Joer riskéieren ze diskutéieren, ier mir iwwerhaupt eng Léisung fonnt hunn.

Dofir soll een d'Atomenergie als Alternativ net ze vill wäit écartéieren a souguer iwwerleeën, ob ee se net kuerzfristeg kënnt als Iwwergangsalternativ asetzen, well och am Europaparlament zum Beispill gi schon esou Iwwerleeungen ugereegt. An ech sinn och emol guer net sécher - an et kann och keen de Contraire beweisen -, ob mer net schonn an eise Leitungen Atomstrom hunn, ouni dass mer et gewuer gi sinn.

(Interruptions diverses)

Fir mech op jidde Fall ass d'Atomenergie manner geféierlech, wéi zum Beispill engem Bush seng Rüstungspolitik.

Am Kontext mat den alternativen Energie wëll ech dann awer nach op zwee aner

Elementer hiweisen, an dat sinn d'Wandmillen- an d'Sonnenenergie. A Kalifornien zum Beispill sti laanscht d'Autobunnen an den onbewunnbare Gebiddere dausende vu Wandmillen, déi propper Energie fir Groussregiounen produzéieren. Mir hunn hei am Land de Problem, dass, wa mer esou Wandmille wëllen opstellen, da jiddferen d'accord ass, fir déi propper Energie ze notzen, awer net wann ech gelift viru menger Dier.

Mir hunn awer besonnesch hei am Süden ëm déi 500 Hektar Industriebroochland, wouvunner mer sécher sinn, dass de Groussdeel an deenen nächsten 20 Joer net wäert genotzt ginn. Dofir wier et eng Méiglechkeet fir vläicht ze iwwerleeën fir do Wandmillen hinzeustellen, ouni dass se direkt ee stéieren. Dat wier och vläicht eng Méiglechkeet fir grouss Installatiounen fir Sonnenenergie ze notzen an déi op deene Broochen ze installéieren.

Här President, bei allem Respekt virun allen Initiativen iwwer den Ëmweltschutz wëll ech awer virun eppes warnen: Et duerf net sinn, dass d'Ëmwelt genotzt gétt, fir de Bierger elo erëm all méiglech Taxen opzedrängen! De Bierger duerf net weider verantwortlech gemaach gi fir jorelaang falsch politesch Entscheedungen. Wa mer also wëlle konkret politesch Akzenter setzen, dann duerfe se op kee Fall ausschliesselech op Käsche vun de Bierger goen, da muss d'national Solidaritéit spillen an och d'Betreiber mussen endlech sollicitéiert ginn.

Well et kann net weider esou sinn, dass mer zum Beispill zu Esch an Ëmgegengend ëmmer erëm gesot kréien, dat Geméis, wat mer planzen, duerfe mer net iessen an emol net un d'Déiere verfiddere, an dat nodeems mer et awer scho längst giess hunn. Hei muss den Taux vun de Wäerter iwwerduercht ginn an och méi streng Kontrollen iwwer d'Emissiounen vun der Industrie agefouert ginn. Well wa mer schonn d'Geméis an der Ëmgegengend vun de Stolwierker net méi duerfen iessen, wéi steet et da mat der Gesondheet vun deene Leit, déi mussen an deene Betreiber schaffen? Wéi ginn déi kontrolléiert? A wéiwäit sinn déi belaaucht duerch déi Emissiounen?

A wat wichteg an absolut noutwendeg ass, dat ass awer d'Beloungung beim Energie-spueren an alle Beräicher. Ech mengen, dat schéngt mer ee mat deene wichtigsten Aspekter fir d'Bierger an och d'Betreiber mat op de richtege Wee vum Ëmweltschutz ze bréngen.

Här President, ofschléissend: Den Här Minister huet zéng Bausteng ugedeit. Ech wollt am Fong nach en eeleften derbäifügen. Wa mer heiansdo géifen all dee Wand, deen hei an dësem héijen Haus produzéiert gétt, an Energie ëmwandelen, da bräichte mer eis an nächster Zukunft keng Gedanken iwwer d'Energiever-suergung ze maachen.

(Interruptions diverses)

))) M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

2. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt e puer Remarquë respektiv Propositionen maachen iwwer eis Aarbechte vun haut den Owend, well dat e bësse méi laang dauert an eng ganz Partie Kolleeginnen a Kolleegen mer gesot hunn, dass se nach Obligationen hunn an deementspreechend gäre wësst, wou se dru wäer mat der Zäit.

Mir héieren elo am Kader vun dëser Debatt nach déi honorabel Madame Err an duerno de Minister an da komme mer zur Ofstëmmung iwwer d'Motioun, déi den Här Gira déposéiert huet...

))) **Plusieurs voix**.- An den Här Oberweis!

))) **M. le Président**.- An den Här Oberweis, voilà, esou dass mer nach fir ronn Dräivierelestonn hunn, wat dës Debatt ubelaangt, wann ech d'Madame Err huelen, den Här Oberweis an den Här Minister.

Dann hu mer duerno de Projet iwwer de Minettkompost a mir hunn d'Motioun iwwer „eGo“.

Et ass och gefrot ginn, ob et net méiglech wär, fir d'Motioun virum Projet ze huelen. Loosse mer elo emol vläicht fir d'éischt doriwwer kucken. Wäre eng Schwierigkeit do, wa mer d'Motioun géife virum Projet vum Minettkompost huelen?

(Négation)

Ech gesinn, dass do en allgemengen Accord ass. Ech géif dann awer bieden, dass déi Riedner, déi...

(Interruption)

Gelift?

))) **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG).- Mir geet dat schlecht.

))) **M. le Président**.- Jo. Also, Här Gira, ech wollt Ärer Fraktioun zimlech entgéintkomme mat deene Propositionen, déi Der hei maacht.

(Hilarité)

Wann Der natierlech elo net kënnt domat d'accord sinn, hutt Der lech vläicht am beschte mat Ärem Fraktiounschef ofzeschwätzen.

(Brouhaha général)

))) **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass, wann een ze grouss gétt als Fraktioun.

))) **M. le Président**.- Also, ech gesinn awer heibannen, dass déi meescht Fraktiounen domat d'accord sinn, dass mer d'Motioun virum dem Projet iwwer de Minettkompost huelen.

Voilà, dann ass dat elo emol esou décidéiert. Ech géif awer bieden, déi Riedner ze avertéieren, dass dat esou ass, fir dass se och dann hei sinn, well den Ordre du jour elo am leschte Moment ëmgeännert ginn ass.

Ech géif och d'Fraktiounen bieden, mer ze signaliséieren, wéi vill Zäit déi eenzel Riedner zu deenen eenzelne Projeten nach wëlle hunn ze schwätzen, fir dass déi Kolleegen, déi heibanne wierklech Obligationen hunn, wëssen, ob et Wäert huet oder net.

Voilà, da fuere mer elo weider mat eiser Debatt. Et ass den Här Oberweis, deen an der Ranguerdung elo virun der Madame Err d'Wuert huet.

(Brouhaha général)

Här Bodry, Dir hat dat klengt Wuert „nach“ bäigefügt.

Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique (suite)

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech soen lech ganz kloer vu virerant: Wann een hei an engem Sall iwwer een Thema schwätzt, dat ons Welt boueverséiert a firwat ons Kanner eis eng Kéier Virhalunge maachen, an dann d'Zäit muss kieren - ech denken net am Geréngsten drun!

Ech maache meng Ried awer kuerz.

))) **Une voix**.- Da soe mir näischt méi.

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Dat ass sympathesch.

„Mir hunn d'Wiel, onse Kanner eng Welt ze preparéieren, déi u sech selwer erstéckt, oder eng Welt, an där se fräi ootme kënnen.“ - Esou huet viru 14 Deeg op dëser Plaz...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

))) **M. le Président**.- Ech géif ëm Opmierksamkeit fir den Här Oberweis bieden!

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- ...de Premier ugefaangen zur Klimadebatt, an ech mengen, dat war déi Rumm, déi en opgespaant huet, an den Esprit, an deem mir haut sollte weiderfueren, well d'Be-kämpfung vun dem Klimawandel ass ganz kloer fir ons allegueren d'Erausforderung vun dësem Jorhonnert.

Nëmmen duerch e Mentalitéitswandel an d'Matwierke vu jiddfer Bierger kënnen mer dem Klimaschutz eng reell Chance ginn. Dat ass awer eng Aufgab, déi fir mech op dräi Bee steet: dem wirtschaftlechen, dem ekologeschen an dem sozialen. Wann ons ee Been ewechbrécht, dann trëllt dat Ganzt an de Koup.

De Klimawandel ass eng Realitéit, dat ass haut de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn. An enger Ëmfro hu sech 90% vun de Bierger hei am Land gesot, dass hinnen de Klimawandel an déi schlächend Conse-

quenzen um Mo leien an dass si eppes wëllen dergéint maachen. An an deem Zesummenhang sinn haut de Mëtteg schonn d'Wëssenschaftler zitéiert ginn, déi op déi Konsequenze vun dem Klimachangement higewisen hunn.

D'Erhéijung vun den Temperaturen hänt awer an engem staarke Mooss vun der Verbrennung vun de fossilen Energieträger of an domat och vun den Emissiounen vun den Treibhausgasen. De Mënsch, an dat si mir an der westlecher Welt, mat sengem onbändige Energiehonger ass ee vun den Hauptverursaacher. Dat hunn d'UNO-Rapporten ons kloer gewisen.

Vun 1870 bis haut ass d'Temperatur ëm 0,76 Grad Celsius geklommen. Mir géife jo guer net dovunner schwätzen haut, wa mer net dese Wanter erwëscht gi wäeren, wéi mer an d'Schivakanz gefuer sinn a festgestallt hunn, dass kee Schnéi méi do louch. Tëschtent 1.500 bis 4.000 m kann een d'Konsequenze gesinn. Mat Schnéikanoune sinn dës Joer op enger Fläch vu 24.000 ha bal 100 Milliounen m³ Waasser versprézt ginn. Als Rappel: De Bassin zu Esch-Sauer huet 60 Milliounen m³ Waasser.

An d'Klimawëssenschaftler soen ons, wa mer esou virumaachen, maache mer déi ganz Biodiversitéit vun den Alpe kapott, nëmme well e puer Leit do hirem Sport wëlle frönen. Wann ech op 6,4 Milliarde Mënsche ginn, sinn et nëmme e puer Leit, déi sech dee Spaass kënnen leeschten. Déi aner wësse guer net, wéi dat Wuert Schisport geschriwwé gétt.

Am Rapport vun der NASA konnt ee virun e puer Deeg liesen, dass am Joer 2005 um Südpol déi éischte Kéier de Schnéi op iwwer 400.000 km² Fläch geschmolz ass. Bis elo ware si der Meinung, dat géif der Antarktis net passéieren. Dës Kéier si se vum Contraire iwwerzeegt ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

))) **M. le Président**.- Kommt, d'Debatt ass ze vill seriö! Loosse mer den Här Oberweis schwätzen!

))) **Mme Anne Brasseur** (DP).- Also d'CSV ass géint d'Schifueren.

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Hunn ech dat gesot? Ech hu gesot...

))) **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ma neen, ech hunn dat awer elo esou verstanen. Dir sidd jo awer Spriecher...

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Jo, mä jiddferen hält dat eraus aus enger Ried, wéi en et gären hätt.

))) **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ma neen, Dir sidd jo awer Spriecher.

))) **Une voix**.- Sot eis, wéi Dir et gemengt hutt.

))) **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ech hunn dat awer esou verstanen.

))) **M. Xavier Bettel** (DP).- Den Här Halsdorf, deen huet dann awer Schi gären.

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Nach eng Kéier, jiddferen hält eppes eraus.

Ech fuere viru mat engem aneren Thema. Et ass erstaunlech, dass mer allegueren elo mat Stirenaen op de Knut gekuckt hunn - den Äisbier zu Berlin. Parallell dobäi ass et déi éischte Kéier passéiert, dass den Nowuess bei den Äisbieren an Alaska an d'Waasser gefall ass, d'Äis wor méi fréi geschmolz, bevir hinnen d'Schwamme bäibruucht gi war. Et gétt vun 15.000 Stéck geschwat.

Derniewent entdeeën am Norde vu Sibirien riseg Gebiddere am Permafrost a setze Methan fräi. Methan, dee vill méi e staarken Agrëff huet wéi den CO₂. Fir déi Leit, déi net esou am Bild sinn, soen ech: De Permafrost ass eben dat Äis, dat zënter Jorhonnerten a Sibirien läit an elo entdeet.

(Brouhaha général)

))) **M. le Président**.- Här Bettel! Ech géif ëm Opmierksamkeit fir den Här Oberweis bieden!

))) **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Deen eenzege Bierg...

))) **Une voix**.- Gëschter war et dat-selwecht mam Här Bettel.

» **M. le Président.** - Très bien.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Et gëtt Leit, deenen ass dat egal.

» **M. le Président.** - Ech gesinn, Dir sidd all d'accord mat deem, wat e seet. Duerfir, Här Oberweis, elo fuert Der virun, an Dir eleng hutt d'Wuert.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Deen eenzege Bierg mat éiwegem Äis an Afrika, de Kilimandscharo, huet nach d'lescht Joer 18% vu senger Äiskap gehat. An zéng Joer, gëtt ons gesot, ass dee Bierg äisfräi. 80 Milliounen Mënsche liewe vum Gletscherwaasser ronderëm dee Bierg, a wa kee Waasser méi do ass, da stinn déi Leit op an déi wandern a froe vläicht ons, ob mir se ophuelen, well mir jo schold dru waren, dass déi Äiskap geschmolz ass.

Déi rezent UNO-Konferenz zu Bangkok seet: Afrika ass dee Kontinent, deen am meeschten ënnert dem Klimachangement leit, an dat ass grad do, wou d'Mënschen am mannsten dozou bäigedroen hunn.

An da geréit och de Friden an der Welt a Gefor, et dierf een net vergiessen, dass och Krankheeten, déi mir gemengt hu bei ons net méi ze kennen, erëm zrëckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Verbrenne vum fossilen Energien ass ons Atmosphär méi waarm ginn, a mir schätzen, dass mer bis Enn vun deemem Jorhonnert 5,5 Grad Celsius derbäikréien. Dat ass eng Temperatur, déi mer hate virun 22 Milliounen Joren. „The worst case“ wäere siwe Grad, da si mer an der Zäit vun den Dinosaurier. Dat brénge mer fäerdeg, wa mer näischt maachen a keng Remedur aleede wëllen.

Duerfir solle mer alles an d'Wee leeden, fir dass d'Konzentratioun vun dem CO₂ op 450 ppm limitéiert gëtt, esou wéi d'Konferenz zu Bangkok dat seet, a maximum zwee Grad Celsius Temperaturerhéijung erauskommen. De schlëmmste Fall fir ons Géigende kéint jo sinn - dann erliewe mer et wierklech hautno -, dass de Golfstrom ons ewechkippt. Dat war alles schonn do, mä dat si schonn Dausende Joren hier an dunh hu keng 6,4 Milliarde Mënsche op der Äerd gelieft. Doduerch kann de Golfstrom als Heizung an Nordwesteuropa ausfallen.

D'Wëssenschaftler ginn och net midd ze soen, dass de Biodiversitéitsverloscht momentan 100- bis 1.000-mol méi grouss ass, wéi an normalen natierlechen Zyklen. Si ass an 30 Joer ëm bal 40% zrëckgaangen. Eleng zënter dem Joer 2000 sinn op dës Äerd an den Urwaldgebieder 36 Milliounen Hektar verschwonne. Do wou de Sauerstoff entsteet fir dës Äerd, an där mir muer nach wëlle liewen. An dat ware jo bestëmmt net d'Indianer am Amazonasbecken oder aner indigène Völker. Dat waren erëm eng Kéier déi Leit, déi d'Täsche voller Geld hunn.

13 Milliounen Tonnen Uelech ginn all Dag verfeiert, derniewent Milliounen Tonne vu Kuel a Milliarde m³ Äerdgas. Eleng an den „emergent countries“, wéi ebe China an Indien, gëtt ganz vill momentan verfeiert. Et gëtt ëmmer op déi Länner higewisen. Ech kommen nach drop zrëck.

Mä eng Zuel ass awer frappant: Mir verfeieren an Zäit vun 300 Joer de Schatz am Äerd-buedem, deen déi Äerd während 300 Milliounen Jore produzéiert huet. All Joer ass eng Millioun fort. An nach Zuelen: Mir hunn an eise Géigenden, an deene räiche Géigenden, ëm déi 600 Autoen op 1.000 Leit. An op déi, wou permanent higewise gëtt, China an Indien, do läit dee Chiffer bei ongeféier 50. Dann dierf ee jo froen, wie sech muss oprappen, fir eppes ze verbesseren.

Wann ee sech déi CO₂-Emittenten op enger Leeder virstellt, da gesäit ee Lëtzebuerg, mat 28 Tonnen op de Kapp, ganz uewe stoen, d'Amerikaner si bei eise Wueden, de Weltduerchschnitt läit bei 3,7. An déi Mënschen, déi ech an Afrika begéinen, déi sinn amgaangen denn eisichte Fouss ze hiewen, fir op den eisichte Spross ze klabben. An erëm eng Kéier kënnen mer eis froen: Ass dat éierlech? Duerfir sollte mer vläicht emol nodenken, ob mer net och sollten ufänken Respekt ze kréie virun der Matwelt, virun der Schöpfung.

Wéi haut schonn e puermol ugedeit ginn ass, muss mir ganz einfach Energie-

spuermoosnamen ergräifen. Maache mer eis awer näischt vir: Wann net d'lescht Joer de Sir Nicolas Stern, den Ekonomist, gesot hätt, wou mer géife stoen, da géif haut keen vun deem Problem Klimawandel schwätzen. Hien hat ausgerechent, wat dat d'Welt géif kaschten: Et kascht ons Dausende vu Milliarden, wa mer näischt géint de Klimachangement machen. Dausende vu Milliarden, déi ons feelen, fir aner Aarbechten an der Welt ze verrichten.

An den Hauptproblem ass guer net - ech wëll dat de Kollege soen -, dass eventuell Äerduelech, Äerdgas oder Kuel géife verschwannen, där hu mer ëmmer nach. Denkt un déi Ausso vum Klaus Töpfer, d'Stengzäit ass net zu Enn gaangen, well keng Steng méi do waren. Mä wat vill méi dramatesch gëtt: Packen ons Liewensressourcen, d'Loft, d'Waasser an de Buedem, dee frappéierenden Agréff, dee mir op si maachen?

Besteet dann nach Hoffnung?, kéint ee sech froen. Ech mengen doch. Mir sollen endlech ophalen iwwer Katastrophen ze schwätzen, well Angscht ass ëmmer e schlechte Beroder.

Dat Allerwichtigst, wat mer maache mussen, ass ganz einfach, mir mussen de Klimaschutz erbärieden duerch eng seriös Berodung vun de Bierger, vun den eenzelne Ménagen, vun de Betriber. Do kënnen mer usetzen. Mäi Kollege Marco Schank ass op déi Ziler vun der Europäescher Kommissioun agaangen. Ech komme just nach op e Punkt zrëck, dat sinn déi 20% Energieeffizienzsteigerung. Wa mir dat Zil bis 2020 errechen, dann hu mer ganz vill gemaach.

Et ass haut de Mëtteg ugesprach ginn hei, ech kann et elo ganz kuerz maachen, de Verbrauch an den Haiser. Si mir eis bewosst, dass den Duerchschnittsenergieverbrauch an eisen Haiser bei 22 Liter Mazout op de Meter carré am Joer läit? Rechent emol eng Kéier aus, doheem mat Ärer Wunnfläch, wéi vill do all Joer verfeiert gëtt. Wa mer op eng effikass Wärmeschutzveruerdung zrëckgräifen, dann hätte mir nëmmen e Verbrauch vu siwe Liter, d.h. mir spueren ronn 15 Liter op de Meter carré am Joer.

Rechent emol ëm op d'Wunnfläch vun deemem Land, wéi vill Sue mer spueren kënnen, fir Crèchen, Maisons relais, Altersheime a Schoulen ze bauen. Duerfir solle mer d'Leit invitéieren a beroden, hiren Energieverbrauch ze reduzéieren an doduerch och laangfristeg Geld anzespieren.

Awer och de Stat an eis Gemenge mussen do ganz kloer virgoen, et gi vill Milliounen bereitgestallt. Duerch dee Schwong, dee mer duerch Energiespuere bewege kënnen, dass mer an de Stats- a Gemeengegebaier Energie spueren, kréien d'Handwierk an den Handel, d'Architektbüroen an d'Ingenieursbüroer masseg Aarbecht fir déi nächst Joren. An doriwuer eraus - dat freet mech am meeschten - komme mer endlech an der Schoul e bèsse weider, andeem mer jonke Mënsche soe kënnen, dass se Beruffer ergräifen, déi hinnen iwwert déi nächst Jorzéngte Brout kënnen ginn.

An notamment d'Ëmweltindustrie, där hire Chiffre d'affaires am leschte Joer ronn 227 Milliard Euro war, dat sinn 2,2% vum Bruttoinlandsprodukt vun der Europäescher Unioun. An domadder konnten 3,4 Milliounen Mënschen eng Aarbecht kréien, eng dauerhaft Aarbecht.

D'Course no méi Energieeffizienz gëtt zurzäit an Europa vun Irland ugefouert. Mir leien op der 13. Plaz, manner wéi d'Moyenne, mä mir sinn amgaangen no vir ze stoussen.

Vir d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger elo erofzedrücken, muss mer viles investéieren. Mä niewent den erneierbaren Energië muss mer och déi nowuessend Ressourcë voll ënnerstëtzen. Mir mussen et erëm fäerdeg bréngen, e Klima hei am Land ze schafen, wou d'Mënschen op d'Fotovoltaik, op d'Solarthermie kommen an domadder och CO₂-Emissiounen aspuere kënnen.

E klengt Beispill wëll ech hei ginn, fir dat emol eng Kéier an de Raum ze stellen. Jiddferee vun lech kann doheem ganz séier seng Stroumrechnung kucken, déi lescht sechs Méint, dat lescht Joer, a ka feststellen, wéi vill kWh, Kilowattstunden e verbraucht huet. A wann Dir zum Beispill 4.000 verbraucht hätt, da géift Der, wann Der grénge Stroum géift froen,...

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Hutt Dir es doheem?

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Däers hunn ech honnertprozenteg.

...22 Euro méi am Joer bezuelen.

» **Une voix.** - Awer keng Fotovoltaik.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Hunn ech och doheem.

» **Une autre voix.** - Mat Ärer Pai ass dat och kee Problem.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Dat kann ee kucke wéi ee wëllt, mä et sinn déi kleng Bemierkungen hei, déi heiansdo esou pikant a lëschtig sinn.

(Brouhaha)

Da loosse mer dat sinn.

Esou kënn een zum Beispill higoen, de Bauschutt am Land, dee masseg ufält, laanscht d'Autobunnen am Süde vun eisem Land déposéieren, grad wou eis Autobunn an enger Ost-West-Richtung läit. Do kéinte mer no der Stabiliséierung Fotovoltaikanlagen dropbauen. Dausende vu Kilowatt-Peak kënn mer opbauen. De Stat kënn esou Virreider sinn. An ech denken un déi Décharge zu Beetebuerg an Diddeleng, déi an esou enger Achs leit, do kënn een dat probéieren. Also et ass ni ze spéit eppes Guddes ze maachen. Zu Freising bei München sinn 1,3 Kilometer esou gebaut ginn.

Och d'Daachfläche vun eise Kierchen, déi an enger Ost-West-Achs leien, kéinte mer fotovoltaiséieren. Dir braucht nëmmen an Niddersachsen ze goen, do hunn d'Bistümer hir Kierchendiecher fotovoltaiséiert. Eis Kierch huet an hirem Sozialwuert dorop higewisen a geschriwwen, si géif d'Kierchendiecher och fir Daachfläche fräi maachen. Et gesäit een also, et ass Mouvement dran. Mir sollen ophalen alles hei ze zerrieden a muedebëtzeg ze maachen. Dobaussen ass e Geesch amgaangen ze kommen, do wäerte mir nach alleguerze ganz schéin erstaunt ginn.

Ech wier net ganz komplett a menger Ried hei, wann ech net d'Landwirtschaft géif zitieren. Do läit e grouss Potenzial op de Wisen, an de Bëscher an op de Felder. Eleng an onse Bëscher wuessen all Joer 7,6 Kubikmeter Holz op den Hektar no. Rechent emol aus, mir hunn 88.000 ha am Land, wéi vill Potenzial do läit. Ronn 14% vum age-satene Mazout kéinte mer duerch ons Bëscher selwer preparéieren.

Ech war mat der Ëmweltkommissioun an der Gemeng Tandel. Mir konnten eis do iwwerzeegen, dass zum Beispill ronn 250.000 Liter Mazout a ronn 600 Tonnen CO₂ age-spuert ginn.

Op onse Felder gëtt zurzäit op 1.000 ha Raps ugeplant. Vun engem Hektar Raps kann een 1.600 Liter Biodiesel erwaarden, a wann ech ee Liter ëmsetzen, spueren ech 3,2 kg CO₂, déi doduerch manner emittéiert ginn. Mir hunn am Land 4.000 ha, déi sech presentéiere géife fir Raps unzeplanzen an domat Biodiesel hei am Land ze produzéieren. An domat komme mir dem Kyoto-Protokoll méi no.

Mä dat sinn nach Biokraftstoffer vun der éischer Generatioun. Wa mer emol déi zweet Generatioun vu Biokraaftstoffer ufänken - an ech hoffen, dass eis Recherche op der Uni dee Wee wäert matgoen -, da wäert et ganz anescht aus-gesinn. Schilfgras, Pëppele wäerten ons do ganz aner Weeër opmaachen.

De Beweis also: D'Landwirtschaft kann niewent der Produktioun vun Naturprodukter och en zweet Standbeen opbauen an doduerjer manner ofhängeg gi vun deem Tropf vu Bréissel. Dat ass dat wat d'Baure gären hätten: Si wëlle gär fir hir Produkter bezuelen ginn an net iergendwéi Salarié sinn, deen einfach vu Bréissel Geld kritt.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Très bien!

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - An dat steet jo och esou an der Strategie vu Lissabon, wou gesot gëtt, de ländleche Raum muss eng nei Vokatioun kréien. Kommt mir ginn dem ländleche Raum déi Vokatioun an da schafe mer am Land dobaussen eng sëllechen Aarbechtsplazen!

Aus dem Verkéier wëll ech kee weideren Thema haut de Mëtteg maachen, et ass schonn doriwuer geschwat ginn, mä ech sinn awer ganz frou, dass deen neie Feierwon elo och Lëtzebuerg entdeckt huet. Den 10. Juni wäerte mer do mat dem Héichgeschwindigkeitstréseau un d'grouss Welt ugeschloss ginn. Et ass dee richtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat mécht och Sënn, nodeem viru kuerzem - an ech hu mech gefreet doriwuer - Perpignan-Beetebuerg ageweit ginn ass. Op enger Konferenz ass dat Beispill zitiiert ginn, et ass e Stéck vun engem Eisebunnsréseau vu Sankt Petersburg op Sevilla.

Et ass de Mëtteg ugeklungen, dass mir dat Land sinn, dat sech jo zu Kyoto esou breet-

gemaach huet, ons Emissiounen ëm 28% ze reduzéieren. Kommt mir maachen dee Schrëtt! Kommt mir sinn esou kéng, well mir mussen dat jo maachen, well déi nokommend Generatiounen ons un deem moossen.

Mir mussen och an de kommende Jore fir Honnerte Milliounen CO₂-Emissiounszertifikater akafen. An ech hu léiwer, dat Geld investéiere mer hei am Land, éier mer dat an eng sougenannt virtuell Keess ginn. An ze mengen, den Tanktourismus kéint dëst Geld erabrénge, dat ass e kuerzfristegen a keen nohaltege Gedanken. Deen, dee mengt, eng Tonn CO₂ géif bei engem oder zwee Euro stoe bleiwen, deen iert sech hei gewaltig.

Vläicht hei nach e Beispill. Et ass haut de Mëtteg vum Här Camille Gira dee Schwäizer Modell zitiiert ginn. Ech wëll de Schwäizer Modell emol eng Kéier kuerz virstellen, wat dat fir jiddfer Einzelne bedeit.

De Schwäizer Modell ass eng Zweekilowatt-Gesellschaft. Dat heescht, jiddfer Einzelnen hei am Land hätt fir Heizen, fir Fieren, fir Telekommunikatioun, fir Bus an Zuch nach genau 1.732 Liter Mazout zegutt. Dat ass net méi vill; annerhalfe Tonn. A wann ee bedenkt, dass an den normalen Haushalter scho 5 Tonne Mazout verbrode ginn, fir nëmmen d'Wärmt am Haus bereet-zustellen!

Also, wa mer dee Wee wëlle goen - an et ass och dee Wee, dee mer vläicht eng Kéier musse goen, well mer wëllen eng Kéier deele mat aneren -, da muss mer alleguer-ten haut ufänken. Dës Debatt ka jo vläicht och emol do eppes bäisteieren, dass mer dobaussen dann de Leit soen, wou et laanggeet.

Vläicht e leschte Punkt. Da sinn ech fäerdeg, well d'Zäit leeft of.

» **Une voix.** - Neen, Dir hutt nach Zäit.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Hunn ech schonn 42 Minutte geschwat? Dat kann net sinn.

» **M. le Président.** - Neen, neen, neen,...

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Entschëllegt villmools!

» **M. le Président.** - ...do ass d'Zäit vum Här Schank derbäigerechent.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Jo. Da sinn ech frou.

» **M. le Président.** - Fuert Dir roueg weider an huet lech Zäit, Här Oberweis!

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech wollt just soen: Ee Punkt, deen eis awer elo och um Häerz läit,...

» **Une voix.** - Mir kënnen lech nach eng Stonn nolauschten.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Neen, dat braucht Der net méi.

Duerch d'Innovatioun an d'Recherche op der Uni - an ech mengen, do läit fir mech d'Chance fir ons Gesellschaft - musse mer déi Wëssenschaftler erunzillen, déi ons hëllef, iwwert d'CRPen déi Betriber an d'Land ze zéien, wou mer op déi Eko-Industrië setzen. Dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Däers sinn ech mer bewosst.

Well deen Dag, wou mer eng Kéier éierlech mat ons selwer sinn an ons Gesondheetschied an Ëmweltschied an ons Energiepräiser erarechne mussen, do ginn eis d'Aen op wéi Ginzescheken! Well da muss mer bezuelen. Nach maache mer et haut net, well mer ons ëmmer derlaanscht mogelen.

E leschte Punkt awer, géif ech soen, dee gehéiert natierlech als ale Professor der Jugend. Mir brauchen einfach ons Jugend. Ech géif mer wënschen, dass vun haut un duerch dës Debatt an de Schoulen esou en Incentive géif kommen, dass een emol dem Ëmweltenergie-Naturschutz vill méi e grouse Stellewäert géif ginn. Grad si, déi ons muer wäerten ofléisen, muss mer an ons Diskussiounen eranzéien.

Nach hu mir d'Méiglechkeeten an d'Chancen, mä si ginn all Dag méi kleng, fir d'Weihe fir eng nohaltege Entwécklung am Aklang mat der Ëmwelt - ech soe mat der „Matwelt“, richtegzestellen.

Mir kënnen dat neit Ufer gemeinsam errechen, wa mir gewëllt sinn, dat aalt ze verloossen. Wa mir dat haut net maachen, da wäerte mer an zéng Joer d'Rechnung presentéiert kréie vun deenen, déi no ons kommen. Wëlle mir dat wierklech?

Wéi seet dat chinesescht Spréchwuert: Wann de Wand vum Chagement bléist, da bauen déi eng Maueren an déi aner baue Wandmillen. Kommt mir si bei där zweeter Kategorie!

Ech wëll meng Ried ofschléisse mat engem berühmte Mann, dem Mahatma Gandhi.

Hien huet viru laanger Zäit gesot: Lief einfach, dass och anerer einfach lieue kënnen. Ech wëll näischt derbäiflücken a soe Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Dann hu mer als lescht Riednerin déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err!

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd net déi Eenzeg, déi sech wonneren, dass ech bei dësem Sujet op der Tribün stinn. Eigentlech wonneren ech mech och. Duerfir wollt ech zwou Remarquë maachen zum Ufank.

Éischtens emol wollt ech lech matdeelen, dass ech weess, dass ech keen Expert sinn. Ech wollt lech awer an deem Zesammenhang eng Definitioum vum Expert net virenthalen, déi ech am «Nouvel Observateur» vun der leschter Woch gelies hunn. «Tout expert quel qu'il soit essaie de tendre au savoir et à l'impartialité scientifique luttant comme tout un chacun, mais sans être jamais capable d'habiter pleinement ce lieu. Le faux expert des studios télévisés» - et kéint een derbäi soen, ou des parlements - «croit qu'il sait, mais ne sait pas qu'il croit.»

Also, an deem Sënn kann da jiddferee sech eraussichen, ob hie mengt hie wier en Expert oder net.

(**Hilarité**)

» **Une voix.** - Ech mengen, Dir wiert elo een.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Da wollt ech just erklären, wéi sou ech dozou kommen. Ech hat d'Éier, am Kader vun enger Debatt iwwer Sécherheetspolitik an den héijen Norde vun Norwegen ze reesen; iwwert d'Sécurité énergétique. Am Kader vun der Sécuritéit hunn ech fonnt, dass et interessant wier, och déi Sécuritéit u Besoinen, un Energie mat eranzehuelen. Duerfir war ech exceptionnellement bei deem Déplacement do derbäi. An ech kann lech soen - den Ausdrock ass elo grad gefall -, mir sinn do d'Aen opgaange wéi Ginzescheken. Oder fir mat de Wiederer ze schwätzen, déi de President an engem anere Kontext gebraucht huet: Et war eng Aart Schocktherapie.

Schocktherapie, firwat? Well eppes liesen an eppes gesinn zwouerlee Saache sinn, an d'Sécuritéit dans le Grand Nord, besonnesch fir Europa, ganz anschaulech doduerjer bewise konnt ginn, dass et op engem onberéierte wäisse Schnéifeld ganz evident war, wou déi Energiequellen enorm sinn a bal déi lescht europäesch Energiequellen u Pétrol sinn, wou Kuelen exploitéiert ginn, a wou de Schnéi eigentlech schwaarz ass duerch déi Exploitiatioun, wou derbäi Sécherheetsfroe kommen, well am Waasser, wou de Pétrol ass, Grenzgewässer sinn, déi gedeelt ginn téschent Norwegen a Russland, wat och e grousse Problem ass, esou dass et op eemol ganz kloer a ganz anschaulech ginn ass, dass dat eng Prioritéit wier, déi ech op jidde Fall bis dato net an där Urgence agesinn hat. An ech hunn décidéiert, mech och als Net-expert fir déi Saachen do ganz genee ze interesséieren an ze kucken, wat een um Niveau vun eisem Land - och wëssend, dass dat net d'Welt ännert - kéint dozou bäidroen, fir d'Bewosstsinn iwwert d'Kris op jidde Fall emol kloerzemaachen.

Direkt duerno sinn ech am Kader vun der Debatt iwwer Europa an den Traité, oder wéi e soll weidergoen, an eng Schoul gaangen iwwer Europa schwätzen. An ech hu gemierkt, dass dat, wat d'Kanner do interesséiert huet, eigentlech och de Klimawandel war. Et waren ausser e puer Politiker eigentlech och Représentanten do vun der Kommissioun. Énner anerem louch Informationsmaterial do iwwert de Klimawandel.

Ech hu mer eng Broschür iwwert de Klimawandel ugekuckt. Firwat ginn ech lech déi, Hâr President? Fir lech an de Kolleegen ze weisen, dass een d'Welt eigentlech net muss nei erfannen, dass do Basiswëssen dran ass, wat fir jiddfereen accessibel ass, wat just vläicht nach net genuch verdeelt ginn ass, fir dass all Mënsch kann agesinn, op wat fir engem Punkt mer sinn. Et ass, wéi de Premierminister viru 14 Deeg an der Debatt gesot huet, menger Meenung no net fënnel vir zwielef, mä eng virun zwielef.

Vläicht nach e puer Zifferen aus där doter Broschür, well ech hunn elo näischt erfount an der Zwëschenzäit, fir ze weise wou, menger Meenung no, déi Urgence do hierkënt:

Säit 1860 kann een d'Temperature moossen, an zënterhier hate mer vun '98 un déi fënnel wärmste Summeren op der Welt. An zwar: '98, 2002, '03, '04, an 2001; an där Reiefolleg. 2003, kënt der lech erënneren, war déi Canicule, déi a

Frankräich zu Skandale gefouert huet, well d'Victimen esou heefeg do waren. D'ailleurs huet de Minister vun der Santé kuerz drop seng Demissioun agereecht, oder huet se recommandéiert kritt, esou dass mir all der Meenung waren, zu Lëtzebuerg wier eigentlech alles an der Rei, bis mer elo viru kuerzem héieren hunn, dass och Lëtzebuerg statistesch gesi guer net besser dostoung an där Geschicht wéi Frankräich, dass mer et Gott sei Dank dee Moment net woussten an eis am Fong dofir konnten iwwer Frankräich iergeren, amplaz iwwer eis selwer.

D'Konsequenze vun där Canicule si bekannt. Si si gesot ginn: Stierm, Iwwerschwemmungen, etc. Mä wa mer wëssen, dass, wa mer esou weiderfuere, 2050 75% vun den europäesche Gletschere verschmolt sinn, a wann ee ka feststellen, dass elo schon am héijen Norde vun Europa Gletschere iwwerhaapt net méi do sinn oder se an Zäit vun e puer Joer ëm siwe Kilometer zréckgaange sinn, wann ee weess, dass d'Äiskappen an d'Polaräis schmëlzen a wat fir eng Konsequenzen dat kann hunn, dass et ka goe bis zum Verschwannen oder Versiegen - seet een - vum Gulf Stream, dass dat dozou géif féieren, dass mer wëssen, dass elo 25% vun de Leit kee proppert Dréinkwaasser hunn, dass an 20 Joer iwwert d'Halschent vun der Bevölkerung keent méi hätt, da kann et engem Angscht ginn an da muss een agesinn, dass d'Urgence grous ass.

Bref, ech mengen, dass et kloer ass, dass mer müssen d'Leit mobiliséieren, fir hinne kloerzemaachen, dass net nëmme de Stat eppes muss maachen, net nëmme Europa eppes muss maachen, well wat do d'Intentioun sinn, dat hu mer héieren. Ech mengen, do ass de Groschen entre-temps gefall, well och Europa huet jo am März do wierklech e Quantensprung gemaach. Mir schéngt et jiddefalls als Netexpert, dass dee Programm, deen Zéng-Bausteng-Programm, dee mer hei virgestallt kritt hunn, och e valabele Bäitrag ass, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Et bleift, dass a mengen Aen - ausser de Kanner vläicht, déi an der Schoul déi Informatioun matkréien - d'Opinion publique net genuch informéiert ass an dass ee muss kloerzemaachen, och no bausen, dass, wéi den UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon dat seet, de Klimawandel esou geféierlech ass wéi en drëtte Weltkriich.

Firwat? Well de Klimawandel net nëmme en Émweltsujet ass, mä all Beräicher vun der Politik betrëfft, wéi zum Beispill Budget, Wirtschaft, Défense, Aarbecht, Transport, Energie, Santé, Bildung - natierlech -, mä och d'Migratiounspolitik, d'Aussepolitik an - an et ass och duerfir, dass ech mech speziell haut zu Wuert gemellt hunn - d'Entwécklungszesummenaarbecht.

An ech hoffe souguer e puer Leit oder virun allem der Presidentin vun der Egalitéitskommissioun heibannen ze beweisen, dass et och speziell Elementer gëtt, déi beweisen, dass virum Klimawandel Männer a Fraen och net gläich sinn. Dat ass a sech jo och keng Neierung en général, mä hei op dësem Gebitt huet et och mech verwonnert.

Aus der Literatur, déi ech mer an deene leschte Wochen einverleibt hunn, geet zum Beispill ervir, dass enger schwedescher Enquête no 70% vun de Fraen, mä nëmme 41% vun de Männer sech bewosst sinn, dass de Klimawandel, wéi en amgaang ass, eng ganz seriö Gefor fir d'Iwwerliewe vun der Welt a soumat vun hire Kanner ass; dass den Energieverbrauch vu Männer an der Liewensméit, am beschten Alter souzeseen, duebel esou grous ass wéi dee vun de Fraen am selwechten Alter iwwert de Wee vun den Autoen, vun der Vitesse, vum Fleischkonsum. D'Experte wësse sécherlech, wat den Zesammenhang do ass.

An ech denken, dass et och esou ass, dass et ganz kloer ass, dass d'Fraen op der Welt op dësem Gebitt méi zur Müllentsuergung bäidroen, wéi dat bei de Männer de Fall ass.

Schlussendlech ass et eng Migratiounsfro. Ech wëll de Marc Angel ganz kuerz zitieren bei der Debatt iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht, wou e folgende Satz gesot huet, deen esou gutt formuliert ass, dass ech e gär géif widerhuelen: „Et gëtt geschat, dass ronn 250 Millioune Mënschen an deene kommende Jorzénngen zousätzlech un Hunger wäerte leiden. Dëst si Viraussoe vum Weltklimarot vun der UNO.“

Et ass jo evident, dass, wann 250 Millioune méi net méi bei sech doheem lieue kënnen, déi dohinner wëllen, wou et vläicht méi frësch ass a wou och Waasser ass, dat heescht bei eis, a mir sinn elo schon amgaang ze probéieren, déi Leit dovunner ofzehalen dat ze maachen, fir jo nëmme

eise Confort an eise Liewensniveau ze halen.

Ech denken, dass et duerfir evident ass, dass mir eis net kënnen erlaben, esou virunzefuere, wa mer eis bewosst sinn, wat de Risiko ass, an dass et och kloer ass, dass och déi Entwécklungslänner, déi Pays émergents, déi amgaang sinn, sech ze entwéckelen, sech eigentlech, och wa se et vläicht net selwer wëssen, de Luxus net kënnen erlaben, an hirer Entwécklung déi nämlecht Feeler ze maache wéi déi, déi mir gemaach hunn.

Et ass gewosst am Privaten, dass een am beschte léiert duerch seng eege Feeler, mä vläicht gëtt et eng kéier Zäit och ze probéieren, aus deene vun deenen aneren ze léieren, esou dass et mir kloer schéngt, dass, wann no deene Kyoto-Accorden 2012 nei verhandelt gëtt, dat misst um Weltniveau passéieren an net um Niveau vun de Partner vun den aktuelle Kyoto-Protokoller.

An der Konklusioun ee Wuert just am Zesammenhang mat der Entwécklungszesummenaarbecht. Ech hunn an der Ried vun Minister héieren, dass no Experten de Prozentsaz vum Budget, deen néideg wär fir dem Klimawandel eppes entgéintzesetzen, par rapport zu eisem Budget ongeféier 0,7% géif ausmaachen.

Dat huet mech klorerweis erënnert un dee Prozentsaz vun 0,7, deen an de 70er Jore fir d'Entwécklungszesummenaarbecht fixéiert ginn ass an dee mer haut, mir eleng mat véier oder fënnel anere Länner, eréischt erreecht hunn. Mir kréien et souguer trotz „Millennium Goals“ als Succès dohinnergestallt, dass Europa et fäerdeg bruecht huet, an e puer Joer d'Halschent vun deem Montant, deen an de 70er Jore fixéiert ginn ass, bis 2010 ze realiséieren. Et ass also e schlecht Argument fir ze soen, mir kënten eis et eigentlech leeschten, wa mer wëllen. Wa mer gesinn, wéi dee Prozentsaz bei der Entwécklungszesummenaarbecht war, da sinn ech net ganz optimistes, dass d'Kenne vum Käschtepunkt an d'Méiglecheet vum Bezuelen durginn, fir et an d'Praxis ëmzesetzen.

Wat ech awer wollt feststellen am Verglach mat deenen zwee Prozentsätz, ass Folgendes: Ech stelle fest, dass fir 0,7%, oder de Moment si mer bei 0,8 an eppes an der Entwécklungszesummenaarbecht, mer e Ministère hunn, deen équipéiert ass mat - ech hunn dat haut de Moien am Rapport duerchgekuckt - grosso modo 40 Leit am Ministère an op anere Plazen an der Welt, y non compris déi Agence fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, déi och nach sécherlech déiselwecht Zuel vu Leit huet, während elo erwaart gëtt bei enger Katastroph wéi dem Klimawandel, dass déiselwecht Aufgaben an deeselwechte Budget, déi op den Émweltministère zoukommen, sollen esou niewelaanscht da vun dësem Ministère ouni speziell Personalwëssen an aner Strukture gepackt ginn.

Menger Meenung no ass dat net terribel realistesch. Wa mer wëssen, dass mer haut bei all Debatt an der Entwécklungszesummenaarbecht nach ëmmer soen, fir de Montant vun der Entwécklungshëllef, deen ëmmer méi héich gëtt, wär d'Portioun vun der Augmentatioun vum Personal absolut net genuch, da muss een hei feststellen, dass dat, wat hei erwaart gëtt, fir ze maachen a fir ze investéieren, wa mer viraussetzen, dass dee Montant zu Lëtzebuerg géif débloquent ginn, dass et mir schéngt, dass et onrealistes ass dovunner auszegoen, dass mir als Lëtzebuurger Émweltministère genuch équipéiert wieren, fir dat op eng räsonnabel Aart a Weis ze maachen.

Op eng räsonnabel demokratesch an transparent Aart a Weis - well ech muss zum Beispill vun deene CDMen, déi Lëtzebuerg akeeft a China an an Indien an déi de Minister haut ugeschnidden huet, soen, dass ech franchise näischt verstinn an net weess, ëm wat et geet, dass ech verstinn, wat an El Salvador geplangt ass, mä dass mir am Fong och als zoustänneg Kommissioun vun den Affaires étrangères am Fong ni genau erkläert kritt hunn, wéi déi Mechanismen do fir Lëtzebuerg funktionéieren.

Mir schéngt et eng Evidenz ze sinn, dass, fir d'Transparenz an d'Demokratie ze wahren, mir als Chamberskommissioun an als Chamber géifen informéiert ginn, fir ze kucken, ob net nëmme dat, wat mir heiheem an dësem Beräich maachen, mä och wat mir am Intérêt vun heiheem am Ausland maachen net am Ausland méi Schued mécht wéi dat, wat mir eventuell vu finanzielle Benefisser hunn.

Ech kann dat absolut net jugéieren, an et ass och net um Minister, deen haut hei sëtzt, fir Opklärung doriwwer ze ginn. Mä ech mengen, dass d'Transparenz och an där

Hisiicht géif verlaangen, dass mer dat deemnächst am Kader vun enger erweiderter Debatt vun haut géife kucken, fir sécher ze sinn, dass mer net nëmme op dat oppassen, wat mer bei eis maachen, mä och op dat, wat mer am Ausland am Numm vun enger gudder Cause maachen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Dann zum Ofschluss vun der Debatt huet den Émweltminister Lucien Lux d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Merci, Hâr President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll et ganz kuerz maachen, well ech mengen, dësen Débat heescht Débat de consultation an ech hunn de Mëtteg fir mech selwer an, mengen ech, och fir déi aner Regierungsmembere genuch positiv Suggestiounen an och Kritiken héieren. Mä mir si jo nach net esou ofgestompft, dass mer déi net och versiche positiv ze verwäerten, fir an deenen nächste Méint déi zéng Bausteng, déi ech hei virgeluecht hunn, och konkret ëmzesetzen.

De Charles Goerens, mäi Virgänger an deem Amt do, huet gesot, déi zéng Bausteng wären eng zolidd Basis fir dat, wat mer an deenen nächste Méint ze maachen hätten. Ech géif hannendru soen, fir mech war d'Debatt och eng zolidd Ennerstëtzung, fir op deenen Orientéierungen do weiderzeschaffen. Do war vill Konkretes dran. Iwwregens och viles, wat de Statsbudget deier ze stoe wäert kommen.

Wann hei gesot ginn ass, mir géifen ëmmer nëmme aus der Siicht vun dem Budget déi Saache kucken, an dann natierlech wa méiglech et defensiv kucken, da muss ech soen:

Et ass net ze verkennen, wat un Investitiounen am Beräich vum öffentlechen Transport gemaach ginn ass. Ech kënt dat opzielen. Ech hu virdu gesot, iwwer 20 Milliarden aler Frang eleng an deene leschten zwee, dräi Joer fir déi Investitiounen weiderzedreiwene.

Déi Berodungsstruktur, déi mer wëllen opbauen, zum Beispill.

Déi Fro och vun de Subventiounen, déi mer weider décidéiert hunn, fir an deenen nächste Joren d'Förderung vu schadstoffarmen Autoen virzehuelen.

Dat wat ech muer wäert virleeën an der Reform vun den öffentlechen Tarifer - de Kolleeg François Bausch kennt déi Propositione gutt vun der Stad Lëtzebuerg -, dat wäert eng moindrecette fir de Statsbudget bedeuten téschent 3,5 a 4 Milliounen Euro.

Alles dat zesummegerechent si ganz héich Investitiounen, déi op de Lëtzebuurger Stat wäerten zoukommen an déi am Budget 2008 hiren Émschlag müssen a wäerte fannen, fir kloerzemaachen, dass mer eis déi Politik hei eppes wäerte kaschte loosse. Duerfir ass dat Argument definitiv falsch, dass mer dat aus der Siicht nëmme eleng vum Budget kucken.

An da wëll ech zu dem Kolleeg Camille Gira soen, deen ech exceptionnel negativ fonnt hunn, fir net ze soen, ouni wëllen hei ze polemiséieren, well dat mäin Usproch net ass, dass dat heiansdo e bësse geschéngt huet kritiséiere fir ze kritiséieren. Well hei sinn zum Deel Saache kritiséiert ginn, déi mer elo ëmsetzen an déi vun de Grénge laang gefuereert gi sinn.

Elo kann een ëmmer erëm soen: Deen do Usaz hätt een éischer misse maachen! Mä ech mengen, hei si vill Saache kritesch dohinnergestallt ginn, déi mer elo amgaang sinn ëmzesetzen an déi, mengen ech, awer fir d'Bausteng vun der Klimaschutzpolitik extrem wichteg sinn.

An da muss ech awer feststellen, Kolleeg Camille Gira, dass dann duerno Propositione vun deene Grénge kommen - an zwar och zéng Stéck -, dass also eng hallef Stonn laang kritiséiert ginn ass an dunn zéng Bausteng vun hinne komm sinn. An da stellen ech fest, dass vun deenen zéng Stéck der acht sinn, déi en absolute Konsens duerstelle mat deem, wat ech virdu gesot hunn. Acht Stéck! An da schwätze mer just...

(Interruption)

Dann hu mer zwou Meenungsverschiddenheeten, dat ass d'Fro vun der ökologescher Steuerreform, wou ech nach ëmmer drop waarden, wéi vill anerer och, dass déi Gréng emol vläicht preziséieren, nach vill méi preziséieren,...

(Interruption)

...mat ganz konkreten Zuelen emol preziséieren, wat se an där ökologescher Steuerreform wëlle maachen.

De Stats- a Finanzminister huet am Dezember bei der Motioun vun deene Gréngen iwwert d'ökologescher Steuerreform gesot, dass d'Regierung bereet ass, mat der Chamber doriwier ze diskutéieren. Mir waarden nach ëmmer op eng Invitatioun als Regierung fir an d'Finanzkommissioun geruff ze ginn a fir deen Débat iwwert déi Elementer do ze féieren.

Et gétt haut schon eng ganz Rei ökologescher Elementer an eisem Steierwiesem. Mir hunn eng Rei vun neie Propositionen, déi och ënner anerem d'Steierwiese betreffen, gemaach. Mä ech mengen, fir dat Ganz ze kucken, zum Beispill déi Fro vum Tanktourismus, wéi mer dann domadder ëmginn an där Quantitéit, déi et duerstellt, sinn ech nach ëmmer gespaant ze héieren, wat da konkret, net einfach nëmme mat Wieder, mä konkret dat ass, wéi mer dat sollen ugoen.

An dann déi zweet Divergenz - och do sinn ech virsiichteg mat de Wieder - ass d'Fro vun de Kompetenzen. Wann ech aus dëser Debatt eppes eraushuelen - an do schwätzen ech awer a mengem perséinlechen Numm, well dat net d'Fro vun der Regierung ubelaangt -, dann ass et d'Fro vun de Kompetenzen innerhalb vun der Regierung. Ech sinn no dräi Joer Erfahrung an der Regierung der Meenung, dass 2009 bei der neier Constituierung vun der Regierung iwwer eng Rei vun Elementer an der Verdeelung vun de Kompetenze wierklech seriö muss nogeduecht ginn.

Dat ass net méi eng Fro, déi mer elo an deenen zwee Joer maachen. Mir hunn eis eng Opdeelung vu Kompetenze ginn. Mä et muss een awer Erfahrung maachen, déi de Charles Goerens am Amt gemaach huet, déi ech och amgang sinn ze maachen, fir zum Beispill och ze kucken, wat bei der franséischer Regierung geschitt ass. Den Här Alain Juppé kritt all déi Pouvoiren, déi en Ëmweltminister - oder wéi soll ech soen, e Minister vum Développement durable - brauch, fir och wierklech da kohärent an ënner enger gewëssener Cohésion eng Ëmsetzung ze maachen.

Ech si perséinlech och der Meenung, dass den Energieberäich an den Ëmweltberäich higeheiert, fir dass ee wierklech eng horizontal Politik ka maachen. An ech sinn och definitiv der Meenung, dass den Transportministère net soll en Transportministère sinn, mä e Verkéiersministère, wou all d'Elementer vun der Mobilitéit missten dragehéieren. Do sinn ech mat de Virschléi vun deene Gréngen absolut d'accord, well ech mengen, dass et kohärent wär, dat ze maachen.

Mir wëssen awer wéi mer oft d'Verdeelung vun de Ministère maachen. Dat huele mer mat vu fréier, vu virun 20 a 25 Joer, an da gétt dat just nei getässelt an esou virun. Hei mengen ech musse mer 2009 wierklech driwwer nodenken, wéi mer dat op eng aner Aart a Weis kënne maachen, fir dass et méi kohärent geschitt, wéi dat am Moment de Fall ass.

An dann ofschléissend mengen ech, an deem Konsens, dee mer awer fonnt hu par rapport zu deene kritesche Bemerkungen, dass mer eis bei den erneierbaren Energie jo awer grondsätzlech eens sinn. Ee vun de Punkten, iwwert dee mer an deene leschte Wochen a Méint laang diskutéiert hunn, ass dee vun der Planungssécherheet. Ech hunn haut de Mëtteg hei kloer gesot, dass mer an deenen neie Reglementer der Meenung sinn, dass mer iwwer eng laang Zäit Planungssécherheet musse ginn doduerch, dass déi Förderregimer och mussen esou ausgesinn.

Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Berodungsstrukturen. Dir proposéiert eng Agence de l'Énergie. Mä mir hunn eng Agence...

(Interruption)

Mir hunn d'Méiglechkeeten, op där Basis do en zentraalt Angebot ze maachen, nämlech opbauen op dezentrale Strukturen, wou den Établissement public net d'Äntwert ass. Ech mengen, dass een éischer soll op déi Erfahrungen, op déi Kompetenzen an op déi Energie bauen, déi mer am Land op deem Gebitt schon hunn.

An da kënnt eng Fro hannendrun, déi mech och effektiv tracasséiert a wou ech domat d'accord sinn, an dat ass, dass mer wierklech mussen ophalen ze maache wéi wann d'Gemengen an der Fro vun der Energiepolitik a Klimaschutzpolitik näischt bréngen.

(Interruption)

Den Här Halsdorf huet ganz däitlech gesot, dass hien amgaangen ass a sengem Ministère ze kucken, wéi dat an der Tëschenzäit genau kënnt ausgesinn tëschent de Kompetenz vun de Gemengen a vum Stat. Mir waarden drop fir eng prezis Äntwert dorobber ze kréien, mä et ass evident, dass mer dat net ouni den Apport vun de Gemenge kënnen.

Well et muss ee jo däitlech soen, als Ëmweltminister kann ee jo oft net schwätze vun der Virreideroll vum Stat, well et kënnt een op vill Plazen, do ass et d'Virreideroll vun de Gemengen, déi vill méi wäit ass wéi dat, wat de Stat an der Tëschenzäit op ville Gebidder gemaach huet. Duerfir mengen ech solle mer do bescheide si vis-à-vis vun dem Rôle vun de Gemengen, besonnesch deenen, déi am Klimabündnis sinn, mä net nëmme, well et och där anerer gétt, déi op deem Gebitt do ganz sënnavoll Aktivitéite maachen.

Ech mengen also, dass et an der Fro, wéi mer solle weidergoen an deenen zéng Bausteng a mat deene Suggestiounen, déi mer de Mëtteg héieren hunn an déi mer eis natierlech alleguer opgeschriwwen hunn a mathuelen, eng Méiglechkeet gétt, eis d'Moyenen ze ginn an deem Budget 2007, déi schon do sinn, am Kyoto-Fong, wou mer extra drop gehalen hunn, de Kyoto-Fong net nëmme ze huelen, fir Emissionsrechter anzekafen, mä virun allem och ze huelen, fir national Sujete kënnen ze traitéieren an och Projeten national kënnen ëmzesetzen an dann dofir ze suergen, dass mer déi Punkten do ee fir alle Mol een nom anere kënnen ëmsetzen.

An da wäert Der gesinn, Här Gira, dass an der Ëmsetzung do vill méi Konsens dran ass. Déi muss allerdéngs Punkt fir Punkt geschéien, niewent deene Punkten, déi vun lech jo opgezielt gi sinn, déi mer an deene leschten zwee Joer trotz allem schon op de Wee bruecht hunn.

Ech wëll ofschléissend och e Wuert zu der Motioun vun deene Gréng soen: d'Fuerderung no engem Klimaschutzdësch. Ech muss éierlech soen - an ech mengen, de Kolleg Negri huet dat hei relativ däitlech gemaach -: Méi diskutéiert mat de Forces vives, de politeschen, de syndikalisteschen, den ONGen, den Entreprises, den Industriellen, de Federatiounen an de Chambres professionnelles wéi ech et an deene leschten dräi Joer gemaach hunn, mengen ech, ass net méiglech!

(Interruption)

D'Zuel vun de Workshopen, d'Zuel vun de Foren, d'Zuel vun der Aart a Weis wéi mer diskutéiert hunn ass exceptionnel héich gewiescht. A fir mech ass de Klimaschutzdësch de Forum wou mer eis virgeholl hunn, wéinstens eemol am Joer de Bilan transparent an däitlech, mat kloeren Zuelen, ouni iergendepes ze verstoppen, ze maachen an dat och kritesch unzegoen.

Derniewent, mengen ech, hu mer nach en anert Gremium geschaf, dat sech ënner anerem och mat deenen dote Froe wäert beschäftegen, dat ass de Conseil supérieur vum Développement durable, dee jo vun enger Motioun vum Charles Goerens an der Chamber eng wichteg Aufgab kritt huet an der Analys vun de budgetäre Parametere, déi dat an där Politik fir déi nächst Jore bedeiit. Och an deem Gremium sétzte ganz vill kompetent a virun allem och onofhängeg Käpp, fir eis ze hëlfe an där Fro do weiderzekommen.

Ech zéien also aus deenen zéng Bausteng, beräichert vun all deem, wat u konkrete Propositionen nach mat derbäi komm ass, déi Energie, fir an deenen nächste Méint ze kucken, dass mer an där Politik do weiderkommen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Motioun vum ronne gréngen Dësch, deen

déi Fraktioun vun deene Gréng proposéiert.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)**Vote**

D'Motioun vum Här Bausch oder vum Här Gira ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmme, bei 18 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Ali Kaes), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun der Motioun iwwert de System „eGo“. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ben Fayot, deen am Numm vun der Kommissioun dës Motioun déposéiert huet.

4. Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech si vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes chargéiert ginn, d'Motioun iwwert den „eGo“ ze déposieren an ze presentéieren. Fir déi Kollegen, déi net an där Kommissioun sinn, wëll ech kuerz de Werdegang vun där Motioun opzeechnen.

Den 20. November 2006 hat den Transportminister Lucien Lux d'Objektiver an de Werdegang vun „eGo“ an der Comexbu duergeluecht. Et handelt sech dobäi ëm eng Kaart, déi - grad ewéi eng GSM-Kaart zum Beispill - vum Inhaber elektronesch belueden an dann als Billjee genotzt ka ginn, andeem de Benotzer d'Kaart virun engem Oblitérateur passéiert. Doduerch soll et méi einfach ginn, den öffentliche Transport ze benotzen. De System soll et och erlaben, zouverlässeg Donnéeën ze collectéieren. Mat an de System abegraff gi sollen all Transportträger, also d'CFL, den TICE, d'AVL an den RGTR.

D'Iddi dovunner ass Enn den 90er Joren opkomm. Den 21. Dezember 2001 huet de Regierungsrot de Wee fir e Projet pilote fräigemaach. Dofir waren am Budget 2002 2,5 Milliounen Euro virgessinn.

No der Evaluatioun vun de Resultater vum Projet pilote huet de Regierungsrot den 30. Juni 2003 gréng Luucht fir d'Fortsetzung vum Projet ginn, en neie Marché vu 7,39 Milliounen Euro gouf ofgeschloss. Enn 2005 huet den Transportminister Lucien Lux de Stand vum Projet enger Analys ënnerzunn. En huet am Februar 2006 déi Rechnungen en suspens gehalen, déi iwwert d'Limite vu 7,5 Milliounen gaange sinn. Am Mee 2006 gouf d'Firma KPMG mat engem Audit fonctionnel et financier iwwert den „eGo“ befaasst. Dësen Audit gouf der Comexbu den 23. Abrëll 2007 virgeluecht, an et ass selbsterständlech, dass all Deputéierten Asiicht kënnen an deen Audit vun der

KPMG kréien, wéi en der Kommissioun virgeluecht ginn ass. Deen Audit steet selbsterständlech och der Press zur Verfügung.

D'Comexbu huet deen Audit ausféierlech diskutéiert. D'Resultat vun deenen Diskussiounen war, dass d'Comexbu an hirer grousser Majoritéit d'accord war, dass de Projet weidergefouert soll ginn, an dass de Minister déi Rechnunge kéint bezuelen, déi opstinn, ënnert der Konditioun, dass méiglechst séier e Projet de loi virgeluecht gétt, fir d'Situatioun ze regulariséieren.

D'Verrieder vun CSV, LSAP, DP, de Gréngen an der ADR waren d'accord, eng Motioun virzeleeën, woubäi d'ADR sech net op de Contenu vun der Motioun festleeë wollt. Déi Motioun läit elo vir.

Si seet an de Considéranten, dass et nëtzlech ass, de System „eGo“ ze realiséieren, well säit 2002/2003 finanziell Engagementer vum Stat geholl goufen, well och d'Opérateuren de System wëllen. D'Motioun begréisst och, dass d'Regierung den Audit 2006 gemaach huet an domat fir méiglechst vill Transparenz gesuergt huet. Si weist och drop hin, dass an Zukunft an technologesch usprochsvolle Projete wéi deem hei all finanziell Dérive soll a muss évitéiert ginn. Mir mussen endlech d'Lektioun léieren, déi sech aus der finanzieller Dérive erginn.

An hirem Dispositif seet d'Motioun, dass den „eGo“ mat der betreffender Gesellschaft realiséiert gi soll, déi en ugefaangen huet, an zwar bannent zweielef Méint, ënnert der Responsabilitéit vum Transportministère a mat Hëllef vun enger Firma, déi Erfahrung an der Gestiou vun esou Projeten huet.

Dass e Projet de loi schnellstens soll virgeluecht ginn, fir de finanziellen Engagementer vum Stat ze regulariséieren an de Gesamtkäschtepunkt kloerzestellen.

Dass no der Implementatioun, also der Fäerdegstellung vum System de Stat an d'Communauté des Transports e Contrat de gestion fir d'Exploitatioun an d'Maintenance vum System ofschléissen.

An dass d'Communauté des Transports e Cahier des charges ausschafft oder ausschaffe léisst, fir d'Gestioun an d'Exploitatioun vun „eGo“ ze sous-traitéieren an dofir eng öffentliche Soumissioun ofzhalen.

Fir ofzeschéissen, Här President, wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir natierlech déi Motioun hei matdroen. D'LSAP begréisst d'Démarche vum Transportminister Lucien Lux a vun der Regierung, Kloerheet iwwert de Wee vun engem Audit ze schafen, all Opérateuren u Bord ze huelen an d'Viraussetzungen ze schafen, fir den „eGo“ endlech ëmzesetzen. Ech hat d'Gefill an der Kommissioun, dass deen Accord och vun deenen anere Fraktiounen géif gedeelt ginn.

Domat iwwerreechen ech lech dann déi Motioun vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant l'utilité de l'implémentation du système de perception tarifaire électronique eGo;*

- *considérant les engagements financiers auxquels l'État a procédé à partir des années 2002/2003;*

- *considérant la volonté du Gouvernement et des opérateurs d'implémenter ledit projet;*

- *saluant la réalisation d'un audit opérationnel et financier du projet effectué en 2006;*

- *considérant l'importance d'éviter à l'avenir toute dérive financière dans des projets de ce genre;*

invite le Gouvernement

- *à implémenter un système de perception tarifaire électronique «eGo de base» avec le soutien de la société concernée sous la responsabilité du Ministère des Transports endéans douze mois et avec l'aide d'une société disposant des capacités nécessaires en matière de gestion de projet dans le domaine concerné;*

- *à soumettre à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais un projet de loi permettant de régulariser l'engagement financier de l'État et précisant le coût global du projet;*

- *à conclure dès l'implémentation du système «eGo de base» un contrat de gestion déléguée entre l'État et la Communauté des Transports pour l'exploitation et la maintenance dudit système;*

- *à assurer l'élaboration d'un cahier des charges par la Communauté des Transports*

pour sous-traiter la gestion et l'exploitation du système de tarification électronique;

- à garantir la tenue d'une soumission publique en due forme par la Communauté des Transports pour les activités d'exploitation et/ou de maintenance du système.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Michel Wolter.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Fayot. Éischt Riedner ass den honorabelen Hâr Lucien Clement.

Discussion générale

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et, wéi de Ben Fayot et scho gesot huet, hei mat enger Motioun ze dinn, déi et der Regierung erlabe soll mam Projet „eGo“ weiderzefueren an eigentlech déi Rechnungen ze bezuelen, déi elo scho sâit Februar 2006 geschëlt sinn, mä nach net konnte bezuelt ginn, well se vun deem Datum un de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschritt hunn. Gläichzäitig gëtt och de Minister opgefuerdert esou schnell wéi méiglech e Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen, fir dat Ganzt dann och am Nachhinein ze regulariséieren.

Wann elo eis Informatiounen richteg sinn, déi mer an der Kommissioun kruten, da komme bei déi zéng Milliounen Euro, déi de Projet bis elo kascht - 7,4 Milliounen Euro si scho bezuelt, de Rescht, 2,6 Milliounen, sinn engagéiert awer nach net bezuelt - nach eng Kéier gutt véier Milliounen derbäi, esou datt mer et herno mat engem Montant ze dinn hunn, deen a sech dat Duebelt duerstellt wéi ursprénglech virgesi war.

Et ass also an deem Dossier gaang wéi et net hätt solle goen oder besser gesot net hätt därfe goen. Zréckzebehale bleift, datt d'Handhabung vun deem Dossier net zu den Highlighte vun der Politik ze zielen ass. Ouni elo wëllen iergendengem Schuldzouweisungen zoukommen ze loossen erlaabt mer awer feststellen, datt an deem Dossier Feeler gemaach goufen, zum Deel souguer ganz haarsträubend Feeler gemaach gi sinn.

Eng Gesellschaft ouni Experienz krut den Optrag fir esou e komplizierte Projet, och wann et deem deemolege Minister duergestallt gouf, wéi wann eng grouss international Firma géif dohannert stoen. Déi kleng Firma, déi awer dann a Wierklechkeet dohannert stoung, konnt fräi schalten a walte bal wéi se wollt. D'Halschent vun hirem Émsaz huet se an deene leschte Jore mat deemem Projet realiséiert. De Chiffre d'affaires - an ech hunn dat och an der Kommissioun gesot - vu ronn zéng Milliounen Euro ze erschaffen, an dat laut KPMG mat dräi bis véier Leit, ce n'est pas mal du tout. Déi, déi e Betrib hunn, wësse wat dat heescht.

Et ass schonn eng gewaltig Zomm, déi hei an der Diskussioun steet a spéitstens beim Erreeche vum Montant, deen als Virgab gedéngt huet, ongeféier 7,4 Milliounen Euro, hätte menger Meenung no d'Alarmglacke misse laude bei deene Verantwortlechen am Ministère. Hei war e gewësse Réflexe économique mat Sécherheet net virhanden. Dat émsou méi, well de Ministère och nach trotz deesen héijen Zommen, laut KPMG, émmen méi an d'Ofhängigkeit vun deeser Firma gerétscht ass.

Ech zitieren aus dem Audit vum KPMG, an dat kënnt Der op der Sait néng nokucken: «SmartTec opère certains aspects du système (...), sans qu'il y a eu un transfert de savoir-faire.» Ech fannen dat ganz schlëmm. A weider steet op därselflechter Sait enner engem anere Punkt ze liesen «dépendance du Ministère des Transports et des opérateurs par rapport au fournisseur».

Hâr President, e grousst Vertraue gouf an deeser Gesellschaft gesat. Leider goug dat, esou wäit wéi et bis elo ze iwwerblécken ass, ganz zolidd schif.

Wéi bei anere Statsprojete gouf och hei bei deemem Projet während der Phas vun der Ausschaffung de Projet e puermol geännert. Et muss ee sech froe firwat an opgrond vu wat fir enge Kritären, well eréischt elo gouf den Avis vun den Operateuren ageholl an et huet sech erausgestallt, datt den „eGo“ a senger ursprénglecher Form, wéi e fir d'éischt presentéiert ginn ass, guer net praktikabel gewiescht wär.

Et gëtt een hei d'Gefill net lass, an dat ass déi generell geduecht, datt déi eenzel Ministère wahrscheinlech net iwwer genügend qualifizéiert Personal verfügen, dat déi néideg informatesch Kenntniser huet, fir esou héich techesch Projeten och kënnen ze begleeden. Derbäi kënnt, datt d'Informatik, wéi mer allwëssen, sech

permanent weiderentwéckelt, an dat och zimlech schnell. Dofir wëllt d'CSV de Minister och félicitéieren, fir mat der KPMG eng extern Firma mat deemem Audit ze chargéieren.

De Projet „eGo“ ass a senger Natur awer nu keen Einzelfall. Fir dës Zort vu komplexen Dossiere gëtt et nämlech beim Stat keng definéiert Prozedur, déi verhënnere soll, datt Projeten esou ausufern a sech esou entwéckele wéi den Dossier vum „eGo“-Projet. Dofir, Hâr President, huet d'Chambreskommissioun vun der Comexbu decidéiert, fir de Rechnungshaff mat enger Etüd ze beoptragen, fir ze kucken wéi dës Praxis bei ähnlech komplexen techeschen Dossieren an eisen Nopeschlänner ass. D'CSV erwaart sech vun deeser Etüd wichteg Hiwäiser, fir datt mir garantiéieren kënnen, datt et beim „eGo“-Projet bei engem Cas unique bleift a keen esou méi erëmmen soll.

Hâr President, trotz alle Kritiken an trotz all deem, wat schif gelaf ass, ennerstézt d'CSV awer selbstverständlech, wéi och an der Kommissioun gesot, dees Motioun. Et ass e wichtige Projet, deen hei soll weidergefouert ginn an dofir mussen dann och déi néideg Méttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer eis alleguerten hei an deem Dossier gesat hunn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den honorabelen Hâr Grethen huet d'Wuert.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech hätt ech als President vun der Comexbu déi Motioun hei misse presentéieren. Ech hunn dat a voller Absicht net gemaach, well ech an deem Dossier befaenge sinn. Dat ginn ech och zou. Ech war Transportminister, wéi dee Projet hei initiéiert ginn ass, oder meng Virgängerin hat e wuel initiéiert, mä definitiv ass en enner mir ugaangen, an ech kann Iech soen, dass ech och net frou sinn, dass deen Dossier déi do Evoluitioun kann huet.

Wéi ech dat presentéiert kritt hunn am Ufank, huet de Projet mer ageliicht. Et gouf mer eng Dokumentatioun ennerbreit, déi och d'Chamber - d'Comexbu - krut, vun 32 Säiten, wou dee Projet explizéiert ginn ass. Et ass mer deemools gesot ginn, e géif véier Milliounen kaschten. Elo gesäit et esou aus, wéi wa mer géife bei 15 Milliounen Euro endegen. Dat ass net flott, wann een als Minister dat muss erdroen. Et ass net flott fir mech, et ass net flott fir mä Successeur, dee gradesou vill Problemer domat huet.

Mir haten an der Comexbu dräi Sitzungen, an an deene Sitzungen hunn ech ganz bewusst dorëms gebieden, dass Kolleegen - de John Castegnaro war esou gentil als Vizepräsident vun der Kommissioun dat ze maachen - d'Kommissiounsaarbechte leeden, fir dass een net géif d'Gefill kréien, dass ech géif d'Debatten an eng Richtung orientéieren, a fir dass all Transparenz méiglech wier.

Ech hat och net wëlles, Hâr President, haut zu deeser Motioun ze schwätzen. Ech hunn awer elo eng Invitatioun gesinn op eng Pressekonferenz, déi vun der Alternativer Demokratischer Reformpartei fir de Freideg Moien zesummegeeruff ass um zéng Auer, wou si da sécher iwwert deesem Dossier, dee mir haut diskutéieren, hir Wourecht wäerten zum Beschte ginn. «eGo» - dix millions d'euros engagés sans projet de loi - dat ass richteg. An da kënnt: «scandale, dysfonctionnement grave ou affaire pénale». An dann därerf ee jo gespaant sinn, wat de Freideg do débitéiert gëtt.

Ech hätt léiwer, Hâr President, wann een als Deputéierten d'Fairness hätt, dat, wat een ze soen huet, oder dat, wat ee mengt, dass ee misst soen, hei mat offenem Viséier géif deene Leit soe vun deenen ee mengt, dass se schëlleg wäeren. A wann een d'Iwwerzeegung huet et wier e Politiker, dann ass hei de Forum, wou dat soll ausgedroe ginn. A wann een der Meenung ass, dass et eng pénal Affär ass, da soll een direkt de Procureur aschalten.

Wann een der Meenung ass, dass hei eppes falsch gelaf ass, soll een dat direkt soen, an et soll een net dobaussen den Ushäi ginn, wéi wann hei iergendeppes géif verstoppt ginn.

Hâr President, als ee vun deenen, déi an deemem Dossier Verantwortung droen, Verantwortung assuméieren, sinn ech Demandeur, dass deesen Dossier an all sengen Detailer mat all senger Facetten an, wann et muss sinn, zéng Joer laang ennersicht gëtt, mä ech si gradesou der Meenung, dass de Projet, och wann en haut vill méi deier gëtt wéi ursprénglech geplangt, wichteg ass fir de Projet Mobilité

durable hei am Land, an duerfir wäert ech och mäin Accord zu där Motioun bréngen an och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci dem Hâr Grethen. Dann huet den Hâr Adam d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „eGo“ ass e gutt Beispill wéi mer schlecht geschafft hunn. Et ass e gutt Beispill, datt de Stat sech net émmen déi richteg Moyenné gëtt, fir esou sensibel Hightechdossieren émssetzen. Et ass e gutt Beispill, datt gudde Wëllen eleng fir eng Bonne cause net duergeet. Vu d'Komplexitéit vum Dossier hätt de Stat sech misse vun Externen, déi sech um Marché auskennen, berode loossen.

Et ass och net déi éischt Kéier, datt bei ähnlech komplexen Dossieren eppes schif geet. Den CITA-Projet kënnt een och nach als Beispill zitieren. Mir misse vun Ufank un e Projektmanagement maachen an dann zu enger europäescher Ausschreiwung kommen.

Haut hu mer eng Situatioun, wou vill Suen engagéiert sinn, an et ass un eis elo, fir dat Beschte doraus ze maachen an de Projet esou séier wéi méiglech operationell ze maachen, well mer och iwwerzeegt dovunner sinn, datt et wichteg ass, datt mer déi Verbesserung am öffentlechen Transport kréien.

Mir brauchen eng Supervisioun um finanziellen an um techeschen Niveau mat engem „project manager“ a sinn duerfir och frou, datt mer an der Motioun den Zousaz hunn, datt mer et zouloossen, datt «une société disposant des capacités nécessaires en matière de gestion de projet dans le domaine concerné» ka bäigeholl ginn.

Well ebe vill Suen engagéiert sinn a fir méiglechst schnell zu engem positiven Einn ze kommen - all Moment, wou mer elo net virukommen, kascht zousätzlech nach Geld -, bréngen ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deeser Motioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Adam. Dann huet den honorabelen Hâr Mehlen d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Hâr President, ech wëll ufänken domat, datt ech soen, datt ech zwou Minuten hu fir en Thema iwwert deen ee weinstens...

» **M. Henri Grethen (DP).** - Ech ginn Iech eng Stonn! Eng Stonn!

(Interruption)

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Jo gutt, datt Iait net an Är Hand...

Hei si 400 Milliounen Lëtzebuerger Frang elo scho verbrode ginn, a wa mer fäerdeeg sinn, da si mer bei 600 Milliounen. Dat mat deene Milliounen Euro, dat héiert sech esou harmlos un, duerfir soen ech et a Frangen.

Et ass eng Affär, wou alles, awer och just alles, falsch gelaf ass: Et ass net ausgeschriwwen ginn; et ass e Gré à gré gemaach ginn an där Héicht mat enger Firma, vun där d'KPMG selwer schreift, datt iwwert déijéineg, déi économiquement profitéieren an do hannendru stinn an iwwer eng panamesesch Gesellschaft 50% hunn, kee weess wien do hannendru steet. Méi dubios geet dat Ganzt net!

An da gesi mer, datt en cours de route déi Firma d'Capacitéit net hat. Et hätt een et jo kënnen ausschreiwen, dann hätt ee jo vläicht ganz aner Leit mat an d'Boot kritt. Woufir ass net ausgeschriwwen ginn?

Datt déi Firma hei...

» **M. Henri Grethen (DP).** - Kann ech dem Hâr Mehlen eng Fro stellen?

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ouh, dann haalt Dir mer awer d'Auer un, well...

» **M. le Président.** - Jo, jo, d'Auer ass ugehalen, Hâr Mehlen.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Hâr Mehlen, ass et richteg, dass d'KPMG an der Comexbu gesot huet, wien d'Aktionäre vun där panamesescher Gesellschaft wieren?

(Interruption)

Sot elo net, et wier net wouer, kuckt mir an d'Aen.

Entweder Dir hat dee Moment net nogelasschert, mä d'KPMG huet an der Kommissioun op ausdrécklech Nofro gesot, dass d'Aktionäre vun där panamesescher Gesellschaft déiselwech wiere wéi déi offiziell zwee aner Aktionäre vun där Gesellschaft, déi am Mémorial stoung.

» **Une voix.** - Dir musst nach Ären Dossier kucken fir e Freideg.

(Interruption)

Da kënnt Dir d'Pressekonferenz ofsoen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Et ass jo awer léschteg, wann ech 50% vum Kapital iwwer eng panamesesch Gesellschaft lafe loossen. Déi Konstruktioen ass souwieso scho faul. D'Capacitéit ass net do. Da sinn hei zéng Milliounen engagéiert.

Ech froe mech: Wou ass d'Finanzkontroll vum Stat? Op d'allermannst bei 7,5 hätt et jo missen heeschen Neen. Soit d'Firma huet sech net un de Kontrakt gehalen, soit et sinn Engagementer geholl ginn, déi net hätten dierfe geholl ginn.

Da solle mer elo hei Feu vert ginn an nach Geld investéieren an eppes, wou e wesentlech Element erausgeholl ginn ass, well et heescht, dee System do kann net fonctionnéieren!

Hâr Minister, ech kann nëmme soen, mir kënnen déi Motioun net stëmmen, well hei d'Geld einfach regelrecht verbrode ginn ass, a mir verbroden es nach weiderhin an e System, deen näischt bréngt.

Ech erënnere Iech zum Schluss un Äert Versprechen als Partei, de gratis Transport anzeféieren. Hätt Dir dat gemaach, da wier eis dat hei zum gréissten Deel erspuert bliwwen. Ech géing Iech recommandéieren dat ze maachen, well dat géing wesentlech méi bëlleg ginn.

» **M. le Président.** - Dann huet och nach den Hâr Jaerling d'Wuert gefrot.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Hâr Jaerling, Är Zäit ass eriwwer.

(Hilarité)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Do wär ech nach guer net esou sécher, Hâr Bettel. Ech sinn zimlech zéi. Dir wësst jo, wéi vill dass der amgaange sinn op mech ze schëssen an trotz menger Surface huet nach kee mech esou richteg geroden.

Hâr President, de Problem, deen ech hei an der Diskussioun hunn, dat ass, dass hei gesot ginn ass, mir hätten an där ganzer Déngen do net qualifizéiert Beamte genuch, fir dat do hätte kënnen ze kontrolléieren. Deemools ware jo awer Beamten do, déi dat kontrolléiert hunn. An elo gëtt dann awer festgestallt, dass déi Beamten anscheinend net qualifizéiert genuch waren, fir dat do kënnen ze kontrolléieren. An dat stéiert mech e bëssen, dass elo soll en Deel vun der Verantwortung op d'Beamten ofgewälzt ginn.

A wa mer elo hei déi Motioun do stëmmen - a mir si jo alleguer d'accord, dass dee System „eGo“ gutt ass an dass e soll weidergoen -, da stellen ech mer awer d'Fro: Hu mer dann elo qualifizéiert Beamte genuch, fir dat do nozevollzéien? Well de Problem ass elo fir mech net de finanziellen Aspekt, well mer jo awer scho méi wéi eng Kéier hei hu missen norüsten an hei hu missen Devisé stëmmen iwwer Projeten, déi vill méi deier kascht hunn an déi och e bësse schif gaange sinn.

Meng Fro ass also einfach: Hu mer dann elo déi néideg Kontrollmechanismen, dass mer dat do kënnen duerchzéien an dass déiselwech Feeler, déi gemaach gi sinn, net méi geschéien? Dat ass d'Fro.

Mä op jidde Fall kann ech net domat d'accord sinn, dass elo hei deelweis awer d'Schold soll op d'Beamten ofgewälzt ginn, well déi anscheinend net qualifizéiert genuch waren. Dat kann ech mer net virstellen. An ech begréissen och, dass awer zumindest den ehemolege Minister vum Transport hei ganz kloer d'Verantwortung, d'Deelverantwortung iwwerholl huet. Mä et wär awer och net schlecht, wann elo deen heitege Minister och géing soen, wou da seng Deelverantwortung ass an deem Dossier an dem Minister virdru seng.

» **M. le Président.** - Jo, Merci, Hâr Jaerling. Den Hâr Minister Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Hâr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier ze bekräftegen, dass an deemem Dossier net alles gutt gelaf ass a mäi Virgänger, den Henri Grethen, ass deen Éischt, deen dat festgestallt huet, an et

éiert hien, dass hien och souwuel an de Sëtzunge vun der Comexbu, wéi och haut de Mëtten, d'Verantwortung dréit fir dat, wat an deene Joren 2002, 2003 vläicht och op eng aner Aart a Weis hätt kënnen goen.

Mä et soll elo emol deen d'Hand hei hiewen, deen en exekutive Mandat beim Stat oder an de Gemengen huet an hien dovunner iwwerzeegt wär, dass hien ëmmer alles perfekt gemaach hätt, an dass all seng Décisiounen ëmmer genau déi richteg waren. Ech mengen, dass ausser vläicht d'Kollegee vun der ADR, keen heibannen ass fir vu sech esou süffisant iwwerzeegt ze sinn, fir dann d'Hand kënnen ze hiewen. Dofir hunn ech deem, wat de Kolleg Ben Fayot gesot huet, net vill bäizefugen.

Ech menge mir hunn an der Comexbu den État des lieux vum Projet gemaach. Mir hu festgestallt, dass d'Regierung scho laang decidéiert huet, fir och e Gesetzesprojet heihinner ze bréngen, dass mer - an ech mengen dat ass eng Äntwert op dee leschte Riedner - eis ganz fréi, nodeem mer den Audit decidéiert hunn, decidéiert hunn, fir einfach den Dossier eng Kéier à plat ze leeën, an dass mer eis déi qualifizéiert extern professionell Beroder ginn hunn ënnert der Form vun der KPMG an duerno och ënnert der Form vun engem Projektmanager, fir de Projet elo zu Enn ze féieren, deen effektiv vun allen Operateuren, ouni Ausnahm, am öffentlechen Transport erbaigewünscht gétt. Et ass also net richteg, dass hei déi Sue verbroden. Déi Sue wäerte sennvoll ëmgesezt kënnen ginn, wann de Projet bis zu Enn gefouert ginn ass, well da stellt e wierklech e Quantesprong duer an der Attraktivitéit, déi mer am öffentlechen Transport de Leit kënnen bidden.

Ech wëll iwwerens soen, dass mer och schonn an engem aneren Dossier, an deem mer amgang sinn ze schaffen, déiselwecht Aart a Weis, déiselwecht Method och uwenden. Dat ass dee fir d'Installéierung vun de Radaren, wou mer och eis e Projektmanager an eng extern Hëllef ginn hunn a Form vun där franséischer Sociéitéit, déi a Frankräich d'Radaren installéiert an d'Konzept ausgeschafft huet, fir also och do vun Ufank u professionell an eng Richtung ze goen.

Ech wëll awer ofschléissend och soen - ouni kënnen ze beuerteelen wéi deemools 2002 an 2003 Décisiounen geholl gi sinn -, dass ech mengen, dass den Henri Grethen säint dozou gesot huet, an dat sollte mer dann och respektéieren.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, dass ech elo hei och net wëll hunn, dass am Raum

stoe bleift wéi wann iergendwellech Fonctionnairen innerhalb vum Ministère des Transports dann iergendwéi Dysfonctionnementen ze veräntwerthen hätten. Ech ginn einfach emol haut dovun aus, dass och si am gudde Glawe gemengt hunn dee Projet ze maîtresieren, souwuel konzeptuell wéi och finanziell, an och haut musse feststellen, dass dat net de Fall ass.

Mä ech mengen, fir elo mam Fanger eesäiteg op si ze weisen, dat wär et sech dann awer och e bëssen ze einfach gemaach. Dee Projet ass net gutt gelaf, et ass elo nach ëmmer gutt Zäit, fir dat richteg ze maachen an esou wéi d'Comexbu et decidéiert huet, sech dann och an Zukunft Leitlinien ze gi fir all eenzel Ressorten, well mir si jo mat esou gelagerte Projeten net eleng op dëser Welt, esou dass mer an anescht gelagerte Projeten dann och versichen déi Konsequenzen an déi Léieren aus deem ze zéien, wat hei falsch gelaf ass.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dës Motiou.

Vote

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Marie-Josée Frank), Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrigh-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Romain Schneider), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

D'Motiou ass uegell mat 55 Jo-Stëmme, bei 4 Nee-Stëmme.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass haut d'Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert de Minett-Kompost. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

5. 5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

Rapport de la Commission de l'Environnement

» M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1997, mat der Abtribnam vum sou genannten „Minett-Kompost“ zu Monnerech, ass deen éischte regionale Kompostcenter hei am Land ageriicht ginn. Dëst war a Saache Recycléiere vun organeschem Hausmüll e Meilesteen am Offallkonzept vu Lëtzebuerg. De Syndicat Minett-Kompost begräift säit 1999 22 Gemengen, dat sinn: Bascharage, Beetebuerg, Kënzeg, Conter, Déifferdeng, Dippech, Diddeleng, Esch/Uelzecht, Fréiseng, Habscht, Keel/Téiteng, Leideleng, Monnerech, Nidderaanwen, Péiteng, Reckeng, Réiser, Rëmeleng, Sandweiler, Suessem, Schëffleng a Schëtter.

Op den 1. Januar 2006 huet de Minett-Kompost 171.420 Leit desservéiert. Am Joer 1994, wéi d'Offallgesetz gestëmmt ginn ass, hunn nach 44% vum Haushaltsmüll aus organeschen Undeeler bestanen, dat waren 108 Kilogramm pro Awunner pro Joer. An der Zwëschenzäit sinn hei am Land eng Partie Kompostanlagen a Btrib gaangen an traitéieren haut 45.000 Tonnen organeschen Offall.

Deementspreechend weise rezente Analysen iwwert déi gro Dreckschëschen eng Baisse vun organeschen Undeeler vun 6% déi 26% an dësen Dreckschëschen, dëst duerch d'Afféiere vun ëmmer méi gréngen Dreckschëschen, wou bei der grénger Biotonn d'Taxen och méi bëlle si wéi bei der groer Dreckschëscht.

D'Anlag vum Minett-Kompost zu Monnerech war 1993 fir eng Capacitéit vun 20.000 Tonne pro Joer gebaut ginn. No der Ver-

gärung gétt de fäerdege Kompost erëm un d'Haushälter verdeelt a verkaaft, fir esou erëm an de Biokreeslaf eranzekommen.

Duerch dee grouse Succès vum Minett-Kompost sinn ëmmer méi Quantitéiten ugefall, esou dass ab dem Joer 2000 d'Capacitéiten net méi duergaange sinn. Aus deem Grond huet an deene Joren 2000 bis 2005 en iwwerschëssege Biomüll vun 30.851 Tonnen an d'Ausland gefouert misse ginn. Dat Ganzt zu engem Käschtepunkt vun 2.054.047 Euro, wou et ausserdeem net ëmmer esou einfach ass déi entsprechend Genuehmegungen dofir am Ausland ze kréien.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Am Joer 2001 sinn Etüden ugelaf, fir de Minett-Kompost zu Monnerech duerch eng zweet Anlag ze vergréisseren. Et sinn am Ganzen aacht Varianten ënnersicht ginn.

Am Oktober 2003 huet den Ëmweltstatsekretär sech mam Minett-Kompost-Syndikat op de Bau um Minett-Kompost zu Monnerech vun enger zweeter neier Vergärungsanlag mat optimiséierter energechescher Notzung geeenegt. Dës energechescher Notzung huet dora bestanen de Methangas, dee bei dem Vergärungsprozess entsteet, an Naturgas ëmzesetzen, an dësen dann an den öffentlechen Äerdgasréseau anzespisen.

Dësen éischte Projet an deem Sënn huet domat och de Statut vun engem nationale Pilotprojet fir Bioaspeisung an d'Äerdgasnetz.

Déi 25.000 Tonne Biooffall produzéieren 2,8 Milliounen Kubikmeter Biogas. Duerch d'Biogasopbereedung, déi sou genannten „Aufkonzentrierung“, entstinn zirka 1,7 Milliounen Kubikmeter Biomethangas pro Joer, mat engem Energiegehalt vu 17 Milliounen Kilowattstonnen, deen ënner gereenger Form an den öffentlechen Äerdgasréseau vu Sudgaz agespeist gétt.

Bei engem Duerchschnittsverbrauch pro Haus pro Joer vu 1.700 Kubikmeter entsprécht dëst engem Heizwäert vun circa 1.000 Haushalten, déi mat dësem ëmweltfrëndlechen an erneierbaren Naturgas gehëtzt kënnen ginn. Hei ginn a Saache Klimaschutz Neel mat Käpp gemaach, well de produzierten Naturgas aus dem biologesche Kreeslaf kënn an domat der Kyoto-Bilanz zeguttkennt. An aus deem Grond ass dës Projet och Abrëll 2006 an den éischten Allocatiounsplang vu Kyoto mat ageschriwwe ginn, mat circa 3.200 Tonnen CO₂-Ersparnis pro Joer. Dëst ass e positiven Ufank an hei ginn also a Saachen Naturschutz Neel mat Käpp gemaach an dozou wëll ech der Regierung félicitéieren am Kader vun deem Débat, dee mer elo grad de Mëtten hei gefouert hunn.

D'Käschte vun deem ganze Projet belafen sech op 23.404.673 Euro, wouvunner 2,55

Chamber TV



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Milliounen Euro an d'Realisatioun vum Aspeise vum Naturgas an den öffentlechen Äerdgasréseau investéiert ginn. Dee ganze Projet gétt am Kader vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Schafe vum engem Fong fir d'Protection vum Environnement zu 66% vum Stat finanziert. D'Partizipatioun zu zwee Drëttel vum Stat beleef sech - op den Index vun elo - op 15.820.000 Euro an deemno brauch déi nei Anlag vum Minett-Kompost en extrat Gesetz, well de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschritt gétt nom Artikel 80 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 an opgrond vum Artikel 99 vum der Verfassung.

Déi zweet nei Anlag um Minett-Kompost zu Monnerech gétt fir eng Capacitéit vu 25.000 Tonne Biooffall pro Joer gebaut an domat geet d'Gesamtcapacitéit vum Minett-Kompost op 45.000 Tonne pro Joer. D'Vergärungsanlag funktionéiert duerch eng hydraulesch Tësche Lagerung an d'Fermentatioun beleef sech op zwou bis dräi Wochen an dobäi erhëtzet de Biomüll sech op bis zu 60 Grad Celsius. De Biomüll gétt hei aerob hydrolyséiert a biologesch gehëtz. Fir eng vollstänneg Hygienisatioun vum Kompostmaterial ze erreechen a fir all Bakterien ze eliminéieren gétt dat ganz Material nach zousätzlech op 70 Grad Celsius erhëtz duerch eng Holzhackschnitzelanlag mat enger Leeschtung vun 800 Kilowatt.

Dëst huet en duebele positiven Effekt op d'Bedreiwe vun der Anlag, esou gétt den Heckenoffall maximal an der Holzhackschnitzelanlag verschafft, en contrepartie verleeft de Vergärungsprozess an der eigentlecher Anlag mat Biomüll a Grasoffall méi séier, dat heescht méi effizient. Domat ass et méiglech kontinuëierlech Naturgas ze produzéieren fir an d'Äerdgasnetz. Dëst ass also eng ideal Konstellatioun duerch d'Asetze vu moderner Technik am Sënn vun engem effiziente Klimaschutz. Fir ze verhënnern, dass d'Anlag no bausse schlecht richt, gétt hei déi ganz Vergärungsanlag loftdicht ofgekapselt a mat Biofilteren équipéiert. Mat där neier Vergärungsanlag ass et méiglech ronn 7.000 Tonne Kompost hierzustellen. Den entstehende Biokompost gétt op en Duerchmiesser tëschen 10 a 60 Millimeter gehäckselt.

De Moment schaffen op der aktueller Anlag beim Minett-Kompost zu Monnerech zéng Leit. Duerch de Projet vun haut kommen nach eng Kéier dräi bis fënnf Leit dobäi. Wann d'Aarbechten zu Monnerech Enn 2007 ugoe kënnen, da kann een dovun ausgoen, dass déi nei Biomethanisatiouns-anlag fir de Minett-Kompost Enn 2008 a Betrib goe kann.

Nach ee Wuert zu de Biogasanlagen hei am Land, wou am Kader vun dësem Projet driwwer geschwat ginn ass. Et muss ee soen, dass weder d'Biogasanlag zu Réiden nach eng aner Anlag hei am Land konzéiert sinn, fir Haushaltsbiomüll an Heckeschnëtt ze verschaffen a scho guer net nom Prinzip vun der direkter Aspeisung vu Biogas an den Äerdgasréseau funktionéieren. Hei soll een also net verschidde Saache matenee vergläichen.

Här President, de Projet de loi ass den 8. November 2006 déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 30. Januar 2007 ofginn. An der Ëmweltkommissioun ass mäi Rapport zu dësem Projet de loi de 14. Mee 2007 unanime ugeholl ginn. Domadder bieden ech lech der Partizipatioun vum Stat un enger Biomethanisatiouns-anlag vun organeschem Müll um Minett-Kompost zu Monnerech an der Héicht vu 15.820.800 Euro zouzestëmmen. Ech ginn domat schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Däerf ech bei d'ärselwechter Geleeënheet de Kollege soen, dass mer nach e puer Riedner agedroen hunn, an dass ee kann domat rechnen, dass mer esou Véirel vir aacht fäerdeg sinn.

Discussion générale

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech gi mech gutt drun, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank - wéi dat traditionell esou ass - dem Roger Negri fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport Merci ze soen. Dëse Projet ass, wéi ugedeit ginn ass, e weidert Element op dem nohaltege Wee, also e Maillon op enger laanger Ketten, dee sech an de Kyoto-Protokoll areit. Et geet em déi staatlech Bedeelegung bei dem Financement vun enger neier Installatioun op dem Site vum Minett-Kompost zu Monnerech, an dat am Zesummenhang mat dem Traitement vun organeschem Offall.

Do hu mir zwou Technologien, déi um Marché bekannt sinn: D'Kompostéierungs-anlag, dat ass e biologesch Prozess mat Sauerstoff, a mir hunn een duerch d'Vergärung, dat ass e Prozess ouni Sauerstoff.

Béid Methoden erlaben awer, dass mer eisen ugeliwwerte gréngen Offall ëm 40% reduzéieren kënnen. Interessant ass awer d'Ausso, dass am Joer 1994 festgestallt ginn ass - also virun 13 Joer -, dass mer bei der Etüd vun de Biotonnen do nach 108 Kilogramm gréng Müll pro Awunner an engem Joer haten.

Zéng Joer méi spéit, obscho munchen an d'Wee geleet gi war, fir d'Leit ze sensibiliséieren, hate mer der nach ëmmer 80, also ronn nëmmen 28 Kilo manner. Dat beweist ganz einfach, dass mer nach vill u Sensibiliséierung maache mussen, fir d'Leit op de Wee matzehuelen, dass se hir Schuelen an hire Geméisoffäll net einfach an d'Poubelle werfen, mä au contraire an d'gréng Tonn.

D'Anlag vum Minett-Kompost war gebaut gi fir 20.000 Tonnen am Joer. Et ass och festgehale ginn, dass den ugeliwwerten organeschem Offall ganz ënnerschiddlech ass. Dee loung entweder bei 64% oder 78% an et gouf och Grasschnëtt an Hecken- a Bamschnëtt ugeliwwert. Dat heescht de Bedriwer vun der Anlag wouss ni genee wat ugeliwwert ginn ass an domat konnt déi Qualitéit och ni optimiséiert ginn.

An de Joren 2000 bis 2005 ass méi Material ugeliwwert gi wéi kompostéiert konnt ginn, an dat ass an d'Ausland gefouert ginn. Dat ass wuelverstanen net ekologesch an eng onglécklech Tatsaach, well den Transport jo Geld kascht huet.

Et loung op der Hand, dass de Bedriwer d'Anlag vergréssere wollt fir hei am Land den Dreck ze verschaffen. Et ass sech géeneegt ginn op eng weider Fermentatiouns-anlag, wou soll...

» **M. le Président.** - Här Oberweis, erlaabt Der just, dass ech lech ee Moment ënnerbriechen?

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Jo.

» **M. le Président.** - Ech kréie vum Greffe signaléiert, dass bei deem Vote vun där Motioun virun e Problem mam Système informatique war, an dass mer dee Vote widderhuele mussen.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Da maache mer dat.

» **M. le Président.** - Ech wollt de Kollegen dat soen, fir dass keng Malentendué sinn. A wann den Här Oberweis d'accord ass, da kënnen mer dat direkt maachen.

(Interruption)

» **Une voix.** - Wat ass dat do fir ee Gedeessem? Ass et net méi einfach, wa mer et no dem Här Oberweis senger Ried maachen?

» **M. le Président.** - Oder no der Ried vum Här Oberweis géng ech lech da proposéieren, dass mer dee Vote widderhuelen. Entschëllegt, Här Oberweis, dass ech lech ënnerbrach hunn.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Neen, Här President, dat ass guer näischt.

Ech hat gesot: Mir hunn domat missen an d'Ausland fueren an duerno ass och bekannt gemaach ginn, dass mer hu missen déi Anlag vergrésseren. Een neie Wee war du ganz kloer - no längerer Diskussiounen -, dass mer eng weider Fermentatiouns-anlag baue géingen, wuelverstanen awer wou dee produzéierte Biogas no enger Purifikatioun als Methan an den Äerdgasréseau vum Sudgaz abruucht gétt.

Et ass och hei gesot gi wéi vill do produzéiert gétt - ech wëll dat awer ganz kuerz nach eng Kéier opgräifen. Dës Quantitéit, ëmmerhin 1,65 Milliounen Kubikmeter Methan, genee de Verbrauch vun 1.000 Haushalter, erlaabt, dass 3.200 Tonnen CO₂ agespuert kënnen ginn.

Mir mierken also ganz gutt, och kleng Elementer kënnen eis hëllef, richteg Schrëtt op dem Wee vum Kyoto-Protokoll ze goen.

Dat ass wuelverstanen gréngen Äerdgas, mä mer mussen oppassen, dat ass nach eng kleng Quantitéit. Vläch kann een dëse Projet och dann als Ukuerbelungsprozess huelle fir de Projet vu Kielen, wou och engagéiert Baueren iwwert de Fermentatiounsprozess Äerdgas an den Äerdgasréseau aspeise wëllen. Do sollen et zwou Milliounen Kubikmeter Biogas sinn.

Maache mer eis awer näischt vir, dës Quantitéit ass nëmmen eng Drëps op de waarme Steen, wann ee bedenkt, dass hei am Land am Joer 1,3 Milliarde Kubikmeter verbraucht ginn, déi dann awer aus Géigende kommen, déi politesch onsécher sinn.

Fir dass weider Projete wéi dësen oder anerer duerchgeféiert kënnen ginn, mussen mer awer niewent den Investitiounshëllef kloer an däitlech e Message un d'Regierung ginn, dass de Feed-in-Präis erhéicht gi muss, well nëmmen esou kënnen Anlagen sech och da laangfristeg ekonomesch droen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Et ass och vun de Biogasanlagen hei am Land geschwat ginn. Mir sollen och driwwer houfreg sinn, dass ons Baueren dee Schrëtt scho gemaach hunn. Mir hunn et virdu gesot, d'Baueren hunn zwee Bee mëttlerweil: d'Nahrungsmittelproduktioun an och d'Bereetstellung vun Energie. Et sinn am leschte Joer 22 Milliounen kWh produzéiert ginn, dat si schonn ëmmerhin 10% vum gréng Stroum hei am Land. A wa mer dee selwer kafe bei ons doheem, dann ënnerstëtze mer jo och déi ganz lwwerleungen dobaussen am Land.

Et ass och hei gesot ginn, dass ons Verwaltung mëttlerweil géifen op aner Autoen ëmklammen. Ech denken och, Äerdgasautoen, déi aus deem Réseau kënnen gespeist ginn, sinn dee richtege Wee.

Wa mir awer wëlle méi onofhängeg gi vun de Lieferante vu fossilen Energieträgeren, da mussen mir déi fënnf Punkten, déi d'Europäesch Unioun op hirem Sommet den 8. an den 9. Mee festgehale huet, ganz kloer behäerzen.

Vläch nach e leschten Aspekt, dee mer hei wierklech ganz interessant ze si schéngt: Wa mir Äerdgas wéi bis elo aus Russland, Algerien oder weess Gott wou heihinner bréngen, da mussen mer dovun ausgoen, dass vun 100 Euro 80 Euro an de Förderlänner bleiwen an nëmmen 20 Euro hei ëmgesat ginn. Ëmgedréint awer, wa mer den Äerdgas hei herstellen, wuel a kleng Mengen, da bleiwe vun 100 investéierten Euro der 80 hei am Land an 20 ginn der iwwert d'Grenzen. Doriwwer eraus kënnen mer eng sëllegen Aarbechtsplaz schafen.

Zum Schluss vu mengem Ausféierung wëll ech nach drop hiweisen, dass d'Ausféierungsbestëmmunge vun deem nationale Plang fir Offall aus dem Joer 2000 nun dach eng Kéier mussen op de Leescht geholl ginn. Vläch kann eis och de Minister eppes dozou soen, well ëmmerhi ginn d'Traitementstechnologien dobausse rasant virun. Do bleift näischt stoen, d'Ingenieuren entwéckele permanent nei Technologien.

Vläch wier et och ganz gutt, wa mer en „ronnen Dësch“ géife bereetstellen, fir all d'Akteure vum Terrain, souwuel de SIDEC,

de SIDOR an all déi aner beieneenze-bréngen fir emol eng Linn an dat Ganzt ze kréien, well an deem kleng Land, an deem mer hei liewen, do muss een net onbedéngt dräi grouss Deponien an eng Verbrennungs-anlag hunn. Vläch kënnen mer laangfristeg nei Weeër goen.

Wa mir wëllen, dass d'Leit déi 80 Kilogramm gréngen Offall am Joer dach reduzéieren sollen, da mussen mer ganz einfach nei Weeër opzeechnen an déi Weeër gi vun der CSV ënnerstëtzt.

Ech bréngen den Accord eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis.

Ech wollt de Kollege soen, dass de Service informatique versicht de Fichier vum Vote virun ze recuperéieren. En attentand ginn ech dann dem Här Goerens d'Wuert fir d'demokratesch Fraktioun.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Nodeem ech de Rapporteur an och den Här Oberweis héieren hu fällt et mer ganz schwéier, fir mer nach en Argument afalen ze loossen, wat fir de Projet plädéiert, esou dass ech géng virschloen, mir sollen esou séier wéi méiglech dee Projet sengem verdéngte kréinenden Ofschluss zouféieren an doriwwer ofstëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

» **Une voix.** - Ech hat gemengt, et wär u mir.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Et wier ganz vill zu dësem flotte Projet ze soen - ech probéieren mech awer och ganz kuerz ze halen.

Wann een d'Chiffere gesäit, da kann ee wierklech soen: Et ass net deen allerbëllegste Projet. Ech wëll awer ze bedenke ginn, dass en an zwoufacher Hisicht e Pilotprojet ass. Éischtens ass et fir d'éischt, dass eng Vergärung vu Biooffall aus dem Haushalt an deem Ausmooss, an deem Tonnage zu Lëtzebuerg geschitt. An et ass zweetens och e Pilotprojet, wat d'Aspeisung vu Biogas an d'Äerdgasnetz ubelaangt. Ech mengen, och an där Hisicht ass et e Pilotprojet, an duerfir schéngt et mer relativ normal ze sinn, dass do vläch déi spezifesch Käschte méi héich sinn, wéi wann een elo an enger absolut erproufter Technologie wier.

Déi Gréng sinn awer der Meenung, dass mer grad esou Projeten och zu Lëtzebuerg brauchen, wa mer an Zukunft wëllen den Internet vun der Energie opbauen. Hei ass erëm e flotten Akteur, deen natierlech selwer Energie verbraucht, mä deen der selwer och kann aspeisen. Dat sinn déi konkret Beispiller.

Vläch just zwou Remarqué méi allgemenger Natur. Et ass e bësse schued, dass de Minett-Kompost net geographesch deckend ass mam SIDOR. Elo riskéieren mer, dass eng Rei méi kleng Gemengen tëschen Minett-Kompost, Stad Lëtzebuerg a SICA eventuell wäiss Flecke bleiwen. Ech mengen, dass dat ënner anerem ee vun de wichtige Punkten ass, wou mer am neie Plan national des déchets mussen driwwer nodenken, wéi mer déi Saach an de Grëff kréien.

Ech profitéieren vun der Geleeënheet, fir de Minister ze froen, wou mer an Tëschenzäit mat deem Plang dru sinn, a fir him dann och ze suggéieren, vläch méi regelméisseg dat existent Gremium ze gebrauchen, wat mer eigentlech hunn.

Här Oberweis, vläch fir lech op Är Suggestioun ze äntwerte vun „ronnen Dësch“: Et ass am Offallgesetz en „ronnen Dësch“ virgesinn, deen eigentlech zweemol d'Joer sollt - wann net souguer misst - zesumme kommen, tëschen den Hauptakteuren am Offallberäich. Dat huet emol a gewësse Legislaturperiode besser fonctionéiert wéi an där leschter an an dëser. Duerfir géng ech suggéieren, dass mer do emol vläch erëm méi regelméisseg zesumme kréien.

Fir de Rescht kann ech lech assuréieren, dass informell Koordinatiounen sinn zu-

mindest téschent de Presidente vun deenen dräi grouse Syndikater. Un eis soll et net leien, fir eng national Léisung ze sichen.

An eng lescht Bemierkung. Ech hat d'ënescht gesot, ech kéint e Buch schreiwen iwwert d'Obstruktioun vum Innenministère, wat d'Engagement vum enger Gemeng am Beräich alternativ Energien, sinn. Ëmsou méi muss ech ganz éierlech soen, dass ech hei erstaunt sinn, dass en Innenminister engem Syndikat eng Genehmegung gëtt, fir e Projet ze maachen, vun deem en net weess, wat herno déi finanziell Retombéeë sinn. Well hei kritt jo e Syndikat d'Autorisation anzespeisen an en Ärdgasnetz, wou mer nach keng Base léigale hunn a wou kee Mënsch de Präis weess.

Ech kann dann nëmme d'Konklusioun zéien, dass an der Rue Beaumont net nëmme systematesch Obstruktiounspolitik gemaach gëtt. Heiansdo sinn och Leit bereet iwwer hire Schiet ze sprangen. Wann och nach ee mer kéint d'Logik aus der Rue Beaumont erklären, da wier ech dankbar.

Merci.

(Interruptions)

» **Une voix.** - Wou ass d'Rue Beaumont?

» **M. le Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll am Ufank soen, dass dee Projet hei grondsätzlech an déi richteg Richtung geet. E läit och op der Linn vun eise Offallgesetz, wat seet: Vermeiden - dat léisst sech net ëmmer errechen -, mä virun allem verwäerten, wou et nëmme geet.

Mir wëssen, dass déi organesch Fraktioun an eise Offall e ganz groussen Deel duerstellt - ronn 45% -, an dass mer absolut op der richteger Schinn leien, wa mer probéieren, deen energetesch richteg ze notzen. Dat war bis elo net de Fall, well de Compostage an där Bezéiung näischt bréngt. Bei der Kompostéierung fällt vill CO₂ un, an dat wëlle mer net méi. Et fällt Wäermt un, déi mer net kënnen notzen; et sief dann, et géing ee Wärmeschlaangen draleeën, an dat géing relativ opwändig ginn, well déi Matière muss jo dauernd ëmgesat ginn.

Duerfir geet et grondsätzlech an déi richteg Richtung. Just stelle sech awer an deem Zesammenhang e puer Froen. Hei gëtt fir d'alleréischte de Gas, deen entsteet, net iwwer e Motor verwäert, wou Elektresch a Wäermt entstinn, déi een natierlech allebéid notze kann, mä hei soll direkt agespeist ginn.

Mir hunn elo grad héieren, dass déi 2,8 Milliounen Nm³ globale Biogas, déi hei ufalen, veredelt ginn, wann ech emol esou däerf soen. Dat heescht, dat, wat net brennbar ass, gëtt erausgefiltert, wat net einfach ass, esou dass 1,7 Nm³ Milliounen iwwreg bleiwen.

An do stellt sech eng grondsätzlech Fro. Ech hu mech mat engem Här ënnerhalen, dee sech de Moment ganz intensiv wëssenschaftlech mat där ganzer Entwécklung vun der biologescher Energiewirtschaft hei auserneesetzt an dee sech eigentlech d'Fro stellt, woufir dass mer wëllen dee Biogas veredelen, dee mer produzéieren.

Wa mer op där Schinn virufueren, da ginn dat herno jo vill méi grouss Quantitéite wéi elo. Dat heescht, den Undeel vum Biogas um gesamte Gas, deen herno verwäert gëtt, deen hält ëmmer méi zou. Mir hunn eis als Linn gesat, de Biogas erop ze veredelen op d'Qualitéit vum Ärdgas, wat awer laut den Aussoe vun deem Expert net onbedéngt néideg wär, well e praktesch integral als Verbrennungsgas genotzt gëtt, wou déi héich Qualitéit absolut net noutwendig wär, wou ee souguer kënnt op den Niveau vum fréiere Stadgas goen.

Dat heescht, mir leeën eis hei onnëtzerweis d'Lat héich, wat ganz ganz vill Geld kascht, fir herno e Gas ze hunn, dee méi eng héich Konzentratioun huet, wat eis awer leschten Enns net vill abréngt. Dat wär op jidde Fall emol eng Iwwerleeung, déi een an der Zukunft misst féieren, ganz besonnesch am Zesammenhang mat der Diskussioun, déi mer elo amgaange sinn ze féieren iwwert de Projet 5606 vum Gasgesetz.

Dat anert ass, dass dat hei e ganz héije Käschtepunkt duerstellt, wann een et mat

private Vergärungsanlage vergläicht. Mir wëssen, dass de Stat an d'Gemengen normalerweis net bëlleg bauen. Mir wëssen awer och, dass hei eng Partie aner Contrainté mat drunhänken.

Ënner anerem wäere mir grondsätzlech dofir, dass een dat soll an dezentralen Anlage verschaffen. Mir wëssen awer, dass de Problem vun der Hygieniséierung sech dee Moment stellt, wou Offall aus Haushalter an och nach vläicht Schluechtoffäll an esou weider dobäikommen. An d'Hygieniséierung, déi wäert sech wahrscheinlech a méi klengen dezentralen Anlagen net esou gutt maache loossen. Trotzdem muss mer eis iwwerleeën net ze vill ze zentraliséieren, well mer erëm relativ vill Energie verbrauchen, fir alles zesammenzeféieren. A wann et dann herno grouss Quantitéite sinn, déi erëm mussen erausgefouert ginn, deelweis an d'Landwirtschaft, fir do verwäert ze ginn, da muss mer den Trajet nach eng Kéier maachen.

Dat sinn déi Bedenken, déi mir eigentlech bei deemem Projet hunn. Trotzdem wëll ech hei grondsätzlech eisen Accord ginn, a mir wäerten de Projet duerfir och stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci. D'Riedner léischt ass elo ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert, wann se wëllt.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'ëischt der Kommissioun an och dem Président-rapporteur Merci soe fir déi schnell Aart a Weis wéi mer dese Projet behandle konnten: Dépôt den 8. November 2006, haut de Vote. Ech mengen, dass ass eng gutt Aart a Weis gewiescht, fir och dem Syndikat an de Gemenge Sécherheet ze ginn, eng Planungssécherheet an och eng finanziell Sécherheet fir dee Projet, dee mer hei maachen. Den innovativ Charakter vun deemem Projet ass, mengen ech, vun alle Säiten hei unerkannt ginn, wat de finanziellen Apport vum Stat an där heite Fro och rechtfertegt.

Ech mengen, dass mer niewent der Kommissioun hei am Haus och dem Syndikat, de Gemengen, dem Comité d'accompagnement an der Madame Liette Mathieu - ganz speziell fir de Pilotage vun deemem Projet hei bis elo zur Exécution, an déi mer elo endlech kënnen antrieden - Merci kënnen soen.

Mir hunn de Mëtteg bei der Klimaschutzdebat gesot, dass d'Klimaschutzpolitik ee Bueren ass u ganz décke Brieder, an et gëtt kee Coup de baguette magique, mä et muss een u ville Schrauwen dréinen, et muss ee vill Tonnen dorëmmer siche goen, fir zu engem Zil ze kommen. Dat hei ass och en Apport, deen net riseg ass - sécherlech -, mä deen, mengen ech, fir d'Zukunft enger neier Technologie och Méiglechkeete gëtt, wou ech déi Suggestiounen, déi hei gemaach ginn, och gäre mathuelen.

Et ass nach eng prezis Fro gestallt ginn - vum Kolleeg Camille Gira, mengen ech war et - iwwert den nationale Plang vun den Déchets, wou mer jo an der Revisioun mat dra sinn. En éischte Workshop oder ech mengen zwee Stéck hunn an deem Zesammenhang scho stattfonnt. Mir hunn en éischten Tëschebericht vun engem neie Plang am Moment um Internetsite stoen, fir och do d'Suggestiounen vun interesséierten Akteuren, mä och vun alle Bierger dobauen entgéintzuehelen. Eng Rei vu Contributiounen hu mer kritt. Ech mengen, déi mussen da gekuckt a verwäert ginn. Ech ginn dovun aus, dass mer dann am Hierscht an déi definitiv Phas erakommen, fir dass mer en definitive Projet bis Enn dës Joer hunn, fir dee wichtege Bestanddeel do an och fir Innovatiounen an dem Beräich vun der Offallpolitik zu Lëtzebuerg do kënnen mat eranzuehelen.

Fir de Rescht, Merci der Chamber fir déi schnell Bearbechtung vun deemem Projet.

» **M. le Président.** - Merci. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5630. Den Text vum Projet befënnst sech am Dokument 5630⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5630 ass à l'unanimité mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Thiel), Norbert Hauptert (par Mme Christine Doerner), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme

Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Sauber), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Ali Kaes) et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M.

Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da wollt ech lech soen, dass mer um Enn vun eiser heiteger Sitzung ukomm sinn. Déi nächst Sitzung sinn den 13. an de 14. Juni.

» **Une voix.** - An dee Vote vu virdrun?

» **M. le Président.** - Deen ass an der Rei.

D'Conférence des Présidents wäert en temps utile den Ordre du jour proposéieren an en lech zoukomme loossen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 383

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 383

Ordre du jour page 383

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 383-384

- Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications page 384

- Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé pages 384-385

- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé page 385

- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 385

- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 385-386

- Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice page 386

- Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 386

- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications page 387

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek pages 387-389

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard pages 389-392

5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

et

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires pages 392-395

Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique pages 396-410

Ordre du jour page 407

Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo pages 410-412

Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost» pages 412-414

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1658	M. Roland Schreiner	Phénomène de l'«overbooking»
1662	M. Carlo Wagner	Projets du Fonds du Logement pour cinq maisons du centre historique de Remich
1675	M. Félix Braz	Nom du conjoint sur les passeports biométriques
1682	M. Marc Angel	Délai pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire suite à une perte ou un vol
1690	M. Romain Schneider	Mise en place d'une guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle
1692	M. Carlo Wagner	Réorganisation du Laboratoire National de Santé (LNS)
1693	M. Laurent Mosar	Amélioration de la rapidité des décisions juridictionnelles et de l'efficacité des règles de procédure ainsi que des compétences et effectifs de la magistrature
1694	M. Xavier Bettel	Apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de médicaments ayant des effets sur la capacité de conduire des véhicules ou d'utiliser des machines
1696	M. Marcel Oberweis	Création d'une décharge pour déchets inertes à Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon
1698	M. Marcel Oberweis	Incinération de boues séchées à l'aide d'énergie solaire
1703	Mme Viviane Loschetter	Formation de l'auxiliaire de vie
1704	M. Marc Spautz	Activités de maintenance de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency)
1705	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Assainissement énergétique des bâtiments publics
1707	M. Laurent Mosar	Réchauffement climatique
1709	M. Marcel Oberweis	Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique
1711	M. Marc Spautz	Remboursement des transports en ambulance
1712	M. Patrick Santer	Entraves à l'application de la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle
1713	M. Laurent Mosar	Sécurité dans le secteur de l'aviation
1714	M. Ben Fayot	Renouvellement des permis de conduire des septuagénaires tous les trois ans
1718	M. Gilles Roth	Dénomination des lycées techniques en général et du Lycée technique Josy Barthel à Mamer en particulier
1723	M. Xavier Bettel	Placement d'un détenu condamné pour pédophilie dans le même bloc que des détenus mineurs
1726	M. Henri Kox	Disparition des populations d'abeilles
1727	Mme Anne Brasseur	Extension de l'enseignement proposé au lycée pilote «Neie Lycée» jusqu'en classe de première
1729	Mme Claudia Dall'Agnol	Actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»)
1738	M. Claude Meisch	Acquisition par l'État de terrains situés hors du périmètre et vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché
1742	Mme Colette Flesch	Cité judiciaire

Question 1658 (26.3.2007) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant le **phénomène de l'«overbooking»**:

Le règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établit des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol. Entre autres, il fixe la hauteur des indemnités auxquelles les passagers ont droit si une compagnie aérienne refuse de les transporter, bien qu'ils aient réservé et payé le vol en question et bien qu'ils se soient présentés dans les délais au guichet d'embarquement.

Le règlement vise à mieux protéger les consommateurs, mais il a aussi pour but de rendre le recours systématique et démesuré à la pratique de l'«overbooking» moins attrayant pour les transporteurs. Le règlement prévoit par exemple qu'un passager, qui a payé un vol d'une distance inférieure à 1.500 kilomètres et à qui le transporteur

refuse l'embarquement, a droit à une indemnisation de 250 euros. En plus, il a le choix entre le remboursement du billet et le réacheminement vers sa destination finale dans les meilleurs délais. L'indemnisation peut être réduite de moitié si le retard dû au réacheminement est de moins de deux heures. La hauteur de l'indemnité augmente si la distance du vol est supérieure à 1.500 kilomètres.

D'après mes informations, les compagnies aériennes qui offrent des vols à partir du «Findel» ne respectent pas toujours le règlement précité. Ils manqueraient ainsi à leur obligation d'informer et d'indemniser correctement le passager. Or, l'article 16 du règlement européen en question prévoit que «chaque État membre désigne un organisme chargé de l'application du règlement en ce qui concerne les vols au départ d'aéroports situés sur son territoire, ainsi que les vols à destination de ces mêmes aéroports et provenant d'un pays tiers. Le cas échéant, cet organisme prend les mesures

nécessaires au respect des droits des passagers.» En cas de violation du règlement, le passager peut saisir cet organisme d'une plainte. Les États membres sont tenus d'établir des sanctions «efficaces, proportionnées et dissuasives» pour renforcer le respect du règlement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est au Luxembourg l'organisme compétent chargé de l'application du règlement?
- Quels sont les instruments dont dispose cet organisme pour contrôler effectivement l'application du règlement?
- Combien de plaintes ont été déposées auprès de cet organisme depuis l'entrée en vigueur du règlement?
- Quelles sont les sanctions prévues en cas de violation du règlement par le transporteur?
- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques concernant

le phénomène de l'«overbooking» au Luxembourg? Quel est le pourcentage moyen de l'«overbooking» des compagnies aériennes qui offrent des vols à partir du Grand-Duché?

Réponse (6.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

1. La Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a été désignée comme organisme chargé de l'application du règlement (CE) N°261/2004 du Parlement et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

2. Un amendement gouvernemental au projet de loi relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs (doc. parl. N°5699) adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 11 mai 2007 prévoit que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur recevra et instruira les plaintes des passagers aériens. Les «agents habilités» y rattachés disposeront d'une série de pouvoirs tels que par exemple l'accès à tout document pertinent ou la possibilité de mener des inspections sur place afin d'assurer l'application effective du règlement (CE) N°261/2004.

3. Depuis sa désignation en tant qu'organisme compétent par décision du Conseil de Gouvernement du 6 septembre 2005, la Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a reçu trois plaintes en 2005, 16 plaintes en 2006 (dont huit concernaient des retards de vol, cinq des annulations et trois des refus d'embarquement) et deux plaintes en 2007.

4. Actuellement un transporteur aérien qui n'aurait pas respecté les dispositions du règlement (CE) N°261/2004 et qui, suite à la demande de l'organisme compétent, refuserait de se conformer audit règlement, peut faire l'objet d'une action judiciaire en demande de dommages et intérêts de la part du passager aérien lésé.

Néanmoins, d'après l'amendement gouvernemental susmentionné, le transporteur aérien qui aurait violé une des dispositions du règlement (CE) N°261/2004 pourra, le cas échéant, être puni d'une amende allant de 251 à 50.000 euros.

5. Tout d'abord, il importe de souligner que le phénomène de l'«overbooking» est une pratique courante dans l'industrie de l'aviation. Elle est utilisée par les compagnies aériennes afin de limiter le manque à gagner généré par des voyageurs qui, pour une raison ou une autre, ne prennent pas le vol pour lequel ils ont réservé leur place et leur permet d'améliorer leur coefficient d'occupation des sièges («seat load factor»).

La moyenne habituelle dans l'industrie de l'aviation européenne veut qu'entre 8 à 16 voyageurs sur 10.000 passagers transportés se voient refuser l'accès à bord à cause d'un «overbooking».

En ce qui concerne la société Luxair SA, il est à relever que par le passé, cette société n'a jamais pratiqué une véritable politique d'«overbooking». Ce n'est qu'en 2006 que Luxair s'est ouvert à cette pratique.

Ainsi, en 2006, Luxair a dû refuser, toujours par tranche de 10.000 passagers transportés, 2,4 voyageurs. Sur un total de presque 850.000 passagers, 205 voyageurs se sont donc vus refuser l'accès à bord d'un vol Luxair.

Il convient de noter que dans ces cas de refus à bord, Luxair prend en charge les personnes con-

cernées. Cette prise en charge peut consister en une réservation du passager pour la même destination, en une compensation financière conformément au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, voire en un mélange des deux.

Question 1662 (28.3.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant les **projets du Fonds du Logement pour cinq maisons du centre historique de Remich**:

Il y a quelques années, le Fonds du Logement a procédé à l'acquisition de cinq maisons en plein centre historique à Remich (rue St. Nicolas 19 à 27). Depuis cette date, le Fonds du Logement est resté inactif concernant la rénovation de ces maisons, de sorte que celles-ci sont actuellement dans un état vétuste et délabré, voire même dangereuses. Cette situation est d'autant plus déplorable que les maisons privées voisines ont toutes été restaurées entre-temps.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de l'inactivité du Fonds du Logement dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les projets concrets que le Fond du Logement entend réaliser à l'adresse susmentionnée? Dans quel délai pourra-t-on s'attendre à la réalisation de ces projets?

Réponse (31.5.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Par son courrier du 15 mai 2007, le Président du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat m'a communiqué le déroulement historique du projet comme suit:

La convention du 17 octobre 2003, conclue entre le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat et la Ville de Remich, a été approuvée par le comité directeur du Fonds le 18 novembre 2003 et par le conseil communal le 18 décembre 2003. Le Ministre du Logement a approuvé cette acquisition le 24 novembre 2003 alors que le Ministre de l'Intérieur a approuvé cette vente de la part de la Ville le 17 février 2004. Le transfert de propriété a eu lieu le 15 juin 2004.

Une deuxième acquisition, sur une personne privée, a fait l'objet d'un compromis signé le 13 octobre 2003. Le Ministre du Logement a approuvé cette acquisition pour le Fonds du Logement le 23 décembre 2003. L'acte authentique a été opéré le 11 mars 2004 et la transaction de la propriété a eu lieu le 6 avril 2004.

Avant d'être propriétaire de l'ensemble des immeubles, le Fonds du Logement avait chargé un architecte, à savoir le 7 janvier 2004. Ensuite, il a chargé un géomètre de l'établissement d'une levée des maisons. Cette levée était disponible le 28 juin 2004, et les premières esquisses de la part de l'architecte le 31 mai 2005. Les bordereaux de démolition partielle et les sondages étaient disponibles le 10 octobre 2005.

Les travaux annoncés n'ont pas pu être réalisés parce que de l'amiante a été détecté aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des maisons. Cette constatation a été faite par le bureau de coordination et de sécurité HBH le 11 janvier 2006. De suite, une commande d'intervention a été passée à Lux-control. Son rapport d'inventaire a été achevé le 31 mars 2006 et la soumission pour les travaux de dépollution a été lancée.

La remise des offres a eu lieu le 7 juillet 2006 et la commande a été passée le 29 juillet 2006. Le planning de travail émanant de l'entreprise chargée de la dépollution, à savoir Depolux, et requis par l'Inspection du Travail et des Mines, a été disponible le 14 août 2006. En septembre 2006, la méthode utilisée par l'Inspection du Travail et des Mines a fait l'objet d'une modification. Depuis lors, cette institution demande un plan dressé à l'échelle 1:100, avec l'indication de tous les éléments en question ainsi que l'équipement prévu par l'entreprise. Sur base de cette documentation complète, l'organisme de contrôle agréé, à savoir E & E, était en mesure de présenter son dossier le 25 avril 2007 en vue de la demande d'autorisation auprès du Ministre du Travail et du Ministre de l'Environnement.

À la vue de ce qui précède et qui ne retrace que les étapes importantes, vous constatez que le Fonds n'est pas demeuré inactif. Il s'est, avec les moyens à sa disposition, engagé dans la réalisation du projet en question. Il va sans dire que les travaux commenceront de suite à la vue de l'ensemble des autorisations requises.

Question 1675 (3.4.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRENG)** concernant le **nom du conjoint sur les passeports biométriques:**

Le passeport biométrique d'une femme mariée fait automatiquement mention du nom de son conjoint. Ceci n'est pas le cas du passeport d'un homme marié. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment s'explique cette différence de traitement entre femme mariée et homme marié?

- Pourquoi le passeport de la femme mariée fait-il automatiquement mention du nom du conjoint? Est-ce que cette mention est facultative?

- Pourquoi le passeport de l'homme marié ne fait-il pas automatiquement mention du nom de la conjointe?

Réponse (4.6.2007) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

Lors de l'introduction d'une demande de passeport biométrique auprès des administrations communales le choix est laissé à chacun de faire figurer le nom de

son conjoint sur la deuxième page de son document de voyage.

Il s'agit donc d'une mention purement facultative et non d'un automatisme imposé qui pourrait effectivement avoir comme corollaire une différence de traitement entre demandeurs de sexe opposé.

Le fait que beaucoup de femmes mariées souhaitent voir figurer le nom de leur conjoint dans le passeport peut résulter du fait que le législateur a prévu que sur la page des données du passeport doit figurer le nom inscrit sur l'acte de naissance c'est-à-dire leur nom de jeune fille différent dans la majorité des cas de celui du conjoint généralement adopté lors du mariage.

Question 1682 (13.4.2007) de **M. Marc Angel (LSAP)** concernant le **décal pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire suite à une perte ou un vol:**

En cas de perte ou de vol du permis de conduire, un double du permis peut être demandé auprès du Service des permis de conduire sur présentation d'une déclaration de vol ou de perte.

Il me revient que le délai pour l'obtention du nouveau permis atteint deux à trois semaines et que le concerné se voit interdit de conduire tant que le nouveau permis n'a pas été établi.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour ces longs délais d'attente?

- Serait-ce envisageable de délivrer un document provisoire aux personnes ayant perdu ou subi le vol de leur permis de conduire et qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles, ne peuvent pas se passer de leur voiture?

Réponse (29.5.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député attire l'attention sur les délais rencontrés lors de la demande, en vue de l'obtention d'un duplicata du permis de conduire, présentée auprès du Service des permis de conduire de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) et ce en cas de perte ou de vol du permis de conduire.

À cet égard, il souhaite connaître les raisons liées aux longs délais d'attente et sollicite la délivrance éventuelle d'un document provisoire aux personnes concernées qui ne peuvent se passer de leur voiture dans la vie quotidienne.

En application de l'article 4bis, paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre des Transports peut confier à la SNCT des tâches administratives relevant de la gestion des permis de conduire à partir du 1^{er} septembre 2002.

Dès lors, un titulaire d'un permis de conduire qui a soit perdu son document, soit s'est vu voler ledit document, peut présenter une demande en vue de l'obtention d'un duplicata auprès d'un des quatre guichets de la SNCT, situés à Luxembourg-Kalchesbruck, Sandweiler, Wilwerwiltz et Esch/Alzette ou encore auprès du Ministère des Transports. Dans tous les cas de figure, cette demande est traitée par les bureaux de la SNCT à Luxembourg-Kalchesbruck.

Étant donné que pour des raisons de protection des données personnelles, les agents de la SNCT ne sont pas autorisés à consulter les données du fichier national des permis de conduire relatives au volet médical et contentieux ainsi qu'au système du permis à points, chaque demande en vue de l'obtention d'un duplicata doit être transmise, en commun avec le dossier original qui est archivé, à un agent du Ministère des Transports, afin de décider si un duplicata d'un permis de conduire peut être délivré ou non.

En ce qui concerne la suggestion de l'honorable Député quant à la délivrance d'un document provisoire, il convient d'éviter tout usage éventuellement abusif. Pour des raisons de sécurité, la délivrance d'un tel document est donc à écarter.

Question 1690 (20.4.2007) de **M. Romain Schneider (LSAP)** concernant la **mise en place d'une guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle:**

La loi du 21 décembre 2004 modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée sur le contrat de travail, ainsi que la loi du 1^{er} juillet 2005 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle ont été votées suite aux débats menés au sein du Comité de coordination tripartite, de la quadripartite et de l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie dans le contexte du déséquilibre du budget des caisses de maladie. Les dispositions contenues dans ces deux lois visent à une meilleure guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle.

En décembre 2004, lors du vote du projet de loi N°5322 (devenu la loi du 21 décembre 2004) et dans le contexte des discussions du projet de loi N°5334 (devenu la loi du 1^{er} juillet 2005), la Chambre de Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement «à établir un bilan sur les dispositions contenues dans les deux lois au plus tard deux années après leur mise en vigueur et de procéder, le cas échéant, à des adaptations visant à éliminer d'éventuels cas de rigueur».

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Le bilan concernant la mise en application des deux lois en question a-t-il été établi ou est-il en cours d'élaboration?

- L'article 1^{er} de la loi du 21 décembre 2004 a introduit une limitation de la durée maximale d'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Cette disposition a-t-elle conduit à l'apparition de cas de rigueur tel que redouté par les syndicats?

- Quel est le bilan de la réforme du système de prise en charge de l'incapacité de travail et de la réinsertion professionnelle telle que projetée par la loi du 1^{er} juillet 2005? Est-elle satisfaisante?

Réponse (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Le bilan demandé par la Chambre des Députés sur les lois des 21 décembre 2004 et 1^{er} juillet 2005 est en cours d'élaboration. Il paraît toutefois utile d'attendre les conclusions d'une étude de l'OCDE qui compléterait utilement le bilan par un regard extérieur. Cette étude fait partie du projet d'examen par pays des «politiques mises en œuvre par les pays pour gérer et réduire les flux d'entrée dans les régimes d'indemnisation de la maladie et de l'invalidité, et pour accompagner les efforts des bénéficiaires qui souhaitent réintégrer le marché du travail» démarré à la suite de la réunion des Ministres des Affaires sociales à l'OCDE du 31 mars au 1^{er} avril 2005. La présentation du rapport final de l'OCDE se fera lors d'un séminaire organisé les 28 et 29 juin 2007 de sorte que le bilan pourra être finalisé par la suite.

Suivant l'honorable Député, la loi du 21 décembre 2004 aurait introduit une limitation de la durée maximale de paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Tel n'est pas le cas, car l'ancien article 14 du Code des assurances sociales était déjà libellé comme suit (anciens alinéas 3 et 4):

«L'indemnité pécuniaire est accordée pendant cinquante-deux semaines au plus, même si une nouvelle maladie survient pendant cette période. Si l'assuré, qui a recouvré sa capacité de travail, est de nouveau touché d'incapacité de travail par suite d'une autre maladie, il a un nouveau droit à l'indemnité pécuniaire de maladie.

Le droit à l'indemnité pécuniaire pour un même cas de maladie est rétabli, lorsque l'affilié a entre-temps exercé une occupation assujettie pendant cinquante-deux semaines. Les statuts règlent la computation des périodes de travail et d'incapacité de travail discontinues prévue au présent alinéa.»

Si le texte introduit par la loi du 21 décembre 2004 n'a pas innové en ce qui concerne la limitation de la durée, il a cependant pu créer des

situations de rigueur en supprimant le renvoi à un même cas de maladie. Toutefois, il faut rappeler que la suppression du renvoi à un même cas de maladie était motivée à l'époque par les situations d'indemnisations abusives de longue durée auxquelles ce critère a pu mener. Le bilan dont question fournira l'occasion de réapprécier le dispositif légal et de rechercher des solutions conciliant des réponses équitables pour les cas de rigueur avec l'intérêt général visant à éviter des dérives financières.

Comme le fait ressortir la réponse à la première question, le bilan de la loi du 1^{er} juillet 2005 est en cours d'élaboration de sorte qu'une réponse à la troisième question de l'honorable Député ne saurait être fournie à l'heure actuelle.

Question 1692 (20.4.2007) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant la **réorganisation du Laboratoire National de Santé (LNS):**

Me référant à la série d'articles parus dans les pages de l'hebdomadaire Le Jeudi en date du 17 avril dernier et qui qualifient le LNS comme un panier de crabes où certaines sections feraient double emploi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une réorganisation de fond du LNS s'avère indispensable et ce dans les meilleurs délais?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il dans ce contexte la création d'un ou de plusieurs établissements publics?

Réponse (18.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Je puis d'emblée dire à l'honorable Parlementaire que je partage son appréciation qu'une «réorganisation de fond du LNS s'avère indispensable». Quant à savoir si cette réorganisation doit se faire «dans les meilleurs délais», l'honorable Parlementaire doit lui-même détenir certains éléments de réponse pour avoir été en charge de ce dossier sous la précédente législature.

Quoiqu'il en soit j'ai personnellement pris en mains ce dossier dès mon entrée en fonction. Ce ne sont donc pas les articles de presse qualifiant le LNS de panier de crabes, invoqués par l'honorable Parlementaire, qui m'incitent à agir, mais plutôt la considération que le LNS est une institution vivante qui doit s'adapter à un environnement changeant. Considérant que la dernière révision du cadre légal du LNS date de 1980 et celle qui la précède de 1965, j'estime qu'il n'est pas trop tôt pour remettre l'organisation de cet institut sur le métier.

Une des difficultés auxquelles se trouve confronté le LNS est la diversité de ses missions.

Il y a d'un côté les domaines d'activité plutôt orientés vers la sphère



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

publique. Le LNS est en charge de missions analytiques et scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, en matière de sécurité des médicaments et autres produits de santé, de même qu'en matière de surveillance et de sécurité environnementale. Il se trouve pareillement chargé d'activités stratégiquement importantes pour le pays et/ou pour lesquelles une compétence nationale indépendante semble souhaitable (par exemple veille sanitaire pour répondre à des menaces de bioterrorisme).

D'un autre côté, et en complémentarité des laboratoires privés hospitaliers et extrahospitaliers, le LNS tient à la disposition de la population générale et des hôpitaux une capacité d'expertise analytique spécifique. Ici l'on n'est plus en face d'une administration étatique détentrice de prérogatives de puissance publique, et le défi consiste avant tout dans la recherche d'une efficacité, d'une visibilité et d'une disponibilité équivalentes à la sphère marchande. Si dans certains domaines il existe un «monopole», c'est soit parce qu'il existe un programme de santé publique ou un besoin de centralisation pour des raisons notamment de masse critique, soit parce qu'il s'agit d'une activité économiquement peu rentable, qui n'intéresse guère les laboratoires privés.

La législation actuelle sur le Laboratoire national date de 1980. Après plus d'un quart de siècle de fonctionnement les besoins de santé publique du pays ont évolué. Aussi ces dernières années la spécialisation des techniques utilisées au sein du Laboratoire s'accroît à un rythme accru, tandis que d'autres techniques autrefois réservées au LNS se sont banalisées et sont devenues des techniques de routine courante, pratiquées dans les laboratoires privés du pays. L'accélération du progrès scientifique et technique crée ainsi un besoin de renouveau constant au niveau de l'organisation des missions du LNS, auquel ce dernier a du mal à faire face avec ses structures actuelles.

J'ai soumis la question de principe de la réorganisation du LNS au Conseil de Gouvernement, en insistant moins sur la forme (service de l'État ou établissement public) que sur le contenu. Il me paraît primordial notamment que le LNS puisse disposer de la souplesse nécessaire pour engager du personnel, par exemple pour procéder au recrutement temporaire de chercheurs, et pour gérer son budget. Les articles 74 et 75 de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en permettant de constituer une administration de l'État en service de l'État à gestion séparée, offre une ouverture intéressante en matière budgétaire.

Je viens de recevoir l'aval du Conseil de Gouvernement pour procéder à une réorganisation du LNS en le dotant de davantage d'autonomie, cette réorganisation pouvant aussi s'opérer à l'intérieur du cadre institutionnel actuel.

Je vais m'employer à procéder à cette réorganisation dans les meilleurs délais, et dans tous les cas avant la fin de la législature.

Question 1693 (19.4.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'amélioration de la rapidité des décisions juridictionnelles et de l'efficacité des règles de procédure ainsi que des compétences et effectifs de la magistrature:

En août 1993, Monsieur Belkacem Laghouati fut victime d'un accident du travail mortel sur un chantier sis à Differdange. Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg,

siégeant en matière correctionnelle, rendit son jugement en date du 5 février 2004, soit plus de dix ans après la disparition tragique de Monsieur Laghouati. Les prévenus (le responsable et le chef du chantier en cause) furent condamnés au pénal, alors que les demandes des parties civiles à voir réparer leur préjudice moral résultant des douleurs endurées par le de cujus décédé deux heures après l'accident furent rejetées. Quant aux demandes des parties civiles à voir indemnisé leur dommage moral causé par la perte tragique du de cujus, seules les demandes des frères et sœurs du de cujus furent déclarées recevables.

Les requérants ayant interjeté appel en date du 11 mars 2004, la Cour d'appel de Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, rendit son arrêt en date du 22 mars 2005 dans lequel elle se déclara incompétente pour statuer sur les demandes civiles des requérants. Ces derniers saisirent la Cour européenne des Droits de l'Homme qui vient de condamner le Luxembourg par arrêt du 5 avril 2007 sur base de l'article 6 § 1 (délai raisonnable) et 13 (droit à un recours effectif) de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme submentionnée.

La Cour a plus particulièrement estimé que si la procédure revêtait sans aucun doute une certaine complexité, notamment au regard de la procédure parallèle relative à la plainte pour faux témoignage et à la nécessité de procéder par des commissions rogatoires internationales, elle ne saurait cependant considérer comme raisonnable un laps de temps supérieur à neuf ans, surtout si, au final les autorités judiciaires se sont déclarées incompétentes pour statuer sur la demande civile des requérants. Elle a également considéré que les requérants ne disposaient pas en l'espèce d'un recours effectif pour se plaindre de la durée de la procédure.

Cette affaire soulève de nouveau la question de la rapidité de la justice à rendre une décision et partant met en cause l'efficacité des règles de procédure ainsi que la compétence et les effectifs de la magistrature.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?

- Entend-il modifier les règles procédurales afin d'aboutir à des décisions juridictionnelles plus rapides?

- Plaide-t-il pour une formation accrue des magistrats afin qu'ils soient à même de gérer des dossiers de plus en plus complexes et techniques?

- Ne pense-t-il pas qu'il faille augmenter le nombre de magistrats? Dans le même contexte n'estime-t-il pas que les magistrats devraient disposer d'un personnel administratif plus qualifié (à noter que beaucoup d'employés auprès des juridictions ne disposent d'aucune compétence particulière et certains sont embauchés sous forme de CDD voire de CAT)?

- Ne faudrait-il pas revoir également les règles de coopération internationale afin que notamment les commissions rogatoires puissent être exécutées dans des délais corrects?

- En tout état de cause, quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de rendre la justice plus rapide?

Réponse (7.5.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Mes fonctions de Ministre de la Justice ne me permettent pas de me prononcer sur le travail des magistrats, qui exercent, quant au fond et quant aux délais, leurs travaux en toute indépendance. Le

Gouvernement, dans les limites de ses compétences, fait tout pour que les tribunaux puissent se prononcer dans des délais raisonnables. Les magistrats décident toutefois seuls de l'évolution des affaires leur soumises.

Il y a régulièrement lieu d'adapter nos procédures et de renforcer les effectifs des juridictions, si le besoin s'en fait sentir.

Ainsi votre Parlement est souvent amené à délibérer et à voter sur des projets de loi, introduits par le Gouvernement, visant à simplifier et hâter les différentes procédures, pénale ou civile. Le Gouvernement continuera à travailler avec les avocats et magistrats pour adapter nos procédures.

D'autre part, suite à un premier programme de recrutement pluriannuel ayant porté sur les années 2001 à 2004, une loi du 1^{er} juillet 2005 visant les années 2005 à 2009 constitue la base légale pour le recrutement annuel de magistrats du siège et du Ministère public ainsi que de fonctionnaires de l'Administration judiciaire, assurant par là que les procès de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes puissent être évacués dans des délais raisonnables.

Ainsi le nombre de magistrats a évolué comme suit:

1999: 166 juges
2004: 197 juges
2009: 218 juges

Je suis également en train de discuter avec les magistrats des moyens pour améliorer la gestion des tribunaux. Je ferai des propositions à cet égard au cours de l'année 2007.

Question 1694 (20.4.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de médicaments ayant des effets sur la capacité de conduire des véhicules ou d'utiliser des machines:

En France, un pictogramme, obligatoire par décret du 5 mai 1999 au Journal officiel, est apposé sur la boîte de certains médicaments afin de mettre en garde que sa consommation peut altérer la capacité à conduire un véhicule. À cela s'ajoute une classification des médicaments à trois niveaux:

- premier niveau de précaution: pas de contre-indication formelle, mais des conseils de prudence doivent être prodigués en cas de conduite après prise de ces médicaments;

- deuxième niveau de précaution: contre-indication pour les conducteurs professionnels;

- troisième niveau de précaution: incompatibles avec la conduite.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Un tel système de classification des médicaments ne devrait-il pas également se voir appliqué au Luxembourg?

Réponse commune (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

S'appuyant sur un décret français imposant des pictogrammes spécifiques sur les médicaments susceptibles d'altérer la capacité de conduire un véhicule, l'honorable Parlementaire suggère d'en faire de même au Luxembourg.

La situation du Luxembourg à cet égard est cependant particulière, alors que la totalité des médicaments sont importés, le plus souvent de Belgique, mais aussi de France et d'Allemagne. Comme il n'y a pas d'obligation communautaire en la matière qui nous

occupe, les pratiques et réglementations nationales diffèrent. En France le pictogramme est obligatoire, en Allemagne la situation varie d'un «Land» à l'autre, tandis qu'en Belgique, s'il y a bien des discussions en cours, il n'y a pas à ce stade d'obligation légale.

Dans les conditions données une réglementation luxembourgeoise dans le sens voulu par l'honorable Parlementaire, bien qu'étant souhaitable, est prématurée. En effet, vu l'exiguïté du marché luxembourgeois, l'obligation d'un emballage spécifique imposée aux producteurs étrangers risque en effet d'entraîner la disparition du marché national de l'un ou l'autre médicament concerné.

Question 1696 (23.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la création d'une décharge pour déchets inertes à Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon:

Les décharges régionales en exploitation depuis des années ne suffisent plus et la recherche de sites adéquats soulève des problèmes d'ordre logistique et environnemental.

Selon mes informations, la décharge du Bridel qui est toujours en activité est à la limite de la saturation. Une alternative constituerait en l'installation d'une décharge située au nord-est de la commune de Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire:

- L'installation d'une décharge pour matières inertes ne pourrait-elle pas voir le jour aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon et ceci moyennant l'accès via le giratoire de Strassen-Bridel?

Réponse commune (14.5.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» mentionne à l'article 3 pour les différentes régions les sites de décharges qui sont déjà définis et où une décharge pour déchets inertes est encore à aménager.

Pour la région centre sud-est, le projet de décharge au lieu-dit «In den Dielen» dans la commune de Strassen est indiqué. Ce site se trouve effectivement au nord-est de la commune de Strassen à proximité immédiate du giratoire faisant jonction entre le CR181 reliant Strassen au Bridel et l'échangeur de Strassen sur l'autoroute A6.

Pour l'instant, la société Recyma SA., futur exploitant de cette décharge, est en train de résoudre la question de la mise à disposition des terrains. Dès que ceci est terminé, le projet de la décharge sera finalisé pour être soumis aux procédures d'autorisations selon les législations applicables en la matière. Dans ce projet, il est effectivement prévu d'avoir un accès sur la décharge à partir du giratoire mentionné ci-dessus.

Question 1698 (24.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'incinération de boues séchées à l'aide d'énergie solaire:

Le séchage des boues d'épuration facilite leur utilisation dans la filière énergétique au travers d'une valo-

risation thermique dans le secteur de la cimenterie ou dans une centrale d'incinération.

L'utilisation des boues séchées permettra entre autres de réduire l'utilisation de combustibles fossiles et répondra aux objectifs de la réduction d'émission des gaz à effet de serre.

Selon mes informations on a installé une station de séchage de boues à l'aide de l'énergie solaire au sein de la station d'épuration STEP de Bettembourg.

Le volume de boues séchées s'élève annuellement à 2.500 m³ de matière séchée.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Au vu de ce qui précède, ne devrait-on pas mettre un accent sur la valorisation thermique des boues séchées dans le secteur de la cimenterie respectivement dans le secteur de l'incinération d'ordures ménagères?

Réponse (22.5.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député me demande si on ne devrait pas mettre l'accent sur la valorisation thermique des boues séchées dans le secteur de la cimenterie respectivement le secteur de l'incinération des ordures ménagères.

J'aimerais informer l'honorable Député que le syndicat intercommunal STEP (Bettembourg, Dudelange, Kayl, Roeser et Rumelange) planifie, dans le cadre de l'agrandissement et de la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg, la mise en place de collecteurs solaires thermiques. Un investissement d'un ordre de grandeur de six millions d'euros est prévu pour ces collecteurs solaires thermiques. Cette installation permettra de déshydrater les boues d'épuration en vue de leur valorisation dans la production du clinker (usine de Rumelange).

Par ailleurs, le projet «Valorboues» a pour but de proposer aux producteurs de boues d'épuration un éventail de technologies disponibles adaptées à la zone transfrontalière. Par la validation de technologies innovantes, des solutions locales pourront être démontrées.

Question 1703 (24.4.2007) de **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRENG) concernant la formation de l'auxiliaire de vie:

La formation de l'auxiliaire de vie fut introduite lors de la rentrée scolaire 2005/2006 en tant que premier intervenant du secteur d'aide et de soins et du secteur social. Elle est organisée dans le cadre du régime mixte de l'enseignement professionnel avec une première année en régime plein temps, suivie de deux années de formation sous contrat d'apprentissage auprès d'un patron formateur. Madame la Ministre de l'Éducation nationale avait limité l'accès à cette profession à 80 élèves apprentis lors de cette première rentrée. Ce quota fut réduit à 60 dès la rentrée 2006/2007. Les étudiants de la deuxième année ont dû trouver un patron formateur pour leur deuxième et troisième année de formation sous contrat d'apprentissage. L'objectif était de respecter la polyvalence de la formation en visant une répartition équilibrée entre les secteurs personnes âgées, enfants et personnes handicapées.

- Quelle est la répartition des apprentis auxiliaires de vie entre les

différents secteurs et quels sont les modes de financement appliqués?

- Quels sont les critères appliqués pour attribuer des apprentis aux différentes institutions en sachant qu'une partie de la charge est supportée par des fonds publics?

Pour permettre aux futurs auxiliaires de vie de trouver un emploi à la fin de leur formation, la profession de l'auxiliaire de vie devra être inscrite en tant que telle dans les conventions, budgets, nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

- La profession de l'auxiliaire de vie, est-elle inscrite dans les différentes conventions, budgets, nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social?

- Quelle sera la carrière des auxiliaires de vie dans le secteur d'aide et de soins et du secteur social?

Le secteur d'aide et de soins et du secteur social recrute traditionnellement une partie de son personnel au niveau d'un public adulte qui cherche à se réorienter. Par ailleurs, la formation et l'apprentissage pour adultes permet au personnel déjà occupé dans ce secteur de se donner les moyens pour progresser individuellement.

- Est-il envisagé de former des apprentis par la voie de l'apprentissage pour adultes? Dans l'affirmative, à partir de quand?

D'une part, le secteur d'aide et de soins et du secteur social se trouve en pleine mutation et continue de connaître une certaine croissance. D'autre part, le nombre d'élèves qui veulent suivre des études qui préparent à des professions sociales, notamment l'éducateur et l'auxiliaire de vie, augmente.

- Pourquoi limite-t-on l'accès à la formation professionnelle de l'auxiliaire de vie à 60 places? Pour quelles raisons l'accès aux études préparant au diplôme d'éducateur n'est-il dès lors pas également limité?

- Existe-t-il, respectivement ne serait-il pas utile d'établir des perspectives à moyen et long terme quant aux besoins du secteur social et de soins en main d'œuvre issu des différentes formations pour aiguiller l'offre en formations et le nombre de candidats?

Réponse commune (22.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La formation de l'auxiliaire de vie a en effet débuté lors de la rentrée de l'année scolaire 2005/2006. Les premiers CATP de cette formation seront délivrés en automne 2008.

- Les programmes de formation ont été élaborés en étroite collaboration avec les représentants du monde socioéducatif, les employeurs et les chambres professionnelles. Un souci particulier a été porté à la polyvalence de la formation théorique: y sont traités aussi bien des sujets concernant les personnes âgées, les enfants et les personnes handicapées. Pour la formation pratique auprès de l'employeur, il fut veillé également à ce que les apprentis soient répartis à raison d'un tiers par secteur susmentionné.

Cette répartition des apprentis dépend évidemment des places disponibles auprès des différents employeurs. Comme pour l'apprentissage en général, l'employeur est censé déclarer les postes d'apprentissage à l'Administration de l'Emploi au printemps précédant l'année scolaire. Le patron paie l'indemnité d'apprentissage à l'apprenti. Le Fonds pour l'Emploi rembourse à l'employeur environ 27% de cette indemnité

(prime d'apprentissage, part patronale des charges sociales,...). La liquidation des aides et primes par le Fonds pour l'Emploi se fait sur base d'un décompte présenté par l'employeur à l'Administration de l'Emploi.

Sachant que le secteur socioéducatif conventionné recrute des apprentis auxiliaires de vie et que ces institutions ne disposent pas de budget pour payer les indemnités d'apprentissage, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a demandé un budget pour prendre en charge le remboursement des indemnités d'apprentissage auprès de ces institutions.

- En ce qui concerne les critères pour attribuer les apprentis aux différentes institutions, l'employeur prend la décision. Néanmoins, le Ministère de la Famille et de l'Intégration se réserve le droit de refuser à l'une ou l'autre institution le remboursement de l'indemnité d'apprentissage pour garantir une répartition égale entre les trois secteurs et d'éviter qu'une institution accepte trop d'apprentis.

- Pour le moment la profession d'auxiliaire de vie n'est pas encore inscrite dans les conventions et nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social, étant donné qu'il n'y a pas encore de professionnels avec cette qualification en exercice. Selon les informations reçues, des discussions y relatives sont néanmoins en cours, aussi bien au niveau des discussions budgétaires, qu'au niveau du secteur conventionné ou celui de l'assurance dépendance.

- Les auxiliaires de vie détenteurs d'un CATP auront droit au salaire social minimum qualifié. La détermination de leur carrière n'est pas de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale ou du Ministère de la Famille, mais tombe sous l'autonomie de négociation de convention collective entre les partenaires sociaux. Par ailleurs, l'auxiliaire de vie aura sans doute également des débouchés dans le secteur privé notamment chez des personnes âgées à domicile, secteur qui ne relève d'aucune convention collective de travail.

- L'ouverture de la formation aux adultes occupés dans le secteur a été discutée dans le groupe ad hoc accompagnant la mise en place de cette formation. Le MENFP souhaite d'abord finaliser, consolider et évaluer les programmes de la formation initiale, avant de les adapter aux exigences d'une formation pour adultes. Il est envisagé de commencer ces travaux au cours de l'année scolaire prochaine.

- Vu le petit nombre de postes d'apprentissage pour les élèves auxiliaires de vie déclarés par les employeurs en 2006, il fut jugé prudent de limiter l'accès à la formation à 60 places, pour éviter que ces jeunes ne se retrouvent au chômage après une année de formation par manque de postes d'apprentissage.

Contrairement à l'auxiliaire de vie, il n'existe pas de base réglementaire permettant de limiter l'accès à la formation de l'éducateur. Aussi, les élèves voulant s'orienter vers cette formation sont-ils rendus attentifs, chiffres à l'appui, à l'actuelle pléthore de professionnels qualifiés et au risque de chômage dans le secteur concerné. Avec la double qualification de cette formation, qualification professionnelle et obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques, ces élèves ont du moins encore d'autres possibilités sur le marché de l'emploi ou peuvent continuer leurs études à un niveau supérieur.

- Il est prévu de procéder régulièrement à un recensement prospectif des besoins en auxiliaires de vie, du moins à moyen terme, pour déterminer le nombre de candidats pouvant être admis à cette formation. L'expérience dans le

secteur de la santé a cependant montré que les chiffres récoltés par de tels recensements ne sont pas fiables à long terme.

Question 1704 (25.4.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **activités de maintenance de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency)**:

Après avoir exclusivement œuvré pour l'année américaine, la WSA a élargi en 1995 son champ d'activités vers l'armée luxembourgeoise en concluant un contrat d'entretien et d'entreposage pour le matériel de l'armée. À cet effet, une partie du service de maintenance a été établie sur le site susmentionné. En 2006, les activités ont été complétées par la maintenance du matériel roulant de l'armée luxembourgeoise.

Après la déclaration de la fermeture des installations de la WSA, le Gouvernement avait envisagé d'y implanter un centre logistique. En date du 23 janvier 2007 le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a présenté les conclusions d'une étude sur la réaffectation du site de la WSA comme zone entièrement dédiée à des activités logistiques.

Au vu du fait que l'affectation future du lieu en question sera exclusivement destinée à des activités logistiques, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Défense:

- Sur quel site les travaux de maintenance de l'armée luxembourgeoise vont-ils avoir lieu dans le futur?

- Quand est-ce que l'armée devra quitter le site actuel?

Réponse (16.5.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*:

La question soulevée par l'honorable Monsieur Spautz porte sur la maintenance actuelle du matériel roulant de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency) sis entre Bettembourg et Dudelange.

Sachant que le site actuel n'a qu'un caractère temporaire en raison des activités économiques que l'on compte y déployer (centre logistique), l'armée luxembourgeoise prévoit la construction d'un hall logistique devant servir à l'entreposage et à l'entretien de ses matériels au sein de la caserne de Diekirch.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la rénovation générale des installations militaires du Herrenberg. Les travaux préparatifs à cette rénovation et plus particulièrement la construction du hall logistique qui bénéficie d'une priorité particulière, sont déjà bien avancés grâce au concours du Ministre des Travaux publics. Le Ministre de l'Économie m'a par ailleurs récemment fait savoir que le site actuel de la WSA pourra encore servir à l'entreposage et à la maintenance du matériel de l'armée jusqu'en principe au 31 décembre 2008.

Question 1705 (25.4.2007) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** (CSV) concernant **l'assainissement énergétique des bâtiments publics**:

L'assainissement de bâtiments selon de hauts standards écologiques et énergétiques constitue un élément clé dans la réduction des émissions de CO₂. C'est ainsi que le Gouvernement a décidé d'investir 30 millions d'euros dans l'assainissement énergétique des bâtiments publics existants sur la période 2007-2012.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les priorités du Gouvernement en matière d'assainissement énergétique des bâtiments publics?

- À quelles fins les moyens budgétaires vont-ils être utilisés (modernisation de la chaudière, triple vitrage, isolation de la paroi extérieure, de la toiture etc.)?

Réponse (29.5.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Les questions qui me sont posées ont trait à l'assainissement énergétique des bâtiments publics et concernent en principe Monsieur le Ministre des Travaux publics. Ce dernier a présenté son programme d'assainissement des bâtiments appartenant à l'État lors d'une conférence de presse du 14 mai 2007.

Des éléments essentiels de ce programme ont également été présentés et discutés le 3 mai 2007 au Forum «Klimaschutz schafft Chancen».

Voici les principaux éléments:

La Division de la Gestion du Patrimoine (DGP) est composée d'une équipe de 35 personnes et a pour mission la maintenance, la remise en état, la rénovation et la transformation des 1.500 bâtiments faisant partie du patrimoine immobilier de l'État.

En font partie, entre autres, les 35 lycées du pays, les bureaux des ministères, administrations et services de l'État.

En 2007, un nouveau «Fonds d'Entretien et de Rénovation» (FER) permet à la DGP d'exercer mieux sa fonction. La dotation annuelle du FER est de 55 millions d'euros.

En outre, viennent s'ajouter 30 millions d'euros pour une période de six ans provenant du fonds de financement des mécanismes de Kyoto, et qui sont destinés à l'assainissement énergétique des immeubles. Une coopération entre le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Travaux publics doit se faire dans ce domaine.

À noter que la vétusté du patrimoine est de 30%, il y a une carence au niveau de l'assainissement énergétique, puisque la grande partie des bâtiments a été conçue et construite dans les années 1970-1980.

49 projets de rénovation sont inscrits en 2007 à charge des fonds d'investissements publics pour un montant total pluriannuel de 197 millions d'euros, y non compris l'enveloppe de 30 millions d'euros du Fonds «Kyoto».

En 2007, il est prévu de débiter les études pour la rénovation des bâtiments suivants:

- l'Hôtel du Midi à Diekirch;

- la façade des trois pavillons transformés de la Caserne militaire du Herrenberg;

- l'aile C du Centre de Langues à Luxembourg;

- la maison pour les enfants à Junglinster;

- le bureau de police de Steinfort;

- l'HCM d'Esch (étude réalisée et exemple développé);

- la base nautique de Lultzhausen;

- la piscine olympique du Kirchberg.

Chaque projet de rénovation sera accompagné d'une étude sur les assainissements énergétiques envisageables et une décision au cas par cas sera prise sur l'ampleur de l'assainissement à exécuter et sur la part à prendre en charge par les Fonds «Kyoto».

Sans distinction du mode de financement, un calcul sur le gain en CO₂ sera réalisé pour chaque projet et un monitoring sera mis en

place dès 2008 définissant les investissements et les gains en CO₂.

La rénovation du patrimoine de l'État est un travail de longue haleine, nécessitant des fonds importants.

Les fonds supplémentaires dégagés par le Fonds «Kyoto» devraient permettre d'accélérer la cadence avec laquelle les bâtiments sont assainis au niveau de l'efficacité énergétique.

Le gain est certainement réel pour notre environnement mais également, il faut le souligner, pour la qualité de vie et le bien être des utilisateurs.

Il ne faut cependant pas négliger la complexité de mise en œuvre qui doit tenir compte de la spécificité de chaque bâtiment et tenir compte de la technologie des matériaux mis en présence.

Il s'agit en fin de compte de relever un challenge intéressant impliquant la technique, l'efficacité énergétique et la gestion économique des coûts de mise en œuvre.

Question 1707 (26.4.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **réchauffement climatique**:

Les 27 Ministres européens de l'Environnement se sont mis d'accord pour réduire de 20% leurs émissions de CO₂, d'ici à 2020. Si les autres pays développés, notamment les États-Unis, acceptent de s'aligner sur ces quotas de l'après-Kyoto, les Européens proposent de réduire de 30% en moyenne leurs émissions de gaz à effet de serre.

Maintes entreprises européennes craignent cependant que si les États-Unis et les pays émergents décidaient de ne pas participer à l'accord post-Kyoto, elles seraient confrontées à une diminution de leur compétitivité et à d'énormes pertes économiques.

Afin de compenser et réduire l'impact économique des engagements de Kyoto sur l'industrie européenne, l'économiste Joseph Stieglitz, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, a appelé à des sanctions internationales contre les États-Unis et les pays émergents. Il a même suggéré aux pays de boycotter les produits américains, tout du moins de les frapper de droits de douanes élevés. Pour maîtriser le réchauffement climatique, Joseph Stieglitz propose d'introduire une taxe mondiale de l'environnement reposant sur le principe pollueur-payeur.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux propos de Monsieur Stieglitz?

Réponse commune (6.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement* et **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Les propos de Monsieur Stieglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, constituent une contribution au débat sur l'efficacité des instruments économiques dans la lutte contre le changement climatique.

Le Conseil européen, lors de sa réunion de mars 2007, n'a laissé aucun doute quant à la nécessité d'une approche ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique, en confirmant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les Ministres de l'Environnement avaient déjà adoptés le 20 février 2007. L'UE essaie ainsi de rompre avec le climat attentiste ayant dominé les négociations internationales jusqu'à présent.

Elle continue à assumer son rôle de leader, l'objectif premier étant d'accélérer les négociations internationales pour parvenir au plus tard en 2009 à un accord global sur le renforcement et l'élargissement après 2012 des efforts consentis dans le cadre du protocole de Kyoto.

Soucieux d'envisager des dispositifs pour éviter des problèmes de compétitivité ainsi que pour limiter les «fuites de carbone» dues à la délocalisation des industries dans les pays refusant de faire partie d'un futur régime de lutte contre le changement climatique, le Conseil environnement avait demandé à la Commission, dans ses conclusions du 20 février 2007, «d'analyser la possibilité d'un déplacement d'émissions de gaz à effet de serre vers des pays qui ne participent pas au système international et d'envisager des solutions à cet égard».

Parmi les approches possibles que la Commission est invitée à analyser, la France avait suggéré d'examiner les possibilités qu'offre la politique commerciale pour limiter les problèmes de compétitivité et les «fuites de carbone», notamment à travers la mise en place d'une taxe externe sur le carbone, l'attribution d'avantages commerciaux strictement conditionnés à l'adoption d'objectifs de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, le traitement préférentiel de certains produits à faible teneur en carbone dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux ou encore la mise en place d'une subvention pour des produits pénalisés par un surcoût carbone, tout en se montrant ouverte à d'autres options.

Le Gouvernement soutient de telles propositions, y incluse celle d'introduire une taxe CO₂ sur des produits importés de pays n'ayant pas mis en place de politique climatique. En effet, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de la nation du 9 mai dernier, avait affirmé que: «D'Regierung wäert och dofir plädéieren eng Karbon-Tax op Importprodukter aus Länner, déi dem internationale Klimaschutz d'kal Schëller weisen, anzeféieren».

Aussi, le Gouvernement considère qu'il ne serait pas acceptable de répondre à ce risque de délocalisation par une baisse des ambitions et actions au niveau européen. Au contraire, il conviendra de réfléchir dès maintenant, compte tenu du contexte d'incertitude sur l'issue des négociations internationales sur le régime post-2012, à la mise en place d'un dispositif spécifique, à l'image de celui proposé par la France, pour préserver l'efficacité environnementale de la politique de lutte contre le changement climatique. Un tel dispositif aurait certainement un effet incitatif sur les autres pays et faciliterait la relance des négociations multilatérales sur le climat en garantissant aux pays encore hésitants une meilleure efficacité environnementale des efforts consentis et une limitation des éventuelles pertes de compétitivité associées.

Question 1709 (26.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique:**

Les infrastructures africaines sont un élément essentiel pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Elles facilitent le commerce, constituent une nécessité absolue pour la consolidation des processus d'intégration régionale et jouent un rôle primordial pour la fourniture des services de base, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Afin de donner une réponse européenne à ces défis africains, la Commission européenne, neuf États membres de l'Union européenne - dont le Luxembourg - et la Banque Européenne d'Investissement ont signé le 23 avril 2007 un protocole d'accord pour la création d'un fonds fiduciaire destiné à l'appui financier des infrastructures en Afrique.

Ce fonds est doté jusqu'à la fin 2007 de 87 millions d'euros, dont 60 millions d'euros de la Commission européenne. La Banque Européenne d'Investissement, quant à elle, débouque 260 millions d'euros sous forme de prêts pour le fonctionnement du fonds.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Comment la contribution luxembourgeoise au fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique est financée?

- Qui sont les pays destinataires des ressources de ce fonds?

- Quelle est la nature des projets d'infrastructure sélectionnés?

Réponse (10.5.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. La contribution luxembourgeoise au fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique sera financée par le biais du Fonds de la Coopération au développement.

2. L'ensemble des pays du continent (y inclus le Cap-Vert), à l'exception des pays du pourtour méditerranéen et de l'Afrique du Sud, est susceptible de bénéficier de financements.

3. Les projets sélectionnés doivent relever du secteur de l'énergie, de l'eau, des transports ou des technologies de l'information. Ils doivent en outre être de dimension transfrontalière. La sélection des projets se fera en considérant les priorités de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Ainsi, le Fonds soutiendra notamment le projet de centrale hydroélectrique de Felou qui fournira de l'électricité au Sénégal et au Mali.

Question 1711 (27.4.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **remboursement des transports en ambulance:**

À cause de leur état physique, les personnes invalides séjournant dans une maison de soins ou centre intégré ne peuvent fréquenter un médecin spécialiste que moyennant une ambulance. Selon mes informations, ces frais de transport en ambulance ne sont pas pris en charge par la Caisse de maladie mais doivent être intégralement supportés par les personnes invalides.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la Caisse de maladie n'est-elle pas disposée à rembourser les frais d'ambulance?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun que les frais en question soient intégralement remboursés par la Caisse de maladie ou au moins pris en charge à raison d'un certain pourcentage?

Réponse (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1) Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie (articles 135 à 141) ne prévoient effectivement pas la prise en charge des frais de transports en ambulance des per-

sonnes dans le cabinet privé d'un médecin spécialiste. Toutefois, ils prévoient la prise en charge des frais de transport en ambulance pour l'aller et pour le retour (en dehors d'une situation d'urgence) pour les personnes qui ne peuvent se déplacer qu'en position allongée ou immobilisée en vue de suivre un traitement ambulatoire dans un établissement hospitalier luxembourgeois.

2) Les dispositions statutaires réglementant la prise en charge des frais de voyage et de transport avaient été modifiées fondamentalement en 1997, alors que les dépenses afférentes de l'assurance maladie avaient subi des excroissances pendant les années précédentes et que les abus s'étaient multipliés.

Les anciennes dispositions soumettaient la prise en charge des frais de transport à la certification par le médecin traitant sur l'état du patient et la nécessité de disposer du moyen de transport adéquat. Or, compte tenu du libellé peu restrictif, le médecin était confronté à la demande de certificats de «complaisance».

Par ailleurs les nouvelles dispositions statutaires répondaient à une revendication des services de secours qui se voyaient confrontés à un nombre croissant de transports secondaires pour lesquels une nécessité médicale ne s'est pas avérée, situation intenable face aux ressources limitées de ce service fonctionnant avec des volontaires et destiné avant tout à l'intervention en cas d'urgence.

3) En ce qui concerne la question relative à l'opportunité ou la nécessité de prendre en charge les frais en question pour les personnes séjournant dans les maisons de soins et dans les centres intégrés, il faut prendre en considération que:

- les frais de transport en ambulance de ces personnes vers un établissement hospitalier pour subir un traitement ambulatoire sont pris en charge par l'assurance maladie à raison de 70% du tarif statuaire;

- en ce qui concerne les visites médicales à domicile (ou en maison de soins), les prestataires qui se déplacent vers les patients peuvent mettre en compte à charge de l'assurance maladie non seulement la visite, voire la visite majorée, et une indemnité horokilométrique pour leur déplacement, mais aussi leur perte de temps.

Question 1712 (27.4.2007) de **M. Patrick Santer** (CSV) concernant les **entraves à l'application de la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle:**

Par la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale, la base légale pour l'établissement de profil ADN et le traitement des données y relatives a été créée. Ainsi, les autorités judiciaires disposent de moyens supplémentaires pour lutter contre la criminalité, notamment pour identifier l'auteur d'une infraction pénale.

Dans ses observations publiées dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2006, Monsieur le Procureur général d'État constate «actuellement les entraves, en particulier techniques et financières, à une véritable mise en œuvre de la loi du 25 août 2006».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- À quelles entraves, Monsieur le Procureur général d'État fait-il allusion?

- Quelles sont les réponses qui ont été données ou qui sont projetées pour éliminer ces entraves?

- Est-ce que ces entraves ont pu empêcher les autorités judiciaires de faire pleinement application de la loi du 25 août 2006?

Réponse (11.5.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Dès avant le vote de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, les mesures nécessaires ont été prises afin de mettre en œuvre dans les meilleurs délais, notamment les nouvelles procédures de travail des autorités judiciaires et policières, le traitement, informatique et autre, des données ADN, les travaux relatifs à la conception, à la planification et à la construction du futur laboratoire ADN, ou encore le recrutement de personnel supplémentaire au sein du Service de police judiciaire.

Ce que Monsieur le Procureur Général d'État qualifie d'«entraves» n'est donc en fait que l'observation des différentes procédures administratives, urbanistiques, budgétaires, de marchés publics et autres prévues par la loi.

Il est à noter que la loi du 26 août 2006 a pu être appliquée pleinement dès son entrée en vigueur le 31 octobre 2006, alors que les mesures dont question plus haut n'ont pas pour but de faire démarrer l'usage des profils d'ADN en matière pénale au Luxembourg - ce qui est déjà le cas depuis un certain nombre d'années - mais visent à améliorer et à accélérer leur usage, dans l'intérêt d'une meilleure administration de la justice pénale.

Question 1713 (27.4.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **sécurité dans le secteur de l'aviation:**

La Commission des Transports du Parlement européen vient de décider que la durée de validité du règlement de la Commission européenne sur les liquides dans les bagages devrait expirer après un premier délai de six mois. Elle plaide à cet effet pour une suppression des mesures de restriction concernant les liquides, médicaments et autres substances dans les bagages à main alors qu'il n'est aucunement établi qu'elles apportent une véritable valeur ajoutée dans le domaine de la sécurité.

Je partage entièrement les vues du Parlement européen alors que j'ai également de sérieux doutes quant à l'efficacité des mesures en question qui entraînent surtout de graves inconvénients pour les passagers.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement partage les vues du Parlement européen?

- Quelle sera la position du Gouvernement lors du prochain Conseil des Ministres qui discutera de l'initiative?

Réponse (4.6.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement concernant les mesures restrictives s'appliquant aux liquides à emmener à bord d'un avion.

Il convient de rappeler qu'il s'agit d'une des mesures introduites depuis fin 2006 au niveau communautaire suite à la mise en échec par les autorités britanniques en août 2006 d'attentats qui auraient dû être perpétrés à l'aide de

bombes fabriquées sur base de liquides.

Conscient du fait que notamment les mesures restrictives s'appliquant aux liquides ont un impact sur le transport aérien en général et le confort des passagers en particulier, le Gouvernement est favorable à une évaluation de l'efficacité de ces mesures par rapport au risque encouru ainsi qu'à un examen des moyens de simplification des procédures en place.

Il est clair que le Luxembourg défendra cette position dans les fora européens compétents.

Question 1714 (30.4.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **renouvellement des permis de conduire des septuagénaires tous les trois ans:**

Il me revient que depuis peu le renouvellement des permis de conduire des septuagénaires ne se fera désormais plus que par tranches de trois années, au lieu de dix années jusqu'ici.

Cette mesure entraîne une multiplication par trois des formalités administratives et médicales à remplir par les conducteurs de la tranche d'âge de 70 à 80 ans dans les années à venir.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre quelles sont les raisons urgentes qui ont poussé les responsables à prendre cette décision et quels sont les objectifs que l'on se propose d'atteindre. S'agit-il d'une mesure de simplification administrative, très en vogue dans les discours officiels?

- Le nombre d'accidents de la circulation de cette tranche d'âge a-t-il connu ces derniers temps une augmentation inquiétante qui a incité les responsables à réagir avec vigueur?

- Enfin, la société chargée d'émettre des permis de conduire peut-elle, de sa propre initiative, prendre des décisions qui comportent des coûts récurrents importants ou doit-elle y être autorisée par l'autorité politique?

Réponse (15.5.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député demande des précisions au sujet des conditions de renouvellement de la durée de validité du permis de conduire dont sont titulaires les personnes de la tranche d'âge de 70 à 80 ans.

Les dispositions légales régissant la durée de validité des différentes catégories du permis de conduire sont reprises à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route).

Ledit article 87 stipule, entre autres:

«...Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, les permis de conduire des catégories A, B, B+E et F et des sous-catégories A1, A2 et A3 sont valables jusqu'à l'âge de 50 ans des titulaires. Par la suite, ces permis ne sont délivrés ou renouvelés que pour une durée maximum de dix ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À

partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année...»

D'emblée, il y a lieu de relever que les dispositions régissant la durée de validité du permis de conduire, en général, et celles relatives aux permis dont sont titulaires les personnes âgées entre 70 et 80 ans, en particulier, remontent déjà à l'an 1996 et ne constituent dès lors pas une mesure récente.

En effet, par règlement grand-ducal du 11 août 1996 modifiant le Code de la Route, le délai de validité de trois ans pour un permis de conduire renouvelé à partir de l'âge de 70 ans fut introduit dans la législation routière.

L'objectif poursuivi consistait à garantir le droit de conduire aussi longtemps que les conditions de santé des personnes âgées le permettent tout en créant un encadrement réglementaire permettant un contrôle régulier et efficace des aptitudes et capacités de conduire des personnes âgées. Dans ces conditions, les intervalles entre les contrôles médicaux qui font partie des conditions d'obtention et de renouvellement du permis de conduire ont été ramenés à des délais plus courts, en l'occurrence, trois ans.

À noter qu'à l'époque, les dispositions relatives à la validité du

permis de conduire avaient été discutées avec les représentants de l'Amiperas qui ont d'ailleurs partagé le souci à la base de cette mesure.

Entre-temps, par règlement grand-ducal du 13 janvier 2005 modifiant le Code de la Route, les dispositions dont question ont connu des adaptations rédactionnelles mineures pour écarter d'éventuelles divergences dans l'interprétation des dispositions relatives à la durée de validité des différentes catégories du permis de conduire. Le souci du législateur de soumettre les titulaires d'un permis de conduire à des contrôles médicaux réguliers sachant que leur état de santé et par-là leurs capacités de conduire un véhicule peuvent se dégrader rapidement avec l'âge croissant en était la raison.

C'était pourquoi l'analyse des bilans des accidents routiers des dernières années n'affiche pas une augmentation inquiétante du nombre des accidents routiers impliquant des personnes de la tranche d'âge visée.

Finalement, il échet de rappeler que le pouvoir réglementaire en matière de permis de conduire relève du Ministre des Transports qui, le cas échéant, peut solliciter l'avis de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), organisme chargé de la gestion admi-

nistrative et de l'organisation des examens en vue de l'obtention du permis de conduire.

Question 1718 (3.5.2007) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **dénomination des lycées techniques en général et du Lycée technique Josy Barthel à Mamer en particulier:**

L'article 46 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit que les lycées créés après l'entrée en vigueur de la présente loi et qui offrent également l'enseignement secondaire technique sont appelés «lycées».

Par application de cette disposition les projets de loi portant création d'établissements d'enseignement postprimaires à Belval et à Luxembourg-Dommeldange (projets de loi N°5607 et N°5625) confèrent à ceux-ci la dénomination de «Lycée à Belval» respectivement de «Lycée à Luxembourg-Dommeldange».

L'offre scolaire de ces futurs lycées comporte la division inférieure de l'enseignement secondaire dit classique et l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire. Or la même

offre scolaire est également dispensée dans d'autres lycées techniques existants et en particulier au niveau du Lycée technique Josy Barthel à Mamer.

L'actuel «Lycée technique Josy Barthel à Mamer» devrait donc pareillement pouvoir porter la dénomination de «Lycée Josy Barthel à Mamer».

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager une extension du champ d'application de l'article 46 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques pour en faire bénéficier également les lycées créés avant l'entrée en vigueur de ladite loi afin que ces lycées techniques puissent pareillement être dénommés sous le terme générique de «lycée» au lieu de porter leur dénomination actuelle de «lycée technique»?

Réponse (4.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques précise que les établissements créés après la mise en vigueur de cette loi portent la

dénomination de lycée. Cette disposition figure à l'article 46, sous l'intitulé «Dispositions transitoires»:

«Les lycées créés après l'entrée en vigueur de la présente loi et qui offrent également l'enseignement secondaire technique sont appelés lycées.»

Cette disposition a été appliquée aux établissements qui ont été créés depuis 2004 et qui offrent à la fois l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique, à savoir le «Neie Lycée» et le «Atert-Lycée». Il en est de même pour les établissements dont la création est inscrite à des projets de loi engagés dans la procédure législative: le Lycée à Belval, le Uelzecht-Lycée et le Nordstad-Lycée.

Le texte de la loi du 25 juin 2004 voté par la Chambre des Députés exclut l'application de ladite disposition aux établissements créés avant 2004. Le Lycée technique Josy Barthel a été créé et sa dénomination a été fixée par la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer, 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer. Cet établissement porte donc la dénomination de «lycée technique» et non pas celle de «lycée», dénomination que seule la loi peut changer.



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Question 1723 (4.5.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **placement d'un détenu condamné pour pédophilie dans le même bloc que des détenus mineurs:**

Il me revient qu'au sein du Centre pénitentiaire de Schressig un détenu condamné pour pédophilie a été placé dans le même bloc que les détenus mineurs.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les affirmations susmentionnées? En particulier, je voudrais savoir s'il est exact que le détenu en question peut par la fenêtre de sa cellule voir dans la cour des mineurs?

- Monsieur le Ministre le juge-t-il opportun qu'un tel criminel soit placé si proche des détenus mineurs?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un contact avec des mineurs devrait être évité par tous moyens dans ce cas-ci?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il mettre fin à cette situation?

Réponse (16.5.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Selon les informations qui m'ont été transmises par la direction du Centre pénitentiaire, il est vrai qu'un condamné purgeant une peine du chef d'attentat à la pudeur sur mineur, est logé au rez-de-chaussée du bâtiment E, section qui héberge au premier étage les mineurs (actuellement, quatre personnes y placées par le Tribunal de la Jeunesse).

Ce détenu a été placé au bâtiment E depuis décembre 2006 dans l'intérêt de sa propre sécurité, après avoir fait de la part de co-détenus l'objet de représailles à d'itératives reprises. Selon la direction, le bloc E est le seul endroit où ce condamné peut être tenu à l'écart de ces violences.

Même si la cellule du détenu en question a vue sur le préau, dans lequel se promènent entre autres les mineurs pendant une heure par jour, il n'a pourtant pas de contact avec eux. Tout d'abord parce que les gardiens de la section veillent à éviter tout contact direct durant les mouvements, et ensuite parce que le bloc E est toujours équipé de fenêtres qui ne s'ouvrent pas.

Question 1726 (7.5.2007) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant la **disparition des populations d'abeilles:**

Il y a quelques semaines, la presse allemande a commenté que beaucoup de ruches d'abeilles se retrouvaient anormalement vides après cet hiver. Les apiculteurs américains et européens ont constaté une surmortalité importante dans leurs ruches ces dernières années. Les causes les plus souvent évoquées pour expliquer cette mortalité sont: de nouveaux parasites, des maladies virales, de fortes variations climatiques, l'intensification des monocultures et de l'agriculture OGMique, les intoxications des abeilles par certains pesticides ou encore le phénomène mystérieux du «Colony Collapse Disorder», l'abandon des ruches par la population adulte.

Certains apiculteurs luxembourgeois ont d'ailleurs également constaté une diminution importante du nombre d'abeilles par rapport aux années précédentes voire une disparition totale dans certaines ruches.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le Ministère de l'Agriculture s'inquiète-t-il de la situation actuelle des abeilles? Est-ce que le Ministère procède à des enquêtes ou des recherches sur les causes de surmortalité des abeilles? Quelles en sont les conclusions?

- Quelles mesures le Ministère de l'Agriculture compte-t-il prendre pour garantir la survie des abeilles et favoriser et faciliter le travail des apiculteurs?

- Puisque les personnes détentrices d'abeilles sont également assujetties au recensement triennal du bétail, la publication du Statec «Annuaire Statistique du Luxembourg» ne devrait-elle pas répertorier le nombre d'apiculteurs ainsi que le nombre d'abeilles ou de ruches?

Réponse (4.6.2007) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député évoque la situation sanitaire apicole au niveau international et demande des précisions sur l'apiculture dans notre pays.

À titre liminaire je voudrais rappeler le rôle important que joue l'apiculture dans l'écosystème et plus particulièrement dans la pollinisation des plantes ainsi que dans la production du miel, aliment naturel d'une haute valeur gustative et nutritive.

Quant aux données statistiques sur la situation de l'apiculture au Luxembourg, quelques chiffres intéressants sont fournis par le recensement annuel effectué par les soins de l'Administration des Services vétérinaires:

En 2006 le nombre d'apiculteurs enregistrés est de 369, alors que ce chiffre était de 378 en 2003. 52% de ces apiculteurs sont âgés entre 30 et 60 ans alors que 43% sont âgés de plus de 60 ans. Le total des colonies d'abeilles adultes s'élève à 6.391 unités, alors que ce chiffre était de 7.029 en 2003. Fin 2006 nous avons compté dans notre pays une colonie d'abeilles sur 40 ha de surface alors que l'apiculteur luxembourgeois possédait en moyenne quelque 17 ruches d'abeilles. La production annuelle du miel de la marque nationale se situe autour de 90 à 100 tonnes. Ajoutons encore que le miel est soumis, en conformité avec la réglementation communautaire, à une surveillance continue au niveau de la qualité biologique et sanitaire.

La situation sanitaire de nos ruches n'est guère comparable à celle d'autres pays, évoquée par l'honorable Député.

Certes, en 2006, nous avons connu une épidémie de la maladie de la loque américaine qui, en application de notre réglementation nationale très stricte en la matière, a conduit à l'élimination de toutes les colonies d'un apiculteur et à la mise en place d'une zone de surveillance dans le Sud-Ouest du pays.

Cependant, nous ne sommes pas confrontés au problème de la surmortalité des abeilles, ni au soi-disant «Colony Collapse Disorder» rencontré aux États-Unis et dans certains États membres de l'UE. Ces syndromes sanitaires néfastes semblent trouver leur origine, selon les experts, dans des causes multifactorielles, telles les grandes monocultures, la haute concentration en pesticides de ces cultures, la mauvaise qualité du pollen provenant notamment des plantes génétiquement modifiées et, finalement, le traitement insuffisant et inadéquat de la varroase, maladie parasitaire qui affaiblit la résistance immunologique des abeilles.

Précisons à ce sujet qu'au Luxembourg il n'existe ni de telles grandes monocultures, ni des cultures à plantes génétiquement modifiées. De plus, le traitement de la varroase est surveillé et subventionné par ce Ministère. Ce programme de lutte contre la varroase implique entre autres une sélection d'abeilles plus résistantes à la ma-

ladies, un équipement de surveillance perfectionné et l'application de produits biologiques assurant un état sanitaire apicole fort appréciable. La conséquence en est qu'en 2006, la perte moyenne en abeilles était bien en-dessous du niveau de 10%.

Finalement je voudrais souligner que pour l'année 2007, la F.U.A.L. a élaboré un programme d'action, en synergie avec diverses administrations du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du Ministère de l'Environnement et du Ministère des Travaux publics, dans la perspective d'accroître la biodiversité végétale et d'optimiser ainsi la diversification du pollen disponible.

Question 1727 (8.5.2007) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**extension de l'enseignement proposé au lycée pilote «Neie Lycée» jusqu'en classe de première:**

À en croire les déclarations du directeur du «Neie Lycée», telles qu'elles ont été reproduites dans un article du quotidien «d'Wort» en date du 5 mai 2007, un règlement autorisant le lycée pilote à proposer un enseignement jusqu'en classe de première aurait déjà été engagé dans la procédure législative.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'existence d'un tel document?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas prématuré d'envisager dès à présent une continuation du projet pilote, alors que celui-ci vient de démarrer et y a seulement deux ans et qu'aucune évaluation approfondie et objective n'a encore eu lieu?

Réponse (31.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'après les renseignements qui me sont fournis par la direction du «Neie Lycée», le directeur de cet établissement a informé un journaliste que les responsables de cette école ont élaboré un document décrivant les modalités de mise en œuvre d'un cycle supérieur au «Neie Lycée» et qu'ils ont fait parvenir ce document à mon département.

À ce stade, je n'y ai donné pas de suite. Avant de se pencher sur un règlement déterminant les modalités de fonctionnement d'un cycle supérieur au «Neie Lycée», il faut d'abord en inscrire le principe dans une loi. Mes services analysent l'opportunité d'une telle démarche. Lorsque je l'estimerai utile, j'en saisirai le Conseil de Gouvernement avant de l'engager dans la procédure législative.

L'évaluation du projet pilote du «Neie Lycée» est en cours, elle s'étend sur plusieurs années et est effectuée par l'Université de Luxembourg. La synthèse des résultats de la première année de cette évaluation sera disponible sous peu; je présenterai ces résultats à la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés.

Question 1729 (9.5.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»):**

Dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du

pays pour l'année 2007, le Conseil Économique et Social (CES) fait état de l'existence d'une actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»), dont la version initiale date de 1991. Selon les affirmations du CES, cette nouvelle étude aurait été achevée au cours de l'année 2006, mais n'aurait pas été publiée jusqu'à ce jour.

Les travaux sur le projet de loi N°5696 («pacte logement») ayant été entamés au sein de la Commission parlementaire des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement récemment, et vu l'importance que pourrait revêtir toute information complémentaire sur la situation du marché national du logement dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si cette information du CES est correcte et, dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre compte publier la version actualisée de l'étude LIP dans un avenir proche. Toujours dans l'affirmative, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de bien vouloir me renseigner dès à présent sur les principaux résultats de cette nouvelle étude.

Réponse (31.5.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il est vrai que le Ministre du Logement a chargé le bureau d'études «Stadtland» de procéder à une réactualisation de l'étude dénommée «LIP», datant de 1991. L'ébauche des résultats de cette étude est disponible depuis quelques mois et c'est pourquoi le Ministre du Logement s'est empressé de présenter les principaux résultats de cette nouvelle étude le 18 janvier 2007 lors d'une réunion jointe de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg», de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire et de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Les données qui sont à la base de cette ébauche des résultats ont fait l'objet d'un examen contradictoire entre le bureau d'études et le groupe de travail chargé de l'élaboration du projet du plan directeur sectoriel «Logement» et sont en train d'être calibrées.

Il va sans dire que l'étude sera publiée dès sa finalisation par le bureau d'études «Stadtland».

Question 1738 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**acquisition par l'État de terrains situés hors du périmètre et vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2006, Monsieur le Premier Ministre avait présenté différentes mesures en vue d'un endiguement de la flambée des prix des terrains à bâtir.

Dans ce contexte Monsieur Michel Wolter, président du groupe parlementaire du PCS et Monsieur le Premier Ministre avaient lancé dans le cadre du congrès ordinaire du PCS l'idée de l'acquisition par la main publique de terrains situés hors du périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi les propositions de Monsieur Wolter et de Monsieur le Premier Ministre n'ont pas été retenues dans le projet de loi du «pacte logement»?

- De l'avis de Monsieur le Ministre les propositions susmentionnées

ne peuvent-elles pas avoir, le cas échéant, un effet positif sur l'évolution des prix des terrains à bâtir?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement envisage de vendre les terrains appartenant à l'État et situés en dehors du périmètre à un prix inférieur à celui du marché? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire un inventaire des terrains appartenant à l'État et situés en dehors du périmètre?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'envergure des ventes de terrains appartenant à l'État effectuées jusqu'à ce jour? Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les prix de vente de ces terrains? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les ventes de terrains effectuées par l'État ont mené à une baisse des prix des terrains à bâtir?

Réponse (6.6.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il est vrai que lors de la déclaration du 2 mai 2006 sur la situation économique, sociale et financière du pays, Monsieur le Premier Ministre avait présenté différentes mesures en vue d'un endiguement de la flambée des prix des terrains à bâtir.

Aucune de ces mesures ne portait sur «l'idée de l'acquisition par la main publique de terrains situés hors du périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché».

C'est la raison pour laquelle une telle proposition n'a pas été retenue dans le projet de la loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Question 1742 (14.5.2007) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **Cité judiciaire:**

Dans ses orientations budgétaires 2008, le Ministère des Travaux publics affirme que la Cité judiciaire, dont la surface brute sera de 33.000 mètres carrés, «permettra de réunir l'intégralité des services.»

- Le Ministre peut-il confirmer qu'il en sera bien ainsi?

- Si tel ne devait pas être le cas, quels sont les services qui ne pourront pas être logés dans la Cité judiciaire? Où seront-ils logés?

Réponse (31.5.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

La future Cité judiciaire aura une surface brute de 33.000 mètres carrés, ce qui correspondra à une surface utile de 25.643 mètres carrés.

Cette surface permettra de loger l'ensemble des services judiciaires proprement dits, à l'exception du Service central d'assistance sociale, qui devra - dans l'attente d'une affectation à la Justice du bâtiment occupé par les Archives de l'État - rester dans les locaux qu'il occupe actuellement à la galerie Kons à Luxembourg-Gare. Le bâtiment prévu à son attention a en effet dû être supprimé suite aux conditions imposées notamment par la commune de Luxembourg.

Les sections commerciales du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg ainsi que les services de l'état civil resteront logés dans les locaux appartenant à l'État dans le Centre Hermes, qui jouxte la Cité, mais seront reliés aux infrastructures techniques et informatiques de la Cité.